



Évaluation des menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

Indice
Normandie 2024



ÉTUDE

EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Auteurs: Elena Lazarou et Branislav Stanicek
Service de recherche pour les députés
PE 762.368 — Septembre 2024



FR

Évaluation des menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

Indice Normandie 2024

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, et des retombées de plus en plus mondiales - sur le plan matériel et politique - des conflits, il est d'autant plus important de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. L'«indice Normandie» présente une mesure annuelle de ces menaces depuis le Forum Normandie pour la paix de 2019. Les conclusions de l'exercice 2024 montrent que le niveau des menaces pour la paix n'a jamais été aussi élevé depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par des conflits, des rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides. Les conclusions de l'exercice 2024 s'appuient sur les données compilées en 2023-2024, afin de comparer le niveau de paix - défini sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées - entre pays et régions. Se fondant sur l'indice Normandie, 63 études de cas nationales donnent un aperçu de l'état de la paix dans le monde aujourd'hui.

AUTEURS

Éditeur: Étienne Bassot

Auteurs: Elena Lazarou et Branislav Stanicek, Service de recherche pour les députés

Graphiques de Györgyi Mácsai et Giulio Sabbati

Le présent document a été rédigé par le service de recherche pour les députés, au sein de la direction générale des services de recherche parlementaire (EPRS) du secrétariat général du Parlement européen. Les données utilisées ont été fournies par l'Institut pour l'économie et la paix. Bruno Bilquin, Anna Caprile, Sebastian Clapp, Enrico D'Ambrogio, Angelos Delivorias, Gisela Grieger, Ulrich Jochheim, Marc Jutten, Gabija Leclerc, Eric Pichon, Jakub Przetacznik, Rosamund Shreeves et Marcin Szczepanski ont rédigé les études de cas de cette édition de l'indice Normandie.

L'indice Normandie est également disponible [en ligne](#). Le présent document a été finalisé en juillet 2024. Il met à jour et développe les éditions [2019](#), [2020](#), [2021](#), [2022](#) et [2023](#) de l'indice Normandie, toutes disponibles sur le site web du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: eprs@europarl.europa.eu

VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traduction: FR

Manuscrit achevé en juillet 2024.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

Bruxelles, © Union européenne, 2024

Crédits photo: © Who is Danny / Adobe Stock.

PE 762.368

ISBN: 978-92-848-2149-5

ISSN: 2600-3457

DOI:10.2861/879707

QA-CK-24-001-FR-N

eprs@ep.europa.eu

<http://www.eprs.ep.parl.union.eu> (intranet)

<http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/home.html> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

Préface



Cette année a été celle d'une instabilité accrue, d'une polarisation politique et d'un déclin de la paix mondiale. Malgré ces tendances inquiétantes, tout n'est pas négatif: jamais auparavant l'Europe ne s'était autant engagée politiquement pour atténuer les effets dévastateurs des conflits, faire oeuvre de solidarité et susciter l'espoir. Nous avons entamé l'année en intensifiant nos efforts pour, ensemble, aider et appuyer la défense de l'Ukraine contre la poursuite de l'agression illégale venue de la Russie. L'Union européenne n'a pas seulement fourni près de cent milliards d'euros d'aide financière et militaire à Kiev mais, avec le soutien le plus fort du Parlement européen, elle a également ouvert des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la République de Moldavie. De même, dans les Balkans occidentaux, nous avons progressé dans l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine.

Confrontée à un large éventail de menaces pour la paix et la démocratie, l'Union européenne a mené une action diplomatique

et intensifié sa coopération avec des partenaires partageant ses valeurs au sein du G7, des Nations unies, de l'OTAN et d'autres organisations régionales, afin d'établir des partenariats et d'élaborer des politiques visant à créer pour l'avenir des conditions propices à la paix. Une capacité et un leadership européens communs, permettant d'agir dans l'environnement géopolitique actuel, voilà ce que nos citoyens attendent de nous. Les résultats des élections européennes n'ont fait que renforcer ce message et cette responsabilité.

Il est important de noter que l'édition de l'indice Normandie de cette année coïncide avec le 80^e anniversaire du débarquement de Normandie; un rappel bienvenu des sacrifices extraordinaires consentis pour la liberté et la paix en Europe. J'espère que nous trouverons à la fois le sens de l'innovation et la volonté politique nécessaires pour promouvoir une paix durable, c'est-à-dire une paix dans le respect de la dignité humaine, de la liberté et de la justice. Nous devons rester vigilants pour ne pas répéter les erreurs historiques du passé et éviter de prêter le flanc aux fausses promesses du populisme et du nationalisme, lesquelles ne font que rappeler la fragilité de notre paix et de notre démocratie lorsque nous ne les défendons pas ensemble.

Roberta Metsola

Présidente du Parlement européen

Table des matières

Préface	I
1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus disputé et plus complexe	1
1.1. Mesurer la paix	2
1.2. Recenser les menaces et définir des politiques: indices et élaboration des politiques	3
2. L'indice Normandie	5
2.1. L'indice Normandie 2024: Conclusions et fonctions	9
3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen	14
4. La valeur ajoutée des études de cas	15
Afghanistan	16
Afrique du Sud	17
Albanie	18
Algérie	19
Arabie saoudite	20
Arménie	21
Australie	22
Azerbaïdjan	23
Bangladesh	24
Biélorussie	25
Bolivie	26
Bosnie-Herzégovine	27
Brésil	28
Burkina Faso	29
Canada	30
Chine	31
Colombie	32
Corée du Nord	33
Corée du Sud	34
Costa Rica	35
Côte d'Ivoire	36
Égypte	37
Érythrée	38
États-Unis	39
Éthiopie	40
Géorgie	41

Inde	42
Indonésie	43
Iran	44
Iraq	45
Israël	46
Kazakhstan	47
Kosovo*	48
Liban	49
Libye	50
Macédoine du Nord	51
Mali	52
Maroc	53
Mauritanie	54
Mexique	55
Moldavie	56
Mongolie	57
Mozambique	58
Myanmar/Birmanie	59
Niger	60
Nigeria	61
Nouvelle-Zélande	62
Pakistan	63
Philippines	64
République centrafricaine	65
République démocratique du Congo	66
Royaume-Uni	67
Russie	68
Serbie	69
Somalie	70
Soudan	71
Syrie	72
Tchad	73
Thaïlande	74
Tunisie	75
Turquie	76
Ukraine	77

Venezuela	78
Yémen	79
5. ANNEXE – L'indice Normandie: Méthode	80
5.1. Contexte	81
5.2. Synthèse sur la méthode employée	82
5.3. Détail des domaines et description des indicateurs	84
5.4. Pondération des indicateurs	92
5.5. Calculs relatifs aux domaines	92
5.6. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie	93

1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus disputé et plus complexe

La politique étrangère de l'Union européenne a longtemps fait l'objet de débats universitaires divers et animés, concernant tant la capacité et la légitimité de l'Union à agir que la nécessité pour elle de se doter d'une stratégie, d'une vision et d'objectifs. Afin, entre autres, de répondre à certaines de ces questions, la stratégie globale de l'Union européenne, lancée en 2016 par la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne (HR/VP) de l'époque, Federica Mogherini,¹ présente une vision structurée et cohérente de la politique étrangère de l'Union dans un environnement géopolitique et socio-économique mondial de plus en plus complexe. S'appuyant sur les dispositions des traités fondateurs de l'Union, en particulier du traité de Lisbonne, cette stratégie globale fixe le niveau d'ambition de l'Union en tant qu'acteur de politique étrangère à la poursuite des objectifs définis dans le traité, notamment l'objectif clé de la recherche de la paix, tant dans l'Union que dans le reste du monde.

Bien que la stratégie globale ne soit pas un exercice classique d'évaluation des menaces, elle saisit dans son approche un certain nombre de menaces pour la paix et la sécurité mondiales et va au-delà des conceptions traditionnelles de la sécurité en incluant dans ces menaces des problèmes traditionnels et émergents qui mettent la paix en péril. Elle s'intéresse également aux liens cruciaux entre les évolutions qui ont le potentiel d'exacerber, de catalyser et d'amplifier les menaces définies.

En 2020, les 27 États membres de l'Union (UE-27) ont relevé le défi de réaliser, en tant que première partie du processus biennal de la boussole stratégique, la toute première analyse conjointe indépendante de l'ensemble des menaces et enjeux auxquels l'Union européenne est actuellement confrontée ou pourrait l'être dans un avenir proche. La boussole, qui a été approuvée lors du Conseil européen de mars 2022,² vise à orienter la culture stratégique de l'Union européenne et définit un plan d'action ambitieux assorti de résultats concrets, en vue de renforcer la politique de sécurité et de défense de l'Union d'ici à 2030. Elle présente les menaces sur quatre sections: la première décrit le retour d'une politique de rapports de force et un monde multipolaire disputé; la deuxième recense les menaces et les enjeux associés à des zones géographiques spécifiques à travers le monde (de la Chine à l'Amérique latine); la troisième fait état des menaces émergentes et transnationales; puis la quatrième et dernière partie conclut sur les conséquences stratégiques pour l'Union. Il est intéressant de noter que la troisième partie, dont la teneur aborde concrètement les types de menaces, coïncide largement avec les catégories définies dans la stratégie globale, tout en insistant sur les technologies émergentes et de rupture, la santé, les secteurs maritime et spatial en tant que domaines où la menace est prononcée. Elle recense également la militarisation des ressources naturelles parmi les menaces. À l'instar de la stratégie globale avant elle, l'analyse des menaces effectuée dans le cadre de la boussole stratégique met en exergue les interconnexions entre les menaces et le caractère hybride de leur environnement. Une mise à jour de l'analyse commune des menaces a été effectuée en décembre 2022 afin de l'adapter à l'évolution du contexte stratégique et sécuritaire, y compris aux conséquences mondiales de l'agression russe contre l'Ukraine. À l'avenir, la boussole stratégique prévoit des mises à jour régulières avec le soutien d'une capacité unique d'analyse du renseignement renforcée.³ Une analyse révisée de la menace est attendue en 2025.

¹ [Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), SEAE, novembre 2016.

² [Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), Conseil de l'Union européenne, mars 2022.

³ [Rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), SEAE, mars 2023.

Suivant la logique de l'interconnexion des menaces, l'indice Normandie, fruit d'un mémorandum d'accord de 2018 entre la région de Normandie et le Parlement européen, vise à donner une image globale du monde - régions et pays - à travers le prisme de la recherche de la paix, mesurée au regard des menaces explicitement définies dans la stratégie globale. Son objectif est de donner aux décideurs de l'Union un outil leur permettant de concevoir des instruments d'action extérieure ciblés. Il est délibérément conçu pour être concis et aisément compréhensible, afin de permettre aux députés de communiquer auprès du grand public, tant pour lui faire mieux comprendre les menaces qui existent à travers le monde que pour l'informer sur l'action extérieure de l'Union. L'indice est le produit d'un mémorandum d'accord de 2018 entre la région Normandie et le Parlement européen. Il complète la publication annuelle «Paix et sécurité» élaborée par le Service de recherche du Parlement européen.⁴

1.1. Mesurer la paix

La définition moderne de la paix ne se réfère pas seulement à l'absence de guerre mais inclut également des éléments de bien-être, d'ordre social et de justice: les gens attendent et exigent davantage de la paix.⁵ La paix englobe aussi le droit à l'intégrité physique et les droits liés aux valeurs morales et culturelles. Tous les êtres humains ont droit à la vie et aux moyens nécessaires à leur épanouissement. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer car elle correspond à un continuum qui va de la guerre entre États à des perceptions positives du public. Ce continuum comprend des violences internationales (ex: guerres, conflits hybrides) et intranationales (ex: violence des gangs ou violences policières, déplacements forcés et guerres civiles).⁶ Toute mesure de la paix doit dès lors tenir compte d'un grand nombre de dimensions. Un rapport de 2022 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) affirme, entre autres, qu'une compréhension systémique de la paix est nécessaire pour comprendre les questions fondamentales liées à la consolidation de la paix, y compris «quelle version de la paix est-on en train de construire» et comment la rendre durable.⁷ Le même document postule également qu'«en raison de la complexité, les méthodes mixtes qui utilisent des données tant qualitatives que quantitatives, ainsi que la triangulation à partir de sources multiples constituent des éléments importants de la base factuelle permettant de mesurer l'impact sur la paix».

Une autre façon de mesurer la paix est de prendre en considération le niveau des menaces qui pèsent sur elle, afin de les combattre et d'éviter une éventuelle dégradation de la situation. En effet, plusieurs États sont confrontés à des menaces multiples - qui non seulement pèsent séparément sur la paix mais peuvent aussi s'amalgamer pour faire naître de nouveaux dangers - ainsi qu'à des menaces hybrides. Dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de ses effets domino au niveau mondial, l'insécurité énergétique est réapparue comme l'une de ces menaces et comme un facteur de conflit et de détérioration de la qualité de la paix. En outre, les menaces géopolitiques, environnementales et informatiques affectent également le commerce mondial, comme en témoigne le pic enregistré en 2022 dans l'indice de stabilité des chaînes d'approvisionnement du KPMG.⁸

⁴ E. Lazarou, E. Pichon, [Paix et sécurité en 2023: Panorama de l'action de l'Union européenne et perspectives pour l'avenir](#), EPRS, Parlement européen, juillet 2023.

⁵ [Déclaration sur une culture de la paix](#) adoptée lors de la 107^e session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies, Bibliothèque numérique des Nations unies, septembre 1999.

⁶ M. Caparini, G. Milante, [Sustaining peace and sustainable development in dangerous places](#), SIPRI, 2017.

⁷ E. Brusset, G. Milante, M. Riquier, C. Delgado, [Measuring Peace Impact](#), SIPRI, 2022.

⁸ [KPMG Supply Chain Stability Index](#), KPMG, 2024.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces, la raison d'être de l'indice Normandie est double. Premièrement, l'indice se concentre sur le domaine de l'action extérieure de l'Union européenne, en sélectionnant et en mesurant les menaces perçues comme telles par l'Union, et que l'action de l'Union vise à combattre, à éviter, à résorber ou à résoudre. Deuxièmement, il vise à surveiller la probabilité (ou l'existence) d'un conflit (ou d'une déstabilisation de la paix et de la sécurité) dans un pays donné sur la base du niveau global de ces menaces.

1.2. Recenser les menaces et définir des politiques: indices et élaboration des politiques

Les indices peuvent être utilisés comme des systèmes d'alerte rapide et sont conçus pour fournir aux décideurs des informations sur les risques potentiels et l'évolution des facteurs économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires et politiques. Les indices quantitatifs sont également de bons outils à des fins d'agrégation et de comparaison, ainsi que pour démontrer le changement, l'évolution et le degré de cette évolution de manière normalisée. En fonction de leur composition, ces indices peuvent quantifier la probabilité qu'un événement se produise dans un avenir proche ou prévisible, ce qui en fait des outils de prospective. La prospective, telle que définie dans le rapport du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) intitulé «Tendances mondiales à l'horizon 2030», est un «exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir [...] et à esquisser les chemins qui y mènent».⁹ En ce sens, la prospective est un outil qui aide à déterminer et à choisir des axes d'intervention; c'est un «principe d'organisation sélectif». L'une des justifications invoquées par la Commission européenne pour intégrer la prospective stratégique dans l'élaboration des politiques est d'élaborer et d'utiliser une intelligence collective afin d'anticiper les évolutions et de se préparer plus tôt et plus efficacement aux nouvelles perspectives et aux nouveaux enjeux.¹⁰ Les indicateurs composites (ou indices) peuvent rassembler cette intelligence collective pour fournir aux décideurs une «vue d'ensemble», essentielle à l'élaboration des politiques.

Un indice peut également donner un aperçu général d'une situation sur la base d'un panier de facteurs sous-jacents. Les indices existants liés à la paix et à la sécurité proposent différentes versions de tels paniers en tenant compte d'une sélection de variables pour élaborer leurs mesures des niveaux de conflit et de paix. Certains indices s'apparentent à des dispositifs de suivi des conflits, qui se concentrent spécifiquement sur la prévention de la violence létale et sur son importance particulière pour la politique étrangère d'une région ou d'un pays donnés.¹¹ D'autres indices cherchent à renseigner de manière générale sur les niveaux d'une multitude de facteurs tels que la sûreté et la sécurité sociétales, les conflits internes et internationaux ainsi que le degré de militarisation. Une troisième catégorie, qui comprend le classement de l'indice des États fragiles, discerne les domaines de vulnérabilité qui contribuent au risque de fragilité de l'État. La mise en oeuvre des politiques dépend naturellement des ressources, du temps et de la situation politique. Pourtant, même rétrospectivement, les indices peuvent permettre de comprendre les éléments qui ont contribué à l'adéquation de la réponse des politiques menées pour faire face à des événements critiques. Par exemple, bien avant la pandémie de COVID-19, l'indice de sécurité sanitaire mondial indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie de grande ampleur ou à une pandémie et démontrait que tous les pays présentaient des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire.

⁹ [Global Trends to 2030](#), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS), avril 2019.

¹⁰ [Rapport de prospective stratégique](#), Commission européenne, septembre 2020.

¹¹ [Global Conflict Tracker](#), Council on Foreign Relations, 2023.

Globalement, ces ensembles de données et indicateurs visent à mesurer le niveau comparé de variables prédéfinies au sein d'une région ou à l'échelle mondiale; à proposer des évaluations des risques politiques pour l'avenir; et à contribuer à l'action des décideurs et d'autres acteurs de la politique étrangère. L'indice Normandie a pour rôle de mettre ces fonctions au service de la politique étrangère de l'Union, en cohérence avec les buts et objectifs de celle-ci. Cette démarche est tout à fait d'actualité, étant donné les nouveaux enjeux et les nouvelles perspectives, tels que les demandes d'adhésion à l'Union européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, et la désignation consécutive de nouveaux pays candidats et pré-candidats en juin 2022. Roberta Metsola, Présidente du Parlement, a fait observer que «l'élargissement, c'est l'instrument géopolitique le plus puissant de l'Union. Dans ce nouvel environnement géostratégique, une Union élargie, fondée sur des objectifs, des critères et des valeurs clairs, c'est un investissement dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen. Toutes les parties concernées ont à y gagner.». En outre, la bonne connaissance des pays du voisinage immédiat de l'Union fournit des informations supplémentaires aux décideurs et peut certainement faciliter l'intégration européenne de ces pays et la poursuite de la coopération avec les voisins du sud et de l'est. Au-delà du voisinage de l'Union européenne, l'indice Normandie offre une vision claire et stratégique de l'évolution des politiques mondiales, grâce à des approches géographiques et sectorielles transversales.

2. L'indice Normandie

L'indice Normandie se distingue des autres indices dans la mesure où il suit une approche établie par l'Union européenne et spécifiquement adaptée à son action. Il définit également le conflit et les nombreux états intermédiaires entre la paix parfaite et la guerre totale comme un produit de facteurs liés aux principales menaces que l'Union recense dans sa stratégie d'action extérieure. La stratégie globale de l'Union recense les 11 menaces suivantes comme principaux défis actuels pour la paix et la sécurité.¹²

Terrorisme	Menaces hybrides	Crises économiques	Changement climatique
Insécurité énergétique	Conflits violents	Cybersécurité	Désinformation
États fragiles	Criminalité transfrontière	Armes de destruction massive (ADM)	

L'indice s'appuie sur 9 de ces 11 menaces, auxquelles il attribue un poids égal dans le calcul du résultat final pour 138 pays des Nations unies (l'EU-27 étant comptabilisée comme une seule entité). Une innovation majeure consiste à associer des indicateurs géopolitiques et des données économiques et sociales. Les tendances à l'inflation, à la perturbation des échanges commerciaux et de l'approvisionnement énergétique, ainsi qu'à l'affaiblissement des économies, déjà observées depuis 2021, se sont maintenues en 2023-2024. Certaines devises, telles que la lire turque ou la livre égyptienne, ont atteint des niveaux historiquement bas. La croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial a ralenti en 2022 pour s'établir à 3,2 %, un affaiblissement de plus de 1 point de pourcentage par rapport aux prévisions de la fin de 2021, principalement sous l'effet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. Après une croissance de 2,6 % en 2023, une croissance mondiale modérée de 2,8 % est attendue pour 2024.¹³ La dette publique brute rapportée au PIB a également progressé sur la trajectoire à long terme : de 73,2 % en 2013, à 112,4 % en 2023 pour les économies avancées ; la dette des économies émergentes et en développement est passée de 49,7 % à 67,5 % (Fonds Monétaire International (FMI), 2023).

Par conséquent, l'indice Normandie comprend désormais trois indicateurs composites : l'insécurité énergétique, la crise économique et la criminalité. En ce qui concerne la criminalité, bien qu'aucun ensemble de données solide mesurant la criminalité transfrontière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, le niveau de criminalité dans les 138 entités étudiées est évalué au moyen d'un indicateur qui mesure de manière globale le crime organisé : le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur la perception de la criminalité (25 %).

La catégorie des menaces hybrides est exclue de l'indice Normandie, dans la mesure où ces menaces sont, par nature, à multiples facettes et consistent en une combinaison de plusieurs facteurs (voir figure 1). C'est pourquoi l'indice appréhende les menaces hybrides de manière indirecte par la compilation de leurs différentes dimensions (insécurité énergétique, crises économiques, désinformation, cyberattaques). Dans sa version en ligne, l'indice Normandie permet à l'utilisateur de consulter un classement des 138 entités fondé sur le panier de menaces qui, ensemble, constituent des menaces « hybrides ».¹⁴ La quantification voire l'estimation du niveau de

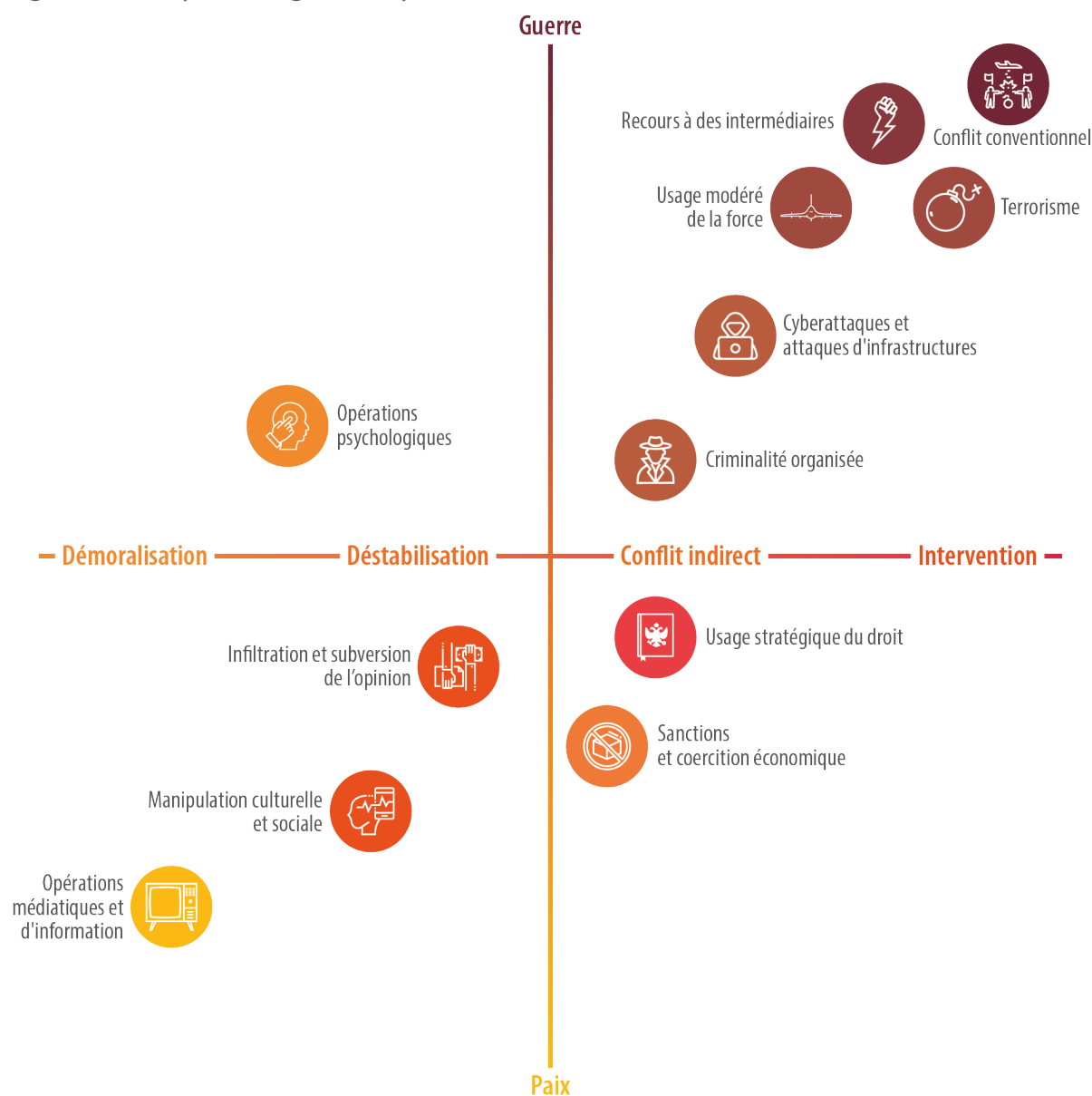
¹² Il convient de noter que ces mêmes menaces sont également incluses dans l'analyse des menaces de la boussole stratégique de 2022, avec une seule différence : l'indicateur « criminalité transfrontière » est qualifié de « criminalité organisée ».

¹³ P. S. Diop, V. Remy, [Economic Outlook – A subtrend global growth, but no recession](#), EY, Février 2024.

¹⁴ [Indice Normandie pour la paix](#), EPRS, Parlement européen, 2023.

désinformation dans un pays donné continue de diviser les spécialistes, à mesure de l'émergence de nouvelles connaissances à ce propos. C'est pour cela que la première version de l'indice Normandie lui substituait un indicateur relatif à la «liberté de la presse», bien qu'il soit reconnu que le paysage médiatique n'est qu'un des nombreux facteurs ayant une incidence sur la résilience face à la désinformation. Des données sur la diffusion d'opinions trompeuses et de fausses informations par les gouvernements et les partis politiques sont disponibles grâce au projet Variétés de la démocratie (V-DEM). Sans qu'il s'agisse d'un inventaire exhaustif des sources de désinformation, l'indice Normandie utilise les données collectées par le V-DEM pour mesurer la menace de désinformation¹⁵.

Figure 1 – Moyens de guerre hybride



Source: CEPA, 2021

¹⁵ Il convient de noter que l'indice Normandie 2022 a été calculé rétroactivement pour inclure de nouveaux indicateurs sur les crises économiques (dette publique par rapport au PIB) ainsi qu'un calcul plus précis d'autres indicateurs, tels que l'insécurité énergétique (par le calcul de la consommation annuelle d'énergie électrique par habitant). Pour plus d'informations sur l'approche méthodologique, veuillez consulter l'annexe de cette étude.

Aux dix facteurs susmentionnés, l'indice Normandie ajoute la qualité du processus démocratique, dès lors que le soutien à la démocratie constitue une dimension essentielle de l'action extérieure de l'Union européenne. En outre, il existe une forte corrélation entre, d'une part, la faiblesse des processus démocratiques et, d'autre part, les menaces à la paix et à la sécurité. Compte tenu de la complexité et du caractère multidimensionnel des domaines abordés, la méthode choisie pour l'indice Normandie se fonde sur la sélection d'un ou de plusieurs indicateurs représentatifs clés pour chacun des domaines, en fonction des publications officielles et universitaires actuelles ainsi que des données disponibles.

Tableau 1 – Résumé des domaines, des indicateurs et des sources

Domaine	Indicateurs	Définition	Source	Nombre de pays étudiés	Données les plus récentes
Changement climatique	Indice mondial pour la gestion des risques INFORM	INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.	Nations unies	191	2024
Cybersécurité	Indice de cybersécurité	L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.	Union internationale des télécommunications	194	2020
Processus démocratiques	Indice de démocratie participative	Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.	V-Dem	179	2022
Crises économiques	Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts	Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.	Banque mondiale	143	2022
	Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)	Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)	Fonds monétaire international	135	2024
Insécurité énergétique	Importations d'énergie	Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.	Banque mondiale	143	2022
	Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)	Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)	Banque mondiale	142	2019
États fragiles	Indice des États fragiles	L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI.	Fonds pour la paix	179	2022

Domaine	Indicateurs	Définition	Source	Nombre de pays étudiés	Données les plus récentes
Criminalité	Taux d'homicide pour 100 000 personnes	Taux d'homicide pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité	Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)	192	2021
	Perception de la criminalité en bande	Réponses à la question Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul(e)?»	Gallup/IEP	163	2023
Résilience à la désinformation	Résilience à la désinformation	Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.	V-Dem	179	2022
Terrorisme	Indice mondial du terrorisme	Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme.	Institut pour l'économie et la paix	163	2024
Conflits violents	Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix	Plus mauvais score des indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causées par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causées par les conflits externes.	Institut pour l'économie et la paix	163	2023
ADM	Indice de menace nucléaire	L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace.	Economist Intelligence Unit (EIU)	176	2023

Source: Institut pour l'économie et la paix et EPRS, 2024.

L'indice Normandie est donc un outil dont les décideurs de l'Union européenne peuvent se servir pour évaluer les pays les plus à risque dans le monde selon la stratégie globale de l'Union, et pour cibler l'action de l'Union. Il ne **s'agit pas d'un classement des pays en fonction de leur niveau de paix, mais plutôt d'un classement des menaces spécifiques pesant sur la paix par pays**. Au fur et à mesure que de nouvelles données se font disponibles, l'indice Normandie évolue sur le plan de l'exactitude, de la répartition géographique et de la précision. En outre, des événements tels que la crise de la COVID-19 ou de nouveaux conflits armés peuvent amener les stratégies en matière de sécurité du monde entier à adapter et élaborer de nouveaux outils politiques au regard de la sécurité et de la paix. Au fil des événements, l'indice Normandie s'adaptera à l'évolution de l'approche stratégique de l'Union en matière de paix et de sécurité, avec l'inclusion potentielle de nouvelles menaces dans les versions futures.

Comme indiqué précédemment, l'adoption de la boussole stratégique et d'un nouveau concept stratégique de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a renforcé la capacité des États européens en matière de sécurité et de défense.¹⁶ En avril 2023, la Finlande est devenue le 31^e

¹⁶ [Concept stratégique de l'OTAN 2022](#), OTAN, juin 2022.

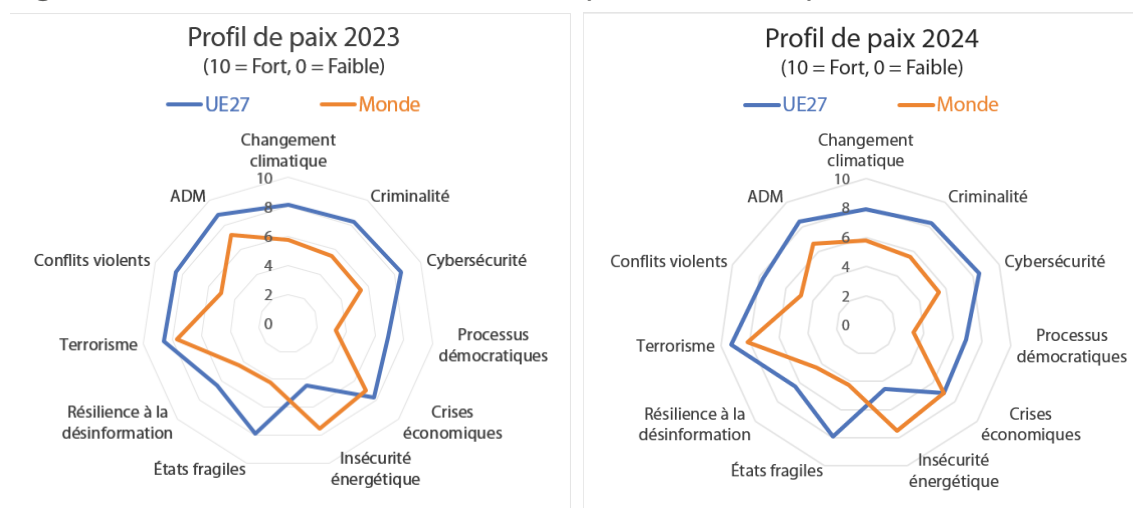
membre de l'OTAN, tandis que la Suède en devenait le 32^e membre le 7 mars 2024. Toutefois, les menaces ne peuvent pas toutes être contrées par les seuls moyens militaires. Au-delà des stratégies classiques de défense, l'Union vise systématiquement à développer des capacités qui promeuvent la paix, la sécurité et la résilience, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, en recourant à un éventail de politiques. La pandémie et la guerre en Ukraine ont démontré que les outils de préservation de la paix dépassent largement les conceptions traditionnelles de sécurité, pour inclure, par exemple, les progrès vers une Union européenne de la santé, REPowerEU - pour lutter contre l'insécurité énergétique - et la stratégie pour l'industrie européenne de la défense, présentée en mars 2024 pour renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne et préparer l'industrie en matière de défense. La stratégie de sécurité économique de 2023 dévoilée par la Commission européenne en juin 2023 répond également aux préoccupations relatives à la sécurité et à la démocratie. Pour la Commission, l'observation selon laquelle «les risques inhérents à certains liens économiques évoluent rapidement dans l'environnement géopolitique et technologique actuel et sont de plus en plus associés à des préoccupations en matière de sécurité» sous-tend l'esprit de réduction des risques de la stratégie.

Une autre qualité de l'indice Normandie réside dans sa capacité à déterminer les principales menaces auxquelles sont confrontés les pays et les régions évalués, ce qui permet de mieux comprendre le dosage politique nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité dans une région donnée. La version en ligne de l'indice Normandie propose des comparaisons entre régions, pays et périodes permettant aux décideurs de l'Union européenne de déterminer les secteurs à prendre davantage en considération lorsqu'ils aident des partenaires du monde entier, que ce soit au niveau national ou régional, tout en surveillant éventuellement l'amélioration (ou l'absence d'amélioration) de la résilience face à ces menaces dans les pays où l'Union est déjà engagée.

2.1. L'indice Normandie 2024: Conclusions et fonctions

Pour chacun des 137 pays et pour l'UE-27, l'indice Normandie prend en considération les 11 menaces pour la paix et les compare aux 11 mêmes dimensions pour d'autres pays de la même région (ou du monde) car l'environnement régional est supposé jouer un rôle important dans la résilience des pays face aux menaces.

Figure 2 – EU-27 Profil des menaces à la paix de l'EU-27 pour 2023 et 2024



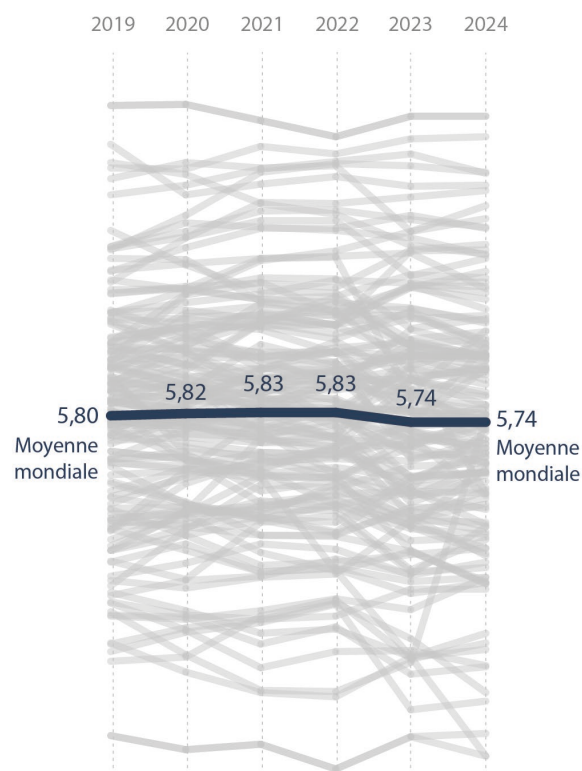
Source: Indice Normandie, 2023 et 2024.

Pour chaque dimension, 10 correspond à une absence de risques et 0 à une menace grave. Dans l'exemple ci-dessus (figure 2), l'UE-27, par rapport au reste du monde, semble moins exposée aux risques pour 9 dimensions sur 11 en 2024, tout en étant plus exposée dans le domaine de la sécurité énergétique et exposée à un risque égal de crise économique. La comparaison entre les deux années indique que, pour l'UE-27, contrairement à d'autres pays et régions, aucun changement significatif dans le profil des menaces à la paix n'a été observé d'une année à l'autre. Cependant, la crise géopolitique dans le voisinage européen a touché les approvisionnements énergétiques et les économies de l'UE-27, faisant chuter celle-ci de 3 places dans le classement mondial en 2024.

Après une légère amélioration entre 2019 et 2022, le profil mondial des menaces à la paix (moyenne de 5,74 en 2023-2024) s'est également dégradé au cours de l'année écoulée - sans surprise compte tenu de l'impact déstabilisateur au niveau mondial de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine (figure 3). Les conclusions de l'exercice 2024

montrent que le niveau des menaces à la paix dans le monde n'a jamais été aussi élevé au cours des cinq années écoulées depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par la guerre, les crises et conflits multiples, les rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides, y compris celles liées aux dimensions économique, numérique et environnementale.

Figure 3 – Moyenne mondiale, 2019-2024



Source des données: Indice Normandie.

Figure 4 – Les pays les plus et les moins performants en 2024

Les 10 pays les mieux classés				Les 10 pays les moins bien classés					
pays	rang 2023	rang 2024	variation	pays	rang 2023	rang 2024	variation		
Suisse	1	1	➡	0	Mali	130	129	⬆	1
Norvège	2	2	➡	0	Iraq	133	130	⬆	3
Australie	4	3	⬆	1	Soudan du Sud	130	131	⬇	-1
Islande	3	4	⬇	-1	Yémen	134	132	⬆	2
Nouvelle-Zélande	5	5	➡	0	Somalie	129	133	⬇	-4
Canada	6	6	➡	0	République démocratique du Congo	135	134	⬆	1
Singapour	9	7	⬆	2	Tchad	128	135	⬇	-7
Malaisie	9	8	⬆	1	République centrafricaine	136	136	➡	0
Corée du Sud	8	9	⬇	-1	Afghanistan	137	137	➡	0
UE-27	7	10	⬇	-3	Syrie	130	138	⬇	-8

Source des données: Indice Normandie, 2023 et 2024.

Le lancement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a eu une incidence sur la sécurité et la paix mondiales: plus particulièrement, la moyenne mondiale en matière de sécurité énergétique a diminué, ce qui donne à penser que les menaces liées à la sécurité et à l'énergie ont augmenté. En se concentrant sur les 10 premiers et les 10 derniers pays du classement (voir figure 4), il est évident que le changement est marginal pour les pays les plus performants et très lent pour les moins performants. Les pays affichant le score le plus élevé (Suisse, Norvège, Australie) continuent d'obtenir de bons résultats, progressant dans un cercle vertueux d'année en année. Certains sont moins touchés par l'insécurité et les menaces mondiales, notamment en raison d'une position géographique avantageuse (Australie, Islande, Nouvelle-Zélande).¹⁷ À l'autre extrémité, la paix et la sécurité dans un certain nombre de pays, tels que la Somalie, le Tchad et la Syrie, ont continué de décliner en 2024. Cela indique que le processus de transformation vers la paix et la sécurité se déroule sur un laps de temps plus long qu'une seule année, et cela montre les effets à long terme des cercles vicieux, qui ont tendance à entretenir une «polycrise mondiale».¹⁸

Figure 5 – Hausses ou chutes? Principaux changements du classement 2024

10 pays dont le classement augmente le plus				10 pays dont le classement baisse le plus					
pays	rang 2023	rang 2024	variation	pays	rang 2023	rang 2024	variation		
Azerbaïdjan	70	34	↑	36	Angola	77	103	↓	-26
Sénégal	57	28	↑	29	Zambie	48	68	↓	-20
Madagascar	69	50	↑	19	Tanzanie	56	76	↓	-20
Guinée-Bissau	96	77	↑	19	Brésil	73	88	↓	-15
Inde	112	93	↑	19	Gambie	41	55	↓	-14
Algérie	83	65	↑	18	Israël	59	71	↓	-12
Chine	46	32	↑	14	Ouganda	97	109	↓	-12
Cameroun	122	110	↑	12	Congo	107	119	↓	-12
Sri Lanka	71	62	↑	9	Papouasie - Nouvelle-Guinée	67	78	↓	-11
Kenya	87	78	↑	9	Gabon	73	84	↓	-11

Source des données: Indice Normandie, 2023 et 2024.

Aucun changement significatif ne peut être observé parmi les pays qui obtiennent les scores les plus bas par rapport à ceux qui démontrent de hauts niveaux de paix et de sécurité. L'explication de ce phénomène pourrait varier: les plus performants sont, par défaut, plus résilients et s'appuient sur leur réussite dans un processus de renforcement positif, tandis que les moins performants restent

¹⁷ R. Kaplan, *Revenge of Geography: What the Map Tells Us About Coming Conflicts and the Battle against Fate*, Random House, 2012.

¹⁸ [The global risks report 2024](#), Forum économique mondial, Janvier 2024.

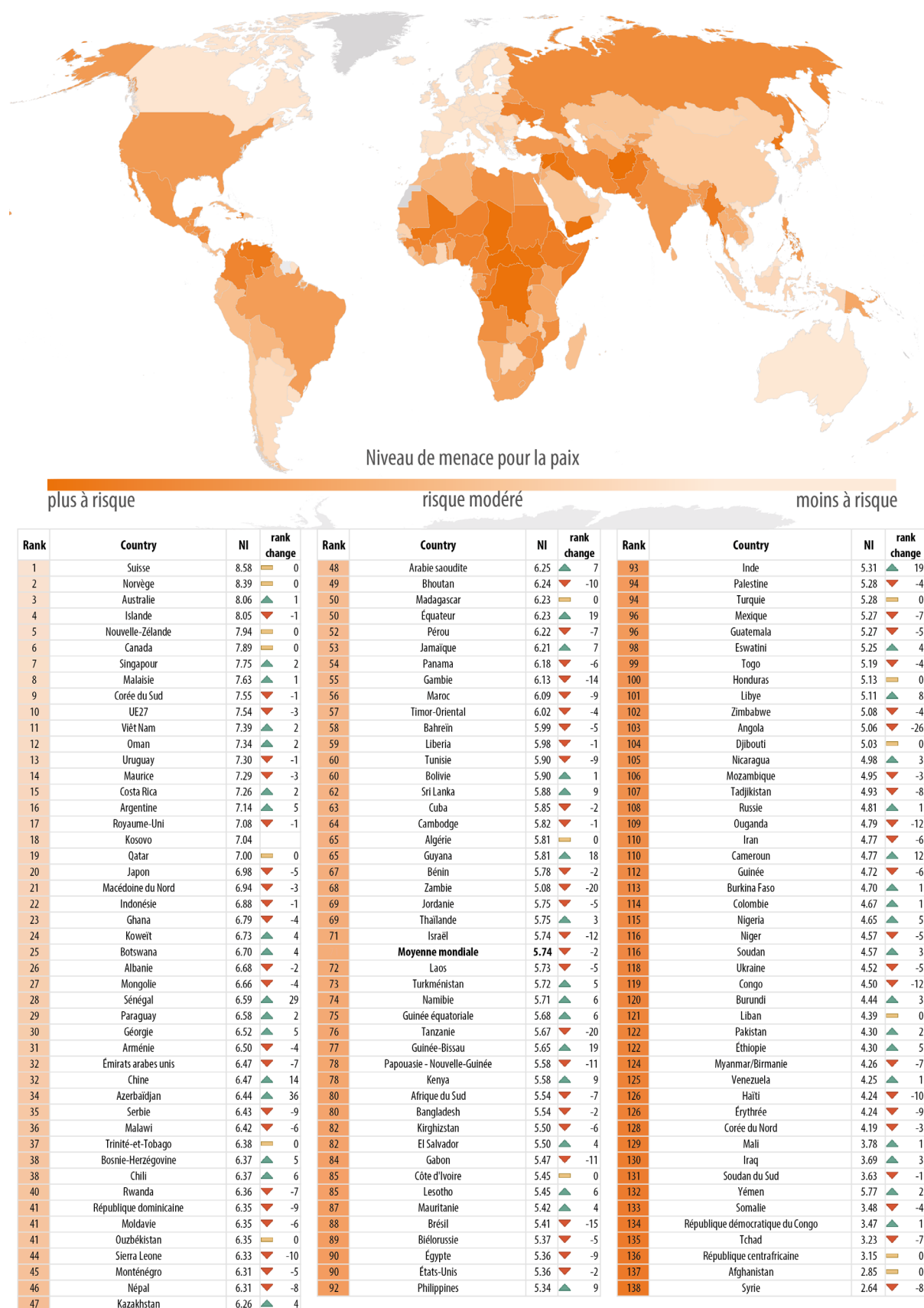
peut-être stables en raison d'un cercle vicieux qu'il est difficile de surmonter par une réforme interne ou des aides extérieures. Néanmoins, certains pays (graphique 5), tels que l'Azerbaïdjan, le Sénégal et l'Algérie, signalent une évolution positive. La source d'une progression dans le classement diffère pour chacun de ces pays et l'indice doit être utilisé pour un examen attentif de ceux-ci. La progression peut parfois être attribuée aux processus de paix et à la médiation, ou à des variables énergétiques et économiques, telles que l'augmentation des prix du pétrole et du gaz pour les exportateurs nets d'énergie. Dans d'autres cas, une législation soutenant la résilience face aux principales menaces ou l'amélioration de la qualité de la démocratie peut renforcer le classement d'un pays donné. Cette observation justifie d'autant plus l'accent que met l'Union européenne sur le renforcement de la résilience, à la fois au niveau interne, dans son voisinage et au-delà. Comme indiqué ci-dessus, l'Union elle-même perd 3 places dans le classement de l'indice Normandie de 2023 à 2024, ce qui suggère une incidence vérifiable des multiples crises sécuritaires dans son voisinage et des menaces associées recensées par l'indice, telles que la hausse des prix de l'énergie ou l'augmentation de la dette des administrations centrales.

En outre, certaines puissances mondiales, telles que l'Inde (+ 19) et la Chine (+ 14), se sont montrées résilientes dans des conditions défavorables et l'incertitude économique, et ont progressé dans le classement. La guerre menée par la Russie continue d'affecter le niveau de menace pour l'Ukraine. En 2024, l'Ukraine a reculé de 5 places supplémentaires, après en avoir perdu 11 en 2023. La Russie a progressé de 1 place en 2024, après en avoir perdu 3 l'année dernière. Il est possible d'examiner les différents facteurs qui conduisent à ces changements (par exemple un changement brutal d'un indicateur spécifique ou simplement une stabilité relative par rapport à d'autres pays) sur la base des indicateurs qui composent l'indice sur le site web de l'indice Normandie, ainsi qu'au moyen des 63 exemples inclus dans la présente étude.

La version en ligne interactive de l'indice Normandie permet également les comparaisons entre les pays, entre des pays individuels et des régions, et dans le temps. En outre, des classements de pays sur la base d'une seule ou d'un ensemble de plusieurs menaces sont également disponibles, au moyen des indicateurs sources.¹⁹

¹⁹ [Indice Normandie pour la paix](#), EPRS, Parlement européen, 2024.

Figure 6 – Indice Normandie, 2024



3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen

Selon les enquêtes Eurobaromètre, une majorité de citoyens européens souhaiteraient que l'Union européenne intervienne davantage dans tous les domaines liés à la paix et à la sécurité. L'Eurobaromètre le plus récent (avril 2024)²⁰ illustre la pérennité de l'attachement des citoyens aux valeurs démocratiques. En ce qui concerne l'avenir, les citoyens de l'Union considèrent la défense et la sécurité (37 %) comme l'une des premières priorités pour le renforcement de la position mondiale de l'Union, devant les questions énergétiques et la sécurité alimentaire/l'agriculture (30 % dans les deux cas). Si 4 citoyens sur 10 affirment que le rôle de l'Union a gagné en importance, 35 % pensent qu'il est resté inchangé et 22 % qu'il a diminué.

Quoique la politique étrangère et de sécurité de l'Union demeure, bien plus que d'autres domaines d'action, dans la sphère intergouvernementale, le traité de Lisbonne a contribué à l'augmentation de la participation des institutions supranationales de l'Union à ce secteur. Pour le Parlement européen, les dispositions les plus importantes à cet égard ont trait à la consultation, au contrôle, à la reddition de comptes et aux fonctions budgétaires. L'article 36 du traité sur l'Union européenne (traité UE) impose au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission européenne (HR/VP) de consulter régulièrement le Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ainsi que de l'informer de l'évolution de ces politiques, en veillant à ce que les vues du Parlement soient « dûment prises en considération ». C'est pourquoi le Parlement européen organise chaque année des débats sur l'état d'avancement de la PESC et de la PSDC, sur la base de rapports annuels concernant l'évolution de leur mise en œuvre. Le Parlement se prononce également sur deux rapports d'initiative annuels (INI) relatifs à la mise en œuvre de la PESC et de la PSDC, pose des questions au HR/VP (y compris lors de l'heure des questions consacrée à cet effet pendant les séances plénières) et formule des recommandations à l'intention du HR/VP et du Conseil sur des sujets connexes. Le Parlement exerce son autorité sur les questions de sécurité et de défense en sa qualité d'autorité budgétaire. Surtout, il supervise les aspects civils de la PSDC, financés par le budget de l'Union (article 41 du traité UE).

L'indice Normandie vise à aider le Parlement européen à assumer son rôle de contrôle de la politique étrangère. Il fournit aux députés du Parlement un indicateur des menaces pesant sur la paix dans le monde qui est cohérent avec la stratégie globale de l'Union et, comme cela a été montré, avec la boussole stratégique. Il répond par conséquent à la demande accrue de responsabilisation des acteurs de la PESC et de la PSDC, et fournit un argument empirique à l'appui de la nécessité d'accorder aux régions et pays à risques toute l'attention requise. En cette période d'exigence toujours plus pressante de légitimité et de transparence des institutions européennes, la participation grandissante du Parlement européen à la PESC a contribué à accroître le contrôle démocratique. Bien que le Parlement européen ne dispose officiellement que de prérogatives limitées en ce qui concerne la PESC, il exerce une influence croissante en tant qu'« entrepreneur de normes » en matière de droits de l'homme et de démocratie, du fait de sa relation avec le HR/VP et en tant qu'acteur diplomatique, grâce à ses délégations, son activité de médiation et sa diplomatie parlementaire. Il est important de signaler que, dans d'autres domaines d'élaboration des politiques en rapport croissant avec la paix, tels que la recherche et l'intelligence artificielle (par exemple en ce qui concerne les technologies de la défense ou les nouvelles technologies) et le climat, le Parlement européen est pleinement habilité à colégiférer.

²⁰ [Enquête de printemps 2024 du PE: Utilisez votre voix - Dernière ligne droite avant les élections européennes](#), Parlement européen, avril 2024.

4. La valeur ajoutée des études de cas

Afin d'illustrer le potentiel de l'indice Normandie pour assurer le suivi de la paix et de la sécurité, 63 études de cas sont présentées dans les pages qui suivent. Chaque étude de cas comprend une analyse des facteurs traditionnels d'instabilité et des menaces pour la paix, une représentation graphique de la situation du pays par rapport à d'autres pays de la même région, ainsi que des points d'intérêt notables concernant la performance du pays dans le classement. Une attention particulière accordée aux nouvelles sources d'insécurité, ainsi qu'une analyse de la contribution et du soutien qu'apporte l'Union européenne au renforcement de la résilience grâce à son action dans le pays en question, complètent le tableau.

La contribution de l'Union revêt de nombreuses formes (coopération au développement, soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, coopération dans le cadre de la politique européenne de voisinage ou de la coopération régionale, aide de préadhésion, maintien de la paix, accords commerciaux et également, désormais, fourniture d'équipements militaires) et varie en fonction du pays, selon le degré et le type de coopération mis en place avec celui-ci. Les études de cas portent sur les principaux partenaires de l'Union européenne (partenaires stratégiques ou partenaires commerciaux), les pays dans lesquels l'Union mène des missions militaires ou civiles, les pays qui font partie du G20, et les pays présentant des vulnérabilités ou des résultats notables dans une ou plusieurs des variables de l'indice Normandie. De nouvelles études de cas ont été ajoutées à l'étude de l'année dernière.

Toutes les études de cas sont disponibles sous forme interactive sur le site web de l'indice Normandie²¹. Le site web permet aux utilisateurs de produire des graphiques comparatifs pour chacune des 138 entités étudiées.

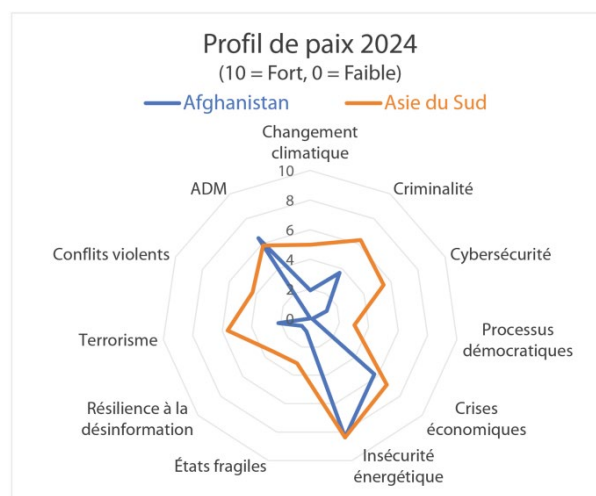
²¹ Voir la version en ligne à l'adresse suivante:
<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/infographics/peaceandsecurity/index.html>.

Afghanistan

L'Afghanistan occupe la 137^e place de l'indice Normandie. À la suite de la prise du pouvoir par les talibans, en août 2021, et du retrait consécutif des troupes américaines et de l'OTAN, le pays souffre d'une grande instabilité et subit un effondrement de son économie. La crise est aggravée par les effets du changement climatique et d'une succession de catastrophes liées au climat, et le pays est menacé d'une famine généralisée.

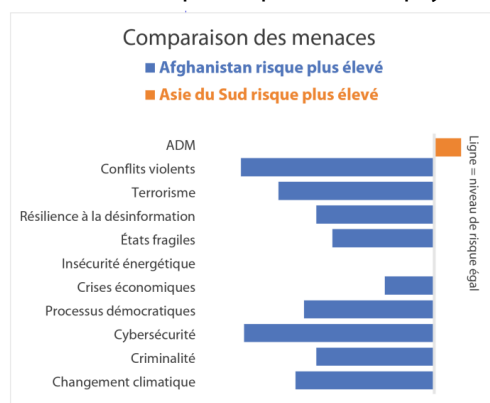
Contexte et principaux enjeux

La guerre froide a vu une invasion prolongée et infructueuse de l'Afghanistan par les forces soviétiques, qui s'est terminée par le retrait des troupes soviétiques en 1989 après 10 ans de guerre. Le conflit persistant entre le gouvernement afghan, soutenu par l'Union soviétique, et les moudjahiddines a conduit à la prise de pouvoir par les [talibans](#) en 1995, sur la promesse d'apporter la paix. Les événements du 11 septembre 2001 et la réaction des talibans à cette attaque ont relancé un conflit très violent, avec l'invasion du pays par les forces américaines pour tenter de chasser les talibans. Pendant 20 ans, des gouvernements appuyés par les États-Unis ont été au pouvoir dans le pays. Mais après une nouvelle prise de contrôle de Kaboul par les talibans en août 2021, les forces américaines et alliées de l'OTAN ont quitté l'Afghanistan. Aucun pays n'a reconnu le gouvernement taliban et d'importants fonds du gouvernement afghan à l'étranger restent gelés. L'économie afghane est en chute libre et la situation politique a entraîné une crise humanitaire considérée comme l'une des plus grave dans le monde, avec, selon les estimations, 23,7 millions de personnes [nécessitant](#) une aide humanitaire en 2024. Quelque 4 Afghans sur 10 sont confrontés à une faim aiguë.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afghanistan souffre de plus en plus des conséquences du changement climatique et des catastrophes naturelles, qui exacerbent les tensions existantes. L'[Indice d'adaptation mondiale de Notre-Dame \(Notre Dame Global Adaptation Index\) de 2023](#) le classe à la 12^e place des pays les plus vulnérables au changement climatique. Depuis 2018, le pays a été confronté à une succession de [catastrophes](#) liées au climat, telles qu'une [sécheresse extrême](#) et des [crues éclairs](#), deux facteurs importants de déplacement de population et d'insécurité alimentaire. En octobre 2023, trois violents [tremblements de terre](#) ont frappé le pays, touchant 1,6 million de personnes et [aggravant](#) encore la situation humanitaire désastreuse. Les événements météorologiques extrêmes, les catastrophes naturelles et les conflits ont entraîné le [déplacement interne](#) de plus de 5,8 millions de personnes depuis 2012. En 2020, selon les données du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), [80 %](#) du conflit afghan portait sur la terre, l'eau et les ressources. En 2024, avec une baisse de 81 % du nombre de décès liés au terrorisme en 2023, l'Afghanistan était le quatrième pays le plus touché par le [terrorisme](#).



Rôle de l'Union européenne

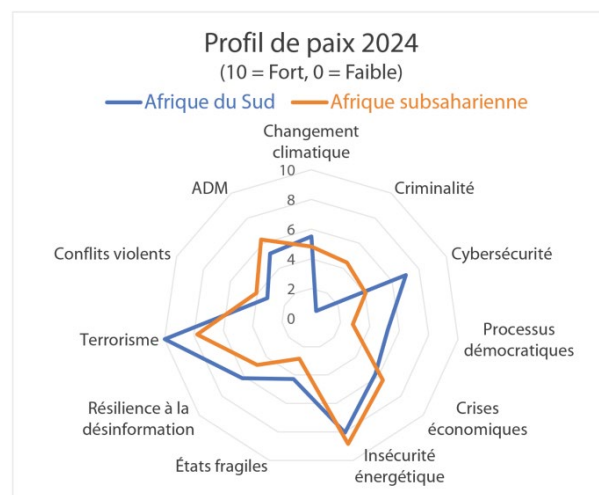
L'Union [soutient](#) l'Afghanistan au moyen d'une aide au développement et d'une aide humanitaire depuis des décennies, avec un financement d'environ 1,7 milliard d'euros depuis 1994. À la suite du retour du régime des talibans en août 2021, elle a modifié les conditions de son engagement. Tout en excluant de reconnaître le nouveau gouvernement taliban, l'Union a [établi](#) une présence minimale sur le terrain à Kaboul. Elle a suspendu son aide régulière au développement mais continue de fournir une aide humanitaire, des moyens de subsistance et un soutien aux besoins fondamentaux, en coordination avec les partenaires internationaux. L'[engagement](#) opérationnel de l'Union dépend du comportement du nouveau gouvernement afghan - mesuré selon cinq critères, dont l'engagement du gouvernement afghan à ce que l'Afghanistan ne serve pas de base à l'exportation du terrorisme vers d'autres pays; et le respect des droits de l'homme, en particulier des [droits des femmes](#), de l'état de droit et de la liberté des médias.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud occupe la 80^e place de l'indice Normandie. Elle obtient des notes supérieures à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, en particulier pour ce qui est de la cybersécurité, des processus démocratiques et de la vulnérabilité au terrorisme. Bien que ce pays soit considéré comme à faible risque, et malgré la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud reste en proie à des inégalités extrêmes et à des taux élevés de criminalité.

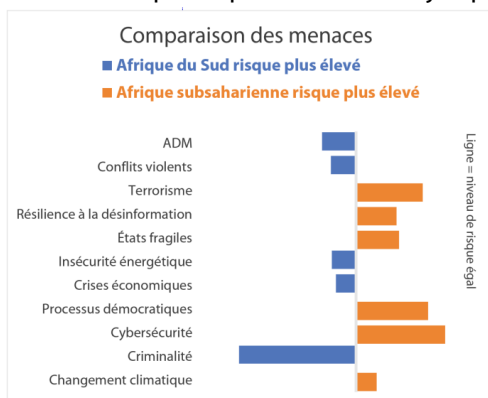
Contexte et principaux enjeux

L'Afrique du Sud figure régulièrement parmi les pays les plus inégalitaires au monde en matière de revenus. Environ 25 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des processus démocratiques solides et son statut de deuxième économie africaine, l'Afrique du Sud est à la 78^e place dans l'[indice des États fragiles](#) 2023 (79^e en 2022). Les taux élevés de criminalité violente en Afrique du Sud contribuent à cette fragilité. Le taux d'homicides augmente, plaçant le pays parmi les plus vulnérables au [monde](#). Les élections législatives du 29 mai 2024 ont confirmé la baisse [annoncée](#) du soutien au Congrès national africain (ANC), qui a perdu sa majorité parlementaire. Forgeant une alliance avec quatre autres partis pour former un gouvernement, Cyril Ramaphosa, président de l'ANC, a été reconduit par le Parlement à la présidence du pays le 14 juin 2024. L'Afrique du Sud occupe la 79^e place de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023. Il ressort d'une analyse que le pays est utilisé comme plateforme de [financement du terrorisme](#), en particulier pour les activités de l'État islamique en République démocratique du Congo et dans le nord du Mozambique. En 1991, l'Afrique du Sud a été le premier pays à mettre fin à son programme d'armement nucléaire. Si la [sécurité énergétique](#) y est meilleure que dans la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, le pays fait face à des délestages électriques du fait d'une mauvaise gestion de l'entreprise d'État Eskom et d'une capacité de production vieillissante.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afrique du Sud est très résiliente face à la désinformation, notamment parce que son système politique est pluraliste. Elle occupe la 35^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2022](#), et obtient un relativement bon score par rapport à l'Afrique subsaharienne en matière de cybersécurité. Les changements climatiques représentent un enjeu particulier pour l'Afrique du Sud, car les canicules, les sécheresses, les inondations et les feux de brousse menacent les zones agricoles et urbaines du pays. L'Afrique du Sud a été classée à la 95^e place de l'[indice de vulnérabilité climatique 2022](#). En 2021, l'Afrique du Sud s'est engagée à atteindre la neutralité en matière d'émissions de carbone d'ici à 2050. En mai 2024, elle a envisagé de déposer une [plainte](#) auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. Le président Ramaphosa a dirigé une [mission de médiation](#) africaine (qui n'a finalement pas <https://www.bbc.com/news/world-africa-65951350> abouti) auprès de Kiev et de Moscou en juin 2023 dans le but d'œuvrer à une solution diplomatique négociée à la guerre en Ukraine.



Rôle de l'Union européenne

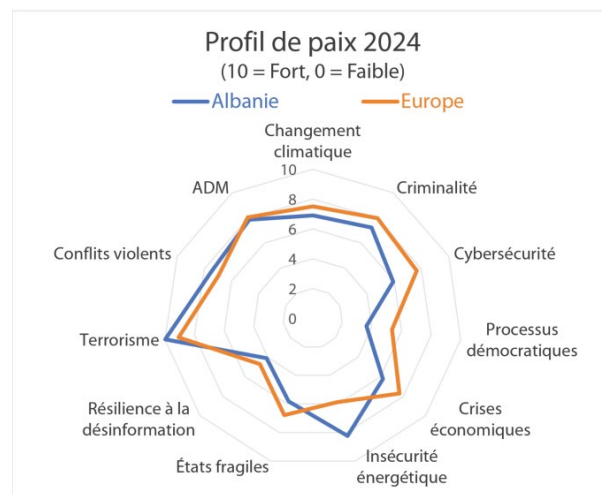
L'Union européenne [place](#) l'Afrique du Sud parmi ses dix partenaires stratégiques au niveau mondial. Leurs relations étroites sont fondées sur l'[accord bilatéral sur le commerce, le développement et la coopération](#) de 2000 ainsi que sur l'[accord de partenariat économique UE-CDAA](#) (provisoirement en vigueur depuis 2016). En 2021, et pour les sept prochaines années, l'Union européenne et l'Afrique du Sud ont convenu des [objectifs communs](#) suivants pour leur coopération au développement: une croissance durable, résiliente, transformatrice et inclusive; la réduction des inégalités; et les partenariats (dont les dimensions paix/sécurité de la promotion de l'état de droit, des partenariats et des alliances en vue d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles). L'Union européenne est le premier [partenaire commercial](#) du pays.

Albanie

L'Albanie occupe la 26^e place de l'indice Normandie. Depuis la fin des guerres des Balkans, au début des années 1990, le pays a réalisé des progrès significatifs en matière de réformes politiques et économiques, à tel point qu'il a rejoint l'OTAN en avril 2009 et ouvert des pourparlers avec l'Union européenne en vue de son adhésion en mars 2020. L'Albanie est un exemple manifeste de tolérance et de diversité religieuses. Malgré cela, le pays est toujours confronté à d'importants obstacles économiques et démocratiques, ainsi qu'à des défis liés aux processus démocratiques.

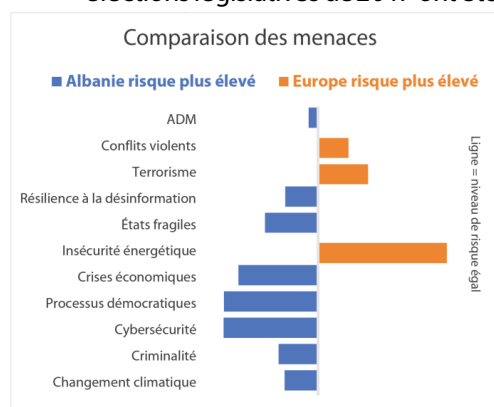
Contexte et principaux enjeux

Engluée dans les guerres des Balkans de 1990 à 1993, l'Albanie a continué à souffrir de [troubles civils internes](#) qui ont éclaté en 1997 lors de la «crise pyramidale», parallèlement à la participation militaire au conflit du Kosovo contre la Serbie. L'Albanie est également une plaque tournante du crime organisé, avec l'un des taux de traite des êtres humains les plus élevés d'Europe. La nature clandestine de la traite des êtres humains signifie toutefois que l'Albanie manque de [données](#) fiables sur le phénomène. Néanmoins, Eurostat a classé l'Albanie parmi les dix pays comptant le plus de victimes de la traite des êtres humains pendant plusieurs années consécutives. La coopération judiciaire avec l'Albanie est [facilitée](#) par Eurojust, dès lors qu'il s'agit de l'un des 11 pays tiers disposant d'un procureur de liaison au sein de l'Agence.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Malgré des évolutions encourageantes, l'Albanie a connu un [recul démocratique](#) ces dernières années: les élections législatives de 2017 ont été marquées par des allégations d'achat de voix et ont entraîné des vagues de manifestations antigouvernementales tout au long de 2018 et 2019. Les [élections locales](#) du 14 mai 2023 ont été bien gérées, mais marquées par une profonde division au sein de l'opposition. Selon l'[Indice de l'état de droit](#) (Rule of Law Index) 2023 du World Justice Project, l'Albanie occupe la 91^e place sur 142 pays. Dans son [rapport d'avancement annuel](#), la Commission européenne note que des efforts supplémentaires sont nécessaires dans la lutte de l'Albanie contre la criminalité organisée, le blanchiment de capitaux et la corruption à haut niveau. Elle observe également que la sécurité de l'emploi limitée et les mauvaises conditions de travail dans le secteur des médias présentent de graves risques d'autocensure et une résistance réduite à la désinformation. L'Albanie a adopté un plan d'action en matière de cybersécurité pour la période 2020-2025.



Rôle de l'Union européenne

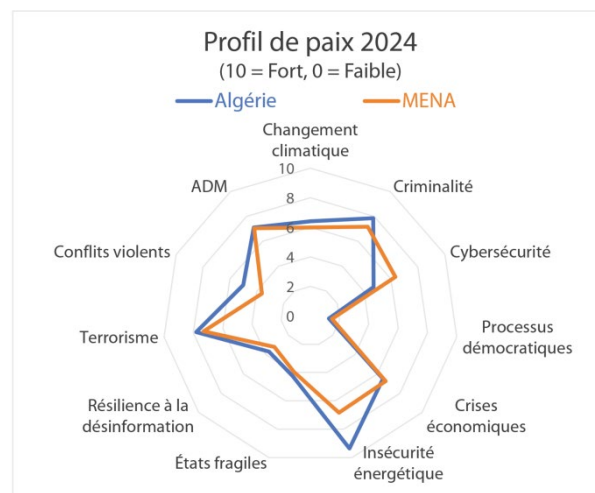
L'Albanie a été désignée comme un [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union européenne dès le sommet UE-Balkans occidentaux de Thessalonique en 2003 et elle est devenue un pays candidat en juin 2014. En mars 2020, un accord politique a été conclu pour [ouvrir des négociations d'adhésion](#), après que le pays eut accompli des progrès vers le respect des critères politiques et des cinq priorités essentielles qui doivent être satisfaites pour devenir un État membre de l'Union. Les négociations avec l'Albanie ont commencé le 19 juillet 2022 lors de la première [conférence intergouvernementale](#) UE-Albanie. La Commission a ensuite lancé le [processus d'examen analytique](#) de l'acquis. L'Union européenne est le principal fournisseur de [aide financière](#) au pays. En octobre 2020, la Commission a approuvé le [plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux](#) (9 milliards EUR). En sa qualité de membre non permanent depuis janvier 2022 (élu pour un mandat de deux ans jusqu'en 2023), l'Albanie a participé activement aux travaux du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris en tant que corédactrice de résolutions condamnant l'agression russe contre l'Ukraine. Le pays s'aligne ainsi sur la position de l'Union lors du co-parrainage et du vote des résolutions des Nations unies sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie et son incidence humanitaire, ainsi que lors du vote sur la suspension de la Russie au sein du Conseil des droits de l'homme.

Algérie

L'Algérie occupe la 65^e place de l'indice Normandie, avec un score inférieur à la moyenne des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en ce qui concerne la cybersécurité, les processus démocratiques et la crise économique. La vie politique en Algérie est depuis longtemps dominée par une élite fermée basée dans l'armée et le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN). Bien qu'il existe plusieurs partis d'opposition au Parlement, les élections sont faussées par la fraude et les processus électoraux ne sont pas transparents.

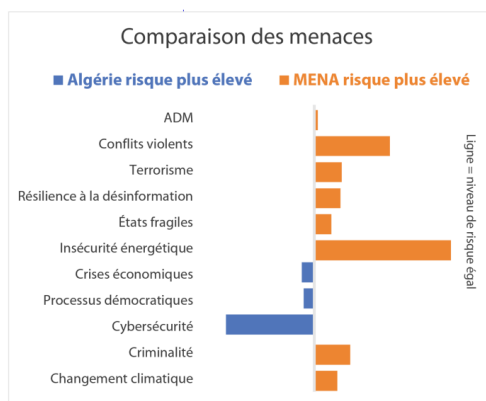
Contexte et principaux enjeux

L'Algérie souffre d'une instabilité politique interne et de la détérioration de ses relations bilatérales avec plusieurs pays, notamment le Maroc. Les élections présidentielles de 2019 ont été marquées par des fraudes. En 2023, Wassini Bouazza, ancien directeur de la sécurité intérieure, a été [condamné](#) à 16 ans de prison pour avoir tenté de truquer le résultat de l'élection présidentielle de 2019. Bien que la réforme constitutionnelle ait été une revendication essentielle des [manifestations](#) «Hirak», l'absence apparente de consultation des représentants des manifestants, dont beaucoup sont toujours détenus, risque de renforcer la perception d'un gouvernement réticent et incapable de répondre à leurs demandes. En juin 2023, le président Abdelmadjid Tebboune a effectué un voyage très médiatisé en Russie, où il a reçu un accueil chaleureux de la part du président Vladimir Poutine. Ils ont signé un [partenariat stratégique bilatéral renforcé](#) qui prévoit une coopération dans de nouveaux domaines tels que l'agriculture et le commerce.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En 2019, l'Algérie était [classée](#) comme le moins sûr de 60 pays en matière de cybersécurité, les chercheurs y [voyant](#) une vulnérabilité majeure, y compris pour la défense. En matière de démocratie et de droits de l'homme, Amnesty International a [mis en évidence](#) des violations du droit à un procès équitable (y compris dans des affaires de condamnation à mort) et des allégations de torture signalées par des militants. L'expulsion de [Mohamed Benhalima](#), dissident et lanceur d'alerte qui a fui le pays en 2019, a reçu une grande attention médiatique dans ce contexte. L'augmentation des exportations de gaz, à la suite de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, continue de stimuler l'économie algérienne. Toutefois, l'Economist Intelligence Uni avertit qu'une gestion trop centralisée et un environnement commercial opaque, dominé par un petit nombre d'intérêts particuliers peuvent limiter les perspectives économiques. Des pressions budgétaires croissantes [pourraient](#) pousser l'Algérie vers des réformes budgétaires et des emprunts extérieurs.



Rôle de l'Union européenne

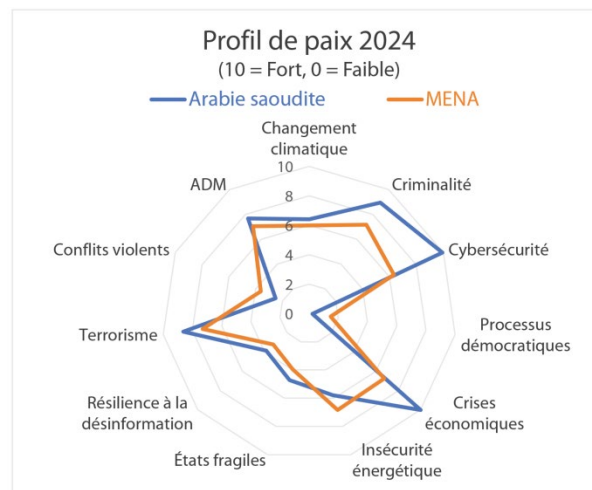
L'[accord d'association](#) (AA) UE-Algérie, signé en 2002, est entré en vigueur en 2005. Le 13 mars 2017, l'Union européenne et l'Algérie ont [adopté](#) de nouvelles priorités de partenariat dans le cadre de la politique européenne de voisinage renouvelée. Parallèlement à l'évaluation conjointe de la mise en oeuvre de l'accord d'association, les priorités de partenariat recensaient des domaines communs de coopération et ont orienté le dialogue entre l'Union européenne, ses États membres et l'Algérie jusqu'en 2020. L'Union et l'Algérie poursuivent un dialogue à haut niveau sur les secteurs de l'énergie et de la sécurité, ainsi qu'un dialogue informel sur les migrations. Le 9 février 2021, une stratégie révisée pour le voisinage méridional a été [adoptée](#). Elle est accompagnée d'un [plan économique et d'investissement pour les voisins méridionaux](#), qui soutient l'Algérie dans le domaine du climat et de l'efficacité énergétique. Dans le cadre de son [instrument contribuant à la stabilité et à la paix \(IcSP\)](#) en Algérie, l'Union a financé trois projets, y compris en matière de lutte contre le terrorisme. L'Union reçoit près des deux tiers des exportations de l'Algérie, ce qui en fait le principal partenaire commercial de ce pays.

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite est montée à la 48^e place de l'indice Normandie et affiche de bons scores en matière de cybersécurité et de résilience aux crises économiques. Dans le contexte de la guerre en cours entre Israël et le Hamas, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran est perçu comme un facteur stabilisateur, mais ce rapprochement est fragile.

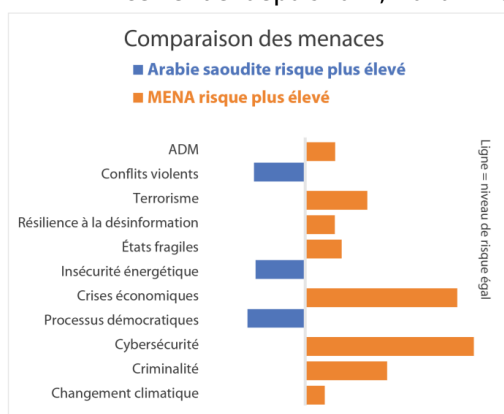
Contexte et principaux enjeux

L'Arabie saoudite est engagée dans une [guerre par procuration](#) avec l'Iran qui dure depuis la révolution iranienne de 1979. Les relations ont été rompues en 2016, après que des manifestants ont envahi l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran à la suite de l'exécution d'un religieux chiite saoudien dissident. Une réconciliation, sous l'impulsion du prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman et de l'ayatollah Ali Khamenei, dirigeant suprême de l'Iran, a été officiellement [annoncée](#) en Chine le 10 mars 2023, lorsque les deux parties ont présenté un plan sur deux mois visant à normaliser leurs relations diplomatiques et économiques. En juin 2023, l'ambassade iranienne à Riyad a [rouvert](#) pour la première fois depuis 2016. Le premier ambassadeur de l'Arabie saoudite en Iran depuis la reprise des relations diplomatiques [est arrivé](#) à Téhéran en septembre 2023. Le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite a eu des retombées positives sur les conflits au Yémen, au Liban et en Syrie, mais constitue un problème potentiel pour Israël. Depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas en octobre 2023, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran est considéré comme une force stabilisatrice dans la région, mais ce rapprochement est [mis à l'épreuve](#) par les [évolutions](#) géopolitiques et les divergences d'[intérêts](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Prince héritier depuis 2017, Mohammed Ben Salman a lancé plusieurs réformes économiques et sociales, dont le vaste plan [«Vision 2030»](#) géré par le Conseil des affaires économiques et du développement. L'espoir était réel chez de nombreuses personnes que les réformes déboucheraient également sur une plus grande liberté démocratique. Toutefois, cela ne s'est [pas concrétisé](#). Le royaume présente un [bilan médiocre en matière de droits de l'homme](#). Le pays n'autorise aucun média indépendant et se classe au 14^e plus mauvais rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2024](#). La guerre en cours entre Israël et le Hamas a eu des répercussions diverses sur le pays et [mis un frein](#) à la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'État hébreu. [Par ailleurs](#), l'implication des houthistes yéménites dans le conflit pourrait mettre en péril le cessez-le-feu fragile au Yémen et accroître encore les tensions dans une région instable.



Rôle de l'Union européenne

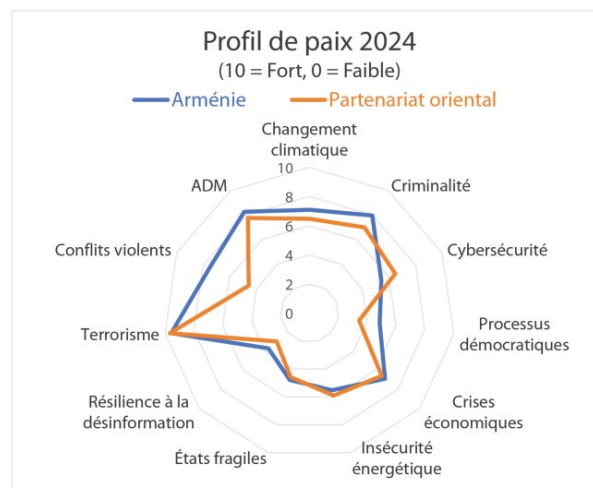
En 1988, l'Union a conclu un [accord de coopération](#) avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis. Un dialogue régulier entre l'Union et le CCG vise à renforcer la stabilité des pays de la région stratégiquement importante du Golfe, à élargir la coopération économique et technique ainsi qu'à renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des services, de l'agriculture, de la pêche, des investissements, de la science, de la technologie ainsi que de l'environnement. En 2021, l'Union et l'Arabie saoudite [ont signé](#) un [accord de coopération](#). Par ailleurs, en mai 2022, l'Union a adopté un ensemble de plans prévoyant la création d'un [partenariat stratégique](#) avec les pays du CCG, qui vise à renforcer les relations dans six domaines essentiels, dont la transition écologique et la sécurité énergétique durable, ainsi que la stabilité régionale et la sécurité mondiale. L'Union, et le [Parlement européen](#) en particulier, ont critiqué le bilan de l'Arabie saoudite en matière de [droits de l'homme](#) et ont condamné le [rôle joué par l'Arabie saoudite au Yémen](#) et exprimé de vives préoccupations à ce sujet.

Arménie

L'Arménie occupe la 31^e place de l'indice Normandie, soit quatre places de moins qu'en 2023. Les progrès récents dans les négociations de paix avec l'Azerbaïdjan sont une source d'optimisme quant à la conclusion d'un conflit de trois décennies, même si le gouvernement arménien devra supporter un certain coût politique. L'Arménie reste fragile en matière de sécurité énergétique et de cybersécurité et elle est confrontée à un certain nombre de menaces hybrides, notamment de la part de la Russie.

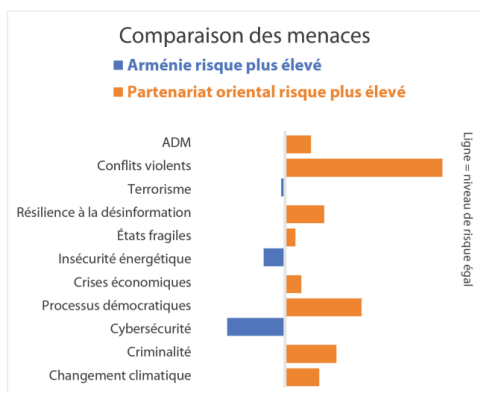
Contexte et principaux enjeux

Depuis la fin de la guerre froide, l'Arménie est en [conflit](#) avec l'Azerbaïdjan à propos de la région du Haut-Karabakh. Deux épisodes sanglants, en 1992 et en 2020, ont alterné avec des périodes de [conflit gelé](#) pendant trois décennies, la communauté internationale étant incapable d'imposer un règlement politique. Un [cessez-le-feu](#) négocié par la Russie a mis fin à la guerre de 2020 après 44 jours et plus de 6 000 victimes. L'[accord](#) du 9 novembre 2020 a imposé des concessions territoriales à l'Arménie, sans résoudre le statut du Haut-Karabakh, un contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie étant détaché dans la région jusqu'en 2025 au moins. Des affrontements violents en septembre 2022, y compris une incursion de l'Azerbaïdjan sur le territoire arménien, ont alimenté les craintes d'une troisième guerre du Karabakh. Après des mois de [blocus](#) du corridor de Latchine (la seule route reliant l'Arménie au Haut-Karabakh), l'Azerbaïdjan a lancé une opération militaire foudroyante, reprenant le contrôle du Haut-Karabakh en septembre 2023. Au cours d'un [exode massif](#), les 100 000 Arméniens de souche restants ont fui vers Erevan par crainte de représailles. Six mois plus tard, la Russie a annoncé le retrait anticipé de ses troupes de maintien de la paix. Les récents progrès accomplis dans les négociations de paix sous médiation de l'Union et des États-Unis, y compris sur les questions de délimitation des frontières, offrent la perspective de parvenir à un accord de paix global, même si les exigences croissantes d'un Azerbaïdjan galvanisé en ce qui concerne le corridor de Zangezur continuent de menacer le processus.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a soulevé de nouveaux défis en matière de sécurité pour l'Arménie, allié traditionnel de la Russie. Le rôle de la Russie en tant que garant de la sécurité est remis en question, l'Arménie [menaçant](#) de quitter l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). L'Arménie a fait l'objet d'importantes campagnes de [désinformation](#) et d'attaques dans le [cyberespace](#). Une enquête récente a mis en évidence l'utilisation massive du [logiciel espion Pegasus](#) en Arménie et en Azerbaïdjan. L'Arménie est également dans le bas du classement en matière de sécurité énergétique, ce qui découle de sa [dépendance](#) vis-à-vis de l'énergie russe, à laquelle la [stratégie à long terme en matière de sécurité énergétique](#) s'efforce de remédier. Bien que l'Arménie obtienne des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour plusieurs indicateurs, la crise humanitaire causée par l'afflux de réfugiés pose de nouvelles menaces pour la stabilité intérieure, tandis que les progrès accomplis dans la délimitation des frontières ont des coûts politiques pour le gouvernement.



Rôle de l'Union européenne

L'Union a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris en Arménie, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union, et elle a considérablement renforcé sa présence dans la région, vu l'affaiblissement de la Russie dans son rôle de garant de la sécurité. Une mission civile à part entière a été [déployée](#) en Arménie (EUMA Arménie) en février 2023 et l'Union joue un rôle actif dans les négociations de paix en cours. Les relations entre l'Arménie et l'Union européenne sont fondées sur l'accord de partenariat global et renforcé (CEPA) qui est entré en vigueur en 2021.

Australie

L'Australie occupe la 3^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays est particulièrement performant en matière de processus démocratiques, de résilience étatique et de gestion des crises économiques, grâce à son système démocratique solide. Toutefois, les événements géopolitiques récents ont accru l'insécurité énergétique.

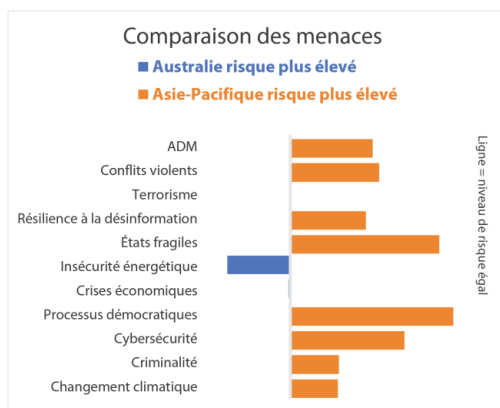
Contexte et principaux enjeux

La tradition démocratique de l'Australie est solidement ancrée dans un système parlementaire et renforcée par un haut niveau d'éducation et un PIB par habitant élevé.

L'[indice de développement humain](#) 2022 classe l'Australie au 10^e rang des 191 pays étudiés. Selon l'[indice de démocratie](#) 2023 de l'Economist Intelligence Unit, l'Australie se classe globalement au 14^e rang, après le Canada et devant le Japon. En outre, selon l'indicateur des États fragiles de l'indice Normandie, il s'agit du 6^e pays le plus stable au monde. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une faible intervention extérieure. L'Australie obtient de bons résultats pour la majorité des indicateurs de conflits traditionnels. Toutefois, la [tendance](#) des années précédentes à la

hausse des [températures et des précipitations](#) se maintient, ce qui témoigne de la menace croissante que représente le changement climatique. Selon l'[Indice de la liberté de la presse](#) (Press Freedom Index), l'Australie occupe la 39^e place sur 180 pays en 2024. Selon le rapport mondial 2024 de [Human Rights Watch](#), l'excellente réputation du pays est ternie par le traitement qu'il réserve aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, ainsi que par l'incapacité à lutter contre la discrimination systémique à l'encontre des personnes des Premières nations.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En raison de ses institutions démocratiques résilientes, de son niveau de vie élevé et de ses services publics de qualité, ainsi que de son relatif éloignement par rapport aux régions les plus densément peuplées du monde, l'Australie a longtemps été quelque peu préservée des menaces traditionnelles pour la sécurité et des menaces hybrides. Les changements climatiques [aggravent](#) toutefois la pression exercée sur les ressources et les risques d'incendie dans un climat déjà aride. En outre, les relations avec son principal partenaire commercial, la Chine, sont récemment devenues plus complexes, et en dépit d'une [amélioration marginale](#) des relations en 2023, la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et la Chine pourrait avoir des répercussions dans le Pacifique Sud, rendant l'environnement stratégique immédiat de l'Australie moins clément.

Rôle de l'Union européenne

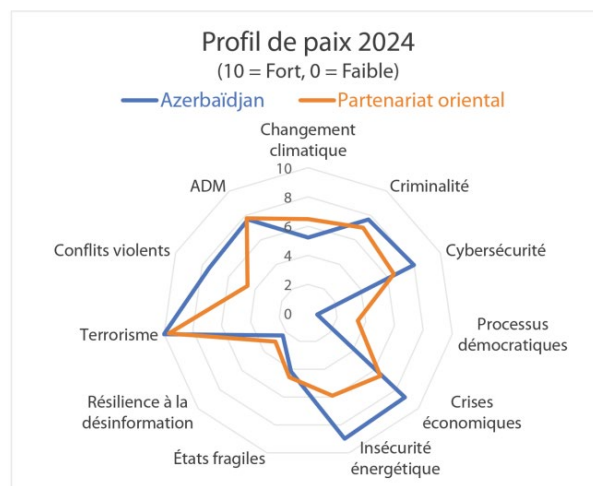
Les relations politiques bilatérales entre l'Union et l'Australie sont fondées sur l'[accord-cadre](#) de 2017 conclu entre les deux parties, en vigueur depuis octobre 2022. En 2018, l'Union a engagé des négociations avec l'Australie en vue d'un [accord de libre-échange](#) bilatéral. Le dernier cycle de négociations s'est tenu en juin 2023. L'Union est le troisième [partenaire commercial](#) de l'Australie, après la Chine et le Japon et constitue le troisième investisseur du pays. L'[accord de reconnaissance mutuelle](#) entre l'Union européenne et l'Australie facilite le commerce des produits industriels par la diminution des obstacles techniques. L'accord instaure une reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité, réduisant ainsi le coût des contrôles et de la certification des exportations et des importations. L'Australie a [contribué](#) à la mission de l'Union visant au renforcement des capacités maritimes (EUCAP NESTOR - aujourd'hui EUCAP Somalia), une mission de renforcement des capacités maritimes dirigée par l'Union européenne dans la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien occidental, ainsi qu'à la mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq). L'Australie est mentionnée comme un partenaire régional de la [stratégie de l'Union pour la coopération dans la région indo-pacifique](#). Les parlements européen et australien coopèrent également.

Azerbaïdjan

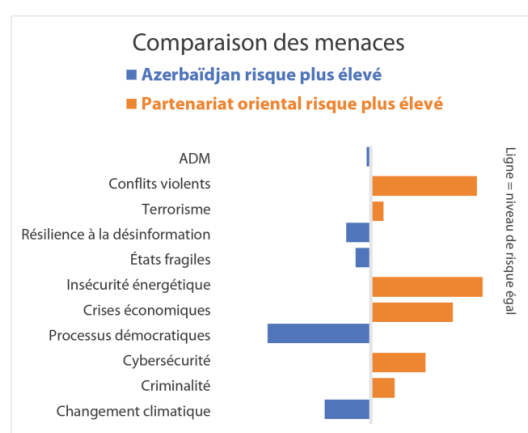
L'Azerbaïdjan occupe la 34^e place de l'indice Normandie, ce qui représente une amélioration significative par rapport à l'année dernière, principalement en raison des progrès accomplis dans les négociations de paix avec son voisin arménien au sujet du conflit du Haut-Karabakh. Doté de processus démocratiques faibles et accusé de violations graves des droits de l'homme, l'Azerbaïdjan reste fragile face à la désinformation, bien qu'il obtienne des résultats élevés en matière de sécurité énergétique et de lutte contre le terrorisme.

Contexte et principaux enjeux

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan est en [conflit](#) avec son voisin, l'Arménie, à propos de la région du Haut-Karabakh. Deux épisodes sanglants, en 1992 et en 2020, ont alterné avec des périodes de [conflit gelé](#) pendant trois décennies, la communauté internationale étant incapable d'imposer un règlement politique. Un [cessez-le-feu](#) négocié par la Russie a mis fin à la guerre de 2020 après 44 jours et plus de 6 000 victimes. L'[accord](#) du 9 novembre 2020 a imposé des concessions territoriales à l'Arménie, sans résoudre le statut du Haut-Karabakh. Après des mois de [blocus](#) du corridor de Latchine (la seule route reliant l'Arménie au Haut-Karabakh), l'Azerbaïdjan a lancé une opération militaire foudroyante, reprenant le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh en septembre 2023. Un [exode massif](#) des 100 000 Arméniens de souche restants en a résulté, par crainte de représailles. Six mois plus tard, la Russie a créé la surprise en annonçant le retrait anticipé de ses troupes de maintien de la paix de la région. Les récents progrès accomplis dans les négociations de paix sous médiation de l'Union et des États-Unis, y compris sur les questions de délimitation des frontières, offrent des perspectives d'[accord de paix](#) global, même si les exigences croissantes d'un Azerbaïdjan galvanisé en ce qui concerne le corridor de Zangezur continuent de menacer le processus.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a modifié la scène géopolitique dans le Caucase du Sud. L'effacement de la Russie, allié traditionnel de l'Arménie, et l'importance croissante de la Turquie, allié traditionnel de l'Azerbaïdjan, conjugués à ses vastes [ressources énergétiques](#), ont placé l'Azerbaïdjan dans une position stratégique avantageuse. Dans ce contexte, Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan, a facilement obtenu un cinquième mandat lors des élections présidentielles anticipées de février 2024, considérées par les observateurs de l'[OSCE](#) comme dépourvues d'un véritable pluralisme. La situation des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Azerbaïdjan reste [préoccupante](#), et le pays obtient de très faibles scores en termes de [processus démocratiques](#) et de résilience face à la [désinformation](#).

Rôle de l'Union européenne

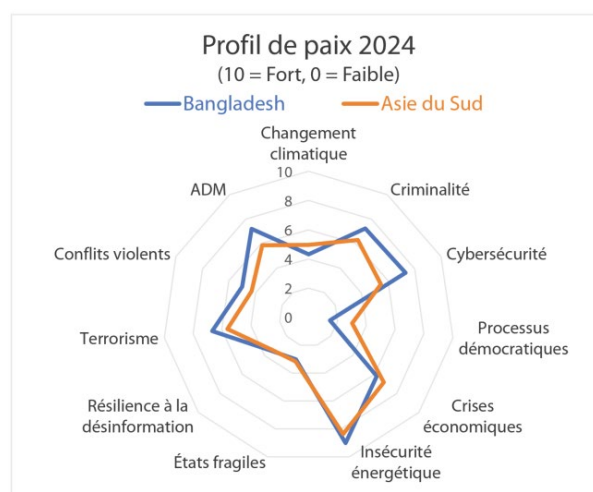
L'Union a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris en Azerbaïdjan, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union. Si, jusqu'à présent, l'Azerbaïdjan n'a pas permis à la mission civile de l'Union en Arménie ([EUMA](#), déployée en 2023) de surveiller son côté de la frontière, l'Union est un médiateur actif dans les négociations de paix. Les relations bilatérales entre l'Union et l'Azerbaïdjan reposent sur l'accord de partenariat et de coopération UE-Azerbaïdjan, en vigueur depuis 1999, et les [négociations](#) relatives à un nouvel accord global ont été lancées en 2017. Le 18 juillet 2022, la Commission européenne a [signé](#) avec l'Azerbaïdjan un protocole d'accord visant à augmenter ses importations de gaz naturel azéri pour atteindre au moins 20 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2027.

Bangladesh

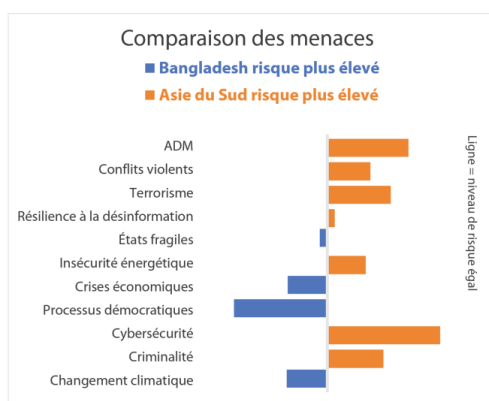
Le Bangladesh occupe la 80^e place de l'indice Normandie, ce qui le rend moins vulnérable que la moyenne de l'Asie méridionale, mais la situation de la démocratie et des droits de l'homme est préoccupante. Le pays est également très vulnérable au risque de catastrophe naturelle dû au changement climatique.

Contexte et principaux enjeux

Le Bangladesh a accompli des progrès impressionnants en matière de réduction de la pauvreté depuis son indépendance en 1971. Toutefois, 18,7 % de la population vivait encore sous le seuil de pauvreté supérieur en 2022, ce qui signifie que 30 millions de Bangladais vivent toujours dans la pauvreté. En mai 2023, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme a mis en garde contre [l'augmentation des inégalités de revenus](#) et a attiré l'attention sur une catégorie émergente de nouveaux «pauvres». Les analystes mettent en garde contre la dépendance économique excessive du pays à l'égard de la production de vêtements. Les conflits internes se multiplient: l'[Indice des États fragiles](#) de 2023 place le Bangladesh au 41^e rang sur 179 États classés par ordre de fragilité. Les observateurs internationaux ont fait part de leurs préoccupations concernant la situation [des droits de l'homme et de la démocratie](#) dans la perspective des élections législatives de janvier 2024. Le bataillon d'action rapide antiterroriste du Bangladesh serait responsable des exécutions extrajudiciaires de militants et de plus de [600 disparitions forcées](#) depuis 2009.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'[Indice de la liberté de la presse](#) (Press Freedom Index) 2024 de Reporters sans frontières place le Bangladesh au 165^e rang sur 180 pays (le classement le plus bas en Asie du Sud). La liberté des médias est menacée, compte tenu du niveau d'attaques, de surveillance, d'intimidation et de [harcèlement judiciaire](#) à l'encontre de la presse, qui entraîne une autocensure généralisée des médias. Le Bangladesh est très vulnérable au risque de catastrophe naturelle dû au changement climatique: l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes et l'évolution des régimes de précipitations, avec des conséquences potentiellement dévastatrices. Formé par la confluence de plusieurs grands fleuves, le delta de basse altitude (le plus grand d'Asie et [le plus peuplé](#) au monde) expose le Bangladesh aux [inondations](#).

Rôle de l'Union européenne

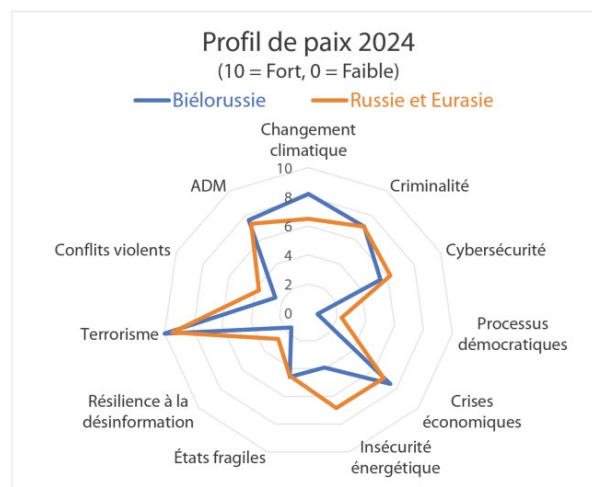
Sur la base de l'[accord de coopération](#) UE-Bangladesh de 2001, la coopération couvre principalement le développement économique, les droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'environnement. En 2023, l'Union a fourni plus de 38 millions d'euros d'aide humanitaire en réponse à la [crise des réfugiés rohingyas](#). La programmation indicative pluriannuelle [2021-2027](#) de l'Union pour le Bangladesh définit trois priorités: i) développement du capital humain; ii) développement vert inclusif; et iii) gouvernance inclusive. L'Union et le Bangladesh tiennent des réunions annuelles de la commission mixte. Le premier [dialogue politique](#), en novembre 2022, a décidé d'engager un dialogue entre le Bangladesh et l'Union sur le climat. En octobre 2023, des négociations ont été lancées en vue d'un [nouvel accord de partenariat et de coopération](#). L'Union européenne est le [premier partenaire commercial](#) du pays: en 2020, elle représentait environ 19,5 % du commerce total du Bangladesh. Le Bangladesh bénéficie du régime «Tout sauf les armes» ([TSA](#)) du système de préférences généralisées (SPG) pour les pays les moins avancés (PMA). À la suite de l'effondrement de l'usine [Rana Plaza](#) dans la capitale Dhaka en 2013, qui a causé la mort de 1 138 travailleurs et en a blessé plus de 2 500, la Commission européenne a élaboré le [pacte sur la durabilité](#), avec le gouvernement du Bangladesh, les États-Unis, le Canada et l'[Organisation internationale du travail](#), qui est un engagement à améliorer la sécurité sur le lieu de travail, le respect des droits des travailleurs et la conduite responsable des entreprises.

Biélorussie

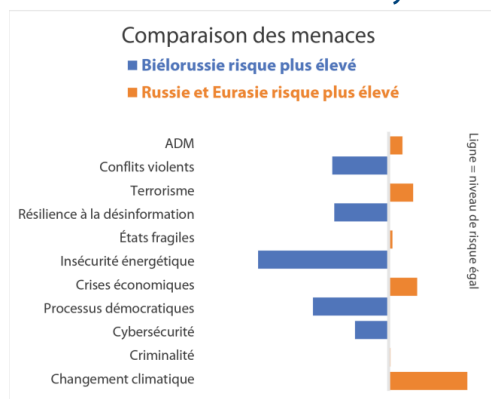
La Biélorussie occupe la 84^e place de l'indice Normandie. Les facteurs déterminants pour son profil de menaces à la paix sont notamment le rôle du pays dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, après la répression brutale des citoyens biélorusses contestataires de la fraude électorale, ainsi que la dépendance du régime à l'égard du soutien de la Russie.

Contexte et principaux enjeux

La Biélorussie a acquis son indépendance en 1991, lorsqu'elle a signé le traité de dissolution de l'Union soviétique. En 1994, Alexandre Loukachenko a été élu président pour un premier mandat. Puis, après de nombreuses années de piètres résultats en matière de droits de l'homme, les [élections présidentielles](#) truquées d'août 2020 ont été suivies d'une [répression](#) violente et meurtrière à l'encontre des manifestants. La poursuite et l'intensification de la répression à l'encontre de la société civile et des [médias](#) indépendants biélorusses, ainsi que le [soutien](#) du régime de Loukachenko à la guerre menée par la Russie en Ukraine, ont entraîné un risque élevé de conflit violent et un score extrêmement bas quant aux processus démocratiques du pays. Les médias d'État biélorusses reprenant la propagande gouvernementale, souvent alignée sur la Russie, le pays se classe également assez bas dans la catégorie relative à la résilience face à la désinformation. La situation géographique de la Biélorussie, dans la partie nord de l'Europe, permet à ce pays enclavé d'obtenir un score élevé en matière de résilience face aux changements climatiques.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'implication de la Biélorussie dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a initialement permis à la Russie d'attaquer Kiev depuis le nord, lorsque Loukachenko a autorisé le tir de missiles balistiques depuis le territoire biélorusse et le transport de troupes et d'équipements militaires russes. Le [référendum](#) constitutionnel du 27 février 2022 a permis, entre autres [changements](#), la [suppression](#) d'un [paragraphe](#) disposant que la République de Biélorussie vise à faire de son territoire une zone dénucléarisée et garantissant la neutralité de l'État. En mars 2023, la Russie a [annoncé](#) sa décision de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie, une initiative considérée comme une [pression](#) croissante sur la frontière orientale de l'Union et de l'OTAN. En juin 2024, la Russie et la Biélorussie [ont réalisé](#) leur deuxième exercice nucléaire conjoint.

Rôle de l'Union européenne

L'Union [ne reconnaît pas](#) les résultats des élections d'août 2020 et a [sanctionné](#) la Biélorussie pour ses violations croissantes des droits de l'homme. En juin 2021, la Biélorussie a annoncé son [retrait](#) du partenariat oriental ainsi que d'autres structures existantes, telles que le dialogue UE-Biélorussie sur les droits de l'homme. En septembre 2021, la Commission a [annoncé](#) la suspension partielle de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas UE-Biélorussie pour les fonctionnaires du régime biélorusse. L'Union européenne a [condamné](#) la participation du pays à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et lui a imposé de nouvelles sanctions [économiques](#). L'Union a engagé près de [140 millions d'euros](#) pour soutenir le peuple biélorusse depuis août 2020 et a [tracé les contours](#) d'un train de [mesures de soutien économique](#) d'un montant de 3 milliards d'euros en faveur d'un futur régime démocratique biélorusse. Ce soutien sera disponible dans la foulée de la transition démocratique du pays. Sous réserve de cette dernière condition, les initiatives phares du train de mesures sont également incluses dans le programme du [Partenariat oriental](#) au-delà de 2020. Dans sa déclaration de février 2022, le HR/VP [critique](#) la suppression dans la Constitution biélorusse de la référence au statut non nucléaire du pays, laquelle constitue un autre sujet de préoccupation. Le [Parlement européen](#) a demandé aux institutions de l'Union de soutenir les poursuites internationales à l'encontre du régime de Loukachenko pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité liés à la guerre de la Russie en Ukraine. Le Parlement [dénonce](#) la répression exercée par le régime à l'encontre du peuple biélorusse et [demande](#) que des représentants démocratiques occupent les sièges laissés vacants par les autorités biélorusses. Le HR/VP a lancé un [groupe consultatif](#) qui [s'est réuni](#) en décembre 2023 à Bruxelles.

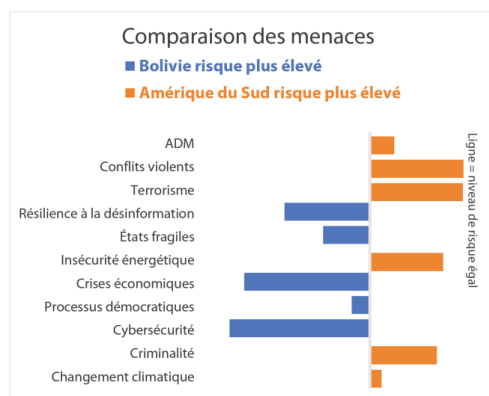
Bolivie

La Bolivie occupe la 60^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à l'instabilité et à la polarisation politique et sociale, en particulier depuis 2019, lorsque les résultats des élections présidentielles ont été annulés à la suite d'importants troubles sociaux. Les protestations ont continué longtemps après les nouvelles élections de 2020, qui ont abouti à la victoire du candidat du parti d'Evo Morales, Luis Arce. La drogue et la violence, cette dernière touchant principalement les personnes vulnérables telles que les communautés autochtones et les femmes, restent des facteurs d'instabilité majeurs.

Contexte et principaux enjeux

La Bolivie reste fortement polarisée. Les droits sur les terres et sur les ressources naturelles demeurent des facteurs de conflit, liés à des enjeux en matière de pouvoir et d'identité. La marginalisation des [36 groupes d'habitants indigènes](#) de la Bolivie a une longue histoire, les droits des indigènes n'ayant été officiellement reconnus qu'en [1994](#). En 2005, la situation a évolué avec l'élection de Morales, premier président démocratique indigène d'Amérique du Sud. Celui-ci a introduit des réformes de redistribution des terres et des droits, en réattribuant des terres au détriment des Boliviens non autochtones et des [agriculteurs commerciaux](#). Morales et Arce se disputent actuellement la direction du parti, les prochaines élections devant avoir lieu en novembre 2025. Cette [lutte](#) au sein du parti Movimiento al Socialismo (MAS) au pouvoir a été portée devant les autorités électorales et judiciaires, ce qui accroît le niveau d'imprévisibilité des résultats des élections de novembre 2025 et le risque de troubles et de violences qui en découle.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les élections présidentielles d'octobre 2019 ont été entachées d'accusations - [contestées](#) - de fraude. De nouvelles élections se sont tenues dans le calme le 18 octobre 2020, pour aboutir à la victoire du candidat du parti de Morales, [Luis Arce](#). Tout comme une grande partie de la région, la Bolivie est très vulnérable aux [cyberattaques](#) et doit faire face aux défis de la [désinformation](#). En décembre 2023, la Cour constitutionnelle a [jugé](#) qu'aucun président ne pouvait exercer plus de deux mandats, consécutifs ou non, ce qui ne suffira peut-être pas pour mettre un terme aux hostilités au sein du MAS et de la société au sens large. La Bolivie est récemment [passée](#) de la culture de la coca à la production et à l'exportation de cocaïne, avec une part de 13 % de la production mondiale de coca, juste après la Colombie (61 %) et le Pérou (26 %).

Rôle de l'Union européenne

La Bolivie bénéficie de programmes de coopération régionale de l'Union européenne, axés sur l'[interdépendance entre sécurité et développement](#). Le pays est aussi bénéficiaire du système de préférences généralisées Plus (SPG+) de l'Union. Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, le programme indicatif pluriannuel actuel ([PIP](#)) pour la Bolivie prévoit une allocation de 104 millions d'euros pour la période 2021-2024. Ce montant se répartit comme suit: l'environnement, le changement climatique et le développement économique inclusif axé sur le travail avec les femmes et les jeunes (83 millions d'euros, 80 %); et la gouvernance et les droits de l'homme (14 millions d'euros, 13,5 %, l'accent étant mis sur le soutien à la lutte contre la corruption et le trafic illicite de drogues). Après l'interruption en 2018 des réunions bilatérales régulières, le [huitième dialogue](#) de haut niveau entre la Bolivie et l'Union européenne a repris à La Paz, le [31 mai 2022](#). Le programme d'investissement «[Global Gateway](#)» pour la Bolivie comporte deux domaines prioritaires: les matières premières critiques, notamment le lithium vert, et les énergies renouvelables. Les activités [proposées par l'Équipe Europe](#) en Bolivie comprennent un soutien en faveur de paysages durables et résilients face au changement climatique, de la transition énergétique verte et de l'économie verte dans des villes durables.

Bosnie-Herzégovine

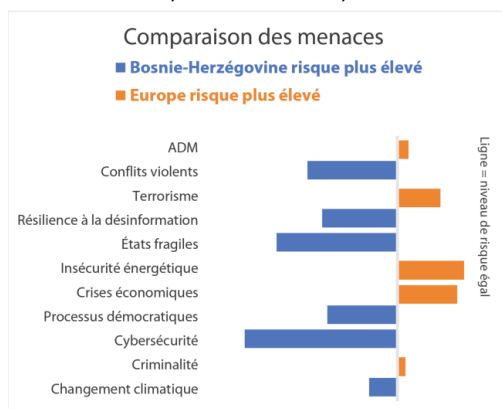
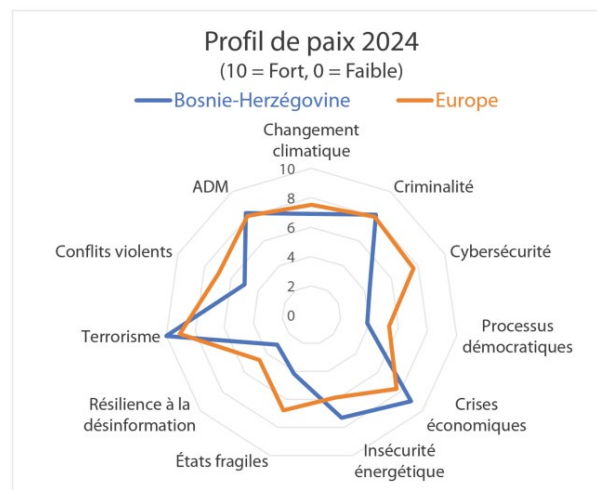
La Bosnie-Herzégovine occupe la 38^e place de l'indice Normandie, et demeure plus vulnérable que la moyenne européenne, en particulier sur le plan de l'insécurité énergétique et de la crise économique. Les évolutions récentes, principalement dans l'entité de la Republika Srpska (République serbe de Bosnie), vont à l'encontre de la dynamique positive de l'intégration et des réformes européennes.

Contexte et principaux enjeux

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine a connu des conflits armés qui ont entraîné le déploiement de plusieurs missions internationales de maintien de la paix. En 1995, l'accord de paix de Dayton a engendré un système de gouvernement décentralisé, divisant le pays en deux unités fédérales semi-indépendantes, la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Ce système de gouvernance décentralisée est l'une des raisons pour lesquelles la Bosnie-Herzégovine est classée antépénultième dans l'[Indice des États fragiles](#) en Europe. La coopération efficace entre les entités constitutionnelles du pays est freinée par la méfiance entre groupes ethniques et partis politiques, ainsi que par une orientation différente de la politique étrangère. Le pays, qui [dépend fortement du charbon](#), lequel représente 54 % de la production totale d'électricité, investit toutefois dans les énergies renouvelables et présente un potentiel majeur en matière d'énergie renouvelable hydraulique et non hydraulique.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Bosnie-Herzégovine est vulnérable aux nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité, en raison de ressources encore allouées à la reconstruction après le conflit et d'une structure étatique très décentralisée. En 2021, Milorad Dodik, membre serbe de la présidence tripartite de la Bosnie-Herzégovine et chef du parti



de l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD), [a menacé](#) de retirer les Serbes de Bosnie des principales institutions du pays. Dodik [a de nouveau menacé](#) de faire sécession la veille du vote des Nations unies sur la mise en place d'une journée commémorative annuelle pour le génocide bosniaque de Srebrenica de 1995. Le 23 mai 2024, l'Assemblée générale des Nations unies [a adopté](#) cette résolution, condamnant toute négation du génocide de Srebrenica en tant qu'événement historique, par 84 voix pour, 19 voix contre et 68 abstentions. Un autre risque réside dans l'inachèvement des [réformes électorales et constitutionnelles](#). Le pays est également très vulnérable à la désinformation et occupe la 70^e place sur 180 dans l'[indicateur de la liberté de la presse](#) de 2024. L'[immigration](#) clandestine a mis les autorités locales et nationales à rude épreuve, en particulier dans

les régions qui assument la plus grande partie de la gestion des migrations.

Rôle de l'Union européenne

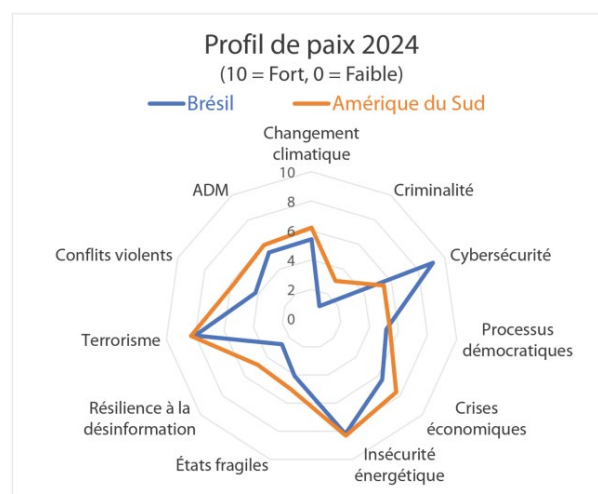
Les dirigeants de l'Union européenne ont décidé à l'unanimité d'accorder le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne à la Bosnie-Herzégovine le 15 décembre 2022. Depuis 2004, l'opération EUFOR [Althea](#) soutient le pays dans ses efforts de sécurisation de la paix, à la suite de l'[accord de paix de Dayton](#). Dans son avis sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la Bosnie, la Commission européenne a recommandé de se diriger vers l'ouverture de négociations d'adhésion. L'Union européenne [vient en aide](#) au pays au moyen de programmes de jumelage et de renforcement des capacités. Elle soutient également sa transition écologique et climatique au moyen de l'[instrument de préadhésion](#). L'Union a engagé [plus de 80 millions d'euros](#) pour relever les défis liés à la pandémie dans le pays, notamment celui de la désinformation. Au cours de la période 2021-2023, l'Union européenne a [contribué](#) aux capacités militaires et médicales du pays, financées au titre de la facilité européenne pour la paix. En décembre 2023, le Conseil européen a décidé d'[ouvrir les négociations d'adhésion](#) avec la Bosnie-Herzégovine.

Brésil

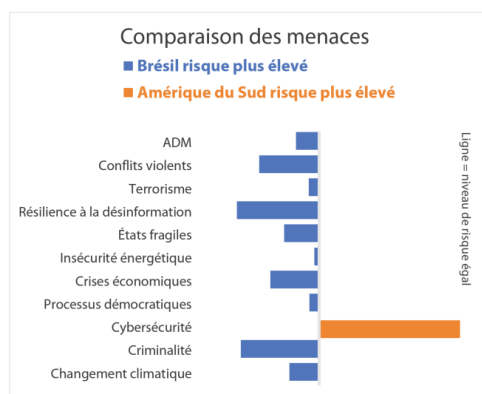
Le Brésil figure à la 88^e position de l'indice Normandie, en légère détérioration par rapport aux années précédentes. Le pays obtient des résultats inférieurs à la moyenne sud-américaine en ce qui concerne la plupart des indicateurs, à l'exception du terrorisme et de la cybersécurité.

Contexte et principaux enjeux

La profonde récession économique qu'a connue le Brésil entre 2014 et 2017 a exacerbé des inégalités sociales profondément enracinées et s'est traduite par une forte augmentation des homicides. Si le taux d'homicide diminue au Brésil, on y a néanmoins [enregistré](#) un peu moins de 40 000 homicides en 2023. L'[indicateur de développement humain](#) 2022 classe le Brésil au 89^e rang des 191 pays étudiés. Selon l'indice de démocratie de l'unité de renseignement de *The Economist*, le pays se classe 51^e de l'ensemble des pays, avec un score très élevé en matière de processus électoral et de pluralisme. Le Brésil se classe 104^e sur 180 pays en matière de liberté de la presse, selon le [classement de la liberté de la presse](#) 2024. Si le rapport de [Human Rights Watch](#) relève que la nouvelle administration a annulé certaines des politiques préjudiciables mises en place par l'administration précédente (par exemple en matière d'environnement ou des droits sexuels et génésiques), il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre les violences policières chroniques et protéger les défenseurs des forêts.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



À l'échelle mondiale, et en particulier en ce qui concerne la cybersécurité, les performances du pays sont supérieures à la moyenne (il se place en 16^e position). Dans le même temps, la résilience face à la [désinformation](#) est très faible (le Brésil occupe la 115^e place). Le changement climatique est également un risque important (92^e). Il entraîne également des risques pour la sécurité énergétique et en eau dans le pays. En parallèle, une amélioration remarquable a été enregistrée en 2023, la déforestation de l'Amazonie ayant presque diminué de moitié par rapport à l'année précédente. Human Rights Watch [signale](#) que l'administration précédente était responsable de [la plus importante déforestation annuelle](#) de la forêt tropicale amazonienne brésilienne de ces 15 dernières années.

Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne et le Brésil ont conclu un partenariat stratégique en 2007. Au moyen d'un vaste éventail de dialogues sectoriels, l'Union européenne [aide](#) le Brésil, entre autres, à renforcer la protection des défenseurs des droits de l'homme ainsi que des droits des groupes les plus vulnérables, et à lutter contre la violence, notamment la violence domestique à l'égard des femmes. En vue de renforcer la résilience des Brésiliens face à la désinformation, l'Union européenne finance des projets de lutte contre les informations fallacieuses et promeut la transparence dans des domaines tels que les marchés publics. L'instrument de partenariat de l'Union [finance](#) un large éventail de projets de développement durable au Brésil. En outre, le Brésil bénéficie également du programme de l'Union pour l'Amérique latine [EUROCLIMA+](#). En juin 2019, l'Union européenne et les quatre membres fondateurs du MERCOSUR, dont le Brésil, ont conclu un accord de principe sur un [accord commercial](#) global. Début juin 2023, le HR/VP et la Commission ont adopté une communication conjointe définissant un nouveau [programme pour les relations](#) entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans le prolongement de cette communication, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'est rendue au Brésil quelques jours plus tard, dans le cadre d'un voyage le plus vaste en Amérique latine afin de renforcer les relations avec les principaux partenaires de la région avant le sommet UE-CELAC de juillet 2023 à Bruxelles. Le Brésil demeure un [partenaire commercial](#) majeur de l'Union européenne. Dopé par les expéditions de pétrole, de café non torréfié et de soja brésilien, le volume des exportations brésiliennes vers l'UE a augmenté de 46,2 % en avril 2024 par rapport à la même période en 2023.

Burkina Faso

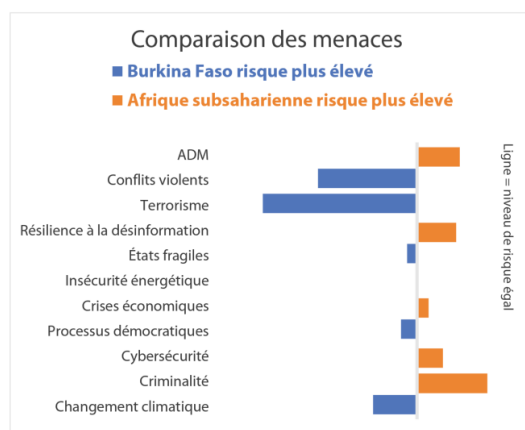
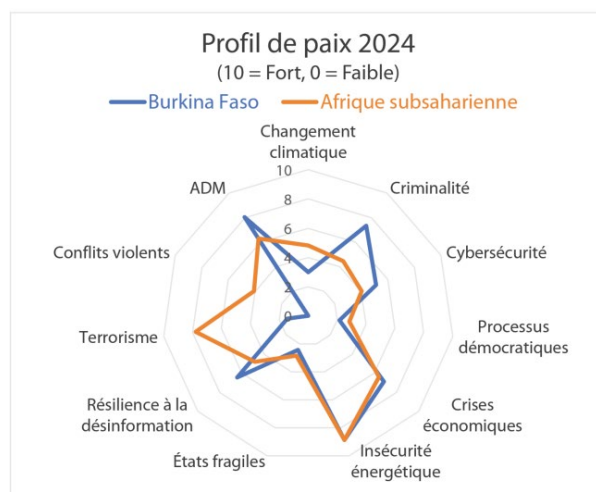
Le Burkina Faso occupe la 113^e place de l'indice Normandie. Le pays est devenu un nouvel épicerie d'activités extrémistes islamistes, les groupes terroristes régionaux s'infiltrant dans le pays en profitant des conflits locaux. Le Burkina Faso a connu deux coups d'État en 2022 et s'est détourné de la France et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tout en renforçant sa coopération avec la Russie.

Contexte et principaux enjeux

Le Burkina Faso est confronté à une menace écrasante d'extrémisme violent. Les [groupes djihadistes](#) établis au Mali, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une coalition-cadre des mouvements affiliés à Al-Qaïda, et les groupes de terrorisme intérieurs comme Ansar al Islam prospèrent et commettent un nombre croissant d'attentats. En 2022, les groupes islamistes amés contrôlaient [environ 40 %](#) du territoire du pays. L'incapacité du président Roch Marc Christian Kaboré (2015-2022) à remédier à la détérioration de la sécurité a été la raison invoquée pour deux coups d'État militaires successifs en janvier et septembre 2022. Le président par intérim Ibrahim Traoré a mis fin à la coopération militaire avec la France en janvier 2023. En septembre 2023, celui-ci a déclaré que les élections prévues pour juillet 2024 n'étaient pas une priorité.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis 2023, le Burkina Faso renforce sa [coopération militaire](#) avec la [Russie](#), qui lui a fourni des équipements militaires, des soldats et des conseillers militaires. Le 16 septembre 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont établi un pacte de défense mutuel, l'Alliance des États du Sahel (AES). Le 28 janvier 2024, à l'instar du Mali



et du Niger, le Burkina Faso a annoncé [se retirer de la CEDEAO](#). Cette situation pourrait perturber les cadres économiques et politiques fondamentaux, tant pour les États qui se retirent que pour ceux qui demeurent dans la CEDEAO, en ayant une incidence sur les échanges commerciaux, la liberté de circulation et la sécurité régionale. En outre, elle rend la perspective d'un retour à l'ordre constitutionnel plus incertaine. Plus de 6 millions de personnes (sur une population de 23 millions d'habitants) ont besoin d'une aide humanitaire. Deux millions de Burkinabè ont [quitté le lieu où ils vivaient](#) en raison des effets conjugués de la violence, du changement climatique et de catastrophes naturelles. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a été multiplié par neuf entre 2018 et 2022, pour atteindre [3 millions](#) en 2023.

Rôle de l'Union européenne

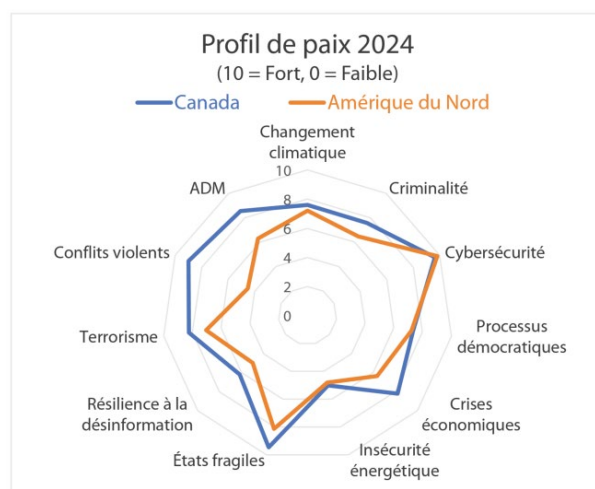
Une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) a été adoptée en avril 2021, laquelle renforce la dimension politique du partenariat noué entre l'Union et les pays du G5 Sahel, dont le Burkina Faso. Elle accentue également l'importance accordée à un développement durable, qui dépasse le soutien militaire. L'Union a soutenu les décisions de la CEDEAO contre les coups d'État au Burkina Faso et le retrait, mais n'a pas suspendu son aide. Le soutien direct aux populations les plus vulnérables, en faveur du renforcement des capacités institutionnelles et de la culture démocratique à l'appui du processus de transition démocratique, et en faveur de la mise en place de mécanismes de réaction contre les campagnes de désinformation visant à compromettre l'action de l'UE figure parmi les objectifs du [plan d'action pluriannuel 2023-2025 pour le Burkina Faso](#). En 2023, l'Union européenne a alloué 25,5 millions d'euros pour l'action humanitaire au Burkina Faso.

Canada

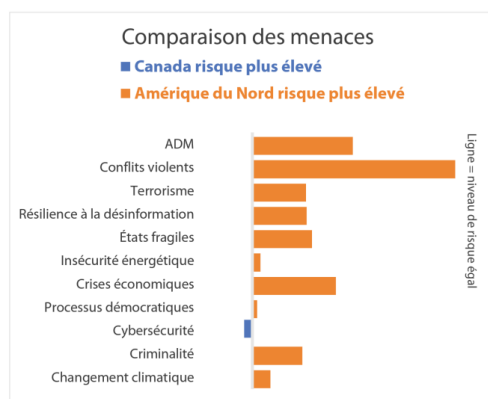
Le Canada occupe la 6^e place dans l'indice Normandie, indiquant ainsi un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour tous les indicateurs à l'exception de la sécurité énergétique, et ses résultats en matière de processus démocratiques et de cybersécurité sont particulièrement satisfaisants.

Contexte et principaux enjeux

Le Canada possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés. L'[indicateur de développement humain](#) le plus récent classe le Canada au 18^e rang des 191 pays étudiés. En ce qui concerne l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de «The Economist», le Canada obtient la 13^e place, avec des résultats exceptionnels en matière de processus électoral, de pluralisme et de participation politique. Son score a toutefois été revu à la baisse en raison de l'augmentation de la polarisation et de la baisse de la confiance à l'égard du gouvernement. Le Canada est le 5^e pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Si le Canada obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels, il s'est cependant classé au 52^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2024.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Canada présente des niveaux élevés de développement économique et de capital humain. Le pays représente la [neuvième plus grande économie](#) et la deuxième économie la plus stable au monde, comme démontré par l'indicateur de crises économiques. Le Canada est l'un des rares pays développés à être un exportateur net d'énergie. La société canadienne jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisque le pays occupe la 14^e place du [classement de la liberté de la presse](#) 2024. La [cybercriminalité](#), sous forme de fraude en ligne et de tentatives de vol d'informations personnelles, financières et d'entreprise, reste la menace la plus importante pour la cybersécurité du Canada. Le rapport mondial 2024 de [Human Rights Watch](#) a relevé des violations généralisées des droits des peuples autochtones et des détenus issus de l'immigration.

Rôle de l'Union européenne

Le Canada est un [partenaire stratégique](#) officiel de l'Union européenne depuis 2016. Depuis lors, les deux partenaires ont renforcé leur [coopération sectorielle et en matière de politique étrangère](#), dans le but de maintenir leur engagement commun à faire progresser les principes démocratiques et les droits de l'homme ainsi que d'œuvrer ensemble au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et d'un multilatéralisme fondé sur des règles. En tant que l'un des principaux contributeurs à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), le Canada a rejoint le projet de mobilité militaire de la coopération structurée permanente (CSP) en 2021 et a progressé dans son adhésion au projet CSP «réseau de plateformes logistiques en Europe et d'appui aux opérations» de la CSP en 2023. Les deux partenaires ont également conclu un accord sur la sécurité des informations pour l'échange d'informations classifiées entre l'Union et le Canada. Ce sont également de puissants partenaires économiques. En 2017, l'[accord économique et commercial global](#) (AECG) entre l'Union européenne et le Canada est provisoirement entré en vigueur et vise à fixer des normes élevées pour les chapitres de développement durable dans les accords commerciaux. En 2021, les deux parties ont également mis en place un [partenariat stratégique](#) sur les matières premières. En mars 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la présidente de la Commission européenne et le Premier ministre du Canada ont créé un groupe de travail spécifique sur la transition écologique et le gaz naturel liquéfié (GNL), afin de contribuer à une plus grande durabilité et à garantir la sécurité énergétique. Enfin, l'Union et le Canada unissent leurs forces en tant que chefs de file dans la lutte internationale contre le changement climatique, notamment en organisant conjointement avec la Chine des [réunions ministérielles sur l'action pour le climat](#) (la dernière en date a eu lieu en juillet 2023).

Chine

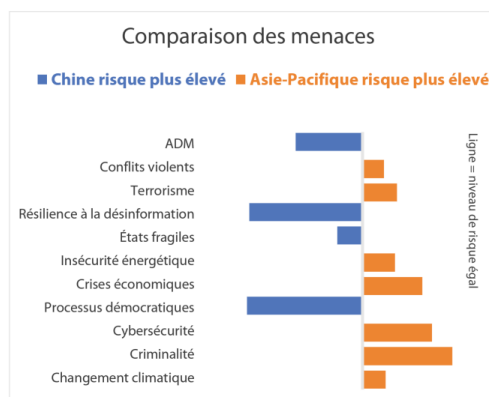
Depuis la dernière édition de l'indice Normandie, la Chine a progressé de 14 places et se classe désormais à la 32^e place; elle n'est maintenant pas plus menacée que la moyenne Asie-Pacifique. Depuis le début des réformes économiques en 1978, la Chine est devenue la deuxième plus grande économie du monde en produit intérieur brut nominal, après les États-Unis, et la première en parité de pouvoir d'achat (PPA). Il y a toutefois de plus en plus de signes indiquant que les défis structurels croissants auxquels est confrontée l'économie chinoise entraîneront une croissance (beaucoup) plus modérée à moyen terme.

Contexte et principaux enjeux

La Chine est toujours enlisée dans des différends frontaliers avec deux de ses voisins, l'Inde et le Bhoutan. En outre, les revendications de la Chine relatives à la souveraineté sur Taïwan et sur plusieurs zones maritimes dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale sont de plus en plus vigoureusement contestées. Pour appuyer ces revendications, la Chine dispose de la première armée du monde et du deuxième plus gros budget pour la défense. La Chine possède également des armes nucléaires actives. Si la Chine obtient de bons résultats en matière de criminalité, de cybersécurité et d'indicateurs de crise économique, elle obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les processus démocratiques. Ses résultats sont médiocres en ce qui concerne le critère des droits de l'homme et de l'état de droit selon l'indice des États fragiles. Cette situation s'explique en grande partie par la répression autoritaire d'État menée par le gouvernement chinois à Hong Kong, au Tibet et dans le Xinjiang, que certains États ont qualifiée de génocide.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La croissance économique rapide de la Chine a eu des répercussions négatives sur ses ressources naturelles et son environnement. La persistance de la dépendance de la Chine vis-à-vis du charbon a des incidences dangereuses sur l'environnement et sur la santé humaine, la combustion du charbon étant la plus grande source de répercussions sur la santé liées à la pollution de l'air dans le pays. La Chine a officiellement présenté son «objectif de neutralité carbone avant 2060» mais n'est pas allée plus loin lors de la COP27 de 2022. Selon le dernier rapport annuel du Global Energy Monitor (GEM), la Chine représentait 95 % de la l'activité mondiale de construction de nouvelles centrales électriques au charbon en 2023. La Chine s'appuie sur les nouvelles technologies pour imposer son modèle autoritaire de surveillance et de conformité sociales, qu'elle présente comme une alternative aux modèles de gouvernance libérale. Par conséquent, le pays se place

au 179^e rang (sur 180) du classement mondial de la liberté de la presse 2024. État à parti unique, son score en matière de «processus démocratiques» (0,42) est nettement inférieur à la moyenne Asie-Pacifique (3,41).

Rôle de l'Union européenne

En 2003, l'Union et la Chine ont conclu un partenariat stratégique en développant plus de 60 formes de dialogue, notamment pour examiner les questions de la non-prolifération et du désarmement. Ces dialogues ont contribué à la mise en œuvre de l'agenda stratégique de coopération UE-Chine 2020. Le dialogue régulier entre l'Union et la Chine sur les droits de l'homme permet également d'aborder différents points, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, bien que les progrès sur ces points soient très limités. En 2019, les institutions européennes ont publié une communication conjointe sur les relations UE-Chine – Une vision stratégique, dans laquelle la Chine est décrite simultanément comme un «partenaire de coopération [...], un concurrent économique [...] et un rival systémique». En décembre 2020, l'Union et la Chine ont conclu un accord global sur les investissements (AGI). Cet accord de principe est actuellement «gelé». En mars 2021, l'Union a imposé des sanctions à l'encontre de responsables chinois accusés de violations des droits de l'homme contre la minorité ouïgoure du Xinjiang. Le Parlement européen a récemment adopté des résolutions sur les sujets suivants: la situation des droits de l'homme au Xinjiang; l'arrestation du cardinal Zen à Hong Kong; la détérioration de la situation dans le détroit de Taïwan et la répression des protestations pacifiques.

Colombie

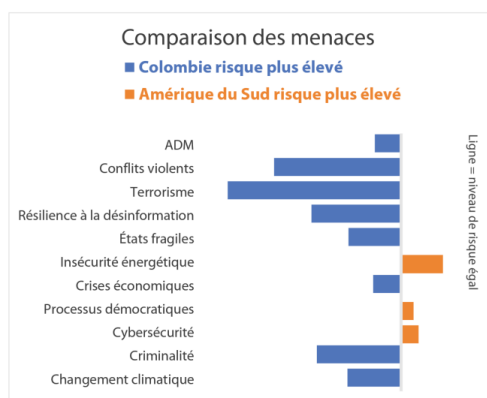
La Colombie occupe la 114^e place de l'indice Normandie. Le pays est plus vulnérable que la moyenne régionale, hormis en matière d'insécurité énergétique, et se situe en dessous de la moyenne en matière de terrorisme, de conflits violents et de résilience à la désinformation.

Contexte et principaux enjeux

Les conflits armés internes, la violence, les enlèvements et les déplacements forcés continuent de poser un défi majeur en matière de sécurité en Colombie, malgré l'[accord de paix](#) historique conclu en 2016 entre le gouvernement colombien (sous la présidence de Juan Manuel Santos) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Au pouvoir depuis août 2022, le président actuel de la Colombie, Gustavo Petro, premier président de gauche du pays, veut faire régner une «paix totale» dans le pays d'ici 2025. Les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et le plus grand groupe restant, l'Armée de libération nationale (ELN), ont repris officiellement le 21 novembre 2022. Toutefois, l'accord de paix et les pourparlers n'ont pas permis d'accroître la sécurité. D'après [Human Rights Watch](#) et le [Comité international de la Croix-Rouge](#) (CICR), les violences se sont accrues dans de nombreuses régions reculées. Plus de 1 200 défenseurs des droits de l'homme et dirigeants sociaux ont été tués en Colombie depuis 2016. D'après le [bureau du médiateur de Colombie](#), 181 dirigeants sociaux et défenseurs des droits de l'homme ont été assassinés en 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2022, la Colombie a enregistré le [plus grand nombre d'assassinats](#) de défenseurs des droits de l'homme. Si l'on se fonde sur le degré d'inégalité dans la répartition des revenus mesuré par le coefficient de Gini, la Colombie est également le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine depuis 2021. La démobilisation des FARC en 2016 a entraîné une [vacance du pouvoir](#) et, par conséquent, une fragmentation du paysage criminel, ainsi que des combats entre de nombreux groupes armés non étatiques et bandes criminelles pour contrôler les économies criminelles stratégiques de la Colombie, en particulier la culture de la coca et le trafic de drogue. D'après l'[ONU DC](#), ces évolutions ont également entraîné une présence accrue de groupes étrangers de criminalité organisée en Colombie, provenant notamment du Mexique et des Balkans. La [surface occupée par les plantations de coca](#) en

Colombie a augmenté pour passer de 204 000 à 230 000 hectares à la fin de l'année 2022, tandis que la production de drogue atteignait 1 738 tonnes, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré. En 2023, les [prix de la coca se sont effondrés](#) sur fond de récoltes record.

Rôle de l'Union européenne

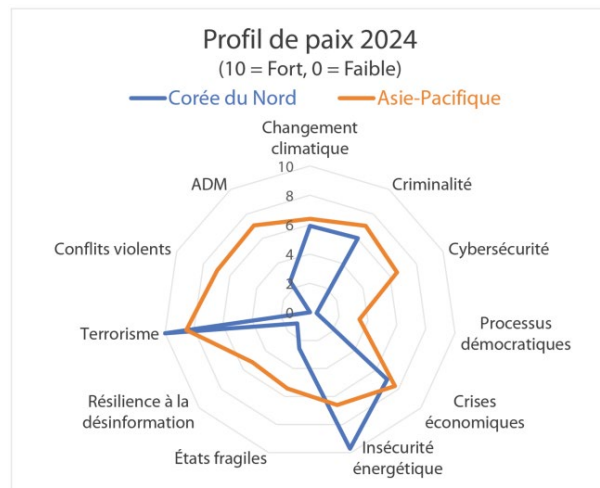
L'Union a soutenu le processus de paix en Colombie en allouant [645 millions d'euros](#) pour des actions telles que le projet de laboratoires de paix et de territoires de paix, le [fonds fiduciaire](#) en faveur de la Colombie (auquel 21 États membres de l'Union européenne et le Chili ont promis 125 millions d'euros), les prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI), et l'ICSP, qui a mobilisé [40 millions d'euros supplémentaires](#) pour des éléments critiques du processus de paix, tels que la justice transitionnelle. [Famon Gilmore](#), envoyé spécial de l'UE de 2015 à 2019, a estimé que l'intervention de l'Union dans le processus de paix était une réussite. La coopération au développement entre l'Union et la Colombie s'est élevée à 127 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Union a par ailleurs conduit un [accord commercial global](#) avec la Colombie, le Pérou et l'Équateur, appliqué à titre provisoire depuis 2013. La coopération régionale entre l'Union et la Communauté andine a pour objectif de promouvoir les liens régionaux. Le 26 avril 2021, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur le cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie pour demander un soutien politique et financier accru de l'Union à ce processus. La Colombie est le seul pays de la région à avoir conclu un accord bilatéral avec Europol pour l'échange d'informations.

Corée du Nord

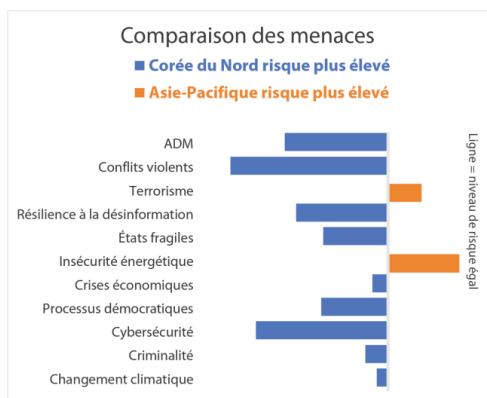
La Corée du Nord occupe la 128^e place de l'indice Normandie, affichant un score global bien inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Les négociations en vue d'une réunification de la péninsule coréenne ont systématiquement échoué depuis 1948. Le pays enregistre des scores très faibles en matière de processus démocratiques, de fragilité de l'État, de désinformation et d'armes de destruction massive.

Contexte et principaux enjeux

Vestige de sa politique de «l'armée d'abord», la Corée du Nord possède la troisième plus grande armée en activité au monde, avec [1 469 000](#) militaires permanents. Cette stratégie a laissé place en 2013 à la «politique des progrès parallèles», qui vise à faire progresser de front la croissance économique et la sécurité du pays vis-à-vis des velléités sud-coréennes et américaines, et ce au moyen du développement nucléaire. Le pays possède des armes nucléaires et des [programmes](#) de missiles balistiques et disposerait de capacités d'armes chimiques et biologiques. Ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) à [capacité nucléaire](#) sont considérés comme capables d'[atteindre](#) le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis. La Corée du Nord continue à développer son arsenal nucléaire et [multiplie les essais de missiles](#). Le pays a recouru à des cyberattaques et à des cybervols pour amasser jusqu'à [1,3 milliard de dollars](#) en devises étrangères et virtuelles, en contournant ainsi les sanctions internationales. La Corée du Nord se classe à la 37^e place de [l'indice des États fragiles 2023](#) et enregistre un score particulièrement faible en matière de légitimité de l'État. Son gouvernement est 171^e sur 180 dans [l'indice mondial de perception de la corruption 2022](#). On sait que des milliers de prisonniers politiques sont [détenus](#) dans des camps de prisonniers.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Corée du Nord est dernière (180^e place) du [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). L'important dispositif de sécurité de l'État exerce un contrôle étendu sur le domicile, les déplacements, l'emploi, l'habillement, l'apparence, l'alimentation et la vie de famille de ses citoyens. La population est classée en fonction de son «[Songbun](#)», un système de statut qui évalue la loyauté d'un citoyen envers le gouvernement en se basant principalement sur l'histoire de sa famille (jusqu'à la troisième génération). La priorité accordée au programme nucléaire, [l'idéologie](#) de l'autosuffisance, la mauvaise gestion et la corruption entravent la croissance à long terme. Le 14 juillet 2022, la Corée du Nord a [reconnu](#) les zones de Donetsk et de Louhansk non contrôlées par le gouvernement dans l'est de l'Ukraine comme des États indépendants (troisième pays seulement à le faire, après la Russie et la

Syrie), et elle continue à livrer des [équipements militaires](#) à la Russie.

Rôle de l'Union européenne

L'Union applique une politique de «dialogue critique» à l'égard de la Corée du Nord dans l'objectif d'apaiser les tensions au sein de la péninsule coréenne, d'encourager la non-prolifération nucléaire et d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme. Elle exerce des [sanctions](#) à l'égard de Pyongyang en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et en adoptant des mesures restrictives autonomes (la [dernière en date](#) le 21 avril 2022). Parallèlement, l'Union a versé plus de 135,7 millions d'euros d'[aide](#) à la Corée du Nord depuis 1995, principalement au titre de l'aide alimentaire, mais aussi du secours en cas de catastrophe et de la lutte contre la pauvreté. Les échanges de marchandises entre l'Union et la Corée du Nord ont chuté de façon spectaculaire après 2013. En 2019, dernière année avant la pandémie, les échanges s'élevaient à seulement 7 millions d'euros (0,2 % du commerce extérieur de la Corée du Nord). L'Union entretient des relations diplomatiques avec la Corée du Nord depuis 2001 mais ne dispose pas de délégation à Pyongyang. Le 30 mai 2022, les pays du G7 et le HRVP de l'Union [ont condamné](#) «dans les termes les plus forts» un nouvel essai de missile balistique intercontinental (ICBM) effectué le 25 mai 2022. En mai 2024, [l'Union a sanctionné](#) neuf personnes et entités supplémentaires impliquées dans des activités en lien avec les programmes d'armements illégaux et en appui de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

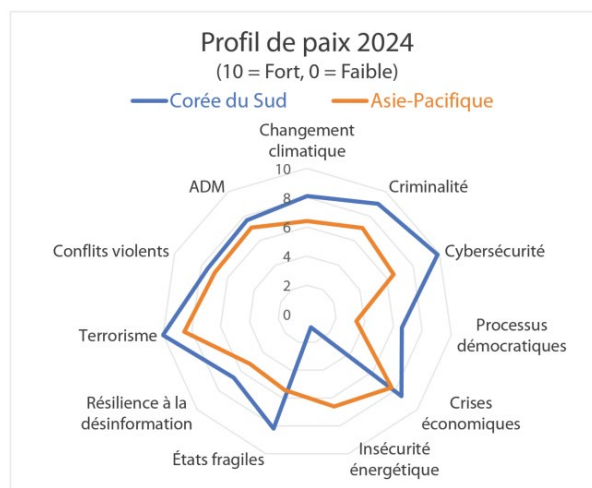
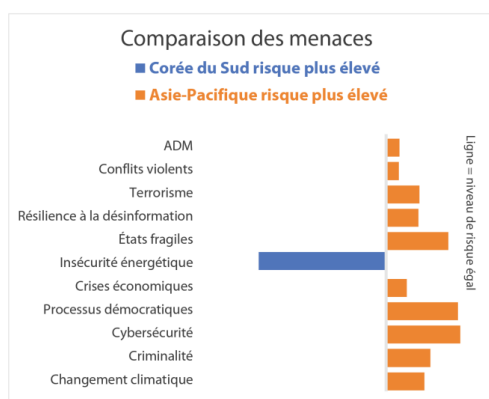
Corée du Sud

La Corée du Sud occupe la 9^e place de l'indice Normandie et est ainsi le troisième pays le plus performant d'Asie après Singapour et la Malaisie. Le pays enregistre de bons résultats en matière de changement climatique, de criminalité, de cybersécurité et d'économie. Toutefois, en raison du niveau élevé d'importation de pétrole brut et de gaz naturel, la Corée du Sud est vulnérable face à l'insécurité énergétique.

Contexte et principaux enjeux

En 1953, à la fin de la guerre de Corée, la République de Corée comptait parmi les pays les plus [pauvres](#) du monde. Selon les données de la [Banque mondiale](#), son PIB par habitant a toutefois atteint 33 121 dollars en 2023. Le pays se classe à la 10^e position de l'[indice de développement humain](#) du PNUD et au 22^e rang dans le classement de l'[indice de démocratie](#) de l'Economist Intelligence Unit. La Corée du Sud n'a annoncé aucun nouvel objectif majeur depuis sa première [contribution déterminée au niveau national](#) annoncée lors de la COP26 et soumise à la CCNUCC en décembre 2021, fixant un [objectif](#) de réduction des émissions de 40 % par rapport aux niveaux de 2018 d'ici à 2030. La Corée du Sud dispose d'une [armée permanente](#) de 613 000 effectifs et consacre quelque 48 milliards de dollars, soit 2,8 % de son PIB, à la [défense](#).

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le bon classement de la Corée du Sud dans l'[indice de développement des TIC](#) 2024 de l'Union internationale des télécommunications (UIT) s'explique par les meilleurs scores obtenus par le pays en matière de connectivité, de forte pénétration du haut débit et de mesures techniques et juridiques. La Corée du Sud reste une [démocratie libérale](#), mais elle affiche une tendance à un «déclin substantiel» de la démocratisation dans la région Asie de l'Est-Pacifique. Elle occupe la 62^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#). Le 29 septembre 2021, le Parti démocrate, qui détient toujours une nette majorité au sein de l'Assemblée nationale coréenne, a [décidé](#) de ne pas poursuivre la révision de la loi sur la presse, qui porterait atteinte à la liberté des médias. La Corée du Sud présente une certaine vulnérabilité dans le [secteur de l'énergie](#), puisqu'elle importe près de 93,5 % de sa

consommation d'énergie et de ressources naturelles. En 2022, le pays a dépensé 190,8 milliards de dollars pour ses [importations d'énergie](#) et de ressources, ce qui représente près de 26,1 % du montant total de ses importations.

Rôle de l'Union européenne

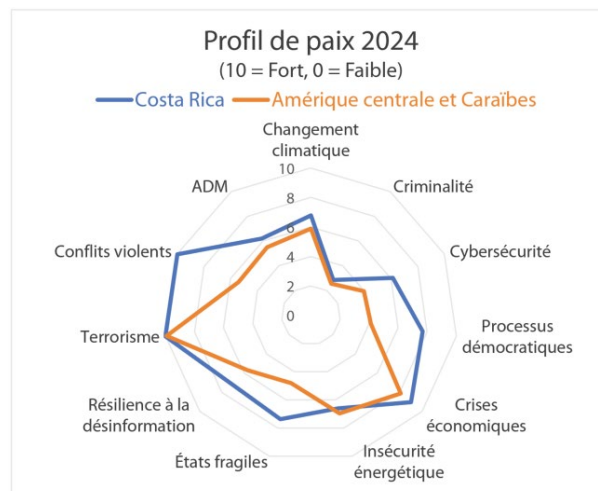
L'Union entretient des [relations diplomatiques](#) et commerciales avec la Corée du Sud depuis 1963. Depuis 2010, le pays est également l'un des partenaires stratégiques de l'Union en Asie. L'[accord de libre-échange entre l'Union et la Corée du Sud](#) constitue non seulement le premier des accords commerciaux de nouvelle génération de l'Union européenne, mais également le premier qui ait été [soumis à l'approbation du Parlement européen](#) sur le fondement du traité de Lisbonne. Il est [entré en vigueur](#) le 13 décembre 2015 (après avoir été appliqué à titre provisoire depuis juillet 2011). La Corée du Sud représente la [neuvième destination](#) des exportations de marchandises de l'Union, tandis que cette dernière est le troisième marché d'exportation de la Corée du Sud. En 2019, en données cumulées, l'Union européenne a été le [premier investisseur étranger](#) en Corée du Sud, avec 122,8 milliards de dollars d'investissements. L'Union et la Corée du Sud partagent un vif intérêt en faveur d'une péninsule coréenne dénucléarisée et travaillent ensemble à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Un accord fixant un cadre pour la participation de la Corée du Sud aux opérations de gestion des crises par l'Union a été [signé](#) en 2014. La République de Corée est l'un des [partenaires prioritaires](#) de l'Union en Asie pour le renforcement de la coopération en matière de sécurité. Les deux parties collaborent sur les opérations de gestion des crises, la sécurité maritime, la cybersécurité et la lutte contre le terrorisme. Le 31 octobre 2023, l'Union et la Corée ont officiellement annoncé le lancement de négociations en vue de la conclusion d'un accord sur le commerce numérique. Le deuxième cycle de négociations s'est tenu à Séoul du 20 au 22 février 2024.

Costa Rica

Le Costa Rica figure à la 15^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Par rapport à plusieurs autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Costa Rica jouit d'un niveau élevé de paix et de stabilité politique. Le Costa Rica bénéficie d'une stabilité démocratique de longue date, caractérisé par des passations de pouvoir sans heurt à l'issue d'élections libres et équitables.

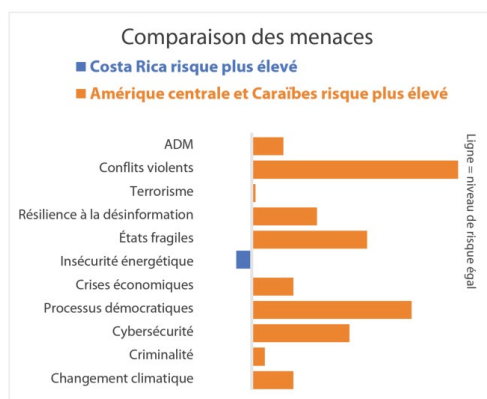
Contexte et principaux enjeux

Le Costa Rica a supprimé son armée en 1948, à l'issue d'une guerre civile intense, ce qui a eu des répercussions positives sur les résultats obtenus en matière de conflits violents et d'armes de destruction massive. Le risque de conflit armé interne est faible et le pays entretient de bonnes relations avec les États voisins. En outre, il se classe parmi les pays les moins touchés par le terrorisme. Bien qu'il affiche de bons résultats dans d'autres indicateurs de conflit traditionnel, le Costa Rica présente un [taux d'homicides relativement élevé](#). Ceux-ci sont attribués à la [criminalité organisée](#), endémique dans la région d'Amérique centrale et des Caraïbes.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Costa Rica présente un niveau relativement élevé de résilience aux nouvelles menaces pour la sécurité. Il jouit d'une démocratie stable et de longue date et bénéficie de niveaux élevés de liberté de la presse et de protection des droits de l'homme. Toutefois, il a reculé dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2024](#), passant ainsi à la 26^e place, principalement en raison des [confrontations](#) entre le gouvernement du président Rodrigo Chaves et la presse. Le pays obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les indicateurs «processus démocratiques» et «États fragiles». Bien que le Costa Rica obtienne de meilleurs résultats que la moyenne régionale en matière de changement climatique, il occupait en 2021 la [62^e place](#) parmi les 185 pays les plus vulnérables aux changements climatiques. Le Costa Rica consent des efforts significatifs pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050. Il [génère déjà la totalité](#) de l'électricité qu'il consomme et plus d'un tiers à partir de [sources renouvelables](#).



Rôle de l'Union européenne

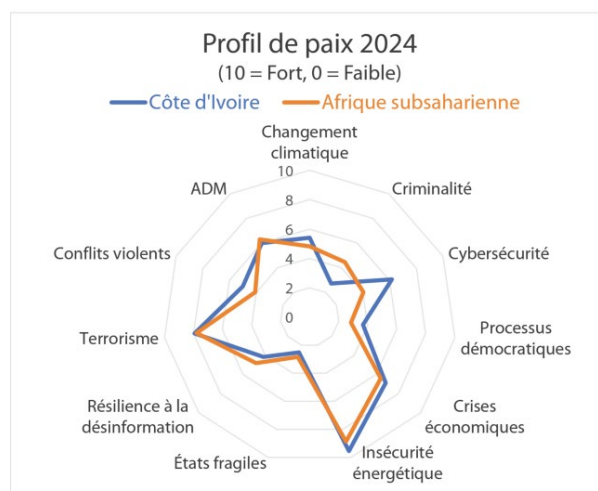
L'Union européenne entretient de solides relations avec le Costa Rica au niveau politique. Les deux parties ont participé activement au [dialogue de San José](#) de 1984, en soutien au processus de paix et aux initiatives de démocratisation déployées en Amérique centrale. Des accords de coopération entre les deux parties ont été conduits en 1985 et en 1993, de même qu'un accord de dialogue politique et de coopération en 2003. Le [troisième dialogue de haut niveau UE-Costa Rica](#) s'est tenu en novembre 2019. Le [Costa Rica](#) est également signataire de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Amérique centrale en 2012. Dans le cadre du programme indicatif pluriannuel (PIP) régional 2021-2027 pour les Amériques et les Caraïbes, le Costa Rica bénéficie d'un soutien de l'UE pour trois priorités: la décarbonation et le changement climatique, la transition numérique et la gestion des migrations. Dans le cadre de son programme [EUROSociAL+](#), l'UE [soutient](#) les politiques publiques au Costa Rica visant à améliorer la cohésion sociale et à réduire les inégalités. L'initiative «[Global Gateway](#)» de l'UE encourage spécifiquement la production d'hydrogène vert au Costa Rica, la conversion des bus urbains vers l'électricité et le développement de la production de vaccins. L'Union soutient également de nouvelles approches régionales au moyen de programmes de coopération triangulaire; elle travaille par exemple avec le Costa Rica, la Colombie et le Mexique sur le renforcement de la [justice réparatrice](#).

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire figure à la 85^e position de l'indice Normandie, et se situe pratiquement au même rang en ce qui concerne les menaces individuelles que celui de la région d'Afrique subsaharienne, dont elle fait partie. Le pays est confronté à une polarisation politique et aux risques liés au changement climatique, tandis que le terrorisme et les conflits violents restent des sujets de préoccupation majeure.

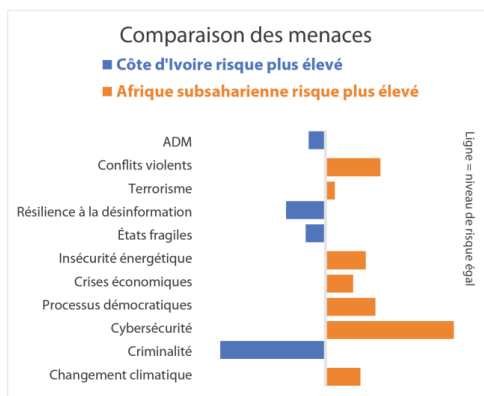
Contexte et principaux enjeux

Après son indépendance, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus stables et les plus prospères d'Afrique. À la suite du décès de son premier président en 1993, Félix Houphouët-Boigny, le pays a plongé dans une spirale d'instabilité et de conflits violents opposant le sud chrétien et le nord musulman. En 2010, la victoire électorale de l'actuel président [Alassane Ouattara](#), qui a eu besoin du soutien des Nations unies et des troupes françaises, a mis fin au conflit civil. Le président Ouattara poursuit sa réconciliation avec des responsables politiques rivaux, afin d'éviter les troubles sociaux avant les élections de 2025. Toutefois, l'approfondissement de la [réconciliation](#) nationale a été limité et peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne les enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises pendant les deux guerres civiles du pays (en 2002-2007 et en 2010-2011). La Côte d'Ivoire est la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria et le principal fournisseur mondial de cacao.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Côte d'Ivoire est confrontée à une menace d'[insurgés islamistes](#) le long de ses frontières. Ces dernières années, la [situation en matière de sécurité](#) au Sahel s'est fortement détériorée en raison de la multiplication des attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques. Le risque d'attentats terroristes d'organisations djihadistes, telles que les groupes Ansar al-Dine (AAD) et al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) basés au Mali, s'est accru, avec un risque de [radicalisation locale](#). En 2016, le pays a connu ses premiers [attentats](#) terroristes majeurs, dans la station balnéaire de Grand-Bassam. Depuis 2020, les [djihadistes](#) ont attaqué à plusieurs reprises les forces de sécurité à la frontière nord avec le Burkina Faso. Ces nouvelles menaces créent également des [tensions](#) entre communautés. En raison de son emplacement géographique, le pays est vulnérable à la criminalité organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic de drogues, ainsi qu'à la [piraterie maritime](#) dans le golfe de Guinée. Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)



estime que plus de 54 000 personnes déplacées sont arrivées en Côte d'Ivoire depuis le Burkina Faso et le Mali entre avril 2021 et mars 2024.

Rôle de l'Union européenne

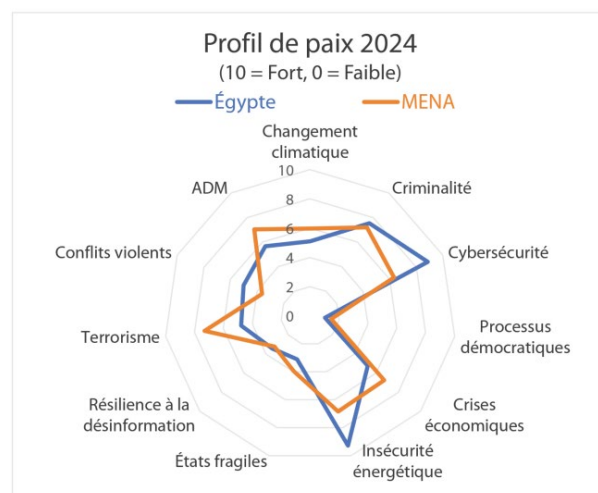
Le programme indicatif pluriannuel (PIP) de l'UE pour la Côte d'Ivoire pour la période 2021-2024 s'élève à 228 millions d'euros. Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, et en vue de structurer le flux d'aide au développement apporté, l'Union européenne a convenu des [priorités](#) avec le pays: le développement du capital humain, la promotion d'une croissance durable, inclusive et numérique, ainsi que le renforcement de l'état de droit, la gouvernance démocratique et le maintien de la paix et de la sécurité. L'aide de l'Union vise à consolider le rôle de la Côte d'Ivoire en tant que pôle de stabilité majeur en Afrique de l'Ouest, tout en cherchant à renforcer la participation des femmes aux questions de paix et de sécurité. D'autres fonds consacrés à la paix sont accordés dans le cadre de l'initiative «Paix et stabilité» de l'Équipe Europe, pour un montant total de 149,1 millions d'euros: l'Union européenne contribue à hauteur de 29,4 millions d'euros, avec comme autres contributeurs principaux la France, l'Allemagne et l'Italie. Depuis 2016, la Côte d'Ivoire est l'un des deux seuls pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre un [accord de partenariat économique](#) avec l'Union européenne, lequel vise à libéraliser les échanges commerciaux ainsi qu'à promouvoir la diversification et le développement économiques du pays.

Égypte

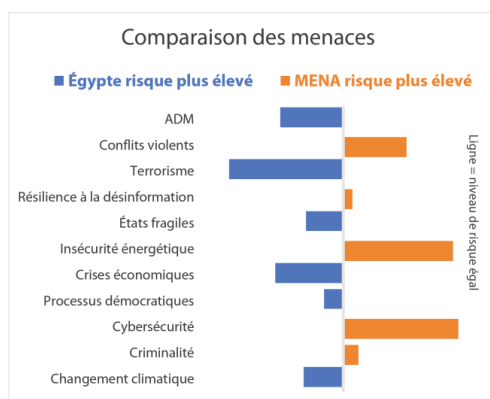
L'Égypte occupe la 90^e place de l'indice Normandie. Élu en 2014, 2018 et à nouveau en 2023, le président Abdel Fattah al-Sissi a remporté son troisième mandat de six ans avec 89,6 % des voix. L'Égypte jouit d'une forte sécurité énergétique. Les problèmes de sécurité, tels que les répercussions de la guerre entre Israël et le Hamas et la menace terroriste islamique dans le nord du Sinaï, restent à haut risque. L'augmentation de la dette, l'inflation et la dévaluation entraînent de faibles performances économiques.

Contexte et principaux enjeux

L'Égypte est 50^e dans l'[indice des États fragiles 2023](#), notamment en raison de son bilan en matière de droits de l'homme et de terrorisme islamique dans le pays. L'[armée](#) demeure la force politique prédominante. Depuis 2014, le [groupe terroriste](#) Wilayat Sinaï, ou «Province du Sinaï», section de l'EIL/Daech dans la péninsule du Sinaï, mène une insurrection permanente contre les autorités égyptiennes. En 2022, la juridiction pénale du Caire ainsi que la Cour suprême de sûreté de l'État ont [condamné](#) l'ancien candidat à la présidence, Abdel Moneim Aboul Fotouh, ainsi que l'ancien guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, Mahmoud Ezzat, à 15 ans de prison. L'Égypte détient 77 000 milliards de mètres cubes de [réserves prouvées de gaz](#), ce qui la place au 16^e rang mondial. Conformément au [plan REPowerEU](#), l'Union européenne et l'Égypte vont accélérer et intensifier leur [partenariat énergétique](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le pays est l'un des plus grands geôliers de journalistes, puisque l'Égypte se classe 166^e sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). Les conditions climatiques représentent également un défi majeur. La grande majorité (98 %) des quelque 95 millions d'Égyptiens vivent dans la vallée et le delta du Nil, qui n'offrent que 3 % de l'ensemble des terres émergées du pays. L'Égypte est confrontée à un [déficit annuel d'eau](#) d'environ 7 milliards de mètres cubes. La [salinisation des sols](#) menace également 15 % des terres agricoles du pays. Le président al-Sissi a soutenu les réformes économiques et politiques, au cœur desquelles la vision pour l'Égypte 2030. La Banque centrale égyptienne a [dévalué](#) la livre de 17 % et relevé son taux d'intérêt directeur en 2022. Toutefois, le cours de la livre égyptienne a continué de baisser en 2023-2024.

Rôle de l'Union européenne

Un accord d'association de 2001, entré en vigueur en juin 2004, constitue la base juridique des relations entre l'Union et l'Égypte. Ces relations ont été par la suite renforcées grâce au [plan d'action UE-Égypte](#), adopté conjointement en 2007, qui a contribué à développer les relations bilatérales sur le plan politique, social et économique. Dans le cadre de la [politique européenne de voisinage révisée](#), l'Union et l'Égypte ont adopté des [priorités de partenariat](#) qui ont guidé le partenariat pour la période 2017-2020. L'[aide](#) de l'Union à l'Égypte sera à présent axée sur la modernisation économique, les énergies durables et l'environnement, la protection sociale et son développement, ainsi que la gouvernance. En février 2021, l'Union a adopté un [nouveau programme pour la Méditerranée](#), comprenant un plan d'investissement de 7 milliards d'euros pour la région. Le 19 juin 2022, lors de la 9^e réunion du [Conseil d'association UE-Égypte](#), de nouvelles priorités de partenariat ont été adoptées en vue d'orienter les relations des deux parties jusqu'en 2027, et ce conformément au nouveau programme pour la Méditerranée et à son plan économique et d'investissement, ainsi qu'à la stratégie de la vision pour l'Égypte 2030. Le HR/VP [s'est rendu en Égypte](#) du 17 au 19 juin 2023, et a tenu des réunions de haut niveau avec le président al-Sissi ainsi que le ministre des affaires étrangères Sameh Hassan Shoukry. Un [partenariat stratégique et global](#) de 7,4 milliards d'euros a été conclu entre l'Union européenne et l'Égypte le 17 mars 2024 pour aider le pays à relancer son économie en difficulté et à lutter contre la migration irrégulière. L'Égypte accueille environ 9 millions de migrants internationaux en situation irrégulière, en particulier en provenance du Soudan, et environ 480 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés.

Érythrée

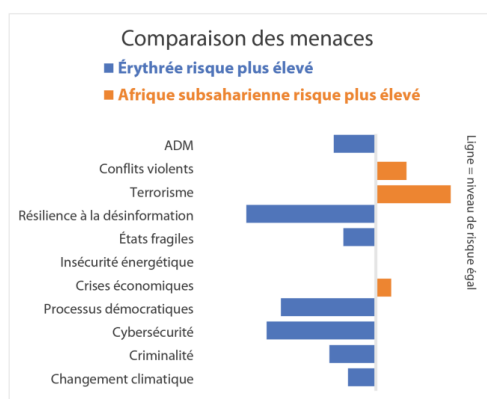
L'Érythrée occupe la 126^e place de l'indice Normandie. L'Érythrée souffre d'une absence totale de pratiques démocratiques et de liberté politique. Les relations avec la plupart des pays tiers, y compris les donateurs, sont tendues. Les forces érythréennes seraient impliquées dans des crimes de guerre dans la région du Tigré en Éthiopie.

Contexte et principaux enjeux

Le président Isaias Afwerki dirige un [État autoritaire militarisé](#) depuis son indépendance vis-à-vis de l'Éthiopie en 1993. Depuis lors, aucune élection nationale n'a eu lieu et la constitution de 1997 n'a jamais été pleinement appliquée. Le gouvernement exerce une répression à l'égard des personnes qu'il perçoit comme des opposants, en les emprisonnant pendant des années sans procès et dans des conditions très dures. Tous les citoyens de 18 à 50 ans – hommes comme femmes – doivent accomplir un service national, d'une durée théorique de 18 mois. Des abus fréquents en lien avec les limites d'âge, la durée et les conditions du service national ont été signalés par le [rapporteur spécial des Nations unies](#) sur l'Érythrée. Le service national prive de nombreux foyers de moyens de subsistance. Les conséquences supplémentaires des sécheresses, des inondations et des invasions de criquets pèlerins poussent de nombreux Érythréens dans la marginalité. En conséquence, près d'un Érythréen sur six a [fui le pays](#). Premier signe encourageant d'une sortie de l'isolement diplomatique, l'Érythrée a [rejoint](#) l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) d'Afrique de l'Est en juin 2023.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Érythrée a envoyé des forces, y compris des conscrits, pour soutenir l'offensive éthiopienne dans la région du [Tigré](#) en Éthiopie en 2022. Le retrait des «troupes étrangères» faisait partie de l'accord de paix conclu en novembre 2022 entre le Tigré et le gouvernement fédéral. Toutefois, l'Érythrée n'était pas partie aux négociations et ses forces auraient «continué à commettre de graves [violations des droits](#)», constituant des «[crimes de guerre](#) et potentiellement des crimes contre l'humanité» au Tigré, selon Human Rights Watch et Amnesty International. La guerre au Tigré a eu de graves répercussions sur les 100 000 [réfugiés érythréens](#) accueillis dans la région, car ils se sont retrouvés pris entre les tirs croisés des différents groupes armés, et ont même été pris pour cibles et enlevés par les forces érythréennes. L'Érythrée a été le seul pays africain à voter aux Nations unies contre le retrait des troupes russes de l'Ukraine. En avril 2024, une [délégation russe](#) s'est rendue en Érythrée pour participer à des pourparlers et à des exercices militaires. La Russie considérerait l'Érythrée comme un moyen de s'implanter de manière permanente en mer Rouge, alors que le Soudan connaît une guerre civile. Une présence militaire russe en



mer Rouge garantirait les intérêts de la Russie et lui donnerait un rôle plus important dans la géopolitique du Moyen-Orient. Reporters sans frontières fait état de [graves menaces](#) pour la liberté de la presse, le pluralisme des médias et les journalistes dans le pays.

Rôle de l'Union européenne

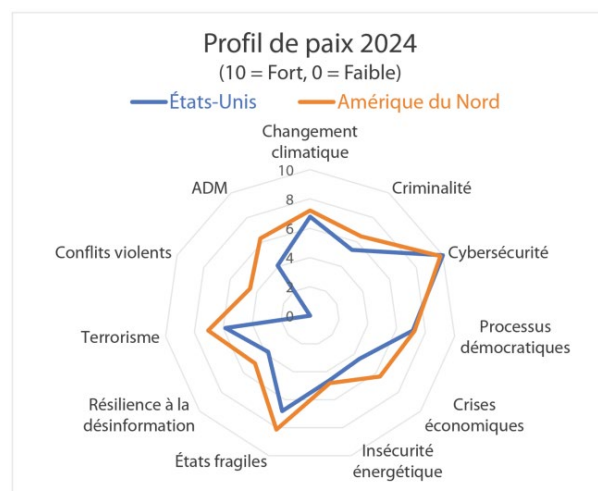
Dans le cadre de sa [stratégie globale pour la Corne de l'Afrique](#), l'Union européenne encourage la coopération régionale sur les migrations et les déplacements, la sécurité et la lutte contre l'extrémisme violent. L'Union européenne et l'Érythrée font partie de l'[initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique](#), un dialogue stratégique sur la lutte contre la migration irrégulière. En 2021, l'Union a [suspendu](#) la coopération au développement avec l'Érythrée en raison de la participation de ce pays au conflit au Tigré. L'Union fournit une aide humanitaire aux Érythréens dans les camps de réfugiés situés dans les pays limitrophes, et notamment en Éthiopie.

États-Unis

Les États-Unis occupent la 90^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à des menaces dans le domaine des armes de destruction massive, à des niveaux élevés de polarisation politique, de violence par arme à feu et de terrorisme sur son territoire, et à une montée de la dette nationale qui est largement considérée comme intenable.

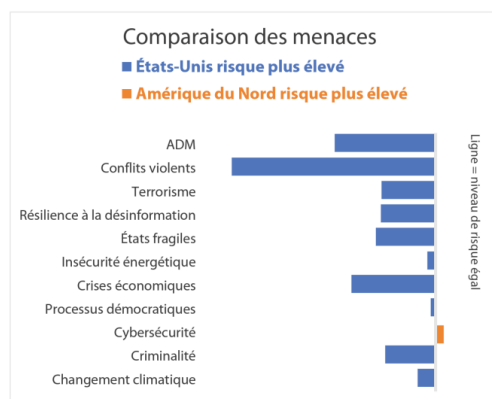
Contexte et principaux enjeux

Les États-Unis se classent au 131^e rang sur 163 pays dans l'[indice mondial de la paix 2023](#); ils étaient à la 122^e place en 2021. L'importance des dépenses militaires par rapport au PIB, la poursuite des interventions dans des conflits extérieurs, les niveaux élevés d'importation et d'exportation d'armes, le taux d'incarcération considérable et les désaccords partisans permanents sur le fonctionnement des institutions démocratiques du pays sont autant de facteurs qui contribuent à la persistance d'un climat peu apaisé par rapport aux autres pays à revenu élevé. Les États-Unis présentent le [taux de violence par arme à feu le plus élevé](#) dans cette catégorie de pays. En 2023, [19 063 homicides par arme à feu](#) et 655 tueries de masse ont été commis. Fitch et Standard & Poor's ont abaissé leurs notations de «AAA» à «AA+», puis Moody's a [adopté](#) des perspectives «négatives» de crédit, évoquant le [coût de la dette](#) et la polarisation politique.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les États-Unis sont une puissance nucléaire. Leur retrait en 2019 du [traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#), signé avec la Russie, puis leur retrait en 2020 du traité de 1992 sur le [régime «ciel ouvert»](#) constituent des événements alarmants. Bien que les États-Unis aient prolongé le traité de 2010 sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs avec la Russie, cette dernière [a suspendu](#) sa participation au traité en février 2023 et les deux pays ne partagent plus de données sur les armes nucléaires. En septembre 2023, les États-Unis ont publié une [stratégie de lutte contre les armes de destruction massive](#), qui considère que la Chine pose un «défi à long terme» et que la Russie représente «une menace grave». Les États-Unis ont connu une baisse du nombre de morts dus au terrorisme depuis 2002, mais souffrent d'une [montée du terrorisme sur leur territoire](#), d'une [forte exposition](#) à la désinformation et d'un phénomène de polarisation politique à l'approche de l'élection présidentielle de 2024, comme le montre la tentative d'assassinat ratée contre



Donald Trump le 13 juillet 2024.

Rôle de l'Union européenne

Les États-Unis constituent un [partenaire](#) stratégique de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. En 2011, les États-Unis ont signé un [accord-cadre de partenariat](#) sur la participation aux opérations de la PSDC et, le 26 avril 2023, l'Agence européenne de défense et le département de la défense américain ont [signé](#) un [accord administratif](#) prévoyant une coopération transatlantique renforcée dans des domaines spécifiques de la défense. Les États-Unis et l'Union européenne collaborent également au sein de l'OTAN dans les domaines définis par la déclaration conjointe [UE-OTAN](#). En matière de lutte contre le terrorisme, les accords bilatéraux comprennent un [accord opérationnel](#) entre les États-Unis et Europol, l'[accord](#) UE-États-Unis sur le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) et l'accord UE-États-Unis sur les dossiers passagers (PNR). En juillet 2023, la Commission européenne a adopté une [décision d'adéquation](#) au titre d'un nouveau cadre de protection des données UE-États-Unis, [approuvé](#) en mars 2022 et entré en vigueur après la signature du [décret présidentiel n° 14086](#) en octobre 2022. En décembre 2020, l'Union a publié un nouveau [programme transatlantique pour un changement planétaire](#), qui comprend de nouvelles formes de coopération en matière de commerce, de technologies, de démocratie, de sécurité et d'environnement. Le [Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis](#), le [dialogue UE-États-Unis sur la sécurité et la défense](#), le dialogue sur la Chine et les consultations sur la région indo-pacifique ont été lancés en 2021, un dialogue sur la Russie ayant suivi en 2022. Le [groupe de travail](#) UE-États-Unis sur la sécurité énergétique, [annoncé](#) en mars 2022, a [contribué](#) à réduire la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis de l'énergie russe.

Éthiopie

L'Éthiopie occupe la 122^e place de l'indice Normandie. Le Premier ministre Abiy Ahmed s'est efforcé avec succès, au cours des premiers mois qui ont suivi sa prise de fonctions, de résoudre les différends persistants avec l'Érythrée et d'engager des réformes ambitieuses sur les plans politique et économique. Toutefois, le conflit armé dans la région du Tigré et les insurrections violentes dans les régions d'Amhara et d'Oromia ont gravement pesé sur le niveau de risque du pays.

Contexte et principaux enjeux

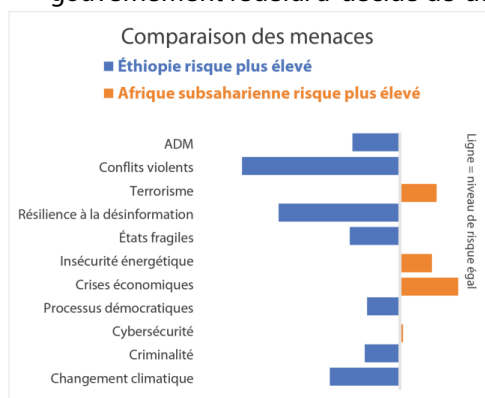
Avec plus de [80 groupes ethniques](#) et autant de langues différentes, la politique éthiopienne est structurée autour de la notion de fédéralisme ethnique. Le Premier ministre Abiy Ahmed a [reçu le prix Nobel](#) de la paix en 2019 pour ses efforts visant à résoudre des différends de longue date avec l'Érythrée. En 2020, un conflit entre le gouvernement régional du Tigré et le gouvernement fédéral s'est transformé en [guerre civile](#), causant la mort de plus de 600 000 personnes. Plus de 5 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire au Tigré, et 5 autres millions de personnes ont été déplacées, que ce soit à l'intérieur du pays ou vers des pays limitrophes. La situation reste [tendue](#) en dépit de l'[accord de paix](#) signé entre le gouvernement éthiopien et les forces du Tigré en novembre 2022.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les [tensions](#) régionales flambent dans le pays. L'armée régionale de l'Oromia s'est ralliée aux Tigréens, tandis que les milices de l'Amhara et de l'Afar soutiendraient les troupes fédérales. En dépit de ces alliances, le gouvernement fédéral a décidé de démanteler les forces de sécurité régionales, ce qui a déclenché de violentes manifestations dans la région d'[Amhara](#). Une série de pourparlers de paix ont débuté en 2023, sans résultat positif jusque-là. Ces violences ont entraîné une grave détérioration de la [situation humanitaire](#) déjà fragile dans le nord de l'Éthiopie. Le remplissage du [Grand barrage de la Renaissance éthiopienne](#) sur le Nil reste un point de tension avec l'[Égypte](#), tandis que le Soudan espère que ce barrage contribuera à réguler les inondations. Des tensions ont éclaté entre l'Éthiopie et le gouvernement fédéral somalien, après que l'État autonome du Somaliland a signé un accord donnant [accès à la mer](#) à l'Éthiopie en échange d'une éventuelle reconnaissance de l'indépendance du Somaliland. Cet accord pourrait déstabiliser davantage l'ensemble de la Corne de l'Afrique. En parallèle, l'Éthiopie est exposée à un [risque élevé](#) de déstabilisation en raison de catastrophes naturelles, qu'il s'agisse d'inondations ou de sécheresses.

Rôle de l'Union européenne

L'Éthiopie était considérée comme un partenaire clé de la [stratégie renouvelée de l'UE dans la Corne de l'Afrique](#), adoptée en mars 2021 mais élaborée avant l'éclatement du conflit du Tigré. Le partenariat de l'UE avec l'Éthiopie repose sur un accord d'engagement stratégique commun de 2016, qui prévoit des réunions ministérielles annuelles et un dialogue à haut niveau dans six secteurs: paix et sécurité régionales; lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente; migration et développement socioéconomique; investissement et commerce; gouvernance et droits de l'homme; changement climatique et coopération en matière environnementale. En raison du conflit au Tigré, l'Union a [suspendu](#) son aide budgétaire de 88 millions d'euros à l'Éthiopie, et accru en parallèle les financements humanitaires. Le 24 avril 2023, le Conseil de l'Union européenne a annoncé que l'UE reprendrait progressivement son dialogue avec l'Éthiopie, au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'accord de paix par cette dernière. L'Union a fourni 84,5 millions d'euros d'aide humanitaire à l'Éthiopie en 2023 et 40,6 millions d'euros en 2024 (au 15 mai). En parallèle, le 29 avril 2024, l'UE a restreint les visas pour les ressortissants éthiopiens, en raison de la coopération «insuffisante» de l'Éthiopie en matière de [réadmission](#) de ses ressortissants en séjour irrégulier dans l'UE.



Géorgie

La Géorgie occupe la 30^e place de l'indice Normandie, soit une amélioration par rapport à sa 35^e place en 2023. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne régionale en ce qui concerne les indicateurs tels que le terrorisme et la crise économique, tandis qu'il obtient de mauvais résultats en ce qui concerne les indicateurs de conflits violents, en raison du conflit en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Contexte et principaux enjeux

Depuis que la Géorgie est devenue indépendante de l'Union soviétique en 1991, son gouvernement a été confronté à des mouvements séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud. En 2008, la Russie a mené une guerre contre la Géorgie sous le prétexte de protéger les séparatistes. Bien que les combats aient pris fin rapidement, les causes du conflit ne sont pas résolues et la Géorgie a perdu le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La Fédération de Russie les [reconnaît](#) désormais comme des entités souveraines et y a établi [trois bases militaires](#) comptant au moins 15 000 soldats russes. Au cours des cinq dernières années, la Géorgie a connu un niveau de terrorisme relativement faible, ce qui explique sa 93^e place dans l'[indice mondial du terrorisme](#) 2022. La Géorgie subit une [instabilité politique](#) depuis les élections législatives contestées de novembre 2020, au cours desquelles le parti au pouvoir, le Rêve géorgien (au pouvoir depuis 2012), a conservé sa majorité. Trois mois après avoir obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'UE (en [décembre 2023](#)), le gouvernement a [décidé de redéposer la loi](#) sur la «transparence de l'influence étrangère» inspirée par la Russie, [retirée](#) l'année précédente dans un contexte de protestations de masse. Ce mouvement a provoqué des [contestations massives](#) et une vague de répression, [condamnée](#) par les organisations de défense des droits de l'homme. Cette loi est jugée [incompatible](#) avec les normes et valeurs fondamentales de l'Union européenne et nuit à la trajectoire d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne.

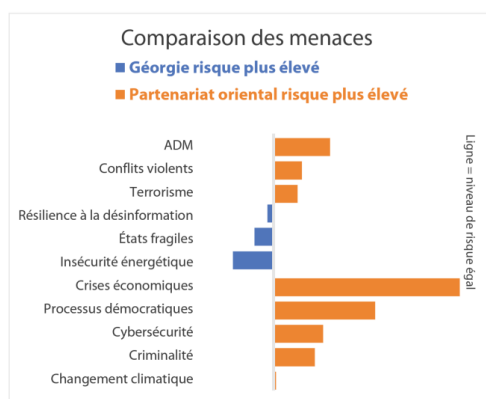
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Géorgie affiche le meilleur score des pays du partenariat oriental pour l'indicateur de crise économique de l'indice Normandie, et son économie, bien que durement touchée par la pandémie, est résiliente. Au cours des 15 dernières années, les [réformes](#) se sont concentrées sur la mondialisation des entreprises, l'augmentation de la croissance économique et la diversification des échanges. Si les pays voisins que sont la Russie, la Bulgarie, l'Azerbaïdjan et la Turquie accueillent toujours la majorité de ses exportations, la Géorgie a développé ses relations avec la Chine, a renforcé ses liens avec l'Union européenne grâce à un [accord d'association](#), comprenant une zone de libre-échange approfondi et complet, et s'est engagée dans la force de réaction de l'OTAN. La Géorgie a également renforcé sa résilience dans d'autres domaines, tels que celui de la cybersécurité. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a suscité des [craintes en matière de sécurité](#) en Géorgie, qui a adopté une approche [prudente](#) à l'égard de la Russie. La Géorgie a [fait bloc](#) avec l'UE dans les résolutions des Nations unies contre

la Russie, mais [refuse](#) jusqu'à présent d'appliquer les sanctions de l'UE. La Géorgie ne dispose pas de [ressources](#) importantes en combustibles fossiles et obtient des résultats inférieurs à la moyenne régionale en matière de sécurité énergétique, qu'elle s'efforce d'améliorer en entreprenant actuellement une réforme en matière de transition énergétique. Le cadre de réforme est défini par l'accord d'association UE-Géorgie.

Rôle de l'Union européenne

L'UE continue de [soutenir](#) fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, notamment par l'intermédiaire du représentant spécial de l'UE (RSUE) pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, de la mission d'observation de l'Union européenne (EUMM) et de la [facilité européenne pour la paix](#) (30 millions d'euros) qui couvre les équipements médicaux, logistiques et de cyberdéfense. La Géorgie s'est vu accorder le statut de pays candidat en décembre 2023, pour autant que les mesures énoncées dans la [recommandation](#) de la Commission du 8 novembre 2023 soient prises.

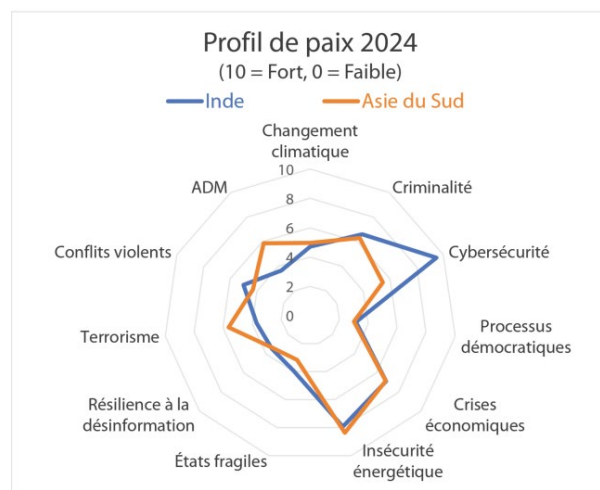


Inde

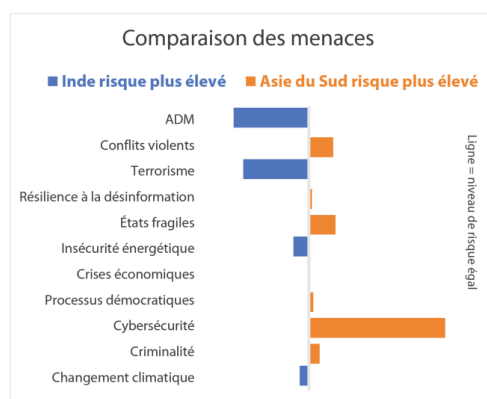
L'Inde occupe la 93^e place de l'indice Normandie: elle a ainsi progressé de près de 30 places par rapport à 2023. Le pays est considéré comme moins vulnérable que la moyenne de l'Asie du Sud, excepté en matière de menace nucléaire et de terrorisme. L'Inde a des différends territoriaux non résolus avec la Chine et le Pakistan, tous deux puissances nucléaires.

Contexte et principaux enjeux

Malgré une forte croissance économique et une modernisation depuis les années 1990, on [estime](#) que 34 millions d'Indiens vivent dans une extrême pauvreté. Sur le plan intérieur, l'Inde est actuellement confrontée à des [conflits](#) interreligieux, intercastes et interethniques, qui entraînent des violences communautaires, tels que les affrontements dans l'État du [Manipur](#). L'[inégalité entre les hommes et les femmes](#) constitue également un problème. En 2023, l'Inde se classe dans la moitié inférieure de l'[indice de démocratie libérale](#), après avoir connu une [baisse](#) substantielle de la liberté démocratique au cours de la dernière décennie en raison de politiques discriminatoires touchant la [population musulmane](#) et d'obstacles à l'opposition politique. L'Inde a un [différend](#) avec la Chine au sujet de la frontière himalayenne. Les [tensions](#) avec le Pakistan, portant principalement sur le [Cachemire](#), ont donné lieu à l'activité de groupes terroristes islamistes opérant depuis le Pakistan. L'Inde figure à la 14^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2024](#). L'Inde refusant de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ([TNP](#)), le traité d'interdiction complète des essais nucléaires ([TICE](#)) et le traité sur l'interdiction des armes nucléaires ([TIAN](#)), elle obtient un faible score pour ce qui est de l'indicateur d'armes de destruction massive (ADM). L'Inde a condamné l'attentat terroriste perpétré par le Hamas contre Israël en octobre 2023, a ensuite adhéré à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un [cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza](#) puis a soutenu la [demande palestinienne d'adhésion aux Nations unies](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les efforts déployés par le gouvernement pour limiter les discours «antinationaux» ont conduit l'Inde à se classer à la 159^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2024](#). Si l'Inde est la cible de cyberattaques, elle obtient un bon score en matière de [cybersécurité](#). L'Inde est exposée à un risque élevé découlant du [changement climatique](#), [certaines régions](#) et certains secteurs, tels que l'[agriculture](#), étant particulièrement vulnérables aux inondations, à la hausse des températures et à la diminution des précipitations. L'Inde occupe la 7^e place dans l'[indice de performance en matière de changement climatique](#) pour 2024, avec des notes élevées en ce qui concerne les [émissions](#) et l'utilisation de l'énergie. Grand importateur d'équipements militaires en 2019-2023, l'Inde est le plus grand importateur d'armes en provenance de Russie (bien que cette tendance diminue). L'Inde [n'a pas](#)

[condamné](#) l'invasion de l'Ukraine par la Russie; les importations de pétrole russe en Inde ont été [multipliées](#) par 13 en 2022-2023.

Rôle de l'Union européenne

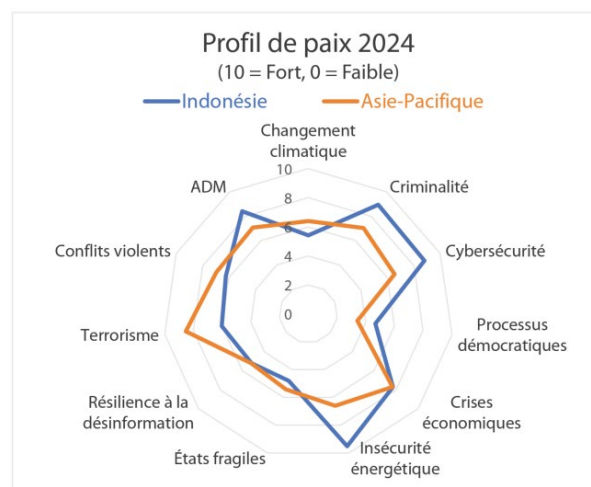
L'Inde et l'Union sont des partenaires stratégiques depuis 2004. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'[Inde](#) n'est pas admissible à l'aide bilatérale de l'Union mais peut bénéficier des programmes thématiques et régionaux pour l'[Asie](#). Le [15^e sommet entre l'Inde et l'Union européenne](#) qui a eu lieu en juillet 2020 a entériné une «[feuille de route](#) commune jusqu'en 2025». L'UE est le [2^e partenaire commercial](#) de l'Inde, puisqu'elle représente près de 11 % des échanges commerciaux indiens. Les dirigeants de l'UE et de l'Inde, réunis en mai 2021, ont convenu de reprendre les négociations en vue d'un [accord de libre-échange](#), et ont démarré un [partenariat UE-Inde en matière de connectivité](#). En février 2023, un [Conseil du commerce et des technologies UE-Inde](#) a été créé dans le but de relever les nouveaux défis en matière de commerce, de technologie et de sécurité. En marge du sommet du G20 qui s'est tenu à New Delhi en septembre 2023, l'UE, l'Inde et d'autres partenaires ont signé un protocole d'accord au sujet du corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC).

Indonésie

L'Indonésie occupe la 22^e place de l'indice Normandie. La croissance économique notable de ce pays peuplé de 270 millions d'habitants a accru son importance politique dans la région, en particulier au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cet essor ne s'est toutefois pas déroulé sans heurts: la montée du fondamentalisme islamique, les troubles interconfessionnels et la lente érosion des processus démocratiques posent tous de graves problèmes au pays.

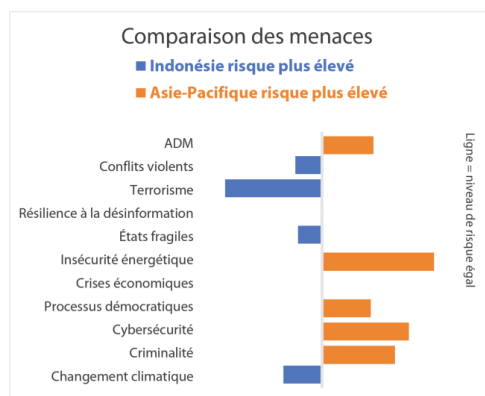
Contexte et principaux enjeux

L'Indonésie a vu la création de plusieurs mouvements séparatistes et militants depuis son indépendance en 1949 et se classe désormais en 31^e position de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2024, ce qui représente une légère amélioration par rapport à 2023, malgré la [persistance d'une insurrection](#) en Papouasie. Dans la province d'Aceh, un accord de 2005, qui accorde une autonomie spéciale, a quant à lui permis d'instaurer la paix. Les forces antiterroristes indonésiennes ont globalement réussi à contenir les mouvements islamistes tels que la Jemaah Islamiyah, un groupe islamiste sunnite extrémiste violent et à motivation religieuse, inspiré de l'idéologie djihadiste anti-occidentale. Bien que les activités de répression menées au cours de la dernière décennie aient considérablement affaibli la direction du groupe, la Jemaah Islamiyah [reste](#) une organisation distincte, dotée d'une structure très compartimentée et de 6 000 membres, qui opère principalement en Indonésie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Bien qu'en ce qui concerne les processus démocratiques, l'Indonésie continue d'obtenir de meilleurs résultats que la moyenne régionale, les observateurs font état d'une lente érosion, en particulier en ce qui concerne la [liberté de discussion des femmes](#). La liberté de la presse en Indonésie a également connu une détérioration, la place du pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) étant passée de la 108^e à la 111^e place en 2023. L'Indonésie se classe à la 98^e place de l'[indice des États fragiles](#) 2023 et enregistre un score particulièrement élevé en ce qui concerne les griefs communautaires. Ce résultat s'explique principalement par les troubles qui agitent actuellement la province de Papouasie, où l'accès aux médias est restreint. Les forts tremblements de terre et l'activité volcanique régulière, comme les éruptions du Mont Ibu en 2024, soulignent la vulnérabilité de l'Indonésie face aux facteurs environnementaux et climatiques. On [estime](#) que la fréquence accrue des sécheresses mettra en péril les pratiques agricoles indonésiennes dépendantes de la mousson et entraînera des pénuries alimentaires, tandis que la montée du niveau des océans menacera environ 42 millions de foyers situés dans des zones de



faible élévation, en particulier autour de la capitale Jakarta.

Rôle de l'Union européenne

En 2014, l'Indonésie est devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à [signer un accord de partenariat et de coopération](#) avec l'Union. L'UE a officiellement [entamé des négociations](#) avec l'Indonésie en vue d'un accord de libre-échange le 18 juillet 2016. La 16^e série de négociations a eu lieu du 4 au 8 décembre 2023 à Bruxelles. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'Indonésie ne perçoit plus d'aides bilatérales de l'Union. Elle participe toutefois toujours à des programmes tels qu'[Erasmus+](#), dans le domaine de l'éducation supérieure. Les fonds de l'Union soutiennent par ailleurs le commerce extérieur de l'Indonésie grâce au programme de soutien à l'intégration régionale ASEAN ([ARISE Plus](#)) de l'Union. L'Union européenne et l'Indonésie mènent un large éventail de dialogues sur des sujets tels que les [droits de l'homme](#) et la [sécurité](#). Chef de file régional, l'Indonésie est un acteur clé du partenariat stratégique de l'Union avec l'ASEAN.

Iran

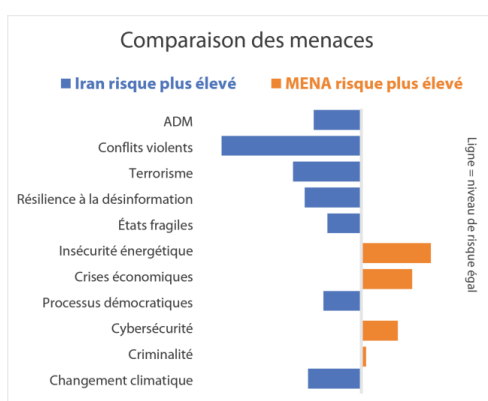
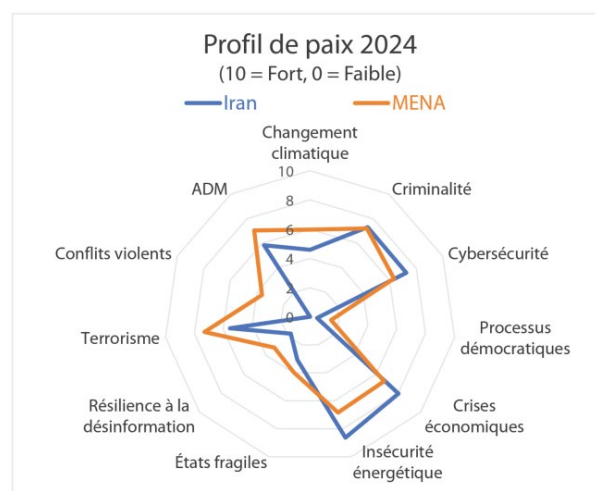
L'Iran occupe la 110^e place de l'indice Normandie. Le pays traverse actuellement la plus profonde et plus longue crise économique de son histoire contemporaine, exacerbée par les sanctions économiques américaines, réimposées à la fin de 2018, et les répercussions qui en résultent sur les exportations de pétrole, sur l'inflation et sur le chômage.

Contexte et principaux enjeux

L'Iran est impliqué dans des conflits avec les pays voisins, depuis la guerre Iran-Iraq, en 1980, à la Syrie, au Yémen et Israël aujourd'hui (l'Iran a longtemps refusé de reconnaître le droit d'Israël à exister). Le pays a été soumis à une [pression internationale](#) croissante en ce qui concerne ses capacités et ses intentions en matière d'armes de destruction massive (ADM), qui ont été maintenues sous contrôle par l'[accord nucléaire](#) iranien (le [plan d'action global commun](#) ou PAGC) signé en 2015, jusqu'à ce que les États-Unis se retirent de l'accord et réimposent des [sanctions économiques](#) de grande ampleur en 2018. Le délai nécessaire à l'Iran afin de produire suffisamment d'uranium enrichi pour une bombe nucléaire est estimé à [quelques semaines](#), voire moins.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La [croissance du PIB réel](#) est descendue à 3,8 % d'une année à l'autre en 2022/2023, mais s'est accélérée pour s'établir à 5,1 % au premier semestre 2023/2024, grâce aux secteurs du pétrole et des services. L'amélioration de la gouvernance économique et la lutte contre la corruption, largement répandue, figurent parmi les [principaux défis politiques](#) que le pays doit relever. L'Iran occupe la 149^e place sur 180 dans l'[indice de perception de la corruption 2023](#). Le régime a sévèrement réprimé les vagues de [manifestations](#) qui ont éclaté contre le [système de la République islamique](#), à la suite de la mort en garde à vue de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée pour avoir violé le code vestimentaire féminin. Dans le contexte de la guerre entre Israël et le



Hamas, les tensions entre l'Iran et Israël se sont aggravées. En représailles pour avoir ciblé ses structures à l'étranger, l'Iran a attaqué le territoire israélien pour la première fois en avril 2024, Israël [répliquant](#) pour sa part en ciblant la [zone](#) située près des infrastructures nucléaires iraniennes sur le territoire de l'Iran. L'homme politique modéré Massoud Pezeshkian, qui a promis d'ouvrir l'Iran au monde et de garantir les libertés fondamentales auxquelles sa population aspire, a remporté le second tour des [élections présidentielles](#) iraniennes en juillet 2024. Si l'on s'attend à ce que cette élection n'ait que peu d'incidence sur les politiques appliquées par la République islamique, le président participera néanmoins étroitement à la sélection du successeur de l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême iranien de 85 ans.

Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne a joué un rôle important dans la facilitation de l'accord nucléaire entre l'Iran et l'UE3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni, plus Chine, Russie et États-Unis). À la suite de l'[adoption](#) du PAGC en juillet 2015, l'Union européenne a créé une task force Iran (désormais la [division Iran](#)) chargée de coordonner les différents volets d'action dans les relations avec l'Iran (y compris la mise en œuvre du PAGC). En octobre 2023, constatant que l'Iran ne tenait pas ses engagements pris au titre du PAGC, l'UE a [décidé de stopper](#) la levée des [sanctions](#) qu'elle avait auparavant envisagée. Le programme indicatif pluriannuel (PIP) que l'UE a adopté en 2021 régit les relations avec l'Iran de 2021 à 2027. Toutefois, en raison de contraintes politiques, la programmation conjointe n'a pas lieu à l'heure actuelle. Le prix Sakharov 2023 du Parlement européen pour la liberté de l'esprit a été décerné à Jina Mahsa Amini et au mouvement «Femme, vie, liberté» en Iran.

Iraq

L'Iraq occupe la 130^e place de l'indice Normandie. Plus de 20 ans après le début de l'invasion américaine en mars 2003, le pays souffre d'une situation instable en matière de sécurité, caractérisée par une longue crise humanitaire et de développement, caractérisée par une crise économique, la corruption, une pénurie d'énergie et un sectarisme.

Contexte et principaux enjeux

L'Iraq a des antécédents de [coups d'État militaires et de révolutions](#). Lorsque Saddam Hussein a pris le pouvoir en 1979, l'Iraq s'est engagé dans une série de conflits, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980. En 1989, l'Iraq a envahi le Koweït voisin, déclenchant la première guerre du Golfe. En 2003, la coalition dirigée par les États-Unis, affirmant que l'Iraq disposait d'ADM, a de nouveau envahi le pays, provoquant une lutte pour le pouvoir entre factions rivales du pays, laquelle se poursuit encore aujourd'hui. Les [troupes américaines](#) qui avaient quitté le pays en 2011 sont revenues en 2014 dans le cadre de la coalition de lutte contre l'EIL/Daech, dirigée par les États-Unis. Dans les mois qui ont précédé leur [retrait](#), en [décembre 2021](#), les troupes et les intérêts américains en Iraq ont été la cible de dizaines d'[attaques](#) attribuées à des factions irakiennes pro-iraniennes. Depuis 2003, l'[Iran](#) a [établi](#) une influence forte et [déstabilisatrice](#) sur l'Iraq. Près de [1,14 million](#) de personnes sont toujours [déplacées](#) à l'intérieur du pays, et [2,5 millions](#) de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Bien que la violence armée ait diminué, la menace terroriste et les opérations militaires à petite échelle entraînent une instabilité de la situation en matière de sécurité.

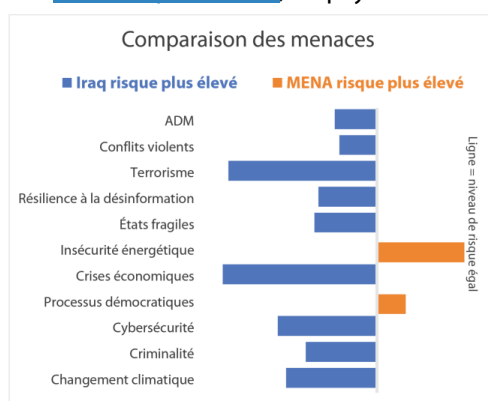
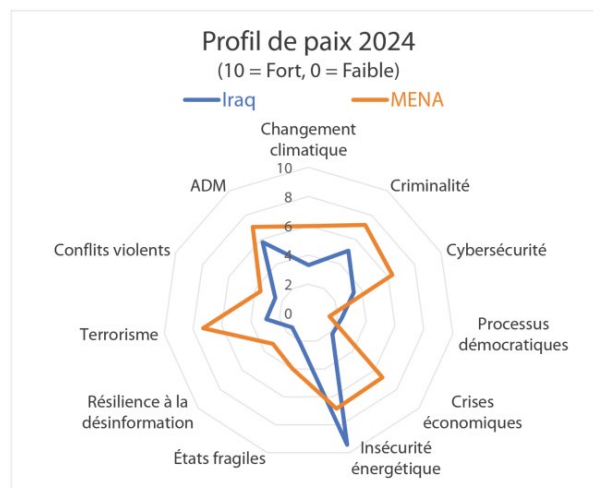
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

De 2019 à 2021, l'Iraq a connu des [manifestations massives](#) pour dénoncer une gouvernance inefficace, lesquelles ont souvent été [violemment réprimées](#). À la suite des [élections législatives](#) anticipées d'octobre 2021, il a fallu [deux ans](#) pour nommer un nouveau Premier ministre. Si l'Iraq jouit actuellement d'une relative stabilité et que la flexibilité budgétaire du gouvernement s'est améliorée en raison de l'[augmentation des recettes pétrolières](#), le pays continue d'éprouver des difficultés à améliorer les services publics et les perspectives d'emploi. Toutefois, les [attaques](#) des milices irakiennes soutenues par l'Iran et ciblant les positions américaines en Iraq dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas risquent de saper ces avancées en matière de sécurité. L'Iraq est le [11^e pays](#) du monde le plus touché par le terrorisme, même si le nombre de décès dus au terrorisme a diminué de 65 % en 2023. L'Iraq est l'un des pays arabes les plus [vulnérables au changement climatique](#) et sera, à l'avenir, probablement confronté à une [diminution de ses ressources alimentaires et en eau](#) ainsi qu'à des températures extrêmes. Le 3 juillet 2023, le président irakien Abdul Latif Rashid a [révoqué](#) un décret présidentiel spécial qui accordait au patriarche catholique chaldéen Louis Raphaël Sako le pouvoir d'administrer le fonds de dotation de l'Église chaldéenne

en tant que chef de cette Église. Le 5 juin 2024, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a [rétabli](#) Raphaël Sako dans sa fonction de patriarche chaldéen.

Rôle de l'Union européenne

Dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération \(APC\) UE-Iraq](#) de 2018, l'Union européenne [coopère](#) avec l'Iraq dans de nombreux domaines, notamment l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction, les droits de l'homme, les migrations, la sécurité et les programmes de réforme politique, sociale et économique. L'Union européenne a adopté une [stratégie pour l'Iraq](#) en janvier 2018 afin de répondre aux enjeux spécifiques auxquels le pays est confronté, à la suite de la défaite territoriale de l'EIL/Daech. L'Iraq a bénéficié de plus d'1,3 milliard d'euros d'aide de la part de l'Union depuis 2014. La mission de conseil PSDC de l'UE, [EUAM Iraq](#), instituée en octobre 2017, vise à aider les autorités irakiennes à mettre en œuvre sa stratégie nationale de sécurité.

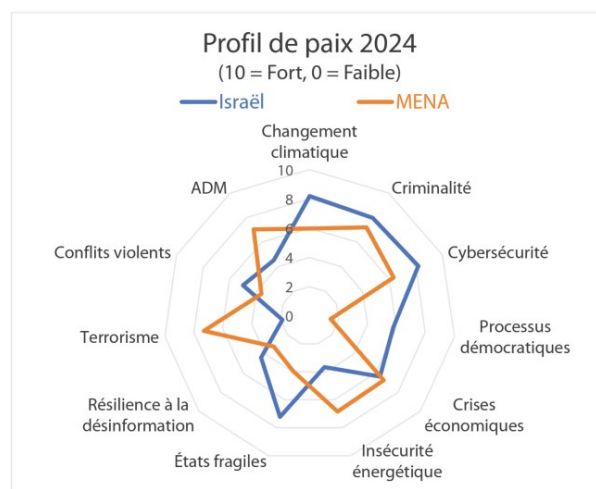


Israël

Israël se classe 71^e dans l'indice Normandie, après une forte baisse de 12 places depuis 2023. Ce recul est largement imputable au conflit entre Israël et le Hamas à la suite de l'attentat terroriste perpétré le 7 octobre 2023 contre Israël, ainsi qu'à la confrontation avec l'Iran et les groupes soutenus par l'Iran. Si Israël obtient de bons résultats en matière de résilience contre les menaces non traditionnelles, le fait que le pays détienne des ADM nuit à sa note.

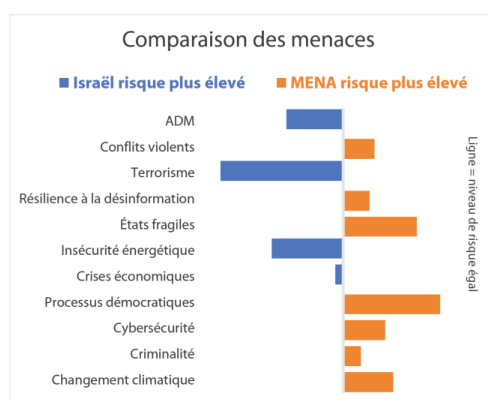
Contexte et principaux enjeux

Israël est en [conflit](#) avec les Palestiniens et ses autres voisins arabes depuis que l'Assemblée générale des Nations unies a voté en faveur de la partition de la Palestine en 1947. Après la signature de traités de paix avec l'Égypte (en 1979) et la Jordanie (en 1994), Israël [a normalisé](#) ses relations avec quatre autres États arabes en 2020. Toutefois, les relations avec les voisins directs, le [Liban](#) et la [Syrie](#), se sont détériorées après l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. Les représailles d'Israël contre le Hamas ont également [entraîné l'arrêt des pourparlers](#) visant à normaliser les relations israélo-saoudiennes. L'[indice 2024 de la liberté dans le monde](#) classe Israël parmi les pays libres, mais relève que les dirigeants politiques exercent une discrimination à l'égard des Arabes et d'autres minorités ethniques et religieuses. En 2023, Israël occupait toujours la Cisjordanie, comme depuis des décennies, et a [intensifié](#) ses opérations militaires et ses incursions. Israël figure à la 2^e place de l'[indice mondial du terrorisme 2024](#), après avoir été 25^e en 2023. Outre le Hamas, les [groupes terroristes](#) que sont le Hezbollah, le Jihad islamique et le groupe [Province du Sinaï de l'EIL/Daech](#) ciblent également Israël. Israël n'est [partie à aucun traité](#) majeur régissant la non-prolifération des ADM. Israël applique une [politique d'opacité](#) en ce qui concerne ses capacités nucléaires mais l'on estime que le pays possède un arsenal d'armes nucléaires important, ainsi que des missiles balistiques et de croisière. Le pays étant situé dans une région fort exposée aux conflits, les ADM constituent une menace importante.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La situation en matière de [sécurité](#) en Israël s'est détériorée depuis l'attaque du Hamas. La confrontation avec l'«axe de résistance» de l'Iran et la menace d'escalade régionale constituent de grandes sources de préoccupations. Dans le contexte de la guerre que mène actuellement Israël à Gaza, le pays combat également le [Hezbollah](#) libanais, soutenu par l'Iran, à la frontière nord d'Israël. En «solidarité avec les Palestiniens», les milices houthistes soutenues par l'Iran au Yémen lancent des missiles en direction d'Israël et des navires à destination d'Israël en [mer Rouge](#). Les 13 et 14 avril 2024, l'Iran a frappé directement le territoire israélien pour la [première fois](#), au moyen de 320 drones, missiles balistiques et missiles de croisière, en représailles pour la [frappe](#) israélienne supposée ayant ciblé le consulat iranien à Damas.



Rôle de l'Union européenne

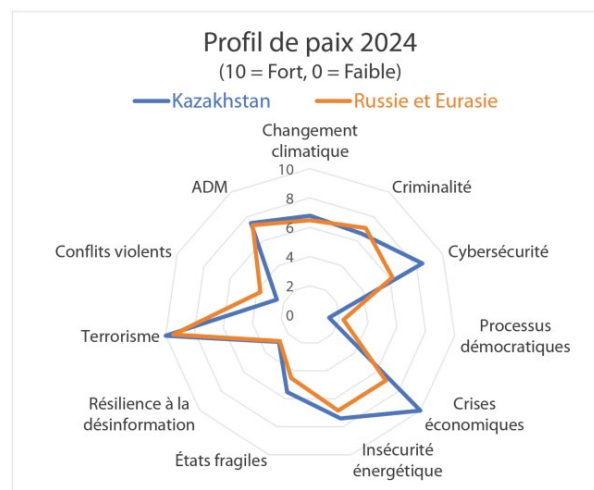
Les relations entre les deux parties sont régies par l'[accord d'association UE-Israël](#) de 2000 et sont axées sur le renforcement de leur coopération économique et sociale, ainsi que sur un dialogue politique régulier. La [politique européenne de voisinage](#), cadre principal des relations politiques et économiques avec Israël, promeut l'intégration d'Israël dans les politiques et programmes européens. Les [fonds européens](#) sont principalement utilisés pour soutenir le rapprochement des normes et standards israéliens dans l'administration publique avec ceux de l'Union. L'Union soutient les initiatives de la société civile qui promeuvent les droits de l'homme. Israël est un [partenaire](#) dans le cadre d'[Horizon Europe](#) et [participe](#) au programme [Erasmus+](#). L'Union européenne [plaide en faveur](#) d'une solution à deux États au conflit israélo-arabe, et est notamment favorable à la fin de l'occupation israélienne des [territoires palestiniens](#). En juin 2022, l'UE, l'Égypte et Israël ont signé un [protocole d'accord](#) sur la coopération en matière de commerce, de transport et d'exportation de gaz naturel vers l'Union européenne.

Kazakhstan

Le Kazakhstan occupe la 47^e place de l'indice Normandie. Si la stabilité est revenue à la suite de la crise intérieure de 2022, la lenteur des réformes, les inégalités socioéconomiques, la situation géopolitique du pays et le changement climatique sont des sources d'insécurité.

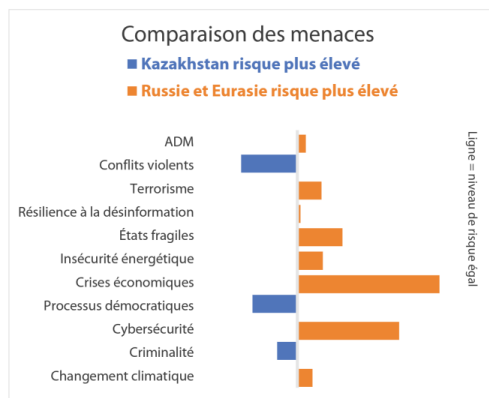
Contexte et principaux enjeux

Le Kazakhstan, ancienne République soviétique, a obtenu son indépendance en 1991. Après avoir effectué [cinq mandats](#), le président Noursoultan Nazarbaïev a démissionné de la présidence en mars 2019. Il a conservé une influence significative jusqu'en 2022, année où les réformes constitutionnelles initiées par son successeur, Kassym-Jomart Tokaïev, ont supprimé les pouvoirs qu'il détenait encore. Le Kazakhstan est dominé par le parti au pouvoir [Amanat](#) et l'opposition politique est régulièrement [réprimée](#). En 2023, des élections législatives et locales ont été organisées dans le cadre d'un [système réformé](#), mais Amanat a conservé sa [majorité](#). Le pays demeure [loin d'être une démocratie](#) libérale et se [classe](#) parmi les derniers 20-30 % du classement à l'échelle mondiale. L'économie kazakhstanaise connaît une croissance mais est fortement dépendante des exportations de pétrole, ce qui constitue un risque économique et une source potentielle d'instabilité. Un enjeu de taille pour le Kazakhstan est la [gestion](#) de ses relations avec sa voisine, la Russie. [Environ](#) 23 % de la population kazakhstanaise est d'origine ethnique russe. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a [ravivé](#) la crainte que l'intégrité territoriale du Kazakhstan soit menacée et fait du pays une cible de la [désinformation](#) russe.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En janvier 2022, le Kazakhstan a été secoué par des troubles civils majeurs lorsque la suppression des subventions au carburant a déclenché des manifestations antigouvernementales qui se sont [propagées](#) dans tout le pays, ce qui a [provoqué des vagues de violence](#) de la part de groupes proches des élites locales. Au



moins 238 personnes sont décédées au cours des manifestations, qui ont pris fin après l'imposition d'un état d'urgence et l'entrée en jeu d'un [soutien militaire](#) de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). [Deux ans plus tard](#), les organisations de défense des droits de l'homme [demandent toujours que des comptes soient rendus](#) pour les [violations](#) des droits de l'homme commises par les [autorités](#) au cours des manifestations. La [lenteur](#) des réformes politiques, le niveau élevé de l'[inflation](#) et le [mécontentement](#) à l'égard des [inégalités](#), du [coût de la vie](#) et de la [corruption](#) demeurent des facteurs de déstabilisation. Sur une note plus positive, le Kazakhstan a [aboli](#) la peine de mort en 2020 et érigé la violence domestique en [infraction pénale](#) en 2024. Le pays obtient un score élevé en matière de résilience face au terrorisme, puisqu'il occupe le 89^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#). Au

printemps 2024, le Kazakhstan a subi des [inondations sans précédent](#) que les experts imputent au changement climatique, qui accroît les risques dans un pays déjà [exposé aux catastrophes naturelles](#).

Rôle de l'Union européenne

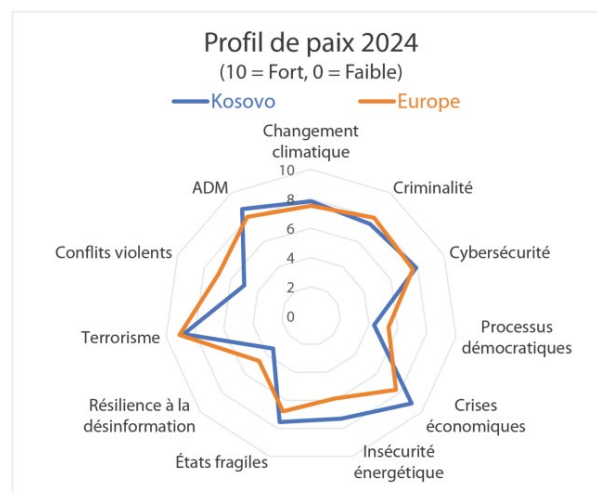
Depuis l'indépendance du Kazakhstan en 1991, l'Union européenne appuie le développement du pays. L'Union européenne est le premier [partenaire](#) commercial du pays. En 2015, l'Union a signé un accord de partenariat et de coopération renforcé ([APCR](#)) avec le Kazakhstan, le premier du genre avec un partenaire d'Asie centrale. L'accord, entré en vigueur en 2020, permet une coopération dans des domaines d'action clés tels que la justice et les affaires intérieures, ainsi qu'une coopération économique et financière. L'Union et le Kazakhstan mettent également en œuvre un [partenariat stratégique](#) dans le domaine des matières premières, des batteries et de l'hydrogène renouvelable. Le pays entre dans le cadre de la [stratégie de l'Union pour l'Asie centrale](#) et dans le domaine d'action du [représentant](#) spécial de l'Union pour l'Asie centrale. Ici, la coopération couvre la sécurité, l'état de droit, l'environnement, l'eau, le changement climatique, l'éducation et les droits de l'homme.

Kosovo*

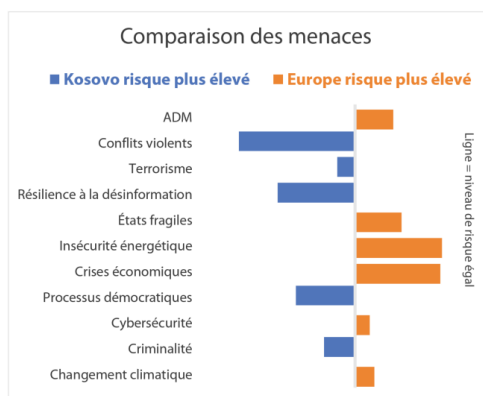
Le Kosovo, dont la population s'élève à 1,5 million d'habitants en 2024, a déclaré unilatéralement son indépendance vis-à-vis de la Serbie en 2008. La perspective d'un avenir européen pour le Kosovo a été affirmée lors des sommets UE-Balkans occidentaux. Depuis 2011, le pays entretient un dialogue politique avec la Serbie, sous l'égide de l'UE. Il occupe la 18^e place de l'indice Normandie, une place inférieure à la moyenne européenne globale, en particulier en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux conflits violents, à la résilience à la désinformation et aux processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

En 2008, l'UE s'est déclarée disposée à apporter son concours au développement économique et politique du Kosovo en lui reconnaissant une perspective européenne claire. Le Kosovo est un candidat potentiel à l'adhésion à l'Union. Toutefois, même si certaines réussites ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association UE-Kosovo, en vigueur depuis 2016, la progression du pays sur la voie de l'intégration européenne s'avère relativement lente, principalement en raison de l'instabilité politique interne et d'un différend bilatéral non résolu avec la Serbie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le recensement de 2024 montre que le pays comptait environ 1,5 million d'habitants, contre 1,74 million en 2011. Les travaux de l'Assemblée du Kosovo demeurent marqués par une atmosphère politique polarisée et des difficultés à atteindre un quorum lui permettant d'agir, en dépit de la forte majorité dont bénéficie le gouvernement. Le Kosovo en est encore aux premiers stades de la mise en place d'un système judiciaire efficace et de sa lutte contre la corruption et la criminalité organisée. C'est pourquoi sa note en matière de processus démocratiques est mauvaise. Le risque de conflits violents demeure élevé. La situation tendue avec la minorité serbe demeure en particulier problématique, malgré quelques progrès en ce qui concerne le dialogue entre Belgrade et Pristina, comme l'accord d'Ohrd de mars 2023.

Rôle de l'Union européenne

Le Kosovo, à l'instar d'autres pays des Balkans occidentaux, a une perspective d'avenir européen, affirmée lors du sommet UE-Balkans occidentaux qui s'est tenu à Thessalonique en 2003. La Commission européenne a publié une communication sur un avenir européen pour le Kosovo en avril 2005. En dépit des nombreux défis qui devront être relevés, en particulier la normalisation des relations avec la Serbie, le Kosovo demeure un candidat potentiel/précandidat à l'adhésion. Le 18 mars 2023, le Kosovo et la Serbie se sont également engagés à mettre en œuvre l'annexe à l'accord sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie proposé par l'UE, lequel comprend onze articles. S'inscrivant dans le dialogue facilité par l'UE, qui vise à normaliser les relations entre Belgrade et Pristina, cet accord ne manquera pas d'avoir des effets favorables sur le processus d'adhésion à l'UE des deux pays, les engagements pris à Ohrd devant être pris en compte dans leurs négociations d'adhésion respectives. Une solution mutuellement acceptable doit être fondée sur la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies et approuvée par ce dernier. L'UE contribue à la stabilité au Kosovo par l'intermédiaire de la mission «État de droit» EULEX et de son représentant spécial chargé du dialogue entre Belgrade et Pristina et d'autres questions régionales.

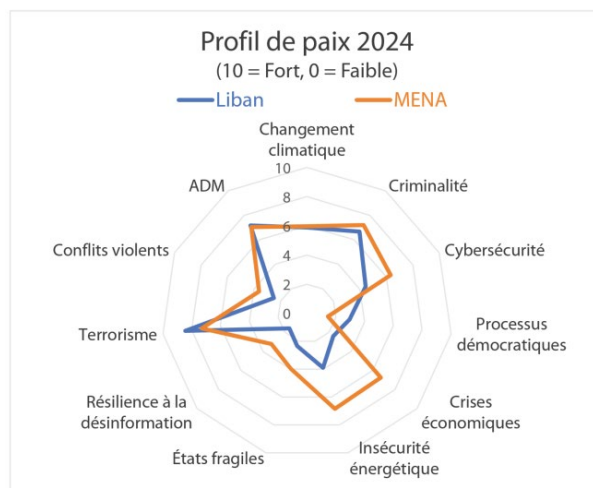
*Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244(1999) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Liban

Le Liban occupe la 121^e place de l'indice Normandie. Depuis octobre 2019, l'effondrement de la monnaie du pays et les bouleversements économiques ont alimenté les mécontentements. L'explosion qui a détruit une grande partie de Beyrouth en août 2020 illustre le déclin des institutions publiques et politiques du pays. La confrontation accrue entre le Hezbollah et Israël, dans le contexte de la guerre en cours à Gaza, détériore encore davantage la sécurité et l'économie du pays.

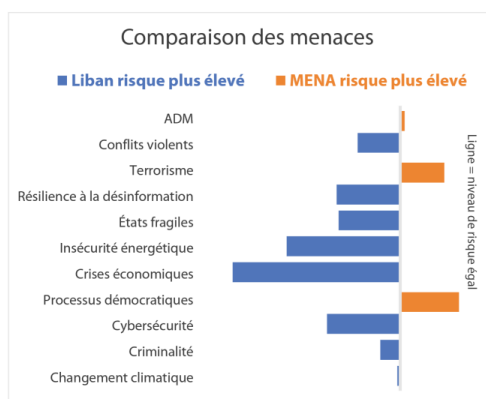
Contexte et principaux enjeux

L'histoire du conflit au Liban remonte au moins à la guerre civile qui a éclaté en 1975. Petit État, le Liban est au centre de luttes de pouvoir régionales menées aujourd'hui par Israël, l'Arabie saoudite et l'Iran. L'invasion du Liban par Israël en 1982, l'assassinat du Premier ministre de l'époque, Rafic Hariri, en 2005, avec l'aide de la Syrie, le [soutien continu de l'Iran au Hezbollah](#) et les retombées des combats et des millions de réfugiés de la crise syrienne ont non seulement assuré la poursuite d'un [conflit politique et violent](#), mais ont également conduit à une crise économique profonde. Environ 1,5 million de réfugiés syriens (un quart de la population du Liban) ont cherché refuge dans le pays depuis 2011. Le [Hezbollah](#), soutenu par l'Iran, échange des tirs presque quotidiennement avec Israël à sa frontière méridionale, ces tensions s'étant accrues depuis la guerre menée par Israël à Gaza en réponse à l'attentat terroriste du Hamas d'octobre 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Liban est confronté à une crise économique sans précédent depuis son indépendance en 1943. Depuis octobre 2019, lorsque des manifestations ont éclaté dans tout le pays contre l'aggravation de la crise économique et de la corruption perçue, la situation n'a cessé de se détériorer, la monnaie nationale perdant environ 95 % de sa valeur. La pauvreté au Liban a [triplé](#) au cours de la décennie écoulée, plus de 80 % de la population vivant désormais sous le seuil de pauvreté. La crise de la [sécurité alimentaire s'aggrave](#). En juillet 2022, pour la première fois en 25 ans, la Banque mondiale a [déclassé](#) le Liban en le plaçant désormais parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Alors qu'à la fin de 2022 et au début de l'année 2023, l'économie a atteint un point bas temporaire à partir duquel se redresser – à mesure que la consommation privée augmentait grâce aux [envois de fonds et au tourisme](#) (que la Banque du Liban [estime](#) s'élever à 30,2 % du PIB en 2023) – l'économie libanaise [devrait](#), à la suite de l'attaque du Hamas en Israël, retomber en récession. En outre, le FMI a [conclu](#)



en mai 2024 que les mesures prises pour atténuer la crise étaient insuffisantes. L'action publique est également limitée: depuis les élections législatives de mai 2022, le pays ne dispose toujours pas d'un président ni d'un gouvernement pleinement habilité.

Rôle de l'Union européenne

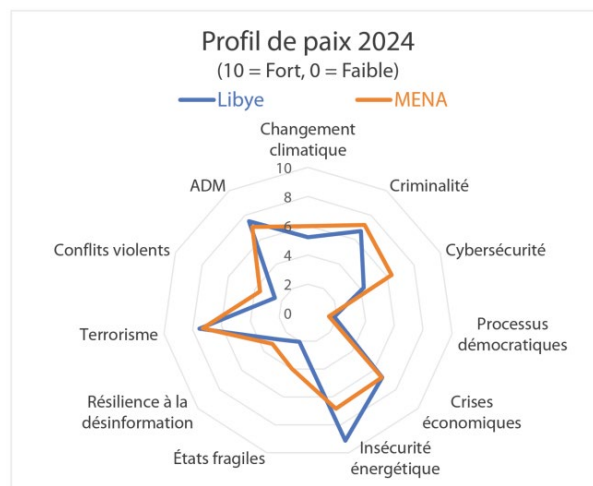
L'Union européenne soutient les efforts déployés par le Liban pour faire face à la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde. Elle a alloué plus de 3 milliards d'euros d'[aide](#) au Liban depuis 2011. L'Union apporte également une [aide humanitaire](#) directe aux réfugiés syriens ainsi qu'une aide à la résilience tant aux citoyens libanais qu'aux réfugiés syriens. Rien qu'en 2023, l'Union a accordé 67 millions d'euros d'aide humanitaire. Une aide bilatérale est apportée dans le cadre de la [politique européenne de voisinage](#). La programmation pluriannuelle pour le Liban au titre de l'[instrument L'Europe dans le monde](#) est axée sur le financement en vue de créer un État durable, à même de répondre aux besoins des citoyens, de renforcer l'économie et d'assurer sa sécurité et sa stabilité.

Libye

La Libye occupe la 101^e place de l'indice Normandie et présente un score inférieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), sauf pour la sécurité énergétique. Depuis la conférence de Berlin sur la Libye de 2020 et l'approbation du gouvernement intérimaire en 2021, il est espéré qu'un processus politique menant à des élections pourrait mettre le pays sur la voie de la réconciliation et de la transition démocratique.

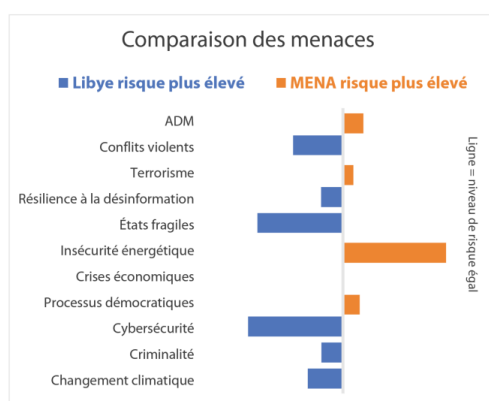
Contexte et principaux enjeux

Depuis 2014, la Libye est divisée en [camps militaires et politiques rivaux](#), basés respectivement dans la capitale, Tripoli, et dans l'est. La guerre civile, qui est la troisième que connaît la Libye en une décennie, a débuté lorsque l'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar a lancé une offensive sur Tripoli en avril 2019. Afin de rester au pouvoir, Faïez al-Sarraj, chef du gouvernement d'accord national (GAN), reconnu par les Nations unies, s'est tourné vers la Turquie pour obtenir une aide militaire. L'échec des [élections de décembre 2021](#) a suspendu les processus politiques. En février 2022, les dissensions entre les factions occidentales, basées à Tripoli, et les factions orientales, basées à Tobrouk, ont refait surface après la [nomination](#) de Fathi Bashagha comme nouveau Premier ministre. La colère populaire a [atteint son paroxysme](#) le 1^{er} juillet 2022, lorsqu'une foule a mis le feu au bâtiment du parlement. Le 18 avril 2023, l'Union africaine a [organisé](#) une conférence de paix sur la Libye. En 2024, alors que les divisions institutionnelles et politiques se creusent, le processus politique se poursuit. En juin, la Haute Commission électorale nationale a ouvert l'inscription sur les listes électorales pour les [élections municipales](#) qui se tiendront dans 60 municipalités d'ici la fin de l'année. Le succès des élections municipales pourrait ouvrir la voie à un scrutin au niveau national.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les Nations unies estiment à 400 milliards d'euros les [pertes économiques](#) subies en raison de la guerre civile, et à 500 milliards d'euros les [coûts de reconstruction](#). Bien que les violences aient cessé, des militaires et des mercenaires étrangers sont restés en Libye pour soutenir l'un ou l'autre camp. Ceux-ci auraient pourtant dû quitter le pays à la fin du mois de janvier 2021. En avril 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies a [adopté](#) la résolution 2570(2021), demandant instamment aux États membres de retirer «sans tarder l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires du territoire libyen». En juillet 2022, la National Oil Corporation (NOC) a [suspendu](#) ses activités dans plusieurs ports pétroliers. Le niveau de risque en matière de terrorisme, de traite des êtres humains et de migration clandestine reste élevé. Le 16 mars 2023, l'armée nationale libyenne a découvert, près de la frontière avec le Tchad, deux tonnes et demie de minerai d'[uranium](#) qui avaient été signalées manquantes par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Des [acteurs étrangers](#), soutenus en particulier par la Russie et la Turquie, sont encore présents dans le pays en 2024.



Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne est engagée dans le [processus de Berlin](#) sous les auspices des Nations unies. À la suite de la conférence de Berlin sur la Libye en 2020, l'Union a mis en service une nouvelle mission militaire, l'[opération IRINI](#), dans le but de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye ([EUBAM Libya](#)) soutient les autorités libyennes. La Libye a reçu de l'aide par l'intermédiaire de l'instrument de la politique de voisinage et du [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#). Une stratégie révisée pour le voisinage méridional a été adoptée le 9 février 2021. En mai 2024, le Premier ministre libyen Abd Alhamid Aldabaiba, établi à Tripoli, a [rencontré](#) la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à Bruxelles. Les échanges ont porté principalement sur la sécurité, la migration et la politique énergétique.

Macédoine du Nord

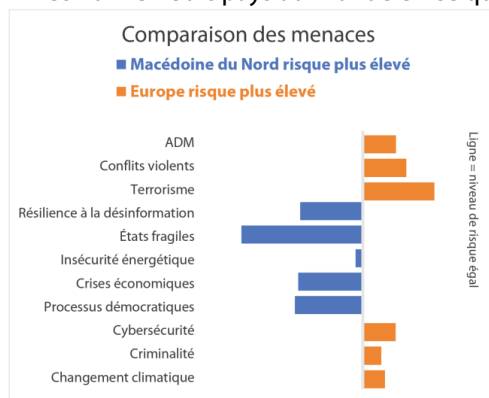
La Macédoine du Nord occupe la 21^e place dans l'indice Normandie. Si le pays enregistre des scores inférieurs à la moyenne européenne pour les indicateurs de processus démocratiques, de résilience à la désinformation et de fragilité de l'État, il dépasse la moyenne pour ce qui est de la cybersécurité, du terrorisme et des actes de destruction massive.

Contexte et principaux enjeux

La Macédoine du Nord a obtenu son indépendance de l'ex-Yougoslavie en 1991. Aujourd'hui, le pays se trouve dans le premier quartile de pays dans l'indicateur relatif aux processus démocratiques. Par l'[accord de Prespa](#) (conclu en juin 2018), le pays a changé de nom pour devenir la République de Macédoine du Nord. En contrepartie, la Grèce a mis un terme à son veto à l'accession de ce pays à l'Union européenne et à l'OTAN. En mars 2020, à la suite de la signature du protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord en février, le pays a officiellement rejoint l'OTAN en tant que 30^e membre de l'alliance. L'Assemblée de Macédoine du Nord a élu le [gouvernement](#) de la République dans sa composition actuelle le 28 janvier 2024.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis son indépendance, la Macédoine du Nord a progressé dans la mise en place d'une société démocratique et d'une économie de marché ouverte. Il a notamment été question de réformes telles que le cadastre, l'accès au crédit et la protection des investisseurs minoritaires. Selon un classement établi par la [Banque mondiale](#), la Macédoine du Nord est le seul pays à revenu intermédiaire à se classer parmi les 20 meilleurs pays du monde en ce qui concerne la [facilité à faire des affaires](#). Les progrès réalisés dans les

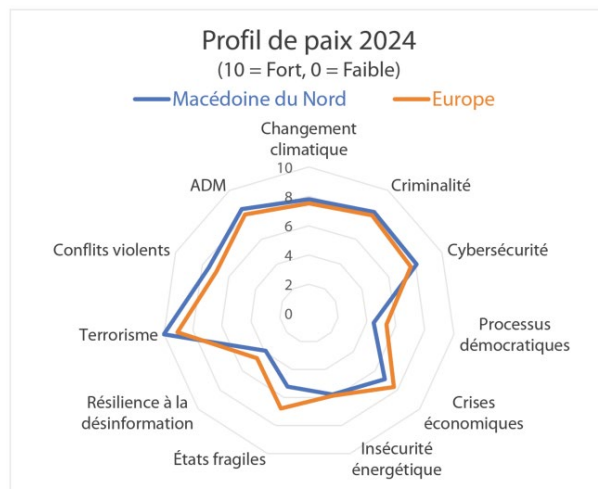


réformes économiques se reflètent dans ses bons résultats en matière de crises économiques. La Macédoine du Nord a considérablement progressé sur le plan de la liberté de la presse: elle est passée de la 57^e place dans le [classement 2022 de la liberté de la presse](#) à la 38^e place dans le classement [2023](#), puis au 36^e rang en [2024](#). Pour favoriser le développement d'un environnement numérique sûr, sécurisé, fiable et résilient, le gouvernement a adopté une [stratégie nationale de cybersécurité accompagnée d'un plan d'action](#) pour la période 2018-2022. Dans son [rapport](#) 2023 sur le pays, la Commission constate que l'utilisation des données à caractère personnel à des fins de campagne électorale fait l'objet d'un contrôle insuffisant et que les mesures existantes de lutte contre la désinformation ne sont

pas très efficaces, ce qui explique le score médiocre pour les indicateurs concernés.

Rôle de l'Union européenne

La [Macédoine du Nord](#) a été le premier pays des Balkans occidentaux à signer un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne (en 2004) et a obtenu, tout juste un an plus tard, le statut de pays candidat. Le 26 mars 2020, le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord. Ces négociations se sont ouvertes officiellement le 19 juillet 2022. L'Union a affecté [664 millions d'euros](#) de financement à la Macédoine du Nord par l'intermédiaire de l'IAP II pour la période 2014-2020, et quelque 14,162 milliards d'euros au titre de l'[IAP III](#) aux six pays des Balkans occidentaux pour la période 2021-2027. L'Union soutient le [renforcement de la connectivité des transports et de l'énergie](#) dans les Balkans occidentaux et avec elle-même, au moyen d'un nouveau train de mesures sur la connectivité, d'améliorations des routes et de la mise en œuvre de la stratégie ferroviaire régionale, au titre du [cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux](#). En 2023, la nouvelle [facilité pour les réformes et la croissance](#) pour les Balkans occidentaux a été mise au point pour soutenir les réformes internes dans les pays des Balkans occidentaux, en procurant certains avantages du statut d'État membre avant même l'adhésion à l'Union. La facilité mettra à disposition jusqu'à 6 milliards d'euros pour la période 2024-2027.



Mali

Le Mali occupe la 129^e place de l'indice Normandie. Le pays, aux mains d'une junte militaire depuis 2021, est confronté à des menaces continues d'organisations djihadistes violentes, ainsi qu'à des difficultés liées au changement climatique, notamment une pénurie de ressources qui va en s'aggravant.

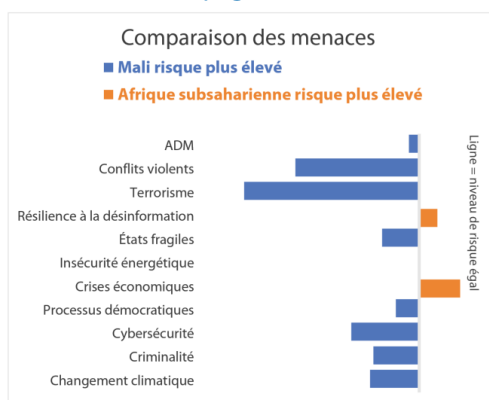
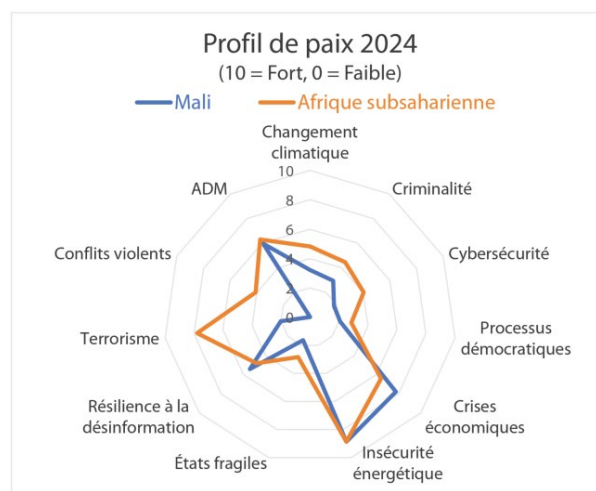
Contexte et principaux enjeux

En raison des attaques d'[organisations djihadistes](#), le Mali obtient un score nettement plus défavorable que la moyenne subsaharienne dans les domaines des conflits violents et du terrorisme. La combinaison du [changement climatique](#) et de la pénurie des ressources mène à une profonde crise humanitaire. Des groupes armés se propagent du [nord du Mali](#) vers la région centrale autour de Bamako et vers les pays voisins.

Le Mali a connu deux coups d'État en 2020 et en [2021](#). En mai 2022, les autorités maliennes de transition [ont décidé](#) de dénoncer le traité de coopération en matière de défense avec la France, ainsi que l'accord régissant les forces partenaires canadiennes et européennes engagées dans la task force Takuba (qui [a cessé ses activités](#) le 1^{er} juillet 2022). En juin 2023, le gouvernement malien a exhorté la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à quitter le pays; le [retrait de la MINUSMA](#) s'est achevé en décembre 2023. Dans le même temps, le gouvernement malien a resserré ses liens avec la [Russie](#) et les sociétés militaires privées russes déployées au Mali pour former les troupes locales. La junte militaire du colonel Assimi Goïta [a reporté l'élection présidentielle](#) à plusieurs reprises pour des «raisons techniques», sans communiquer de nouvelles dates.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les [campagnes de désinformation](#), principalement orchestrées par la Russie, aggravent l'instabilité au Mali. La dissolution du G5 Sahel, la fin des opérations militaires [françaises](#) et le retrait de la task force [Takuba](#) de l'Union européenne ainsi que des forces [canadiennes](#), le rejet des bases militaires [américaines](#) au Niger, la fin de la mission des Nations unies au Mali (MINUSMA) et l'[allègement](#) des missions de l'Union au Sahel ont tous contribué à une [multiplication des attaques](#) de groupes extrémistes violents. Le Mali, à l'instar du Burkina Faso et du Niger, [a annoncé](#), le 28 janvier 2024, son retrait de la CEDEAO. Le Mali s'était auparavant retiré du [G5 Sahel](#), organisation régionale intergouvernementale entre pays du Sahel, pour former l'Alliance des États du Sahel (AES). Le retrait de la CEDEAO pose d'autres problèmes économiques et de sécurité, étant donné que le Mali ne jouira plus des mécanismes de la communauté en matière de commerce, de libre circulation ainsi que de paix et de sécurité.



Rôle de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021, dans le but de renforcer la dimension politique et l'accent mis sur le développement durable dans le partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel. Même après le coup d'État de 2021, la [facilité européenne pour la paix](#) a financé les forces armées maliennes pour les épauler dans leur lutte contre les groupes d'insurgés. Le Mali a accueilli deux missions de la PSDC de l'Union européenne: [EUCAP Sahel Mali](#), une mission de renforcement des capacités; et [EUTM Mali](#), une mission de formation pour les forces armées du G5 Sahel. Toutefois, la mission EUTM Mali a suspendu ses opérations pour le pays en avril 2022 et le Conseil [a décidé](#) de ne pas renouveler son mandat après le 18 mai 2024.

Maroc

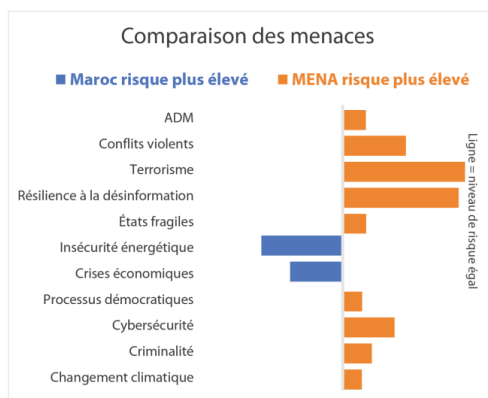
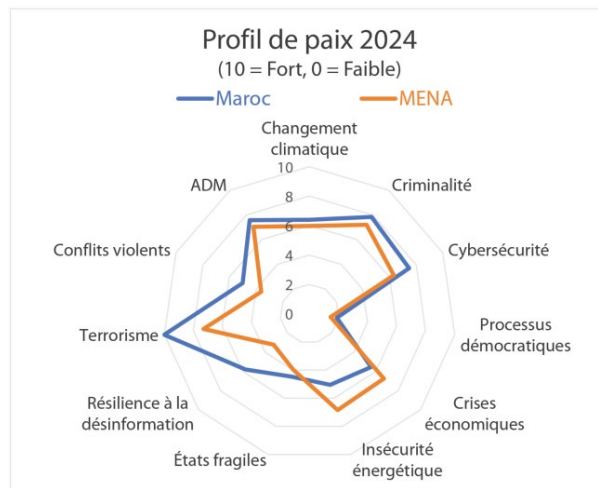
Le Maroc occupe la 56^e place de l'indice Normandie et affiche un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour les indicateurs liés au terrorisme, à la criminalité, à la cybersécurité, aux armes de destruction massive et au changement climatique. Bien que le Maroc soit un pays relativement stable, l'immigration irrégulière reste une faiblesse, tout comme l'insécurité énergétique et les processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

Le 6 août 2020, le gouvernement marocain a annoncé un [pacte de relance économique](#) de 12,8 milliards de dollars. Toutefois, les mesures d'austérité prises dans le cadre du projet de loi de finances de 2021 ont accru le mécontentement social et donné lieu à des manifestations. Le 1^{er} juillet 2022, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes à la suite du décès d'au moins 23 migrants à la frontière avec l'enclave espagnole de Melilla le 24 juin 2022. L'Association marocaine des droits de l'homme [a contesté](#) le bilan officiel, indiquant que 27 migrants étaient décédés, tandis que l'organisation non gouvernementale espagnole Walking Borders fait, elle, état de 37 décès.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Maroc a dynamisé son économie au cours des 15 dernières années. Toutefois, en raison de la pandémie, le Maroc [est tombé](#) en 2020 dans sa première récession depuis 1995. Les répercussions de la sécheresse sur les recettes agricoles ont entraîné une baisse du PIB de 6,3 %. L'économie a progressé de 7,9 % en 2021 et de 1,1 % en 2022 ([données](#) de la Banque africaine de développement). En 2021, la croissance a été portée par une récolte céréalière exceptionnelle, la solidité des exportations et les envois de fonds des travailleurs émigrés (ces derniers étant estimés à 3,3 milliards d'euros par an). Le ralentissement a été accentué en 2022 par la baisse de la production agricole (-17,3 % par rapport à 2021) en raison de la pire sécheresse de ces 40 dernières années. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que la croissance du PIB reviendra à 3,5 % en 2023 et à 3,7 % en 2024, étant donné que les tensions économiques mondiales s'atténuent et que la demande étrangère de biens et de services rebondit. Le [Maroc](#) est un importateur net d'énergie: les importations d'énergie, y compris en provenance d'[Algérie](#), avec



laquelle les relations ont été perturbées en 2021, représentent plus de 90 % de sa consommation totale d'énergie. Le gouvernement s'est fixé pour objectif prioritaire, afin d'assurer la résilience énergétique du pays, de mettre l'accent sur les énergies renouvelables et les énergies propres.

Rôle de l'Union européenne

Les relations entre l'Union européenne et le Maroc sont fondées sur l'[accord d'association](#) qui a établi une zone de libre-échange entre les deux parties en 2000. Le Conseil d'association, qui réunit les ministres de l'Union et du Maroc, encadre la relation UE-Maroc, y compris le dialogue politique et les priorités de coopération. La [déclaration conjointe](#) de 2019 a donné un nouvel élan aux relations stratégiques, multidimensionnelles et privilégiées entre l'Union et le Maroc. L'Union [a affecté](#) plus de 500 millions d'euros sur la période 2021-2022 à des investissements dans l'enseignement supérieur (46 millions d'euros), les économies inclusives (191 millions d'euros), la transition énergétique (50 millions d'euros) et l'agriculture durable (115 millions d'euros). La Commission a fourni 177 millions d'euros d'aide budgétaire au Maroc pour soutenir le programme intégré 2024-2028 pour la reconstruction et la modernisation complète des zones sinistrées lors du tremblement de terre de septembre 2023. La BEI a accordé un prêt de 1 milliard d'euros sur cinq ans (garantis par l'Union) au programme marocain de reconstruction après le tremblement de terre. En 2022, l'Union et le Maroc ont signé un partenariat vert pour œuvrer dans les domaines du climat et de l'énergie, de l'environnement (marin et maritime) et de l'économie verte. En 2000, le Conseil [a accordé](#) à la Commission un mandat de négociation en vue de conclure un accord de réadmission avec le pays, mais les travaux sont toujours en cours. Le 8 juillet 2022, la Commission s'est engagée à intensifier son travail avec le Maroc dans la lutte contre la migration irrégulière.

Mauritanie

La Mauritanie occupe la 87^e place de l'indice Normandie. Elle est considérée comme plus fortement à risque en ce qui concerne la criminalité et la fragilité de l'État, alors que le pays présente un risque faible en matière de terrorisme.

Contexte et principaux enjeux

La Mauritanie est l'un des pays les plus pauvres au monde. Au cours des dernières décennies, sa vie politique a été marquée par plusieurs [coups d'État militaires](#), le plus récent ayant été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008, lequel a ensuite été élu en 2009. En juin 2019, la Mauritanie a connu la première passation de pouvoir pacifique depuis son indépendance en 1960, avec l'élection du candidat du parti au pouvoir et ancien ministre de la défense, Mohamed Ould Ghazouani. La Mauritanie se place en 37^e position dans l'[indice des États fragiles 2023](#) et occupe la 130^e position de l'[indice de perception de la corruption 2022](#). En février 2020, le parlement national a formé une commission d'enquête pour enquêter sur des [cas présumés de corruption](#) pendant le mandat de l'ancien président. Malgré le nombre croissant d'attaques au Sahel, la Mauritanie s'est montrée remarquablement [résiliente](#) au djihadisme.

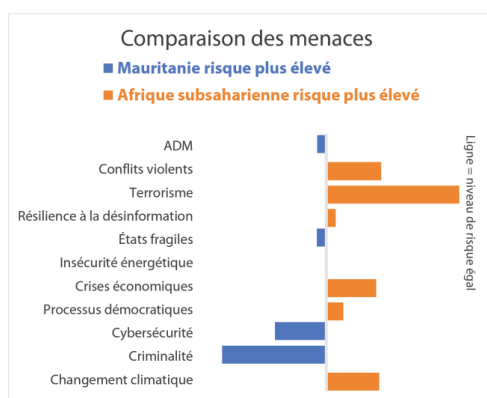
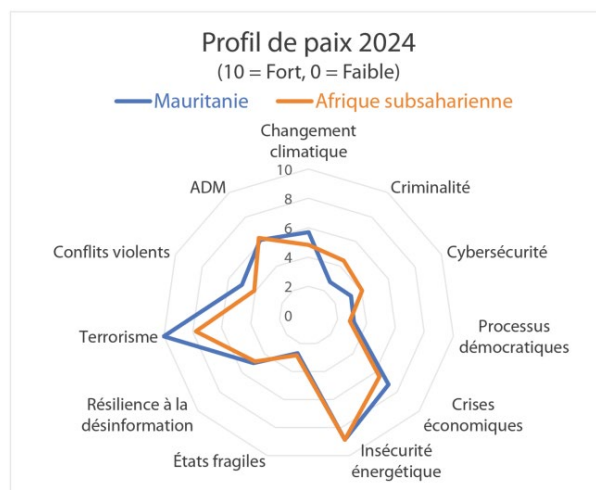
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Des élections législatives ont [eu lieu](#) en Mauritanie les 13 et 27 mai 2023, parallèlement aux élections régionales et locales. Le parti au pouvoir El Insaf (Parti de l'équité) a décroché une majorité à l'Assemblée nationale. L'incapacité à éradiquer l'[esclavage](#), malgré son abolition en 1981, explique le score particulièrement bas du pays en matière de légitimité de l'État. La Mauritanie est confrontée au deuxième risque de sécheresse le plus élevé selon l'[indice mondial pour la gestion des risques](#), et ce en raison des cycles récurrents de sécheresse qui exacerbent la pénurie des ressources et l'insécurité alimentaire. Le pays a adopté ses premières lois sur la protection des données en 2017, mais n'en est encore qu'aux premiers stades du développement de la cybersécurité, se classant au 145^e rang de l'[indice de cybersécurité dans le monde](#). La Mauritanie s'est hissée au 33^e rang du [classement mondial de la liberté de la presse](#) en 2024 alors qu'elle n'occupait que la 86^e position l'année précédente. En 2020, le président Ghazouani a nommé une commission nationale de réforme de la presse afin de consolider la [liberté de la presse](#). En raison des déplacements de population,

exacerbés par la crise au Mali voisin, des phénomènes météorologiques extrêmes et des crises alimentaires et nutritionnelles, plus de 844 000 personnes ont eu [besoin](#) d'aide humanitaire en 2023. Plus de 30 % de la population est soit en situation de quasi-pauvreté, soit en situation de pauvreté multidimensionnelle.

Rôle de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en 2021. Au-delà de l'engagement militaire, celle-ci renforce la dimension politique et l'importance accordée au développement durable dans le cadre du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel. La Mauritanie bénéficie d'un accès au marché de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tout sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a débloqué jusqu'à 160 millions d'euros pour la période 2014-2020 afin de soutenir la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, l'état de droit et l'amélioration du système de santé en Mauritanie. Le [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#) soutient des projets de prévention des conflits et a apporté depuis 2017 une [contribution](#) à hauteur de 79 millions d'euros. Depuis 2007, l'Union a affecté 154 millions d'euros à des projets humanitaires. L'Union apporte aussi son soutien au service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS) dans le pays. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'est rendue en Mauritanie en février 2024. Le 7 mars 2024, la Commission [a annoncé](#) un partenariat en matière de migration étayé par une aide de 210 millions d'euros et un dialogue visant à renforcer la coopération dans les domaines de la gestion des migrations, de la sécurité des frontières et du soutien aux communautés d'accueil.



Mexique

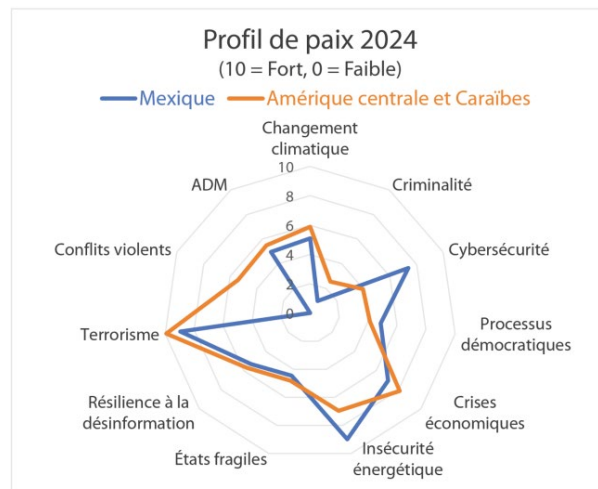
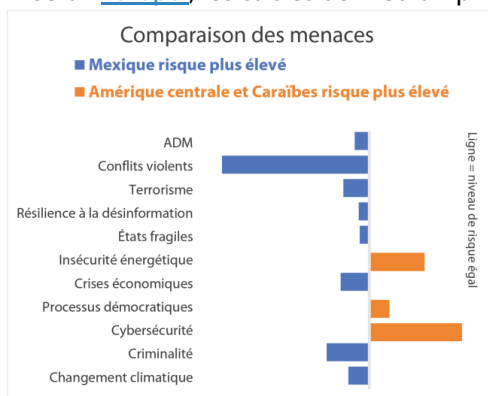
Le Mexique occupe le 96^e rang de l'indice Normandie. À l'issue des élections législatives et présidentielles de juin 2024, Claudia Sheinbaum est devenue la première femme à accéder à la présidence du pays depuis son indépendance il y a 200 ans. Le Mexique continue de pâtir de niveaux élevés de conflits violents et d'homicides et reste l'un des pays les plus dangereux et les plus meurtriers au monde pour les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

Contexte et principaux enjeux

En 2022, le Mexique [a été classé](#) comme le pays le plus meurtrier au monde pour les défenseurs de l'environnement, 54 militants ayant été tués l'année précédente. Les niveaux élevés d'homicides [reflètent](#) dans une large mesure les tendances en matière de violence liée à la criminalité organisée, les groupes criminels se livrant à une guerre dont l'enjeu est le contrôle des itinéraires de contrebande à destination des États-Unis. Entre 25 % et 50 % de l'ensemble des homicides signalés par le gouvernement mexicain étaient probablement liés à la [criminalité organisée](#). Bien que la stratégie suivie par l'ancien président López Obrador en matière de sécurité («des câlins plutôt que des balles») ait contribué à réduire progressivement les affrontements entre les forces de sécurité et les groupes criminels à partir de 2018, la violence entre les groupes criminels et entre les forces de l'État et ces groupes criminels est en hausse depuis 2023. Selon l'[Académie de droit international humanitaire et des droits de l'homme de Genève](#), trois conflits majeurs au Mexique (impliquant des cartels de la drogue) ont atteint une ampleur telle qu'ils sont considérés comme des conflits armés non internationaux.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Selon [Europol](#), les saisies de méthamphétamine et de cocaïne liées à des acteurs criminels mexicains sont devenues une constante dans le monde de la drogue au sein de l'Union. Les criminels mexicains et les réseaux criminels établis dans l'Union coopèrent en vue de faire parvenir dans l'Union ces drogues provenant d'Amérique latine. Selon le [rapport mondial 2023 de l'ONUDC sur la cocaïne](#), l'offre de cocaïne à l'échelle mondiale est à un niveau record. La production de cocaïne a doublé entre 2014 et 2020. Les experts estiment que la chaîne d'approvisionnement en cocaïne va se mettre en phase avec les nouveaux niveaux record de culture de la coca en 2024, ce qui entraînera une augmentation des profits pour la criminalité organisée mondiale. Par ailleurs, entre 2019 et 2022, le nombre de saisies de fentanyl à la frontière mexico-américaine a augmenté de 300 %.



Rôle de l'Union européenne

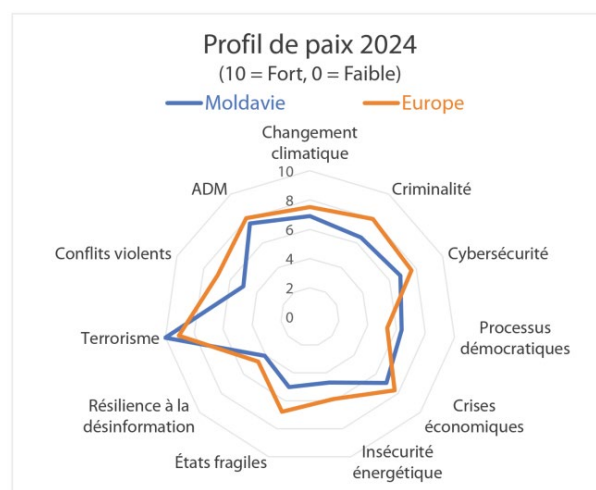
L'Union européenne entretient un partenariat global de longue date avec le Mexique, établi dans le cadre de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'Union et le Mexique, qui a été signé en 1997 et est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2000. Cet «accord global» comprend un accord de libre-échange, qui est en cours d'[actualisation](#) (un accord de «principe» a été conclu). Il s'agit du premier accord de l'Union européenne à établir une zone de libre-échange ainsi que du premier accord de partenariat avec un pays d'Amérique latine. En 2008, l'Union européenne a conclu un [partenariat stratégique](#) avec le Mexique qui a introduit de nouveaux thèmes de dialogue à haut niveau, tels que la sécurité, l'application des lois et les droits de l'homme. L'Union renforce sa coopération avec le Mexique en matière de lutte contre la criminalité organisée. Les [négociations](#) en vue de conclure un accord de travail entre les autorités mexicaines et Europol ont débouché sur un accord qui est entré en vigueur en [juillet 2020](#). Le Mexique a participé à un nombre total de 25 projets de l'IcSP, pour un financement global de plus de 66 millions d'euros. La 29^e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Mexique s'est tenue les 27 et 28 avril 2023 à Bruxelles. Le Mexique a condamné l'agression russe et défend la souveraineté de l'Ukraine au sein du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Moldavie

La Moldavie se classe au 41^e rang de l'indice Normandie et affiche de bons résultats pour l'indicateur lié aux processus démocratiques. Toutefois, la guerre menée par la Russie en Ukraine et ses actions hybrides contre la Moldavie ont des répercussions négatives sur le pays. Pour contrer cette tendance, la Moldavie progresse sur la voie de l'intégration européenne et s'est attachée à renforcer sa sécurité énergétique.

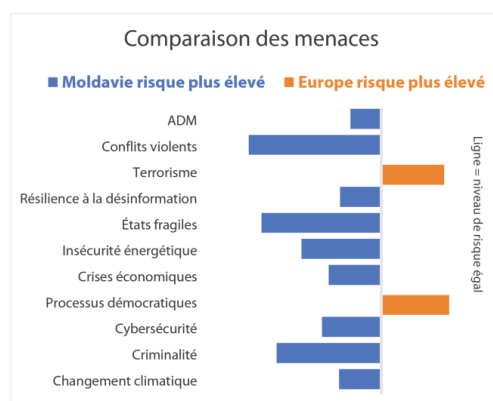
Contexte et principaux enjeux

Les élections présidentielles, ainsi qu'un référendum sur une modification constitutionnelle visant à soutenir l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne, auront lieu le [20 octobre 2024](#). La présidente en exercice, [Maia Sandu](#), pro-européenne, devrait briguer un deuxième mandat. Son Parti de l'action et de la solidarité (PAS) a obtenu 52,8 % des voix lors des [élections législatives](#) de juillet 2021 et a remporté une majorité de 63 sièges sur 101 au parlement. Depuis, toutes les branches du pouvoir moldave (notamment la présidente, le gouvernement et le parlement) sont sur la même ligne et portent un ambitieux programme commun de réformes ayant pour objectif principal l'intégration européenne. La Moldavie est impliquée dans un [conflit gelé](#) concernant la région séparatiste de [Transnistrie](#), laquelle est soutenue par la Russie. La Moldavie a également accueilli le plus grand nombre de [réfugiés](#) ukrainiens par habitant, tous pays confondus.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Bien qu'elle ne soit a priori pas sous le coup d'une [menace](#) militaire imminente, la Moldavie fait constamment l'objet d'attaques hybrides russes. Le nombre d'incidents ne cesse d'[augmenter](#) à l'[approche](#) de la date des élections en Moldavie. En mars 2023, un [document](#) qui émanerait du renseignement russe a [dévoilé](#) un plan sur 10 ans visant à prendre le contrôle de la Moldavie. La Russie a également utilisé ses livraisons de gaz à la Moldavie pour exercer un [chantage](#) sur le pays. Pour [réduire](#) ces dépendances, la Moldavie a commencé à [importer](#) du gaz naturel par un flux inversé depuis la frontière entre la [Slovaquie](#) et l'Ukraine en novembre 2022 et, à partir de décembre 2022, par le corridor [transbalkanique](#). La Moldavie a renforcé son indépendance dans le domaine de l'électricité, étant donné que les réseaux électriques moldaves (et ukrainiens) ont été [synchronisés](#) avec le réseau d'Europe continentale le 16 mars 2022.



Rôle de l'Union européenne

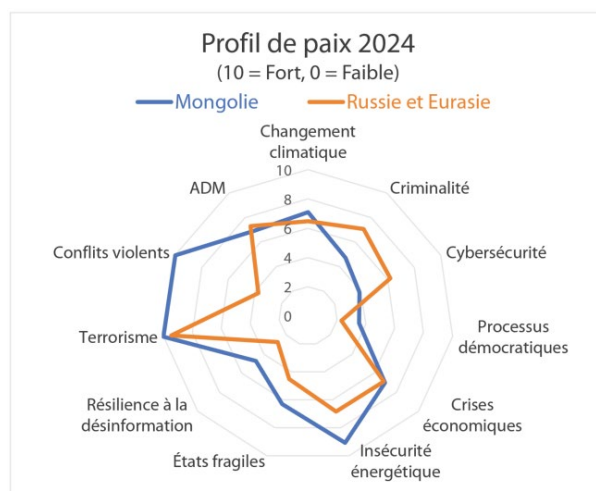
En 2014, la Moldavie et l'Union européenne ont signé un [accord d'association](#) accompagné d'un [accord de libre-échange approfondi et complet](#). En outre, la Moldavie et l'Union ont signé un [partenariat en matière de sécurité et de défense](#) le 21 mai 2024. À la suite des demandes de la Moldavie du 4 janvier 2022 et du [24 janvier 2023](#), la Commission a adopté des propositions visant à verser jusqu'à 295 millions d'euros de nouvelle assistance macrofinancière (AMF) au pays. On [estime](#) à 2,1 milliards d'euros le soutien total octroyé sous forme de prêts et de subventions par l'Union et les institutions financières européennes à la Moldavie depuis 2021. Le 3 mars 2022, la présidente Sandu [a signé](#) la demande formelle d'adhésion de la Moldavie à l'Union, décision qui a été précipitée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En juin 2022, les dirigeants de l'Union [ont accordé](#) le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union et sont convenus d'[ouvrir](#) des négociations d'adhésion en décembre 2023. Ces [négociations](#) ont débuté le 25 juin 2024 lors de la première conférence intergouvernementale. L'Union apporte également à la Moldavie un soutien technique, une aide militaire et une assistance en matière de gestion des frontières. Le 24 avril 2023, l'Union a mis en place la mission de partenariat de l'Union en Moldavie ([EUPM Moldova](#)) dans le cadre de la PSDC. Il s'agit de la deuxième mission en Moldavie, la mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine ([EUBAM](#)) ayant été lancée en 2005. En outre, la [facilité européenne pour la paix](#) (FEP) a apporté un soutien de [128 millions d'euros](#) pour la modernisation de l'armée moldave.

Mongolie

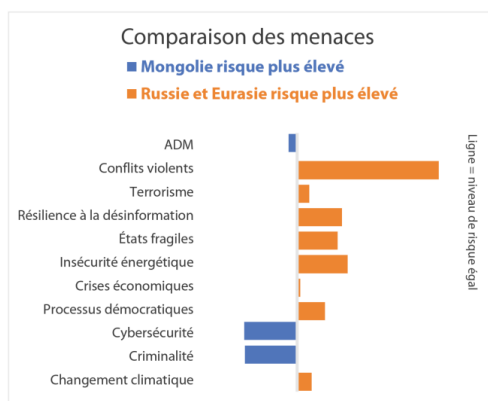
La Mongolie occupe la 27^e place de l'indice Normandie. Le pays affiche de bons résultats en ce qui concerne les indicateurs de conflits violents, de menace terroriste et d'insécurité énergétique. En revanche, il obtient des scores relativement médiocres en matière de cybersécurité et de criminalité.

Contexte et principaux enjeux

La Mongolie occupe la 109^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2024](#), contre la 88^e en 2023, le journalisme d'investigation ayant récemment été confronté à de [graves difficultés](#) dans le pays. Les [manifestations contre la corruption](#) de décembre 2022 ont révélé un grand intérêt du public pour la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption endémique et ont alimenté une nouvelle [stratégie de lutte contre la corruption](#). La Mongolie était 121^e sur 180 pays dans l'[indice de perception de la corruption de Transparency International](#) 2023. Au vu des richesses de la Mongolie en ressources naturelles (charbon, or, cuivre, zinc, spath fluor, minerai de fer, tungstène, pétrole et gaz), le secteur de l'exploitation et de l'extraction minières est l'un des moteurs du développement économique du pays. La forte dépendance de la Mongolie aux exportations minières, ses niveaux élevés de dette extérieure ainsi que son exposition aux chocs extérieurs en raison des fluctuations des prix des matières premières à l'échelle mondiale entraînent un risque considérable de [vulnérabilité macroéconomique](#). En 2021, le secteur minier représentait [21 %](#) du PIB de la Mongolie et 81 % des exportations du pays étaient des minerais.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Mongolie est l'un des pays les [plus touchés](#) par le changement climatique, les températures observées ayant augmenté de 2,1 °C au cours des 70 dernières années, une tendance [exacerbée](#) par le surpâturage et la surexploitation minière. Selon les Nations unies, des changements ont également été observés en ce qui concerne la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes. La Mongolie obtient de mauvais résultats en matière de criminalité. Elle occupe la 148^e place sur 193 de l'[indice mondial du crime organisé](#) 2023. Ces dernières années, la Mongolie a [connu](#) une recrudescence des cyberattaques perpétrées par des pirates informatiques chinois et russes. En 2023, la Mongolie a complété son [cadre](#) juridique de cybersécurité de 2021 en publiant une [stratégie nationale de cybersécurité](#).

Rôle de l'Union européenne

Les [relations diplomatiques](#) qui lient l'Union européenne et la Mongolie datent de 1989 et sont désormais fondées sur l'[accord de partenariat et de coopération](#) (APC) UE-Mongolie entré en vigueur en 2017, année où la délégation de l'Union européenne auprès de la Mongolie s'est [installée](#) à Oulan-Bator. L'Union continue de [concentrer](#) ses efforts sur le soutien apporté aux groupes vulnérables et sur l'autonomisation de la société civile. La lutte contre le travail des enfants et contre toute autre forme d'exploitation de ceux-ci figure toujours au nombre des priorités principales de l'Union européenne. Les autres priorités portent notamment sur: l'égalité des genres, la non-discrimination, l'état de droit et la construction de sociétés résilientes, inclusives et démocratiques, ainsi que la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. En 2020, en vue de stimuler l'emploi et d'améliorer la transparence des finances publiques, l'Union a lancé son premier [programme d'appui budgétaire](#), accompagné du soutien technique du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le [programme indicatif pluriannuel](#) 2021-2027 de la Commission en faveur de la Mongolie accorde la priorité au développement vert durable et au développement démocratique et économique. Le 26 juillet 2023, l'Union et la Mongolie ont tenu leur réunion annuelle du [comité mixte](#) dans le cadre de l'APC UE-Mongolie. La Mongolie et l'Union [sont convenues](#) de favoriser la coopération bilatérale en matière de connectivité, de numérisation et de transition écologique, avec le soutien de la stratégie «[Global Gateway](#)» de l'Union et des initiatives de l'Équipe Europe.

Mozambique

Le Mozambique occupe le 106^e rang de l'indice Normandie. Au cours de la dernière décennie, son niveau global de fragilité s'est élevé, en partie en raison de la menace que fait peser le réseau djihadiste dans la province de Cabo Delgado, qui a néanmoins été moins prononcée en 2023. Le pays est aujourd'hui sous le coup d'autres périls majeurs que sont le manque de participation et d'inclusion politiques, le changement climatique et l'insécurité informatique.

Contexte et principaux enjeux

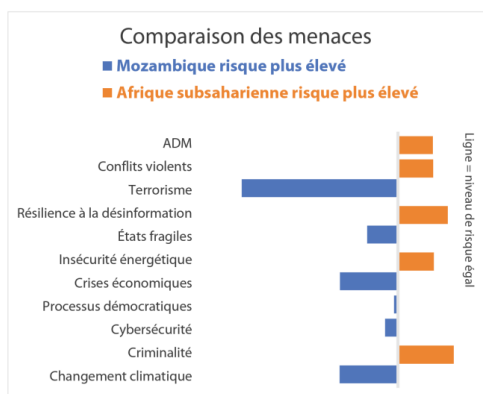
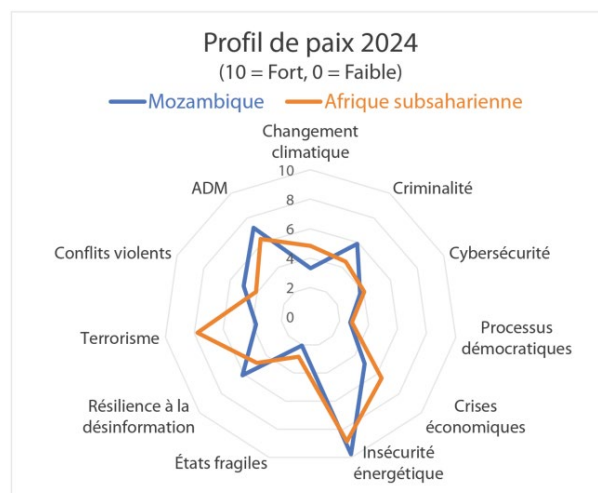
Le mouvement indépendantiste à l'encontre des Portugais a commencé dans les années 1960, avec la création du Front de libération du Mozambique (*Frente de Libertação de Moçambique*, ou FRELIMO) en 1962. Après l'indépendance en 1975, le pays a été ravagé par une guérilla menée entre 1977 et 1992 contre le système de parti unique établi par le FRELIMO. En 1992, un [accord de paix](#) a mis temporairement fin à ce conflit, ouvrant des perspectives politiques et économiques. Le FRELIMO gouverne le pays, sans discontinuer, depuis son indépendance. L'opposition est marginalisée politiquement et économiquement. Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un PIB annuel par habitant estimé par la [Banque mondiale](#) à 608 dollars en 2023.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'[insurrection](#) islamiste déstabilise la province septentrionale de Cabo Delgado depuis 2017. L'armée s'est révélée inefficace dans sa riposte, et, en 2020-2021, les islamistes ont temporairement pris le contrôle de villes portuaires régionales, obligeant les [entreprises](#) étrangères à mettre en attente un vaste projet d'extraction de gaz offshore. Depuis juillet 2021, les troupes des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et 2 500 [soldats rwandais](#) (semble-t-il plus décisifs) se sont déployés à Cabo Delgado et ont contribué à [stabiliser](#) la situation. Le Mozambique occupe la 15^e place de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2024 (ce qui constitue une légère progression par rapport à la 12^e place de 2023, mais le pays reste fortement menacé). Le pays est exposé à des événements climatiques extrêmes (entre autres des sécheresses) qui, ces dernières années, ont eu des effets [dévastateurs](#), notamment en aggravant l'[insécurité alimentaire](#). L'insécurité énergétique s'accroît également. Le Mozambique n'a pas condamné la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine dans les [résolutions](#) de l'Assemblée générale des Nations unies. Le président Felipe Nyusi a participé au [sommet Russie-Afrique](#) de juillet 2023.

Rôle de l'Union européenne

En 2017, le Mozambique a ratifié l'[accord de partenariat économique UE-CDA](#), bénéficiant ainsi de garanties supplémentaires. En novembre 2020, au terme d'une suspension de quatre ans de l'aide en réaction à la corruption généralisée, l'Union européenne a [rétabli](#) son appui budgétaire au pays pour l'aider à surmonter les répercussions de la COVID-19. En 2021, l'Union et le Mozambique ont adopté des [objectifs communs](#) pour leur coopération au développement dans le cadre de l'instrument L'Europe dans le monde pour les sept prochaines années (PIP). L'Union a mis en place une mission de formation militaire au Mozambique ([EUTM Mozambique](#)) afin de former les forces armées locales à la protection de la population civile et au rétablissement de la sécurité dans la province de Cabo Delgado. En mai 2024, le Conseil a [décidé](#) de la transformer progressivement en mission d'assistance, combinant conseils, tutorat et formation spécialisée pour la Force de réaction rapide. Par l'intermédiaire de la [facilité européenne pour la paix](#), l'Union a déployé des équipements et des formations pour un montant de 124 millions d'euros: 4 millions d'euros en juillet 2021 (première mobilisation de la FEP depuis sa création), [40 millions d'euros](#) en novembre 2021 et [45 millions d'euros](#) en avril 2022 pour l'armée, par l'intermédiaire de l'EUTM; [15 millions d'euros](#) pour la mission de la CDA (SAMIM) en septembre 2022; et [20 millions d'euros](#) en décembre 2022 pour les forces de défense rwandaises au Mozambique.

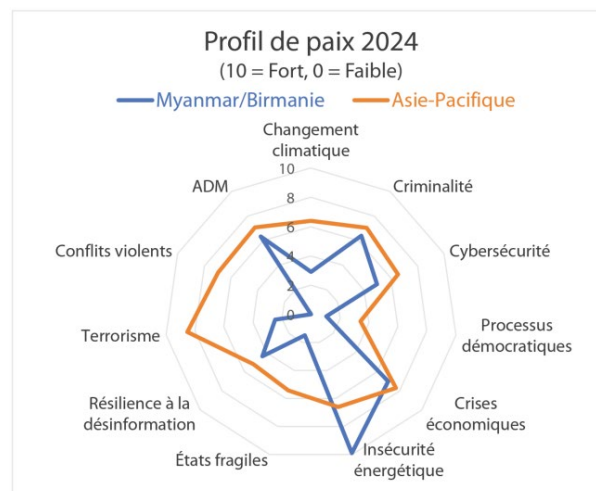


Myanmar/Birmanie

Le Myanmar/la Birmanie occupe la 124^e place de l'indice Normandie. Le pays est marqué par une forte baisse de son classement depuis le coup d'État militaire de février 2021, qui a entraîné violences et chaos. Le pays pâtit depuis longtemps de la pauvreté, des conflits ethniques et de violations des droits de l'homme. Le Myanmar/la Birmanie obtient également de mauvais résultats en matière de changement climatique et de désinformation.

Contexte et principaux enjeux

Les tensions entre la majorité bamar et plus de 135 groupes ethniques ont donné lieu à des décennies d'instabilité dans le pays. Les conflits entre les groupes armés ethniques et les forces gouvernementales ont coûté des milliers de vies et [déplacé](#) des centaines de milliers de personnes. Les quelque 50 années de régime militaire ont été marquées par d'horribles violations des droits de l'homme et une pauvreté extrême. Les réformes constitutionnelles entamées en 2008, et l'élection d'un gouvernement civil en 2015, semblaient être des pas dans la bonne direction. Des réformes démocratiques ont également permis le développement économique du Myanmar/de la Birmanie, le PIB par habitant ayant, selon la [Banque mondiale](#), été multiplié par dix au cours de la période 2000-2020, passant d'environ 146 euros à 1 450 euros. En 2016-2017, l'armée a tué des milliers de personnes issues de la minorité [rohingya persécutée](#), dont les membres vivent dans les zones septentrionales de l'État de Rakhine, ce qui a entraîné un exode massif de réfugiés. Des [accusations de génocide](#) ont été portées à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie devant la CIJ (voir la requête [Gambie c. Myanmar](#), enregistrée en novembre 2019).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le coup d'État militaire de février 2021 a mis fin à cinq années de coexistence difficile entre le gouvernement civil et les puissantes forces armées. Des leaders civils, dont la lauréate du prix Nobel de la

paix [Aung San Suu Kyi](#), ont été emprisonnés ou placés en résidence surveillée, et le pays a sombré dans le chaos à la suite de manifestations contre le régime militaire qui ont été violemment réprimées. En décembre 2022, Aung San Suu Kyi a été [condamnée](#) par un tribunal militaire à sept ans de prison supplémentaires, ce qui a porté sa peine totale à 33 ans. Sans surprise, le Myanmar/la Birmanie compte parmi les États les plus fragiles de la planète. L'instabilité politique entravait déjà la croissance économique avant même la pandémie de COVID-19. Le Myanmar/la Birmanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie. Les grèves menées par le mouvement de désobéissance civile opposé à la junte ont paralysé des secteurs entiers de l'économie, perturbant l'approvisionnement en nourriture et en énergie. Les perspectives pour le pays restent extrêmement incertaines. En 2008, le [cyclone Nargis](#) a

frappé le pays, tuant près de 100 000 personnes et provoquant des dommages pour des millions d'autres. Cet événement rappelle la menace que représente le changement climatique.

Rôle de l'Union européenne

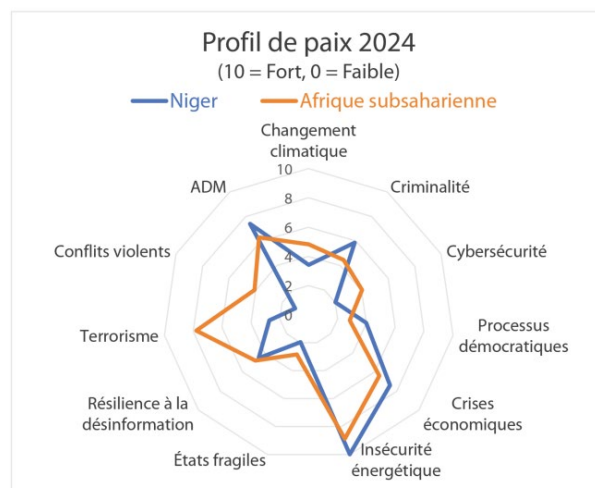
Dans les années 90, l'Union a adopté des sanctions économiques et un embargo sur les armes à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie. À la suite des réformes démocratiques, les sanctions économiques ont été levées en 2013, mais l'embargo sur les armes est toujours en place. L'Union a déjà rétabli certaines sanctions à l'encontre d'officiers militaires en 2018, à la suite des massacres de Rohingyas, et en [élargi](#) le champ en février 2022. Certains projets de développement ont également été suspendus. Le Parlement européen a adopté [à plusieurs reprises](#) des résolutions condamnant le coup d'État militaire et les violations fréquentes des droits de l'homme, demandant le rétablissement du gouvernement civil et plaidant pour des sanctions supplémentaires. Un vice-président du Parlement européen a coprésidé la commission d'enquête parlementaire internationale sur le coup d'État au Myanmar/en Birmanie, qui a publié en novembre 2022 un rapport sur l'échec de la réponse internationale au coup d'État.

Niger

Le Niger occupe le 116^e rang de l'indice Normandie. Les groupes djihadistes violents prolifèrent dans un contexte d'instabilité régionale, provoquant une forte augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Cette situation aggrave les effets déjà désastreux du changement climatique sur l'accès aux ressources, autre déclencheur de conflits. Le coup d'État de 2023 a mis un terme à la stratégie des partenaires occidentaux consistant à investir au Niger en tant que principal pôle de sécurité dans la région.

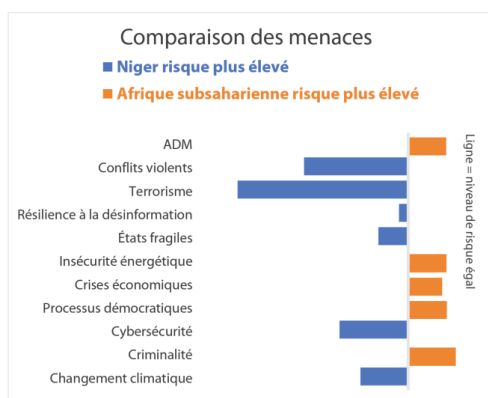
Contexte et principaux enjeux

Le Niger occupe la 189^e place sur 193 pays de l'[indice de développement humain des Nations unies](#) et est le 13^e pays le plus vulnérable au changement climatique selon l'[indice ND-GAIN](#). Les richesses du pays (5 % des ressources mondiales d'[uranium](#)) continuent de bénéficier dans une large mesure aux [intérêts miniers étrangers](#). Le changement climatique et les [pratiques agricoles](#) inadaptées, conjugués à une croissance démographique rapide, contribuent à la rareté des ressources. L'insécurité alimentaire, aggravée par la pandémie et la guerre menée par la Russie en Ukraine, ainsi que les déplacements de population dans tout le pays, exacerbent les tensions entre les communautés et les griefs à l'encontre du gouvernement. Les [groupes extrémistes violents](#) (dont Boko Haram, l'État islamique au Sahel, l'EIL/Daech en Afrique de l'Ouest et Al-Qaïda) exploitent ces tensions, en particulier dans les zones frontalières avec le Tchad et le Nigeria (lac Tchad) et avec le Mali et le Burkina Faso (Liptako-Gourma). Alors que le Niger a connu une transition relativement pacifique en 2021, un [coup d'État](#) perpétré par des membres de la garde présidentielle a conduit à la destitution du président Mohamed Bazoum le 26 juillet 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Niger est particulièrement visé par des [campagnes de désinformation](#) qui aggravent son instabilité. Le 28 janvier 2024, à l'instar du Burkina Faso et du Mali, le Niger [a annoncé](#) son retrait de la CEDEAO; ces pays s'étaient auparavant retirés du [G5 Sahel](#), organisation régionale intergouvernementale entre pays du Sahel, pour former l'Alliance des États du Sahel (AES). En outre, le Niger a dénoncé des accords concernant des bases militaires [françaises](#) et [américaines](#) ainsi que des missions de la PSDC de l'Union sur son sol. Cela a entraîné une [augmentation des attaques](#) de groupes extrémistes violents, malgré une coopération militaire accrue avec la [Russie](#). Le retrait de la CEDEAO pose d'autres problèmes économiques et de sécurité, étant donné que le Niger ne jouira plus des mécanismes de la communauté en matière de commerce, de libre circulation ainsi que de paix et de sécurité. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, le coup d'État au Niger «a entraîné pour les citoyens nigériens une [détérioration](#) de la sécurité, du bien-être économique et de leur capacité d'agir».



Rôle de l'Union européenne

Le Niger est le pays le plus peuplé du Sahel et a été un partenaire essentiel de l'Union, laquelle a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Avant le coup d'État de 2023, l'Union a soutenu la force nigérienne au moyen d'une mission civile de renforcement des capacités, [EUCAP Sahel Niger](#), et de la [mission de partenariat militaire de l'Union au Niger](#) en décembre 2022 afin de fournir des conseils d'experts et une formation aux forces armées nigériennes. Plusieurs mesures de la [facilité européenne pour la paix](#) contribuent au financement de la fourniture d'équipements militaires (létaux) et d'activités de soutien. Toutefois, la révocation de l'EUMPM et de l'EUCAP Sahel Niger en décembre 2023 est le signe d'un recul de la coopération entre l'Union et le Sahel. Par ailleurs, le Niger a renforcé sa politique de lutte contre la migration irrégulière avec le soutien de l'Union, dans le cadre du [nouveau partenariat de l'Union avec les pays tiers](#) de 2016, mais les nouveaux dirigeants ont abrogé une loi essentielle de lutte contre la traite des êtres humains en novembre 2023.

Nigeria

Le Nigeria est classé à la 115^e place de l'indice Normandie. Il est considéré comme plus exposé aux risques que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et est particulièrement vulnérable au terrorisme. Les tensions ethniques remontent à l'époque coloniale. Si la guerre civile de 1967-1970 était principalement motivée par un objectif de répartition équitable des revenus du pétrole entre les groupes ethniques, les conflits récents ont pris un aspect plus sectaire.

Contexte et principaux enjeux

Le Nigeria s'est classé 8^e dans les indices mondiaux du terrorisme [2024](#) et [2023](#) (et 5^e en 2022). Le pays a vu se réduire de moitié le nombre de décès dus au terrorisme en 2021, et ce en raison de la lutte contre Boko Haram et de la mort de son dirigeant, Abubakar Shekau. En 2021, le groupe «Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique» est devenu, devant Boko Haram, le groupe terroriste le plus meurtrier du Nigeria. Le neuvième attentat terroriste le plus meurtrier au monde en 2023 a eu lieu à proximité du lac Tchad, dans l'État de Borno, le [19 août](#). Ces dernières années, les bandes criminelles se sont spécialisées dans les enlèvements massifs avec exigence de paiement d'une rançon en échange de la libération. Le [7 mars 2024](#), des hommes armés ont enlevé 287 élèves dans une école de Kuriga; l'armée a secouru 137 otages le 24 mars. Le Nigeria occupe la 15^e place de l'[indice des États fragiles 2023](#) et le 8^e rang de l'[indice mondial du terrorisme 2024](#) (comme en 2023), et compte donc parmi les 10 pays les plus exposés. Le 1^{er} mars 2023, [Bola Tinubu](#), du parti au pouvoir, a été déclaré vainqueur des élections présidentielles de [février 2023](#). Toutefois, le Nigeria, principale [puissance d'Afrique de l'Ouest](#), n'a pas signé l'[accord de Samoa](#), accord de partenariat signé en novembre 2023 entre l'Union européenne, ses États membres et les pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Si le Nigeria est la première puissance économique africaine de par son PIB national, la situation économique du pays reste fragile, en raison de sa dépendance excessive à l'égard du pétrole. Après avoir traversé en 2020 sa plus grave récession depuis les années 1980 en raison de la COVID-19, l'[économie](#) du Nigeria a renoué avec une croissance modérée. La population très jeune du pays constitue un potentiel économique largement inexploité. Cependant, la croissance démographique, associée au changement climatique et à la dégradation des sols (une réelle menace, en particulier dans le nord du pays), peut également s'avérer un [facteur](#) de forte instabilité sociale. Le Nigeria est 112^e sur les 180 pays que compte le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2024, en hausse de 11 places par rapport à 2023. En marge des élections de 2023, on a assisté à des contrôles stricts, à des agressions de journalistes et à des arrestations arbitraires. La [criminalité pétrolière](#) organisée dans le delta du Niger – qui implique le [vol](#) ainsi que le raffinage et la vente illégaux – concerne jusqu'à 20 % de la

production pétrolière du Nigeria et perpétue la corruption.

Rôle de l'Union européenne

L'Union continue de [financer](#) une initiative destinée à fédérer plusieurs pays du bassin du lac Tchad contre Boko Haram: la Force multinationale mixte (FMM). En 2021, et pour les sept prochaines années, l'Union et le Nigeria ont convenu de [nouveaux objectifs communs](#) pour leur coopération au développement dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde. L'Union a négocié un [accord de partenariat économique](#) régional avec le Nigeria et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais le Nigeria est réticent à le mettre en œuvre. En 2022, l'[Équipe Europe](#), dans le cadre de son initiative «Nigeria Green Economy», a affecté 1,3 milliard d'euros au secteur de l'énergie. L'Union a déployé une mission d'observation électorale pour le scrutin présidentiel de 2023.

Nouvelle-Zélande

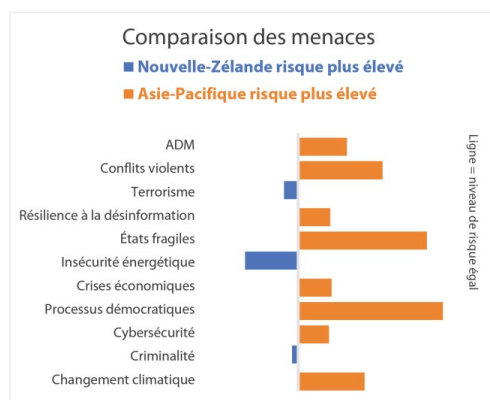
La Nouvelle-Zélande occupe la 5^e place de l'indice Normandie. Elle obtient de meilleurs résultats que la moyenne Asie-Pacifique pour la plupart des indicateurs, à l'exception de la sécurité énergétique et de la criminalité, et présente un bilan particulièrement bon en ce qui concerne la gestion des crises économiques et des processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

La Nouvelle-Zélande possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés, à hauteur de 48 528 dollars en 2023 selon la [Banque mondiale](#). Dans la dernière édition de l'[indice de développement humain](#), la Nouvelle-Zélande se classe 16^e sur 191 pays, juste après le Royaume-Uni. Dans l'[indice de démocratie](#) 2022 de l'Economist Intelligence Unit, la Nouvelle-Zélande se classe deuxième du classement général et occupe la première place, aux côtés de la Norvège, en matière de processus électoral, de pluralisme et de participation politique. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande est le troisième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie et l'indicateur des États fragiles. Cela s'explique par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une faible intervention extérieure. La Nouvelle-Zélande obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels et est classée au 50^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2024 (48^e en 2023).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La résilience de ses institutions démocratiques, son niveau de vie élevé, ses services publics de qualité et son extrême éloignement des régions les plus densément peuplées du monde ont permis à la Nouvelle-Zélande d'être relativement à l'abri des menaces traditionnelles et hybrides à sa sécurité. La société néo-zélandaise jouit d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisque le pays occupe la 19^e place du [classement de la liberté de la presse](#) 2024. Toutefois, un niveau élevé de [dépendance commerciale](#) à l'égard de la Chine et la crainte que la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et cette dernière ne déborde sur le Pacifique Sud ont rendu son environnement stratégique moins favorable.

Rôle de l'Union européenne

Les relations politiques bilatérales qui lient l'Union européenne à la Nouvelle-Zélande sont fondées sur le [partenariat sur les relations et la coopération](#) (PARC) de 2016. L'accord prévoit le cadre d'un dialogue politique régulier, qui comprend des consultations au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires, ainsi qu'au niveau parlementaire. En 2018, l'Union a engagé des négociations avec la Nouvelle-Zélande en vue d'un [accord de libre-échange](#) (ALE) bilatéral. Le 30 juin 2022, l'Union et le pays [ont clôturé](#) ces négociations, l'accord de libre-échange comprenant des engagements en matière de climat et de travail, assortis de sanctions en cas de non-respect de ces engagements. L'ALE est entré en vigueur le 1^{er} mai 2024. L'Union européenne est le troisième [partenaire commercial](#) de la Nouvelle-Zélande, après la Chine et l'Australie, et la deuxième source d'investissements directs étrangers du pays. Au sein de l'Union, les principaux partenaires commerciaux bilatéraux de la Nouvelle-Zélande sont l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas. La Nouvelle-Zélande [a participé](#) à la mission de lutte contre la piraterie menée par l'Union au large de la Corne de l'Afrique, [EUNAVFOR Atalanta](#), ainsi qu'à sa mission de police [EUPOL](#) en Afghanistan, et est également un partenaire majeur pour l'Union en matière d'aide au développement dans le Pacifique Sud.

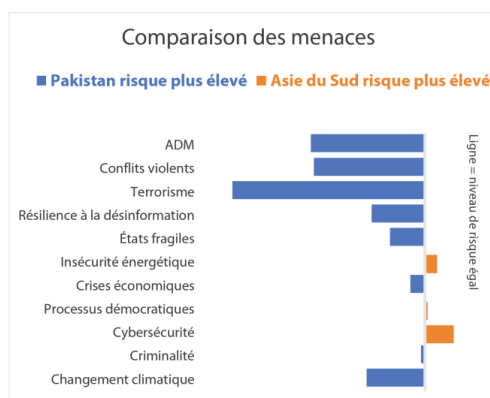
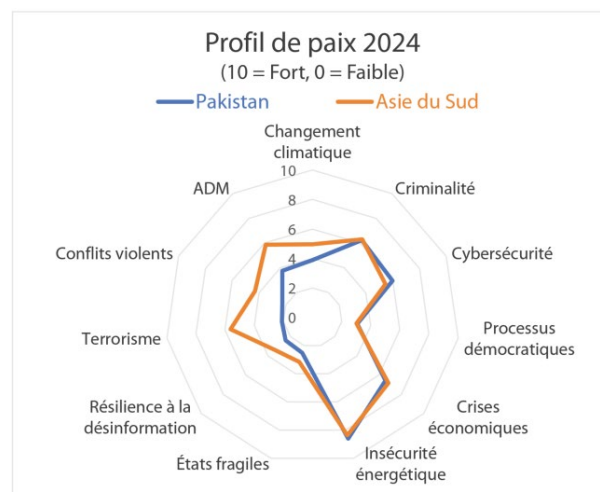
Pakistan

Le Pakistan occupe la 122^e place de l'indice Normandie. Les relations du pays avec les groupes terroristes, l'ingérence militaire, les relations tendues avec l'Inde, le séparatisme, la vulnérabilité au changement climatique et une situation financière critique contribuent à l'instabilité de cette démocratie fragile en proie à l'intolérance religieuse.

Contexte et principaux enjeux

Le Pakistan, qui abrite la deuxième plus grande population musulmane du monde, a été la première république islamique, et a connu des épisodes de gouvernement militaire et d'instabilité politique. Le Pakistan se classe au 31^e rang des États les plus fragiles parmi 179 dans l'[indice des États fragiles](#) 2023. Le dualisme chronique entre les pouvoirs politique et militaire, auquel s'ajoute le rôle controversé de l'agence des renseignements militaires pakistanais (ISI), empêche les institutions civiles d'exercer le contrôle direct de l'État. Cela influe sur les relations avec l'Inde voisine, qui restent tendues et instables, en raison notamment du conflit territorial non résolu au [Cachemire](#). Le Pakistan est [accusé](#) de soutenir activement le terrorisme et d'être un refuge pour les groupes terroristes. Le pays est également confronté à la recrudescence de l'[insurrection islamiste](#), dirigée par le Mouvement des Talibans du Pakistan, dont les hauts dirigeants sont basés en Afghanistan. Sans interruption depuis 2003, l'[indice mondial du terrorisme](#) classe le Pakistan parmi les [10 pays](#) les plus touchés par le terrorisme; il [occupe](#) la 4^e place en 2024. Le Pakistan est 158^e sur 177 pays dans l'[indice mondial sur les femmes, la paix et la sécurité](#) de 2023.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Pakistan est confronté à d'autres menaces séparatistes, dont la plus critique est celle de la province du Baloutchistan, au sud-ouest du pays, où la [menace terroriste](#) est aussi élevée. Le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2024 classe le Pakistan au 152^e rang, position qui traduit les risques graves que courent les journalistes dans le pays. Le Pakistan est l'un des pays les [plus exposés aux catastrophes](#) au monde; il subit une crise économique due à une inflation élevée; il pâtit d'une dépréciation monétaire et de faibles réserves de devises étrangères, qui sont à l'origine d'une grave [insécurité alimentaire](#) et de taux élevés de [malnutrition](#) chronique; un autre problème grave est la [pénurie d'eau](#). Toutefois, en raison des progrès réalisés dans l'amélioration de son régime de lutte contre le blanchiment de capitaux, le Pakistan a été retiré de la [liste grise](#) du Groupe d'action financière en octobre 2022, position qui entravait l'accès du pays au financement international.

Rôle de l'Union européenne

L'Union et le Pakistan ont renforcé leurs relations politiques et sécuritaires grâce au plan d'engagement stratégique UE-Pakistan de 2019 ([SEP](#)), lequel repose sur un [accord de coopération](#) de 2004. Au-delà des domaines traditionnels tels que la paix et la sécurité, la démocratie, l'état de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, les migrations et le commerce, le plan d'engagement stratégique porte également sur l'énergie et le changement climatique. Une [commission mixte UE-Pakistan](#) se réunit chaque année pour faire le point sur l'état d'avancement de l'accord, des sous-groupes existant pour des domaines spécifiques. En avril 2023, l'Union et le Pakistan ont tenu le premier [dialogue UE-Pakistan sur la lutte contre le terrorisme](#) depuis 2018. En juillet 2023, la Commission a décidé de mettre à disposition 16,5 millions d'euros pour [venir en aide aux personnes les plus vulnérables](#) touchées par les conflits et les catastrophes liées au climat. Le Pakistan est le principal bénéficiaire du système de préférences généralisées plus ([SPG+](#)), qui accorde un accès préférentiel au marché de l'Union. Toutefois, le pays a été menacé de suspension en raison de [préoccupations](#) concernant les violations des droits de l'homme. Le SPG+ a été provisoirement [prolongé](#) jusqu'à la fin de 2027, afin de laisser du temps pour l'adoption du SPG [2024-2034](#) proposé par la Commission en 2021. L'Union est le deuxième partenaire commercial du Pakistan après la Chine; en 2022, elle représentait 12,4 % du [commerce](#) total du Pakistan et absorbait 30 % du total des exportations pakistanaïses.

Philippines

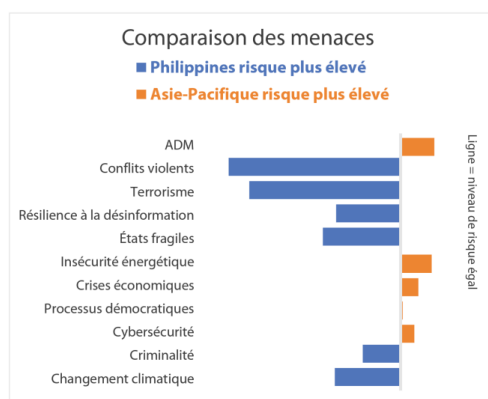
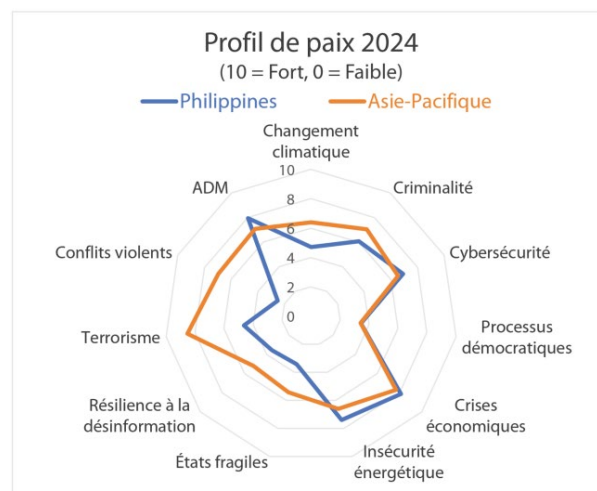
Les Philippines occupent la 92^e place de l'indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique, notamment pour ce qui est du terrorisme et des conflits violents. Les taux de criminalité sont élevés et des milliers de personnes sont mortes dans une «guerre contre la drogue» controversée. On y déplore également des violences de groupes rebelles et de terroristes.

Contexte et principaux enjeux

Les Philippines possèdent un système politique plus pluraliste que la plupart de leurs voisins d'Asie du Sud-Est. Cependant, elles se classent parmi les 25 % des pays les plus fragiles du monde. Le pays se classe au 61^e rang de l'[indice des États fragiles 2023](#). L'une des raisons de cette fragilité est le niveau relativement élevé du terrorisme, deuxième plus haut de la région (les Philippines sont 19^e de l'indice mondial du terrorisme 2024). Depuis son indépendance, le pays est confronté à des insurrections communistes, islamistes et séparatistes, ainsi qu'à d'autres mouvements. En 2016, des militants affiliés à l'État islamique/Daech ont tenté d'établir une «province d'Asie de l'Est» dans le pays et ont ainsi occupé la ville de [Marawi](#) pendant cinq mois. La violente répression de la criminalité liée à la drogue, entreprise en 2016 par le président Rodrigo Duterte, a été largement critiquée. Le 30 juin 2022, Ferdinand Marcos Jr. a prêté serment en tant que 17^e président de la République des Philippines. La [rhétorique mesurée](#) du président Marcos sur les droits de l'homme contraste fortement avec les positions anti-droits de son prédécesseur, Rodrigo Duterte, dont la «guerre contre la drogue» catastrophique a entraîné la mort de milliers de personnes.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les Philippines se placent en 134^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2024](#) et à la 116^e position de l'[indice de perception de la corruption 2023](#). En 2022, les Philippines étaient, selon l'indice mondial des risques, le pays [le plus exposé](#) au risque de catastrophe: on estime que les dommages économiques causés par le changement climatique aux Philippines pourraient atteindre 13,6 % du PIB du pays. La déforestation est [considérée](#) comme un facteur aggravant. La désinformation demeure un problème également: 51 % de la population éprouve des difficultés à décoder les [informations fallacieuses](#) qui sont présentes dans les médias. Le gouvernement refuse de coopérer avec la Cour pénale internationale (CPI) dans l'enquête sur d'éventuels crimes contre l'humanité commis dans le cadre de la «guerre contre la drogue» de Duterte. En janvier 2023, la chambre préliminaire de la CPI [a autorisé](#) le procureur à reprendre cette enquête.



Rôle de l'Union européenne

Pour la période 2014-2020, l'Union a alloué [325 millions d'euros](#) d'aide au développement au pays, en s'attachant principalement à deux domaines, à savoir l'état de droit et la croissance inclusive (qui promeut les énergies renouvelables). L'accord de partenariat et de coopération entre l'Union et les Philippines est entré en vigueur en 2018; des pourparlers sur un accord de libre-échange ont été lancés en 2015, mais sont en suspens depuis 2017. En 2023, le ministre philippin du [commerce](#) a déclaré qu'il espérait qu'un accord de libre-échange soit conclu avec l'Union avant 2028. À l'heure actuelle, les Philippines jouissent d'un accès en franchise de droits aux marchés de l'Union pour la plupart de leurs exportations au titre du régime SPG+. L'Union demeure le [quatrième partenaire commercial](#) des Philippines. Le 14 décembre 2022, les Philippines ont participé au [sommet commémoratif UE-ASEAN](#) qui s'est tenu à Bruxelles. Le 18 mars 2024, l'Union et les Philippines ont officiellement annoncé la reprise des négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) ambitieux, moderne et équilibré, axé sur la durabilité. Du 6 au 9 mai 2024 a eu lieu une réunion du [Conseil des affaires UE-ASEAN](#) à Manille.

République centrafricaine

La République centrafricaine (RCA) obtient un faible score, puisqu'elle se classe à la 136^e place, soit l'avant-dernière, de l'indice Normandie, comme c'était le cas en 2023. Le pays est confronté à des épisodes de guerre civile depuis 2003. Les combattants étrangers, y compris l'«Africa Corps» soutenu par la Russie (anciennement «groupe Wagner»), sont très actifs. La situation politique, et en particulier en matière de sécurité, reste très fragile, avec un risque sérieux d'aggravation et d'escalade des conflits violents.

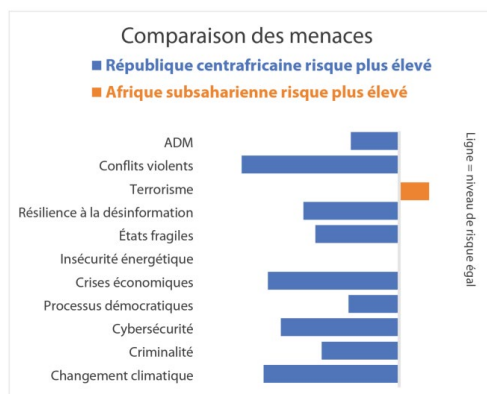
Contexte et principaux enjeux

Bien que le président Faustin-Archange Touadéra ait été élu démocratiquement en 2016, les violences entre groupes armés poussés par des motifs politiques demeurent une menace. L'alliance des anti-balaka domine le sud-ouest du pays, les milices de l'ancienne Séléka le nord-ouest de celui-ci. À la suite du [référendum](#) constitutionnel de juillet 2023, la constitution révisée prolonge le mandat présidentiel de cinq à sept ans et supprime les limites de mandat, ce qui permet à Faustin-Archange Touadéra de se présenter à nouveau en 2025. La RCA occupe la 8^e place de l'[indice des États fragiles](#) 2023. Le vide sécuritaire occasionné contribue à aggraver le résultat du pays dans le domaine des conflits violents. L'[indice mondial du terrorisme](#) 2024 classe la RCA au 59^e rang, ce qui témoigne d'une «très faible incidence du terrorisme». Les élections de décembre 2020 n'ont fait qu'accroître l'instabilité, les groupes armés s'étant mobilisés et ayant [perturbé](#) le processus électoral. La RCA présente un fort potentiel énergétique, y compris en matière d'énergie verte.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La République centrafricaine est vulnérable aux menaces émergentes qui touchent les États fragiles, notamment celles liées à la cybersécurité et à la liberté de la presse. La République centrafricaine est l'un des pays d'Afrique les plus vulnérables au changement climatique, entraînant ainsi des déplacements massifs de population et des conflits violents pour l'eau et les pâturages, entre les [agriculteurs et les éleveurs](#). Une [force d'intervention rwandaise](#) (plus de 2 000 soldats) est présente dans le pays. Le problème de l'insécurité s'est aggravé avec la présence de mercenaires russes. La République centrafricaine s'est abstenue de voter lors de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 mars 2022 condamnant l'agression russe contre l'Ukraine, tandis que son président a critiqué l'Occident en [mars 2023](#) et appelé à lever l'embargo sur les armes et les diamants, tandis que les Nations unies accusaient l'armée centrafricaine et le groupe Wagner d'exactions contre la population et les représentants élus. Les [experts des Nations](#)



[unies](#) mettent en garde contre la propagation en RCA du conflit sévissant au Soudan voisin.

Rôle de l'Union européenne

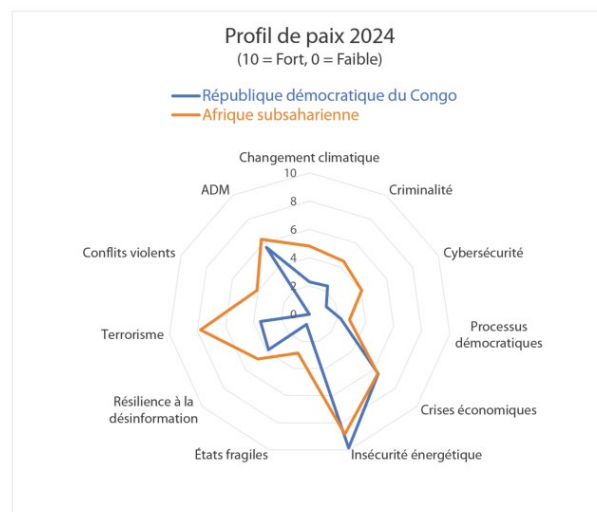
Une mission militaire de l'Union européenne, la mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine ([EUTM RCA](#)), est toujours présente dans le pays, et conseille et forme les forces nationales. Le président Touadéra a reconnu son importance lors de la 5^e édition du [dialogue de partenariat RCA-UE](#), qui s'est tenue à Bangui le 15 mai 2024. Une mission de conseil civile, [EUAM RCA](#), a été entreprise en 2020 afin de soutenir la réforme des forces de sécurité intérieure. Toutefois, les activités des mercenaires pourraient menacer l'avenir de ces missions. Le 5 mai 2022, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur les menaces pesant sur la sécurité au Sahel, laquelle condamne la présence accrue du groupe Wagner au Sahel, la qualifiant d'«incompatible avec une coopération avec l'Union européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense». La République centrafricaine bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent («[Tout sauf les armes](#)»). Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, le programme indicatif pluriannuel ([PIP](#)) 2021-2024 prévoit une dotation de 172 millions d'euros pour la République centrafricaine, répartis entre : paix, sécurité, justice et gouvernance (57 millions d'euros), transition écologique (57 millions d'euros) et développement humain (51,5 millions d'euros). Les [sanctions](#) de l'UE sont également un indicateur de l'état des relations bilatérales.

République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC), qui dispose de ressources naturelles abondantes, se situe au bas de l'indice Normandie, à la 134^e place. En décembre 2023, le président Félix Tshisekedi a remporté les élections pour exercer un deuxième mandat, tandis que sa coalition Union sacrée de la nation a obtenu la majorité au parlement. Le paysage politique reste profondément divisé et, dans l'est du pays, les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu souffrent d'instabilité.

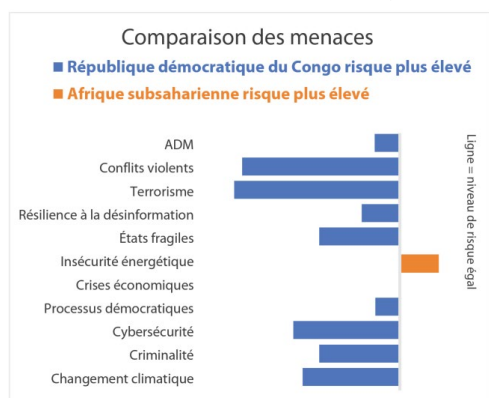
Contexte et principaux enjeux

Malgré les efforts actuellement déployés par la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui procède maintenant à un retrait progressif, l'[indice des États fragiles 2023](#) classe toujours la RDC en 5^e position. La RDC a été «fortement touchée par le terrorisme» en 2023, l'[indice mondial du terrorisme 2024](#) classant le pays à la 13^e position (soit une chute d'une place par rapport à 2023). En juin 2024, le groupe rebelle des Forces démocratiques alliées (ADF) affiliées au groupe État islamique a tué 150 civils. La RDC connaît l'une des [crises humanitaires](#) les plus complexes et les plus longues au monde, avec [7 millions de personnes](#) déplacées à l'intérieur du pays et [plus d'1 million](#) de réfugiés ou de personnes demandant l'asile dans d'autres pays africains, principalement en Ouganda. En avril 2022, la RDC est devenue le 7^e membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La durée inconstitutionnelle du mandat de Joseph Kabila a fortement affecté les processus démocratiques et la liberté de la presse. Le pays est toujours [considéré comme à risque](#), particulièrement vulnérable à la corruption et à l'épuisement de ses ressources naturelles, dont des matières premières critiques, comme le tantale et le cobalt, extraits des mines de la RDC majoritairement contrôlées par des [entreprises chinoises](#). Le président Tshisekedi s'est rendu en Chine en mai 2023, pour renégocier le «[contrat chinois](#)» de 2008 (contrat «mines contre infrastructures»). Dans la province orientale du Nord-Kivu, les rebelles du M23 sont revenus combattre l'armée de la RDC (les FARDC) au printemps 2022, prenant le contrôle de plusieurs villes et zones rurales. Le Rwanda réfute systématiquement les accusations de la RDC, des Nations unies et de l'Occident concernant son soutien au M23. Toutes les tentatives de désescalade, de plans de paix et de cessez-le-feu ont jusque-là échoué. Le 22 mai 2024, l'armée, soutenue par des «milices patriotiques», a [annoncé une offensive](#) contre les positions du M23 autour de Goma. En sus des conflits persistants, le [changement climatique](#) a une grave incidence sur la sécurité alimentaire dans le pays.



Rôle de l'Union européenne

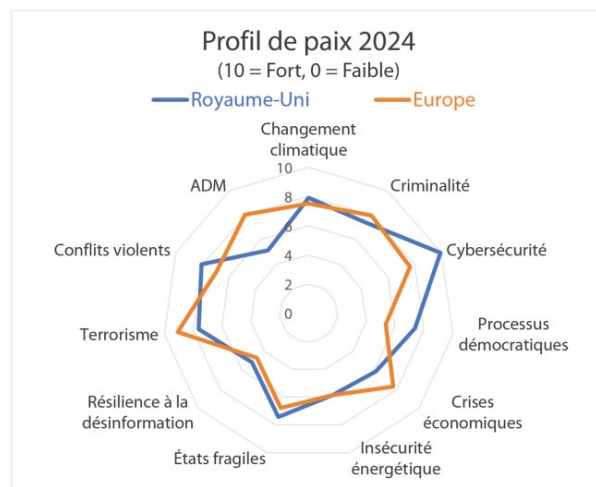
En raison de sanctions imposées à l'encontre de plusieurs Congolais pour violation des droits de l'homme, les [relations](#) entre l'Union européenne et la RDC restent difficiles. La RDC bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent («[Tout sauf les armes](#)»). En 2023, l'aide humanitaire fournie par l'Union à la RDC s'élève à [80 millions d'euros](#) ([44 millions d'euros](#) en 2022). Par le passé, l'aide au développement apportée par l'Union européenne à la RDC a été essentiellement financée par le [Fonds européen de développement](#) (à hauteur de 620 millions d'euros pour la période 2014-2020). La dotation financière de l'UE en faveur de la RDC au titre de l'instrument «L'Europe dans le monde» pour la période 2021-2024 s'élève à [424 millions d'euros](#). L'Union européenne prévoit d'affecter 30 millions d'euros en soutien civil aux FARDC, au titre du programme «Unis pour la sécurité», en plus d'un soutien militaire qui pourrait être financé par la facilité européenne pour la paix. En [juillet 2023](#), une mesure d'assistance de 20 millions d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix a été approuvée pour soutenir les forces armées de la RDC. En octobre 2023, l'Union européenne a signé un protocole d'accord sur les matières premières critiques avec la RDC et la Zambie. L'UE a condamné le soutien du Rwanda au M23, la présence militaire du Rwanda dans l'est de la RDC et le soutien apporté par la RDC aux groupes armés.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni figure à la 17^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Le pays obtient des résultats légèrement au-dessus de la moyenne régionale pour la majorité des indicateurs, mais présente un score remarquablement bas pour les armes de destruction massives et la crise économique. Il est dans le haut du classement mondial en matière de cybersécurité.

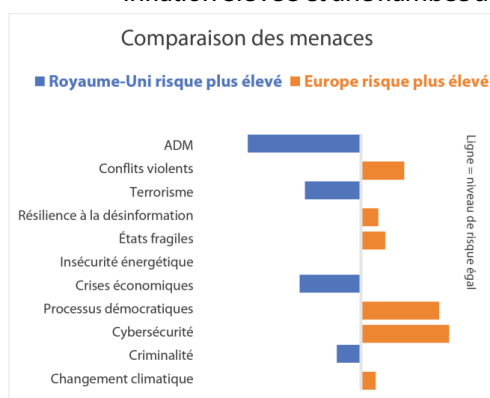
Contexte et principaux enjeux

Le Royaume-Uni a une tradition démocratique bien établie, sous la forme d'un système parlementaire. Le pays se caractérise par un système éducatif solide et un [PIB par habitant](#) élevé, mais la [répartition des revenus](#) y est parmi les plus inégales d'[Europe](#). L'[indice de développement humain](#) 2022 classe le Royaume-Uni au 15^e rang des 193 pays mesurés. Selon l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de *The Economist*, le Royaume-Uni obtient la 18^e place mondiale, avec un score exceptionnellement élevé en matière de processus électoraux et de pluralisme. Bien qu'il se classe au 37^e rang de l'[indice mondial de la paix](#) 2023, il s'agit d'un important [exportateur mondial d'armes et de matériel de défense](#) et le pays possède un arsenal d'[armes nucléaires](#). Par conséquent, le Royaume-Uni affiche la 118^e note la plus faible pour l'indicateur des armes de destruction massive dans l'indice Normandie. Il obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les risques liés au [terrorisme](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le [coût de la vie](#) a fortement augmenté au Royaume-Uni au cours des trois dernières années, avec une inflation élevée et une flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et du logement. Non seulement le bilan du pays en matière de [droits de l'homme](#) sur le territoire national est en chute libre, avec une érosion des protections dans ce domaine, mais il a renié ses engagements internationaux en la matière. Le Royaume-Uni, [importateur net d'énergie](#) et dépendant pour son approvisionnement en [gaz](#), a été [durement touché](#) par la guerre en Ukraine. À la suite de l'examen intégré de sa politique stratégique de défense et de sécurité de 2021, le Royaume-Uni a décidé de porter son [stock d'armes nucléaires](#) de 225 à 260 ogives, ce qui constitue la première augmentation depuis la guerre froide. Bien que le pays affiche un niveau élevé de liberté de la presse, se plaçant 23^e dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2024, il obtient un score inférieur à la moyenne de l'Europe en matière de résilience face à la désinformation et a subi une [ingérence russe](#) dans ses processus politiques. Le Royaume-



Uni occupe la troisième place mondiale dans l'indice Normandie pour la protection contre les cybermenaces.

Rôle de l'Union européenne

Depuis le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni n'est plus membre de l'Union européenne. Par conséquent, les relations mutuelles sont désormais régies par l'[accord de commerce et de coopération](#) (ACC) UE-Royaume-Uni. Bien que l'ACC ne [prévoie](#) pas de cadre fondé sur les traités pour la politique étrangère ou la coopération en matière de sécurité et de défense, il mentionne la reconnaissance par les deux parties de «l'importance que revêt la coopération mondiale pour traiter les questions d'intérêt commun». Il s'agit notamment de défendre les principes de démocratie, d'état de droit et de respect des droits de l'homme, ainsi que de lutter contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et le commerce illicite d'armes. L'ACC établit également un cadre pour la coopération UE-Royaume-Uni en matière de cybersécurité et de partage d'informations classifiées. L'Union et le Royaume-Uni collaborent également au sein de l'OTAN, dans les domaines définis par les trois [déclarations conjointes UE-OTAN](#). Les deux parties ont [coopéré](#) avec succès, notamment dans le cadre du G7, dans le contexte de la [guerre menée par la Russie contre l'Ukraine](#), en fournissant de l'aide et des armes, et en coordonnant leurs sanctions. Le Royaume-Uni a adhéré au projet de [mobilité militaire](#) dans le cadre de la coopération structurée permanente de l'Union. Les liens économiques sont également étroits, l'Union étant le premier [partenaire commercial](#) du [Royaume-Uni](#). Après des années de [relations tendues](#), l'[accord-cadre de Windsor](#) a amélioré la situation. Selon la plupart des observateurs, l'alternance politique de 2024 pourrait ouvrir une nouvelle [ère de rapprochement](#), notamment en matière de [politique étrangère et de sécurité](#).

Russie

La Russie occupe la 108^e place de l'indice Normandie, affichant des résultats inférieurs à la moyenne eurasiennne, sauf en ce qui concerne les indicateurs de cybersécurité, de crise économique et d'insécurité énergétique, et ce en raison des risques élevés liés aux armes de destruction massive, au terrorisme, aux conflits violents et à la criminalité. Les menaces pour la sécurité risquent de s'accroître en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Contexte et principaux enjeux

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Russie a refondé ou remanié nombre de ses institutions. Toutefois, les processus démocratiques sont faibles; le régime est devenu de plus en plus autoritaire et est actuellement défini comme une «[autocratie électorale](#)». La Russie a [hérité](#) de l'ensemble du stock d'[armes nucléaires](#) de l'Union soviétique. Selon le SIPRI, la Russie dispose d'un stock total d'environ 5 889 têtes nucléaires, dont 1 674 sont déployées depuis janvier 2023. La Russie a également conservé son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. En 2022, la Russie affichait le [taux d'homicides](#) le plus élevé de la région eurasiennne, soit 8,21 pour 100 000 personnes. Le niveau de sécurité énergétique de la Russie est très élevé en raison de ses vastes [réserves](#) de pétrole et de gaz, qui sont utilisées depuis longtemps comme [outils](#) d'influence en politique étrangère.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

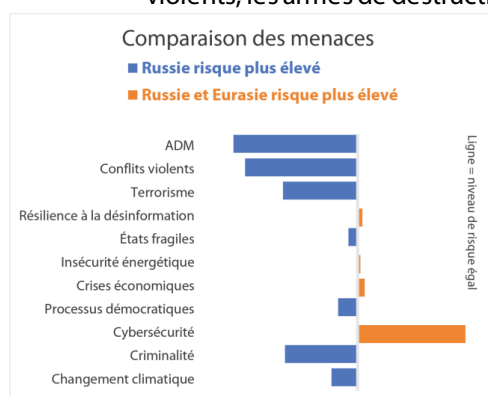
L'invasion à grande échelle et non provoquée de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a fait l'objet d'une [condamnation](#) généralisée au niveau mondial et a considérablement accru les risques pour la sécurité tant de la Russie elle-même que de l'ensemble du continent. Les indicateurs de la Russie concernant les conflits violents, les armes de destruction massive et le terrorisme se sont dégradés. L'[attentat terroriste](#) perpétré en

mars 2024 au sein du Crocus City Hall de Moscou, qui a fait au moins 140 victimes et a été revendiqué par l'État islamique, a mis au jour les défaillances d'un appareil sécuritaire principalement focalisé aujourd'hui sur la répression des dissidents politiques internes. Les attaques de drones lancées en représailles par l'Ukraine contre des installations stratégiques russes, en particulier des [raffineries](#), visent à entamer les capacités de production de la Russie. La Russie est [considérée](#) comme l'une des principales sources de campagnes de désinformation en ligne, ciblant à la fois le public national et le public étranger. Conjugée aux [restrictions](#) imposées aux médias indépendants et aux organisations de la société civile, cette situation a eu de graves [répercussions](#) sur l'opinion publique et la diffusion du discours russe à l'échelle mondiale. On considère que la Russie dispose de capacités avancées en matière de [cyberattaques](#). Le président

Vladimir Poutine s'est vu confier un cinquième mandat à l'issue de sa [victoire écrasante](#) lors de l'élection présidentielle de mars 2024. Le scrutin a été qualifié de [non démocratique](#) par les pays occidentaux et d'illégitime par le Parlement européen, et il a eu lieu dans un contexte de répression croissante des dissidents et de restriction de l'espace dévolu à la société civile. Un mois auparavant, [Alexeï Navalny](#), lauréat du prix Sakharov et plus ardent opposant de Vladimir Poutine, était décédé dans une prison de haute sécurité en Sibérie, mort considérée comme [imputable](#) directement ou indirectement à Poutine.

Rôle de l'Union européenne

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union a imposé des [sanctions](#), notamment des mesures restrictives individuelles, des [sanctions économiques](#) touchant plus de 50 % des échanges commerciaux d'avant la guerre et des restrictions aux médias. La [diversification](#) de l'approvisionnement en combustibles fossiles a entraîné une baisse de la part de la Russie dans les importations d'énergie de l'Union, qui est [passée](#) de 25,5 % à 15,1 % début 2022. L'Union avait déjà imposé des sanctions à la Russie après l'annexion illégale de la Crimée en 2014, ainsi qu'en raison de l'utilisation d'armes chimiques, de l'organisation de cyberattaques et de [violations des droits de l'homme](#). Dans ses résolutions du [9 mars 2022](#) et du [1^{er} juin 2023](#), le Parlement européen a identifié la Russie comme un acteur majeur de l'[ingérence étrangère](#) dans les processus démocratiques, des campagnes de désinformation et des activités de renseignement, tant dans l'Union que dans son voisinage, y compris dans les [Balkans occidentaux](#).

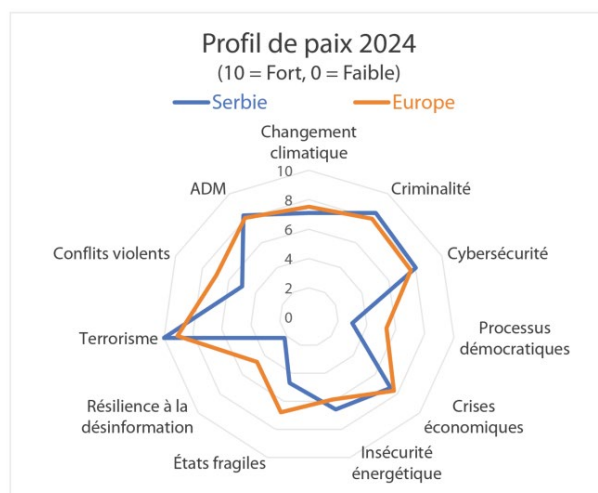


Serbie

La Serbie occupe la 35^e place de l'indice Normandie et présente un bilan inférieur à la moyenne de la région européenne, en particulier en ce qui concerne les conflits violents, les processus démocratiques et la résilience à la désinformation. Bien qu'elle obtienne de bons résultats sur les questions de terrorisme et d'insécurité énergétique, la Serbie doit régler urgemment certains problèmes, dont le processus de normalisation avec le Kosovo.

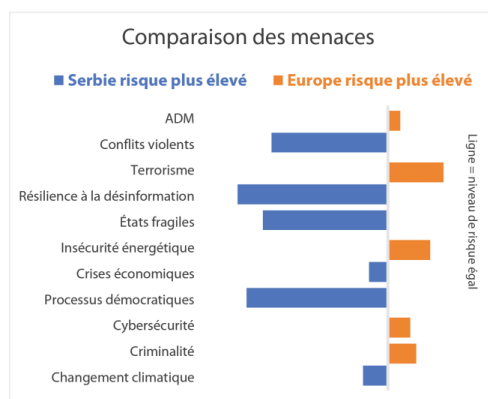
Contexte et principaux enjeux

La coopération régionale et les relations de bon voisinage, fondements de la résolution des problèmes bilatéraux, y compris celui du [différend entre Belgrade et Pristina](#), sont des conditions préalables à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Cependant, une normalisation complète des relations avec le Kosovo reste hors de portée malgré quelques éléments encourageants, tels que l'engagement pris à Ohrid, en Macédoine du Nord, de mettre en œuvre l'accord négocié par l'Union, annoncé le 18 mars 2023. Le 17 décembre 2023, la Serbie a organisé des [élections législatives](#) anticipées, marquées par la victoire du Parti progressiste serbe (SNS) au pouvoir et par des allégations d'irrégularités électorales qui ont déclenché un mouvement de protestation dirigé par une coalition de partis d'opposition.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La [concurrence stratégique](#) et les [campagnes de désinformation](#) entre puissances mondiales sont en hausse en Serbie. La Russie, [allié géopolitique](#) traditionnel du pays, apporte un soutien diplomatique à Belgrade, en appuyant la position de la Serbie sur la non-reconnaissance du Kosovo. La Serbie est également impliquée dans la situation tendue dans le nord du Kosovo, où l'Union a [demandé](#) une désescalade immédiate, des élections anticipées avec la participation des Serbes du Kosovo et un retour au dialogue sur la normalisation. La Serbie [refuse](#) de s'aligner sur l'Union et d'appliquer des sanctions à la Russie en raison de son agression en Ukraine. En outre, la Serbie est un membre fondateur de l'[initiative 16+1](#), menée par la Chine. En raison de l'insuffisance du dialogue politique entre la coalition au pouvoir et l'opposition, le [score de démocratie](#) du pays a également baissé. Malgré la [concurrence](#) croissante de la Chine, la [Russie](#) reste le principal fournisseur d'armes de la Serbie. Les dirigeants de la Serbie et de la Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine ont fait campagne contre l'adoption d'une [résolution](#) des Nations unies commémorant le génocide de Srebrenica, adoptée le 23 mai 2024.



Rôle de l'Union européenne

La Serbie a officiellement déposé une demande d'adhésion à l'Union européenne le 22 décembre 2009, et les [négociations d'adhésion](#) ont débuté en 2014. Quelque 18 des 35 chapitres de l'acquis ont été ouverts, y compris tous ceux du [groupe 1](#) sur les principes fondamentaux, et deux chapitres ont été provisoirement clôturés. L'[aide de préadhésion](#) pour la Serbie et les autres pays s'élève à 12,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027 (fonds de l'instrument d'aide de préadhésion III). La Serbie et le Kosovo mènent un [dialogue facilité par la médiation de l'Union](#) depuis 2011, à la suite de l'adoption de la [résolution 64/298 de l'Assemblée générale des Nations unies](#) de 2010. La Serbie doit mettre en œuvre l'accord d'Ohrid de mars 2023 dans le cadre des exigences des négociations d'adhésion au titre du chapitre 35 («Questions diverses»), qui comprennent notamment la normalisation des relations avec le Kosovo. Le non-alignement de la Serbie sur la politique étrangère de l'Union est devenu manifeste en février 2022, lorsque la Serbie a adopté des [conclusions](#) dans lesquelles elle a exprimé son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en refusant dans le même temps d'appliquer des sanctions. Dans son rapport 2023, la Commission [relève](#) que la Serbie continue de participer aux missions et opérations de gestion des crises de l'Union dans le cadre de la PSDC et d'y contribuer de manière substantielle.

Somalie

La Somalie, 133^e de l'indice Normandie, est plus exposée aux menaces pour la paix que la moyenne des pays de l'Union africaine. Son gouvernement central faible peine à contrôler le territoire de la République fédérale et est confronté à des tensions avec certains de ses États et à des attaques fréquentes et massives de groupes armés dirigées contre des civils.

Contexte et principaux enjeux

La Somalie subit les conséquences de la guerre civile qui a débuté en 1991 avec le renversement du dictateur Jaalle Mohamed Siad Barre. En réaction à la faiblesse du gouvernement central, la Somalie a adopté un modèle fédéral décentralisé. Le pays doit également faire face au soulèvement des Chabab, terroristes djihadistes affiliés à Al-Qaïda, qui sévissent dans le pays depuis 2008. Le gouvernement central somalien exerce dans la pratique peu de contrôle sur la majeure partie de son territoire, en particulier, mais pas uniquement, dans l'État autoproclamé du Somaliland. La Somalie est très vulnérable au changement climatique et est classée parmi les pays les moins adaptables à ce changement, occupant la 178^e place sur 185 de l'indice d'adaptation Notre-Dame.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

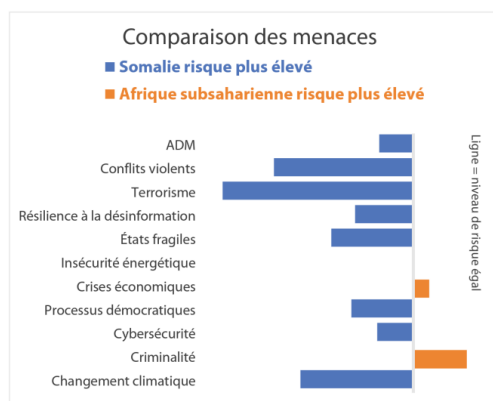
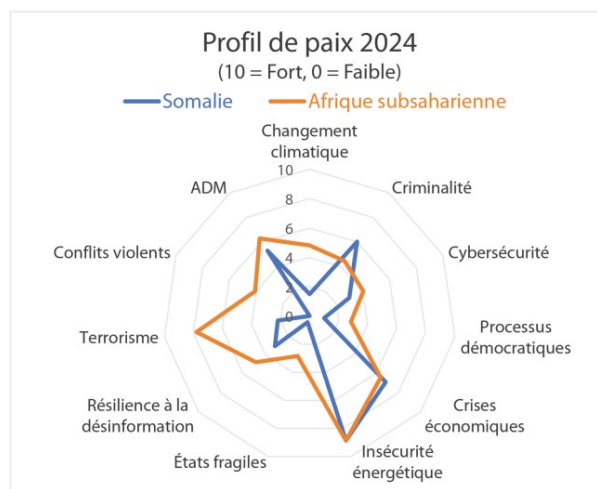
En raison des agissements des différents [réseaux djihadistes](#), la Somalie est le 7^e pays le moins bien classé de l'[indice mondial du terrorisme 2024](#). La plupart des États membres de la République fédérale de Somalie ont

une organisation clanique, souvent préjudiciable aux groupes minoritaires. Certains sont même aux prises avec des groupes d'activistes pour le contrôle de leur territoire. Le Pount, État plus stable et riche en pétrole, a conservé le contrôle de la majeure partie de son territoire et assure les services publics de base. La décision du [Pount](#) du 31 mars 2024 d'agir en tant qu'État indépendant, en guise de manifestation contre une réforme constitutionnelle votée par le parlement fédéral, a provoqué des tensions. L'accord du Somaliland autoproclamé accordant un [accès à la mer à l'Éthiopie](#) en échange d'une éventuelle reconnaissance de l'indépendance du Somaliland a également provoqué des tensions entre le gouvernement fédéral et le Somaliland et l'Éthiopie, et pourrait déstabiliser l'ensemble de la Corne de l'Afrique. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que

les sécheresses et les inondations, exacerbent les problèmes existants, parmi lesquels les tensions entre les communautés et les déplacements de personnes. Plus de 6,9 millions de personnes ont besoin d'une [aide humanitaire](#) et 4 millions sont confrontées à des niveaux élevés d'[insécurité alimentaire](#).

Rôle de l'Union européenne

La Somalie est un volet central de la [stratégie de l'Union pour la Corne de l'Afrique](#), qui combine différents programmes de politique extérieure et d'autres instruments afin de remédier à l'insécurité et à ses causes premières dans la région. Deux opérations militaires de l'Union et une mission civile de la PSDC sont basées en Somalie: l'[opération Atalanta de l'EUNAVFOR](#), l'[EUTM Somalia](#) et l'EUCAP Somalia. Atalanta conserve une vaste zone d'opérations, bien que le Conseil de sécurité des Nations unies n'ait pas étendu son mandat et celui d'autres forces internationales pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée dans les eaux territoriales somaliennes. Elle assure également la coordination avec la nouvelle mission EUNAVFOR Aspides mise en place en février 2024 pour protéger les navires contre les attaques de milices houthistes yéménites en mer Rouge. L'Union soutient l'armée nationale somalienne et la mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) au moyen de la [facilité européenne pour la paix](#) (90 millions d'euros pour l'armée et 340 millions d'euros pour l'ATMIS depuis 2021). Les efforts visant à améliorer la gouvernance militaire et politique somalienne, auxquels l'Union a [grandement contribué](#), n'ont [pas encore abouti](#). L'aide humanitaire fournie par l'Union à la Somalie s'est élevée à 85,3 millions d'euros en 2023 et à 37 millions d'euros en 2024.



Soudan

Le Soudan occupe le 116^e rang de l'indice Normandie. Le conflit armé entre les deux factions militaires au pouvoir entrave la progression du pays sur la voie de la démocratie. Il a provoqué le déplacement de plus de 8 millions de personnes, plongé plus de 17 millions de citoyens dans l'insécurité alimentaire et entraîné l'apparition de maladies graves telles que le choléra. La situation au Soudan fait peser une lourde menace sur la stabilité régionale.

Contexte et principaux enjeux

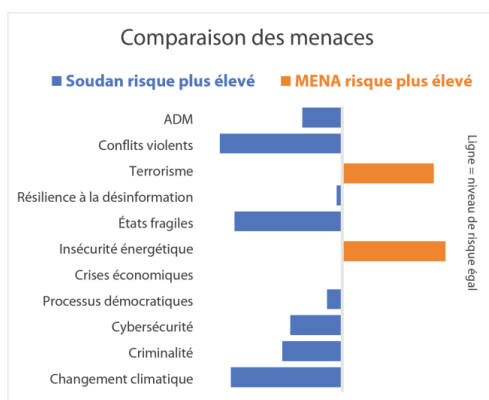
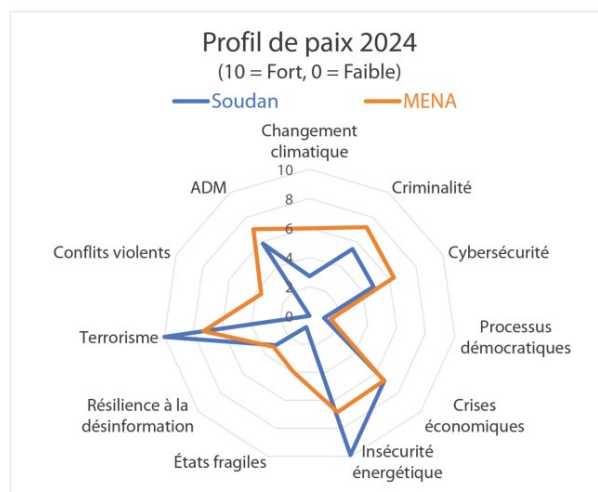
Après le coup d'État qui a renversé le président Omar El-Béchir en avril 2019, un [gouvernement de transition](#) dirigé par un Premier ministre civil, Abdalla Hamdok, a partagé le pouvoir avec un Conseil souverain, dirigé par le général Al-Burhan, ancien commandant des Forces armées soudanaises (FAS), et le général «Hemetti» Dagolo, chef des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire qui contrôle le secteur minier (principalement les mines d'or du Darfour). En novembre 2021, l'armée a dissous le Conseil souverain et le gouvernement de transition est tombé. Les combats entre les FAS et les FSR ont atteint un nouveau niveau de [violence](#) dans la capitale en avril 2023. Les combats se sont rapidement propagés dans tout le pays, entraînant des déplacements massifs de population au Soudan et vers des [pays voisins](#). Plusieurs tentatives de négociation menées par des médiateurs internationaux n'ont pas abouti à des résultats durables.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Début 2024, la moitié de la population soudanaise avait besoin d'une [aide humanitaire](#) en raison d'inondations, de sécheresses, de maladies, d'un niveau élevé d'insécurité alimentaire et d'une situation sécuritaire précaire au Soudan et dans les pays voisins. Alors que les [besoins humanitaires](#) augmentent rapidement, les violations du droit international humanitaire et les assassinats de travailleurs humanitaires entravent gravement l'accès de l'aide humanitaire. Cela fragilise encore davantage la situation en matière de sécurité dans la région. Les deux parties ont tenté de nouer des [alliances](#) à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'Égypte est aux côtés d'Al-Burhan, tandis que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis soutiennent Hemetti. La Chine et la Russie ont investi massivement dans l'extraction des ressources naturelles soudanaises et la défense de leurs intérêts [économiques et sécuritaires](#). S'il était conclu, un accord de sécurité russe avec le Soudan permettrait à la Russie d'établir un point d'approvisionnement logistique à Port Soudan pour les navires militaires, y compris nucléaires, et d'y faire stationner jusqu'à 300 soldats. Une présence militaire russe en mer Rouge aurait de multiples [implications stratégiques](#). Le contrôle des voies navigables régionales stratégiques conférerait à la Russie (et aux [partenaires africains](#)) un rôle plus important dans la géopolitique du Moyen-Orient.

Rôle de l'Union européenne

En avril 2023, les opérations menées par des États membres de l'Union ont permis d'[évacuer](#) la plupart des 1 700 citoyens européens présents au Soudan ainsi que des ressortissants de pays tiers. Le ministre finlandais des affaires étrangères, Pekka Haavisto (envoyé spécial de l'Union au Soudan en 2021), a souligné les risques d'un [engagement accru de la Russie](#) dans la région, compte tenu de l'inaction des démocraties occidentales. La distribution de l'aide humanitaire et les corridors pour les réfugiés figurent parmi les grandes priorités de l'Union européenne. L'aide humanitaire de l'Union au Soudan s'élevait à 128 millions d'euros en 2023 (plus 37 millions d'euros pour faire face aux conséquences dans les pays voisins) et à 72 millions d'euros au 15 mai 2024. L'Union européenne, la France et l'Allemagne ont organisé une [conférence humanitaire internationale](#) pour le Soudan en avril 2024 à Paris, au cours de laquelle les donateurs internationaux se sont engagés à apporter une aide de 2 milliards d'euros (dont 900 millions d'euros provenant de l'Union et de ses États membres).

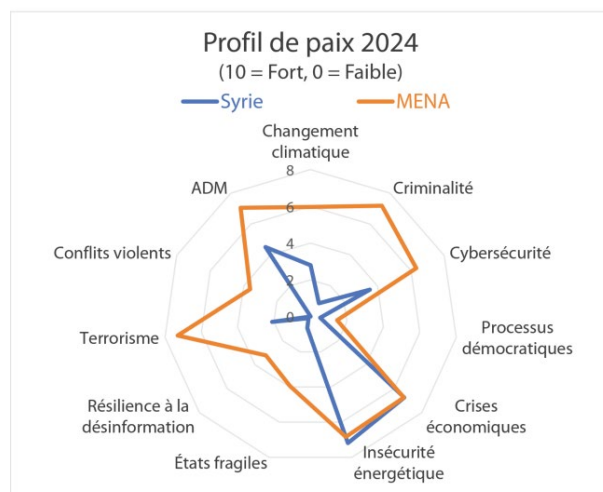


Syrie

La Syrie occupe la 138^e et dernière place de l'indice Normandie: il s'agit donc du pays le moins pacifique du monde. Pour cet État fragile, les indicateurs relatifs aux processus démocratiques, au terrorisme, à la résilience face à la désinformation et aux conflits violents sont particulièrement inquiétants.

Contexte et principaux enjeux

Le fait que la Syrie figure tout en bas de l'indice Normandie s'explique par la persistance de la guerre civile en Syrie, qui a débuté en 2011. On [estime](#) à un demi-million le nombre de personnes mortes au cours de ce conflit, qui a également entraîné d'importants déplacements de population et la destruction d'infrastructures. Entre 2011 et 2016, la Banque mondiale a estimé les [pertes cumulées de PIB](#) à 226 milliards de dollars, soit quatre fois le PIB syrien en 2010. Plus de 90% de la population syrienne [souffre de pauvreté](#). Plus de 5,2 millions de Syriens sont enregistrés comme [réfugiés](#) dans les pays voisins. On estime à 7,2 millions le nombre de [déplacés à l'intérieur du pays](#) et à 16,7 millions le nombre de personnes qui nécessitent une aide humanitaire dans le pays. Plusieurs acteurs régionaux et mondiaux, dont les États-Unis, l'Iran, la Turquie et la Russie, sont parties prenantes de la guerre en cours. Bien que le niveau de violence ait diminué, le pays subit les effets à long terme de l'instabilité. Au 5^e rang de l'[indice mondial du terrorisme 2024](#), la Syrie a connu une recrudescence des activités terroristes en 2023, année durant laquelle le nombre de décès dus au terrorisme a été le plus élevé depuis 2013. La [coalition internationale contre l'État islamique/Daech](#) doit encore s'efforcer de mettre un terme durable à la présence de celui-ci dans la région.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La situation socio-économique en Syrie s'est encore détériorée à la suite du [tremblement de terre](#) de magnitude 7.8 qui a frappé le pays en février 2023. La Syrie continue de connaître une [hyperinflation](#) et une flambée du coût de la vie, facteurs qui [aggravent](#) la crise humanitaire. En mai 2023, les pays arabes ont entamé un processus de [normalisation](#) de leurs relations avec le régime du président Bachar El-Assad, en l'invitant à la réunion de la Ligue arabe en Arabie saoudite pour la première fois depuis la suspension de Damas en 2011. La reconstruction du pays reste un défi majeur. Les [sanctions](#) occidentales (en particulier [celles appliquées par les États-Unis](#) en vertu de la loi «Caesar» de 2019, qui bloque le [financement de la reconstruction](#) et impose des sanctions secondaires) sont considérées comme un frein aux possibilités d'investissements et de reconstruction. En outre, dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, la situation en matière de sécurité est encore déstabilisée par les [frappes](#) militaires israéliennes présumées ciblant des infrastructures iraniennes en Syrie et par les [attaques](#) menées par des groupes agissant par procuration [avec le soutien de](#)

[l'Iran](#) contre des intérêts militaires américains situés dans le pays.

Rôle de l'Union européenne

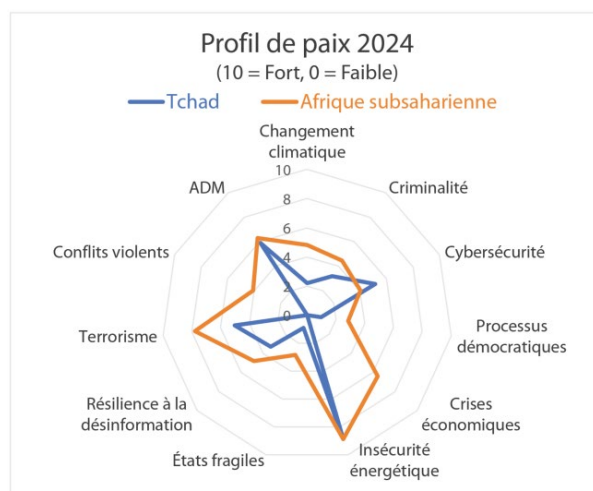
En réponse à la répression des manifestations antigouvernementales, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le gouvernement syrien au titre de la politique européenne de voisinage en 2011 et a adopté des sanctions contre le régime de Bachar El-Assad. L'Union européenne et ses États membres sont les premiers contributeurs à la réponse internationale au conflit syrien. Depuis 2011, ils ont [mobilisé](#) plus de 33 milliards d'euros pour l'[aide humanitaire ainsi que l'aide à la stabilisation et à la résilience](#) à l'intérieur de la Syrie et dans la région (Liban, Jordanie, Iraq et Turquie). En 2023, l'Union a alloué 186,5 millions d'euros à l'aide humanitaire à l'intérieur de la Syrie et a adopté toute une série de mesures, dont des [exceptions](#) au régime de sanctions, pour aider à surmonter les conséquences du tremblement de terre de 2023. L'Union refuse toute normalisation des relations si la mise en œuvre de la [résolution 2254](#) du Conseil de sécurité de l'ONU ne progresse pas. Elle collabore néanmoins avec ses partenaires internationaux pour atteindre des objectifs communs, tels que le recul de la violence. La huitième édition de la [conférence ministérielle de Bruxelles](#) sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région s'est tenue le 27 mai 2024 à Bruxelles.

Tchad

Le Tchad occupe la 135^e place de l'indice Normandie, soit loin derrière la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Il est confronté à un ensemble complexe d'insurrections, en particulier autour du lac Tchad, et aux répercussions des conflits touchant les pays voisins. Sa situation est également aggravée par la fragilité du climat et l'insécurité alimentaire.

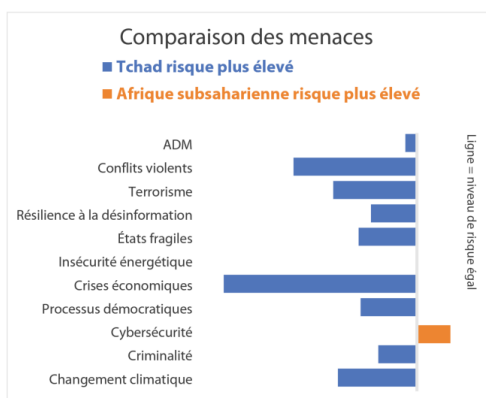
Contexte et principaux enjeux

Largement tributaire des recettes pétrolières, l'[économie](#) du Tchad reste fragile et vulnérable aux pressions accrues sur les ressources naturelles en raison du changement climatique et des déplacements de population. Le FMI prévoit une croissance du PIB de 2,9 % en 2024. Le Tchad a une histoire perturbée, marquée par des épisodes de guerre civile, de coups d'État et de sape de la démocratie. Après le décès du président Idriss Déby, peu après sa réélection en avril 2021, son fils, Mahamat Déby, l'a remplacé en tant que chef transitoire du pays, en violation de la constitution. Lors des élections présidentielles reportées à mai 2024, Mahamat Déby était candidat et opposé au Premier ministre Succès Masra et à l'ancien Premier ministre Albert Pahimi Padacké. Mahamat Déby a remporté ces élections controversées le 6 mai 2024.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Outre les risques pour la sécurité intérieure, le Tchad a participé à des conflits dans ses régions frontalières. Les attaques de [Boko Haram](#) et d'autres groupes puis leur répression par l'armée ont déclenché des déplacements internes de population. Le lac Tchad est notamment l'épicentre de déplacements intérieurs complexes et de mouvements de réfugiés. Depuis avril 2023, la crise née du conflit de pouvoir au [Soudan](#) a provoqué des mouvements massifs de réfugiés vers le Tchad, poussant le pays dans une catastrophe humanitaire. Les tensions à la frontière avec la [République centrafricaine](#) se sont aggravées, chaque pays accusant l'autre de soutenir les milices insurgées. Au moins [6 millions](#) de personnes (population locale, personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés) ont besoin d'une aide humanitaire. La faible capacité du gouvernement à répondre aux causes profondes des insurrections et des besoins humanitaires pourrait encore accroître l'[instabilité du Tchad](#). La visite du président Déby à Moscou en janvier 2024 a marqué un nouveau renforcement des liens du Tchad avec la [Russie](#), qui a offert une aide en matière de sécurité à ce pays du Sahel. Cette situation



pourrait conduire le Tchad à s'éloigner des alliés occidentaux en faveur de la Russie, en dépit du soutien apporté par la France au président Déby.

Rôle de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique et l'importance accordée à un développement durable dans le partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont le Tchad. L'UE soutient le processus de transition démocratique au moyen du programme indicatif pluriannuel 2021-2024 de 280 millions d'euros, qui soutient la réforme du secteur de la sécurité et de la justice et la démocratisation. Pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par les effets des conflits et du changement climatique, l'UE a fourni plus de 56 millions d'euros d'[aide humanitaire](#) au Tchad en 2023 et 26,5 millions en 2024 (à la date du 31 janvier).

Thaïlande

La Thaïlande occupe la 69^e place de l'indice Normandie. En quelques décennies seulement, une croissance économique rapide a fait passer le pays de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure. L'instabilité politique, le terrorisme et les putschs militaires récurrents ont toutefois entravé son développement.

Contexte et principaux enjeux

Depuis 2004, l'insurrection qui sévit depuis longtemps dans le sud de la Thaïlande, à majorité musulmane, a causé plus de [7 000 morts](#) et met en péril la sécurité du pays. Des pourparlers de paix entre le gouvernement et le principal groupe rebelle, le Barisan Revolusi Nasional, n'ont pas permis le moindre progrès. Depuis les [élections législatives](#) de 2023, le débat politique s'est largement focalisé sur la légitimité de la modification de l'article 112 du code pénal thaïlandais; cette «loi sur le crime de lèse-majesté» met la monarchie à l'abri de toute critique en prévoyant des peines allant de 3 à 15 ans de détention. La Thaïlande est un membre important de l'ASEAN, qui a été fondée en 1967 à Bangkok.

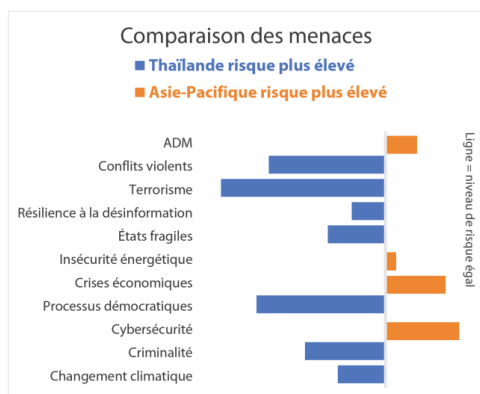
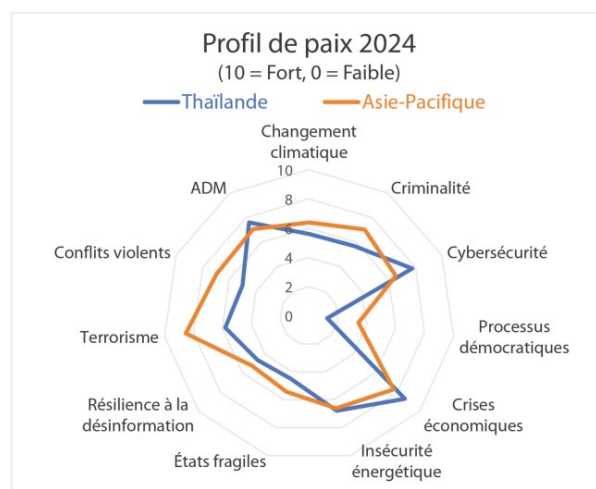
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Thaïlande a connu au cours des dernières années de fréquents [affrontements](#) entre les réformateurs et les conservateurs favorables à la monarchie. Après cinq ans de régime militaire, les élections de 2019 ont abouti à la mise en place d'un gouvernement civil sur le papier, bien que l'ancienne junte conserve la réalité du pouvoir. Les élections de 2023 se sont déroulées [de manière pacifique et sans heurts](#), ce qui explique l'amélioration du score relatif au «progrès démocratique»; cependant, l'espace dévolu au débat démocratique s'est considérablement réduit, en grande partie à cause de l'application de la [loi sur le crime de lèse-majesté](#). La Thaïlande est à la 106^e place du [classement de la liberté de la presse 2023](#), reflet de ces restrictions à la liberté d'expression. Elle occupe le 91^e rang de l'[indice des États fragiles 2023](#); l'instabilité politique et le rôle de l'armée sont vus comme des faiblesses particulières. Actuellement, la politique énergétique du pays [s'axe](#) sur la réduction des dépendances énergétiques, considérées comme un enjeu de taille. La Thaïlande est le 28^e pire pays pour

l'[indice mondial du terrorisme 2023](#), ce qui représente une légère amélioration par rapport à l'année précédente. Les [dépenses militaires](#) s'élèvent à 1,4 % du PIB en 2023, ce qui est relativement faible.

Rôle de l'Union européenne

En réaction au coup d'État militaire de 2014, l'Union a rompu les pourparlers sur un accord de partenariat et de coopération (APC) ainsi qu'un accord de libre-échange avec la Thaïlande. Le retour partiel à un pouvoir civil en 2019 a ouvert la voie à une [reprise des négociations](#). À la suite des conclusions du Conseil de 2019, l'Union a commencé à élargir son dialogue avec la Thaïlande et à préparer la signature de l'APC. Les négociations sur ce dernier ont repris le 13 juillet 2021 et se sont achevées en septembre 2022. L'APC a été signé le 22 décembre 2022. L'aide bilatérale de l'Union comprend des projets de soutien aux exportateurs thaïlandais, aux réfugiés du Myanmar et aux travailleurs du secteur de la pêche. L'Union européenne est le quatrième [partenaire commercial](#) de la Thaïlande (après la Chine, le Japon et les États-Unis) et représente 7,5 % de l'ensemble des échanges du pays. La Thaïlande est le 26^e partenaire commercial de l'Union au niveau mondial. L'Union constitue quant à elle le deuxième plus gros investisseur du pays, après le Japon. Le 23 mars 2023, les deux parties ont annoncé la reprise de négociations commerciales. Le [premier cycle de négociations](#) a eu lieu du 18 au 22 septembre 2023, à Bruxelles. La Thaïlande est en outre membre de l'ASEAN et coopère à ce titre avec l'Union dans les instances multilatérales. Le 27 mai 2024, l'Union a réaffirmé son engagement en faveur des [droits de l'homme et de la démocratie](#) dans le pays, en prolongeant jusqu'à 2027 son plan d'action 2020-2024 dans ce domaine.

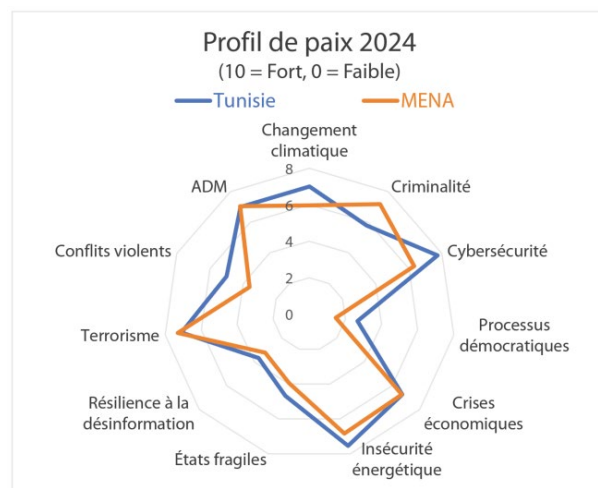


Tunisie

La Tunisie occupe la 60^e place dans l'indice Normandie. Par rapport à la moyenne des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, elle présente moins de risques et est mieux classée sur les critères d'insécurité énergétique, de changement climatique, de cybersécurité et de conflits violents. En revanche, elle affiche des résultats médiocres face à la criminalité.

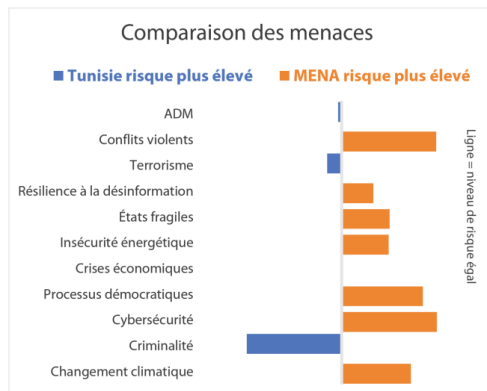
Contexte et principaux enjeux

Depuis la destitution de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali, au cours de la révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a entrepris une série de réformes démocratiques. Les conséquences de la révolution ont cependant conduit le pays à remonter dans l'[indice des États fragiles](#), où il passe de la 118^e place en 2010 à la 96^e en 2023. La Tunisie est également [touchée](#) par l'instabilité régionale et les conflits, notamment en Libye. Le président Kais Saïed a dissous l'Assemblée en juillet 2021. Un référendum constitutionnel [a été organisé](#) le 25 juillet 2022, soit un an, jour pour jour, après que Saïed a assumé de vastes pouvoirs, dans ce que ses opposants ont qualifié de coup d'État. La Tunisie a organisé un [second tour](#) le 29 janvier 2023, après le premier tour du 17 décembre 2022. La probabilité d'une [élection présidentielle](#) en Tunisie d'ici la fin 2024 semble de plus en plus forte, selon l'Instance supérieure indépendante pour les élections et les indications du président lui-même. La date précise reste toutefois floue, ce qui remet en question le processus.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Tunisie occupe la 121^e place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2023. En matière de sécurité énergétique, le pays est bien classé, puisque ses ressources propres lui permettent [de couvrir](#) environ 85 % de ses besoins en pétrole et en gaz. En avril 2022, le ministère de l'énergie a [annoncé](#) une hausse mensuelle de 3 % des prix des carburants, soit une augmentation annuelle de 30 % d'ici la fin de l'année 2022. Le [développement régional](#) hétérogène ainsi que les écarts qui existent entre le nord et le sud du pays sont une source permanente d'instabilité interne. Le désarroi de la jeunesse et la fragilité économique des habitants du sud du pays les incitent à la rébellion antigouvernementale et au terrorisme. En 2015, la Tunisie a subi deux attentats terroristes majeurs dans des zones à forte concentration touristique, ce qui a entraîné un sérieux [déclin](#) de son industrie touristique. Un [état d'urgence](#) à l'échelle nationale, mis en place après un attentat-suicide contre un bus de police le 24 novembre 2015, est toujours en place. En 2020, trois personnes sont mortes dans un attentat-suicide à la bombe près de l'ambassade américaine. La Tunisie figure à la



85^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#).

Rôle de l'Union européenne

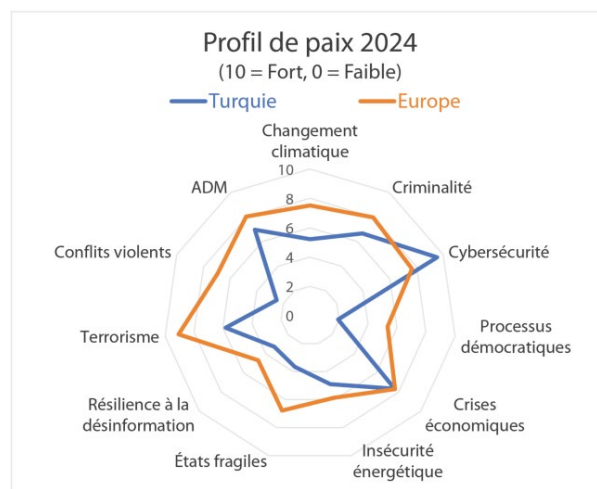
L'accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie a été conclu en 1995. La révolution de 2011 a marqué un tournant dans les [relations UE-Tunisie](#) et a conduit en 2012 à l'instauration d'un partenariat privilégié. De 2011 à 2017, l'aide octroyée par l'Union à la Tunisie s'est élevée à 2,4 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Union européenne et la Tunisie négocient actuellement un accord de libre-échange. De 2017 à 2020, l'aide bilatérale de l'Union s'est élevée à 300 millions d'euros par an en moyenne. La Tunisie peut également prétendre à des financements au titre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix et du programme Erasmus+. Le 10 septembre 2020, Josep Borrell, haut représentant de l'Union, a rencontré le président Saïed à Carthage. À la suite de l'annonce du référendum et de nouvelles élections en 2022, le Service européen pour l'action extérieure [a déclaré](#) que l'Union observait la situation du pays et «prenait note» des décisions de son président. Le 12 février 2022, le haut représentant de l'Union [a évoqué](#) la possibilité de suspendre l'assistance macrofinancière à la Tunisie. Il a également fait part de ses préoccupations à la suite des élections de 2023, soulignant la nécessité d'inclure la société civile au sens large et les partis politiques dans la gouvernance du pays. Le 16 juillet 2023, un protocole d'accord a été [signé](#) en vertu duquel l'Union accepte notamment d'apporter à la Tunisie un soutien financier et technique pour décourager la migration irrégulière à destination de l'Europe.

Turquie

La Turquie occupe la 94^e place de l'indice Normandie, notamment en raison de la fragilité de la stabilisation macroéconomique, de la faiblesse des processus démocratiques et de la violence des conflits. Le président Recep Tayyip Erdoğan a remporté l'élection présidentielle de mai 2023. En revanche, son parti conservateur, l'AKP, n'a pas connu le même succès lors des élections locales de 2024.

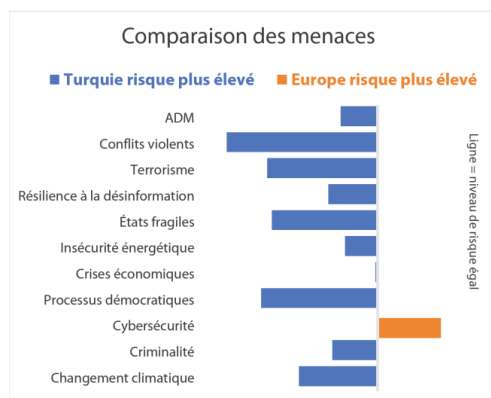
Contexte et principaux enjeux

Le coup d'État [militaire](#) manqué de 2016 a été suivi d'une réforme constitutionnelle renforçant le régime présidentiel, de la [répression](#) de l'opposition politique, ainsi que de la participation à des conflits étrangers et à des différends maritimes en [Méditerranée orientale](#) avec des États membres de l'Union européenne. La Turquie se classe 62^e dans [l'indice des États fragiles](#) et 29^e pour ce qui est de l'impact du terrorisme, selon [l'indice mondial du terrorisme 2023](#). Ce classement reflète les attaques menées par l'État islamique/Daech et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le président Recep Tayyip Erdoğan, issu du Parti de la justice et du développement (AKP), a été réélu en mai 2023 avec 52,18 % des voix. En revanche, les [élections locales](#) de 2024 ont montré que l'opposition constituait une véritable force politique et ont renforcé Ekrem Imamoğlu, maire d'Istanbul et principal rival du président. Le Parti républicain du peuple (CHP), mouvement d'opposition, a conservé Ankara et a remporté quinze autres mairies à travers le pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Ayant participé à des [interventions militaires](#) extérieures, la Turquie fait face à des risques majeurs pour sa sécurité. Le score de la Turquie pour la résilience à la désinformation et la liberté de la presse est parmi les plus faibles au monde, comme le montre sa 165^e place dans [le classement mondial de la liberté de la presse 2023](#).



L'emprisonnement de [journalistes](#) reste un problème majeur. La Turquie est dépendante à 74 % des [importations d'énergie](#); la [production locale de pétrole](#) ne répond qu'à 7 % de la demande nationale. Toutefois, la découverte de nouveaux gisements de gaz naturel en Méditerranée orientale pourrait fournir d'importantes ressources énergétiques. Il semble que le nouveau gouvernement abandonne sa stratégie coûteuse visant à maintenir le cours de la monnaie aussi stable que possible par tous les moyens nécessaires. Les nominations tardives à des postes économiques essentiels indiquent que le pays se distancie des politiques peu orthodoxes surnommées «[Erdoğanomics](#)». Le gouverneur de la Banque centrale turque, Hafize Gaye Erkan, a démissionné le 2 février 2024. L'[inflation](#) reste élevée (75,45 % en mai 2024), mais le 3 mai 2024,

Standard & Poor's Global Ratings a porté sa notation souveraine non sollicitée à long terme de la Turquie à «[B +](#)», avec une perspective positive.

Rôle de l'Union européenne

La Turquie fait partie d'une [union douanière](#) avec l'Union européenne depuis 1995 et est [candidate à l'adhésion](#) depuis 2005. Le financement de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III) adopté en 2021-2022 s'élève à 4534 millions d'euros. Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont détériorées ces dernières années. En 2017, les colégislateurs ont convenu de réduire les fonds de préadhésion en raison de normes démocratiques défaillantes. En 2020, à la suite des actions militaires de la Turquie en Syrie et en [Libye](#) et de ses opérations de forage illégales en Méditerranée orientale, l'Union européenne a suspendu la demande d'adhésion de la Turquie. Depuis 2011, la Turquie a reçu un total d'environ 10 milliards d'euros d'aide de l'Union dans le cadre de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie et d'autres programmes d'aide pour les réfugiés. À la suite du tremblement de terre de février 2023, la conférence internationale des donateurs a [promis](#) un montant total de 7 milliards d'euros, dont 6,05 milliards d'euros sous la forme de subventions et de prêts en faveur de la Turquie. La «[politique non alignée](#)» de la Turquie dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine reflète un [taux d'alignement](#) très faible de 10 % sur la position de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité en 2023, contre 8 % en 2022.

Ukraine

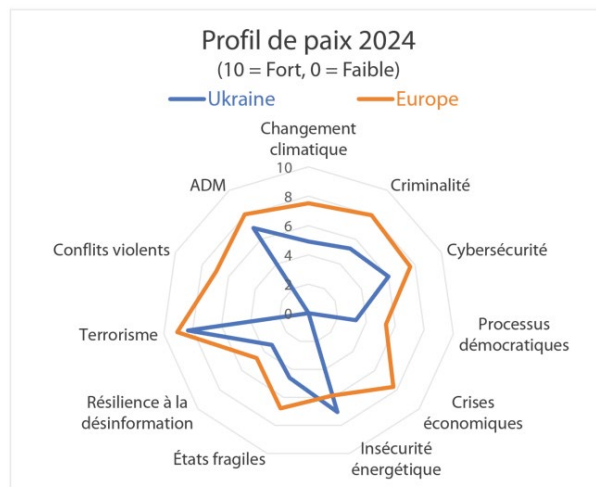
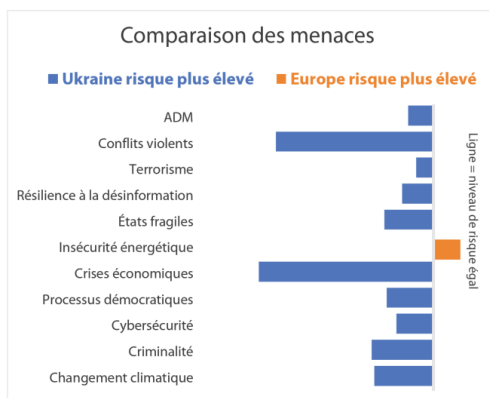
L'Ukraine occupe la 118^e place de l'indice Normandie. Depuis février 2022, la guerre d'agression illégale et injustifiée menée par la Russie déstabilise fortement les activités humaines, économiques et politiques. L'Union européenne reste déterminée à aider l'Ukraine à exercer son droit à la légitime défense, en lui apportant un soutien politique, militaire et financier supplémentaire.

Contexte et principaux enjeux

En 2013, l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch a [choisi](#) de ne pas signer d'accord d'association avec l'Union européenne, provoquant d'importantes [manifestations pro-européennes](#). En février 2014, le Parlement ukrainien a [voté](#) la destitution de Ianoukovitch, au motif qu'il avait abandonné son poste. La Russie a réagi en annexant la péninsule de Crimée en mars 2014. Cet événement a marqué le début d'une guerre hybride, consistant notamment en une agression militaire, d'abord limitée à l'est de l'Ukraine, et en une accumulation [progressive](#) des forces russes aux frontières de l'Ukraine. Le 24 février 2022, la Russie a engagé une véritable guerre contre l'Ukraine, en violation du droit international. Depuis lors, plus de 6,4 millions de [réfugiés](#) ont quitté le pays.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis 2022, l'[Ukraine](#) a perdu le contrôle d'environ 17 % de son territoire, notamment la péninsule de Crimée, les régions bordant la mer d'Azov, la majeure partie de la région de Louhansk, de grandes zones situées dans le Donbass ainsi qu'une partie du littoral de la mer Noire. Elle a [repris](#) le contrôle de régions situées dans le nord-est et le sud du pays, et a [neutralisé](#) un tiers de la flotte russe de la mer Noire. Le territoire regagné a [révélé](#) l'ampleur des atrocités commises par les forces russes. La guerre [cause](#) des milliers de morts et la destruction massive d'infrastructures civiles. Selon une [évaluation](#) réalisée conjointement par l'Ukraine, la Commission européenne et la [Banque mondiale](#), les dégâts causés entre le début du conflit et la fin de l'année 2023 sont estimés à 152 milliards de dollars des États-Unis et les pertes économiques à 499 milliards de dollars. Les [dépenses](#) militaires ont augmenté de 51 % en 2023, pour atteindre 64,8 milliards de dollars, soit 37 % du PIB ukrainien. La guerre ayant perturbé la production et la distribution d'électricité et la plus grande centrale [nucléaire](#) d'Europe, située à Zaporijjia, étant [occupée](#) par la Russie, l'insécurité énergétique [reste](#) une préoccupation majeure. Les effets néfastes de la guerre sur l'[environnement](#), notamment la destruction du barrage de [Kakhovka](#) le 6 juin



2023 et les [inondations](#) qui en ont résulté, pourraient [aggraver](#) encore la résistance de l'Ukraine aux facteurs [environnementaux](#) et au changement climatique.

Rôle de l'Union européenne

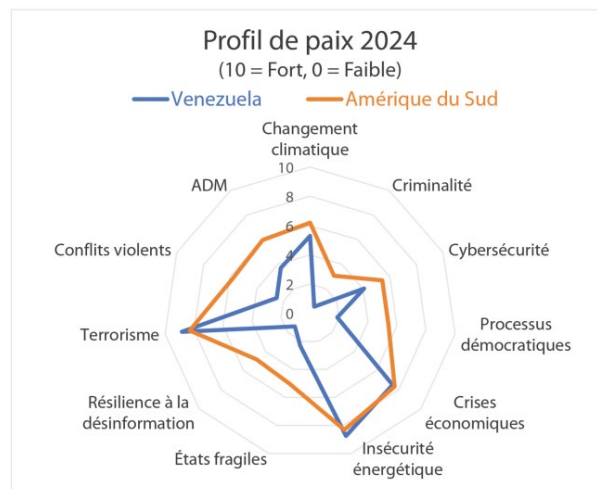
Les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine sont fondées sur un [accord d'association](#), dont un accord de libre-échange approfondi et complet, signé en 2014. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union a instauré de vastes [sanctions](#) à l'encontre de cette dernière. Depuis février 2022, l'Union européenne, ses États membres et ses institutions financières ont alloué à l'Ukraine [98,5 milliards](#) d'euros d'appui budgétaire, d'aide d'urgence, de réaction aux crises et d'aide humanitaire, ainsi que quelque 32 milliards d'euros de mesures d'assistance militaire, dont [11,1 milliards d'euros](#) au titre de la [facilité européenne pour la paix](#). Pour soutenir l'armée ukrainienne, l'Union a mis en place une mission d'assistance militaire ([EUMAM Ukraine](#)). Initialement créée pour une période de deux ans, l'EUMAM devrait former [60 000](#) soldats ukrainiens d'ici à la fin de l'été 2024. En outre, l'Union a approuvé la [facilité pour l'Ukraine](#), dotée de [50 milliards d'euros](#), qui vise à fournir un soutien financier prévisible sur la période 2024-2027. En mars 2022, le réseau électrique ukrainien a été synchronisé sur le réseau continental européen, en vue de réduire l'insécurité [énergétique](#) du pays. Les dirigeants de l'Union ont décidé d'accorder à l'Ukraine le statut de [candidat à l'adhésion à l'Union](#) en juin 2022, puis d'ouvrir les [négociations d'adhésion](#) en décembre 2023. Celles-ci ont démarré le 25 juin 2024, avec la première conférence intergouvernementale.

Venezuela

Le Venezuela occupe la 125^e place de l'indice Normandie et est considéré comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Amérique du Sud. Il est moins bien classé au niveau régional pour tous les indicateurs, à l'exception de l'insécurité énergétique, mais des sanctions internationales sont source de fragilité dans ce domaine.

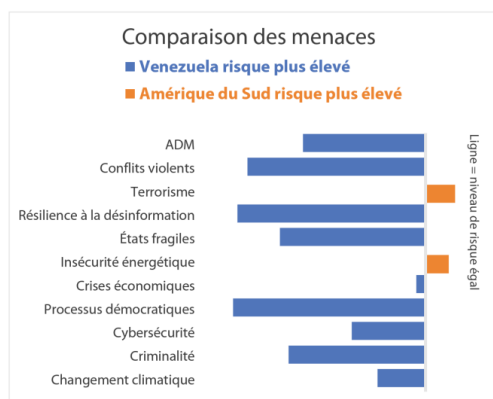
Contexte et principaux enjeux

En mai 2018, le président sortant Nicolás Maduro a été réélu, lors d'une élection contestée en raison d'irrégularités. Des élections législatives se sont tenues en décembre 2020, mais n'ont pas été reconnues par l'Union européenne ni par d'autres acteurs internationaux. La constitution prévoit que l'élection présidentielle se tienne tous les six ans; le Venezuela retournera donc aux urnes le 28 juillet 2024. Nicolás Maduro se représente, mais la communauté internationale est dubitative quant au caractère libre et équitable des futures élections. Les autorités vénézuéliennes ont déclaré María Corina Machado, candidate du mouvement d'opposition Plataforma Unitaria, inéligible pendant 15 ans en raison de son soutien à l'ancien dirigeant de l'opposition Juan Guaidó. En raison des agissements antidémocratiques du régime de Maduro, qui violent l'accord électoral qu'il a passé avec l'opposition en octobre 2023, le gouvernement américain de Joe Biden a remis en place la plupart des sanctions sectorielles qui avaient été suspendues.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

De 2013 à 2022, le Venezuela a perdu 63 places dans l'indice des États fragiles, en grande partie du fait d'une légitimité de l'État en berne et de la hausse des griefs communautaires. Le taux d'homicides au Venezuela est l'un des plus importants au monde. Fin mars 2023, plus de 7 millions de Vénézuéliens étaient réfugiés ou déplacés, dont la grande majorité (plus de 6 millions) résidaient dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En mai 2023, la Colombie comptait la plus grande communauté vénézuélienne (plus de 2,5 millions). Récemment, un différend frontalier s'est ravivé avec le Guyana au sujet de la région de l'Essequibo, riche en pétrole. Nicolás Maduro a organisé un référendum non contraignant au sujet de la souveraineté vénézuélienne sur l'Essequibo (approuvée par 95 % des électeurs) pour attiser le sentiment nationaliste. Le régime de Maduro utilise également la désinformation numérique comme stratégie politique et continue de réprimer les journalistes et de bafouer la liberté d'expression.



Rôle de l'Union européenne

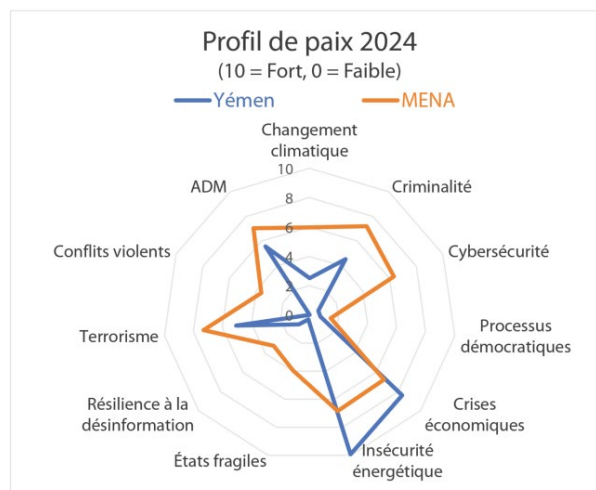
L'Union européenne a soutenu les tentatives avortées de dialogue entre le gouvernement et la majorité parlementaire, et a rappelé la nécessité d'élections transparentes en 2018, puis en 2020. Elle a également imposé des sanctions ciblées ainsi qu'un embargo sur les armements et les matériels connexes pouvant être utilisés à des fins de répression interne. Fin 2019, l'aide européenne s'élevait à plus de 170 millions d'euros. Le Venezuela a bénéficié de 10 projets de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (pour un montant total de plus de 21 millions d'euros). En 2020, l'Union a encouragé la tenue d'une conférence internationale des donateurs en vue d'aider les réfugiés et les migrants vénézuéliens, promettant d'accorder 147 millions d'euros supplémentaires en 2021. Elle a constitué un groupe de contact international sur le Venezuela, qui s'efforce de faciliter les conditions d'une solution pacifique et démocratique à la crise vénézuélienne et de favoriser l'acheminement rapide de l'aide humanitaire. En mars 2023, la Commission européenne a réaffirmé son soutien constant aux Vénézuéliens et a débloqué plus de 75 millions d'euros d'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins les plus urgents. La conférence internationale de 2023 en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens s'est tenue à Bruxelles en mars 2023. Le 21 janvier 2021, le Parlement européen a adopté une résolution sur les derniers développements à l'Assemblée nationale du Venezuela. L'Union européenne a déployé une mission d'observation électorale afin d'observer les élections régionales et locales de novembre 2021.

Yémen

Le Yémen occupe la 132^e place de l'indice Normandie: il s'agit donc du quatrième pays le moins pacifique du monde. Le conflit qui a éclaté en 2014 entre le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, et les forces houthistes, soutenues par l'Iran, a causé des centaines de milliers de morts, déplacé des millions de personnes et créé de graves pénuries alimentaires. Une trêve négociée en avril 2022 se poursuit, au-delà des espérances initiales. Le gouvernement yéménite et les houthistes se sont engagés à prendre des mesures en vue d'un cessez-le-feu en décembre 2023. Toutefois, la guerre entre Israël et le Hamas crée des tensions, qui menacent les pourparlers de paix, nuisent à la stabilité et mettent à mal l'économie.

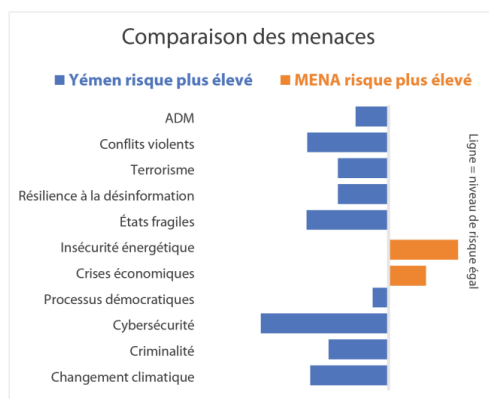
Contexte et principaux enjeux

Le Yémen a souffert de décennies de conflits internes, de mauvaise gestion économique et de conditions climatiques extrêmes. En 2011, un soulèvement populaire a poussé le président autoritaire Ali Abdallah Saleh à se retirer. En 2014, profitant de la période d'instabilité politique qui a suivi, le mouvement houthiste, lié à la minorité musulmane chiite et soutenu par l'Iran, a pris le contrôle des régions du nord du pays, déclenchant ainsi une guerre civile avec le gouvernement yéménite, soutenu par l'Arabie saoudite. Selon les estimations, 151 000 personnes ont été tuées et 4,5 millions déplacées à la suite directe du conflit. En outre, plus de 226 200 personnes seraient mortes des conséquences indirectes de la guerre, notamment les pénuries alimentaires et le manque de services de santé. Le Yémen se classe en 23^e position dans l'indice mondial du terrorisme 2024. Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) et l'État islamique/Daech sont tous deux actifs au Yémen.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En 2023, le Yémen occupe la deuxième place dans l'indice des États fragiles. Cette situation s'explique principalement par l'absence de contrôle du gouvernement central sur de vastes régions du nord et de l'ouest du pays, dominées par les forces houthistes. Compte tenu de la montée des tensions à la suite de la guerre entre Israël et le Hamas, les frappes menées par les houthistes en mer Rouge contre des navires internationaux qui présentent un lien avec Israël ou s'y rendent, ainsi que les frappes de représailles menées par les États-Unis et le Royaume-Uni contre les sites militaires houthistes au Yémen menacent de faire échouer les négociations fragiles entre l'Arabie saoudite et les houthistes en vue d'un accord de cessez-le-feu à court terme. Néanmoins, malgré les attaques houthistes en mer Rouge, les pourparlers de paix se poursuivent. En décembre 2023, le gouvernement yéménite, soutenu par l'Arabie saoudite, et les houthistes se sont engagés à prendre des mesures en vue d'un cessez-le-feu. Les facteurs de menace combinés que sont la fragilité de l'État et la violence du conflit, notamment les hostilités en cours dans la mer Rouge, exacerbent des problèmes tels que les pénuries alimentaires et le manque de services de santé. En 2024, on estime



que 18,2 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et que 17,6 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire et nutritionnelle, dont 3,5 millions souffrent de malnutrition aiguë. Le pays est dépendant à 97 % des importations pour les céréales et importe un tiers de son blé en provenance d'Ukraine. Le Yémen est le 12^e pays le moins bien classé dans l'indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2023, ce qui traduit une grande vulnérabilité au changement climatique et un faible niveau d'état de préparation.

Rôle de l'Union européenne

Depuis le début de la guerre en 2015, l'Union européenne a consacré près de 1,5 milliard d'euros en réponse à la crise au Yémen. Ce montant comprend un milliard d'euros d'aide humanitaire (dont 125 millions alloués en 2024) et 487 millions d'euros d'aide au développement. L'aide humanitaire de l'Union comprend l'assistance alimentaire, les soins de santé, l'éducation, l'eau et les abris. Elle inclut également l'amélioration des services d'hygiène dans les zones de forte insécurité alimentaire et de malnutrition, dans les zones touchées par des conflits et auprès des populations déplacées.

5. ANNEXE – L'indice Normandie: Méthode

Cette annexe explique les composantes et la méthodologie de l'indice créé par l'Institute for Economics and Peace.

Indice Normandie du Parlement européen – Méthodologie

5.1. Contexte	81
5.2. Synthèse sur la méthode employée	82
5.3. Détail des domaines et description des indicateurs	84
5.3.1. Domaine 1 – Changement climatique	84
5.3.2. Domaine 2 – Cybersécurité	85
5.3.3. Domaine 3 – Processus démocratiques	85
5.3.4. Domaine 4 – Crise économique	86
5.3.5. Domaine 5 – Insécurité énergétique	86
5.3.6. Domaine 6 – États fragiles	87
5.3.7. Domaine 7 – Criminalité/Homicides	87
5.3.8. Domaine 8 – Résilience face à la désinformation	88
5.3.9. Domaine 9 – Terrorisme	89
5.3.10. Domaine 10 – Conflits violents	90
5.3.11. Domaine 11 – Armes de destruction massive	91
5.3.12. Disponibilité et imputation des données	92
5.4. Pondération des indicateurs	92
5.5. Calculs relatifs aux domaines	92
5.6. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie ⁹³	
5.6.1. Bibliographie	94

5.1. Contexte

L'humanité est aujourd'hui confrontée à des difficultés inédites. En 2020, la pandémie de COVID-19 a engendré une crise mondiale immédiate et cristallisé l'interconnexion d'une société mondialisée. Cette crise s'inscrit dans un contexte de «grandes tendances» provoquées par le changement climatique, le déclin continu de la biodiversité, l'épuisement des ressources en eau potable et la surpopulation. Le monde fait face à une situation sociopolitique très incertaine: les dynamiques de pouvoir entre superpuissances mondiales évoluent, les alliances traditionnelles se défont et la démocratie connaît une crise généralisée.

Ces difficultés, sur le court terme comme sur le long terme, requièrent des solutions mondiales et la mise en place d'une coopération d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans un monde hyperconnecté, elles sont souvent multifactorielles et de plus en plus complexes, et présentent un caractère transfrontière.

En l'absence de solution à ces problèmes, la pression sur les ressources, les infrastructures et la société s'accroîtra, ce qui pourrait fragiliser la paix entre les nations et en leur sein. Le rapport «Chemins vers la paix: approches inclusives de la prévention des conflits violents», publié en 2018 par les Nations unies et la Banque mondiale, met en évidence l'interdépendance de ces difficultés. Il préconise de tenir compte de la nature multifactorielle des risques ([Banque mondiale & Nations unies, 2018](#)).

Afin de contribuer à une réflexion dans ce domaine, le Parlement européen et la région Normandie publient chaque année l'«indice Normandie», et ce depuis 2019. Il s'agit d'un outil de mesure permettant aux décideurs politiques et au grand public d'appréhender divers aspects des menaces qui pèsent sur le monde. Cet indice vise à définir les menaces contre la paix et offre un éclairage sur les risques complexes auxquels sont confrontés les pays. Cet outil mis à jour annuellement permet de mesurer les dynamiques d'une année sur l'autre et d'évaluer l'évolution positive ou négative des risques.

L'indice Normandie poursuit trois objectifs principaux, à savoir:

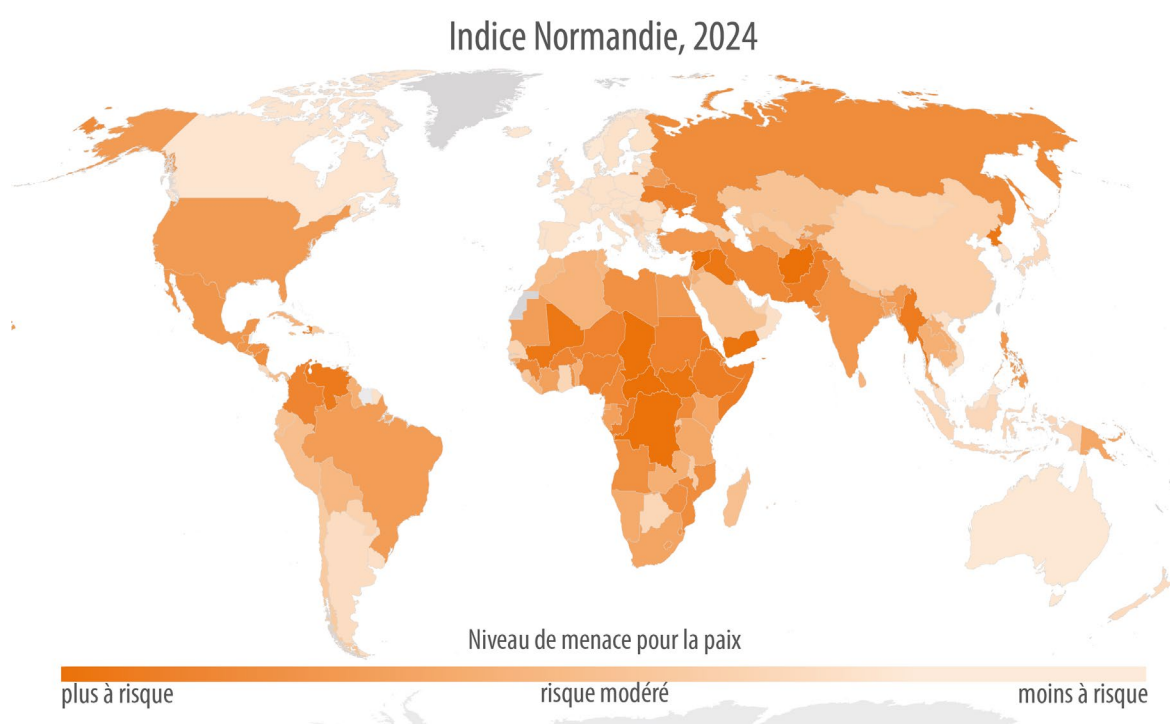
- évaluer le niveau et le potentiel de conflit de chaque pays donné, en tenant compte de la situation actuelle et des éventuelles évolutions à venir;
- offrir un outil de mesure et de suivi des tendances dans le temps;
- permettre d'établir un classement à l'intérieur de chacune des catégories de menaces susmentionnées en fonction du «niveau et [du] risque de conflit» mesurés, à des fins de décisions politiques.

Zone de texte 1 – Contexte de l'élaboration de l'indice Normandie

L'indice Normandie a été conçu pour déterminer les différents facteurs qui constitueront, selon le Parlement européen, des menaces pour la paix dans les années à venir. À ce titre, il offre un point de vue distinct de celui que proposent d'autres indices composés, tels que l'indice mondial de la paix (Global Peace Index ou GPI), publié chaque année par l'Institut pour l'économie et la paix.

Le GPI classe 163 pays et territoires indépendants en fonction du degré de paix qui les caractérise, la paix étant définie comme l'absence de violence et l'absence de crainte de violence ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Il mesure ainsi le niveau actuel de paix *négative*. L'Institut pour l'économie et la paix étudie également les aspects *positifs* de la paix au moyen de son indice de paix positive (PPI), qui évalue au sein de 163 pays les comportements, institutions et structures qui contribuent de façon notoire à l'émergence et au développement de sociétés pacifiques ([Institut pour l'économie et la paix, 2019b](#)).

Tant le GPI que le PPI mesurent le degré *actuel* de paix dans le monde. L'indice Normandie mesure quant à lui les *menaces* qui planent actuellement sur la paix dans le monde, de sorte qu'il complète utilement l'éventail des outils utilisés dans le cadre de l'analyse quantitative de la paix et de la sécurité.



L'indice Normandie analyse 138 pays et régions. L'Union européenne, considérée comme un bloc unique, se voit attribuer la moyenne des indices de ses États membres.

5.2. Synthèse sur la méthode employée

Dans le cadre de sa stratégie globale pour 2016, l'Union a dressé la liste des domaines prioritaires représentant une menace pour la paix dans les années à venir ([Union européenne, 2016](#)).

Chacun de ces domaines constitue un système complexe, dont les aspects multiples et liés sont difficiles à appréhender. L'indice Normandie en tient compte et s'emploie à simplifier une grande partie des concepts rattachés aux domaines en question, en sélectionnant un indicateur clé par domaine, plutôt que de sélectionner, de mettre en balance et d'agréger des indicateurs multiples pour chacun des domaines, ce qui constituerait une entreprise autrement plus complexe et subjective. Les indicateurs retenus pour chacun de ces domaines l'ont été sur la base de textes

officiels et d'ouvrages universitaires récents, en fonction de la disponibilité des données et après consultation du Parlement européen.

Le tableau 1 présente les indicateurs retenus pour appréhender ces menaces.

Tableau 1 — Indicateurs retenus dans l'indice Normandie

Domaine	Indicateurs	Définition	Source	Nombre de pays étudiés	Données les plus récentes
Changement climatique	Indice mondial pour la gestion des risques INFORM	INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.	Nations unies	191	2024
Cybersécurité	Indice de cybersécurité	L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.	Union internationale des télécommunications	194	2020
Processus démocratiques	Indice de démocratie participative	Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.	V-Dem	179	2022
Crises économiques	Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts	Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.	Banque mondiale	143	2022
	Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)	Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)	Fonds monétaire international	135	2024
Insécurité énergétique	Importations d'énergie	Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.	Banque mondiale, Enerdata	143	2022
	Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)	Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)	Banque mondiale	142	2019
États fragiles	Indice des États fragiles	L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données — quantitatives, qualitatives et validées par des experts — sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI.	Fonds pour la paix	179	2022
Criminalité	Taux d'homicides pour 100 000 personnes	Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité	ONU DC	192	2021
	Perception des différents niveaux de criminalité	Réponses au questionnaire Gallup «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»	Gallup/IEP	163	2023
Résilience à la désinformation	Résilience à la désinformation	Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent	V-Dem	179	2022

		les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.			
Terrorisme	Indice mondial du terrorisme	Indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme.	Institut pour l'économie et la paix	163	2024
Conflits violents	Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix	Plus mauvais score parmi les indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causés par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causés par les conflits externes. L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace.	Institut pour l'économie et la paix	163	2023
ADM	Indice de menace nucléaire		EIU	176	2023

La stratégie globale de l'Union pour 2016 souligne également l'importance croissante des *menaces hybrides* dans les années à venir. Les menaces hybrides recouvrent des activités conventionnelles ou non, militaires ou non, susceptibles d'être exercées de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent prendre la forme de cyberattaques contre des systèmes informatiques sensibles, d'une perturbation de services clés, tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, d'atteintes à la confiance des administrés dans les institutions gouvernementales ou encore de comportements visant à aggraver les divisions sociales. Compte tenu de la nature mixte des menaces hybrides, il n'est pas possible d'évaluer le risque qui en découle pour un pays en se fondant sur une mesure unique. Les composantes potentielles des menaces hybrides sont déterminées au sein des domaines couverts par l'indice Normandie. Les «menaces hybrides» ne sont donc pas étudiées au sein d'un domaine spécifique.

5.3. Détail des domaines et description des indicateurs

5.3.1. Domaine 1 – Changement climatique

Indicateur: Indice mondial pour la gestion des risques INFORM – sous-indicateur du risque de catastrophe naturelle

Description détaillée: L'indice mondial pour la gestion des risques INFORM établit un classement annuel des pays en fonction d'une note qui s'échelonne de zéro à dix, les pays présentant un «risque très élevé» se voyant attribuer la note de dix.

Principe: INFORM est un modèle global en source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes, selon les trois dimensions que sont 1) le danger et l'exposition au danger, 2) la vulnérabilité et 3) le manque de capacités de réaction. Cet indice met en évidence l'origine tant naturelle qu'humaine du changement climatique et des risques qui y sont associés, sachant que le risque découlant du changement climatique dépend également de la manière dont les pays s'adapteront aux effets de celui-ci.

Source: INFORM ([Commission européenne, 2019](#))

URL: <http://www.inform-index.org/>

5.3.2. Domaine 2 – Cybersécurité

Indicateur: Indice de cybersécurité dans le monde

Description détaillée: L'indice de cybersécurité dans le monde évalue les actions des États membres de l'Union internationale des télécommunications (UIT) en matière de cybersécurité à l'aune de cinq indices: mesures juridiques, mesures techniques, mesures organisationnelles, renforcement des capacités et coopération.

Principe: Les menaces en matière de cybersécurité ne peuvent être combattues que par une approche réglementaire systémique et transsectorielle fondée sur la technologie. Un pays qui ne s'emploie pas à protéger les infrastructures financières et physiques ainsi que les données personnelles et gouvernementales s'expose à des attaques. L'indice de cybersécurité dans le monde, qui tient compte des actions entreprises et des mesures prises par les pays aux fins d'écarter la menace que représentent les cyberattaques, propose une évaluation en source ouverte, précise et adaptée de la menace future.

Source: UIT ([Union internationale des télécommunications, 2017](#))

URL: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

5.3.3. Domaine 3 – Processus démocratiques

Indicateur: Indice de démocratie participative

Description détaillée: La base de données de Varieties of Democracy (V-Dem) reprend un ensemble d'indicateurs par pays concernant les organisations politiques ou gouvernementales, les sociétés ou institutions dotées d'un gouvernement organisé, l'État et le corps politique.

L'indice de démocratie participative utilisé dans le cadre de l'indice Normandie mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.

Principe: Il est largement reconnu que les processus démocratiques contribuent à la paix. Les démocraties solides disposent elles-mêmes d'institutions visant à faire face aux revendications de la société de manière non violente. Il est également considéré que les démocraties sont moins enclines à s'engager dans des conflits armés avec d'autres démocraties. Les pays démocratiques affichent les niveaux de paix les plus élevés à l'échelle planétaire, d'après l'indice mondial de la paix ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Par ailleurs, à l'exception d'événements politiques ou de conflits relativement peu fréquents, le statut démocratique actuel d'un pays est souvent un bon indicateur de son futur statut démocratique.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) ([Université de Göteborg, 2020](#))

URL: <https://www.v-dem.net/>

5.3.4. Domaine 4 – Crise économique

Indicateur: Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en pourcentage du total des prêts

Description détaillée: Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.

Principe: Les prêts non productifs représentent un bon signe avant-coureur des crises financières, avec de vastes conséquences sociales. De façon plus directe, des niveaux d'endettement élevés peuvent affecter la capacité de l'État à fournir les services publics de base, laquelle constitue une source clé de légitimité pour un gouvernement. Le recours excessif à l'emprunt, en particulier à la dette extérieure, implique une exposition accrue aux risques du marché mondial et aux décisions des créanciers, deux facteurs qui peuvent rendre un État vulnérable aux chocs économiques extérieurs ([Forum économique mondial & Zurich Insurance Group, 2019](#)). Des dettes et des emprunts trop lourds peuvent exacerber les clivages sociétaux sous-jacents, en particulier si les inégalités réelles ou perçues se creusent.

Source: Banque mondiale ([Banquemondiale, 2020, Trading Economics, 2021](#))

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.AST.NPER.ZS>

Indicateur: Endettement net des administrations publiques (% PIB)

Description détaillée: Le ratio d'endettement public net/PIB est calculé en utilisant la valeur de l'endettement net des administrations publiques au numérateur et le PIB total au dénominateur.

Principe: Il a été prouvé que la crise de la dette souveraine et les troubles civils étaient liés (Reinhart, 2010), et certains ont fait valoir que la crise de la dette souveraine et les mesures d'austérité extrêmes qui l'ont suivie ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et au génocide au Rwanda ([Goldmann, 2012](#)).

Source: Fonds monétaire international

URL: <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April>

5.3.5. Domaine 5 – Insécurité énergétique

Indicateur: Importations d'énergie

Description détaillée: Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie).

Principe: L'indépendance énergétique, c'est-à-dire l'autosuffisance grâce aux sources d'énergie présentes sur le territoire national, y compris le pétrole, le gaz naturel, les autres minéraux et les sources d'énergie propre, est un élément déterminant de la sécurité énergétique, au moins depuis le choc pétrolier d'octobre 1973 ([Cohen et al., 2011](#)). Bien qu'elle ne représente qu'un aspect de la sécurité énergétique, elle constitue, avec des mesures telles que la diversité des sources d'approvisionnement et la distance parcourue jusqu'au lieu de consommation, une mesure pour laquelle il existe à l'échelle mondiale des données de sources publiques et comparables, et qui est donc suffisante pour saisir la menace conceptuelle de l'insécurité énergétique.

L'Institut pour l'économie et la paix a complété les données de la Banque mondiale par des données plus récentes obtenues à partir de l'annuaire statistique mondial de l'énergie 2020. Celui-ci traite de 60 pays, jusqu'en 2019.

Source: Banque mondiale ([Banque mondiale, 2020 et Enerdata, 2021](#))

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/eg.imp.cons.zs>

<https://yearbook.enerdata.net/>

Indicateur: Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)

Description détaillée: Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)

Principe: Les pays dont la consommation d'énergie est plus élevée et qui dépendent fortement des importations seront plus fragiles que les pays présentant un profil différent.

Source: Banque mondiale ([Banque mondiale, 2022](#))

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.USE.ELEC.KH.PC>

5.3.6. Domaine 6 – États fragiles

Indicateur: Indice des États fragiles

Description détaillée: Les pays sont classés du pays présentant le niveau le plus faible de fragilité (score 0) au pays présentant le niveau le plus élevé (score de 120). Tous les ans, chaque pays est noté sur la base de 12 indicateurs de risque de conflit regroupés en quatre catégories: économiques, politiques, sociaux et indicateurs de cohésion.

Principe: L'indice des États fragiles repose sur un outil d'évaluation des conflits, dénommé «CAST», qui a été mis au point par le Fonds pour la paix il y a près d'un quart de siècle afin d'évaluer la vulnérabilité des États fragiles. Cet outil a été conçu pour mesurer cette vulnérabilité dans les situations précédant les conflits, pendant les conflits et dans les situations d'après-conflit, et continue d'être largement utilisé par les décideurs politiques, les praticiens de terrain et les réseaux communautaires locaux. La méthode utilise des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs, repose sur des données de sources publiques et produit des résultats quantifiables.

Source: Fonds pour la paix ([Fonds pour la paix, 2020](#))

URL: <http://fundforpeace.org/fsi/>

5.3.7. Domaine 7 – Criminalité/Homicides

Indicateur: Taux d'homicides

Description détaillée: Taux d'homicides dans le pays pour 100 000 habitants

Principe: Les taux d'homicides élevés sont associés à des risques élevés pour la sécurité des personnes à l'intérieur d'un pays et reflètent une capacité réduite du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des personnes à l'intérieur de ses frontières.

La stratégie globale de l'Union souligne que la criminalité transfrontalière constitue une menace importante pour la paix dans le monde. La criminalité transnationale organisée affecte, par sa nature

même, tous les pays. La nature des crimes transfrontaliers varie considérablement, allant du trafic de drogues de classe A à la traite d'êtres humains. Le recensement de la criminalité varie d'un pays à l'autre, de sorte qu'il n'existe pas de base de données unique répertoriant les crimes transfrontaliers commis. Bien que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) publie une évaluation des menaces que représente la criminalité transnationale organisée, cette évaluation est destinée à être appliquée au niveau local et ne constitue pas une plateforme permettant d'établir un classement comparatif mondial des pays²². Ce qui complique encore la situation, c'est que les facteurs à l'origine de la criminalité transfrontalière favorisent également tous les autres types d'activités économiques: les communications, le commerce, l'interconnexion, la mondialisation et les nouvelles technologies.

En l'absence de mesure nationale relative de la criminalité transnationale/transfrontalière, l'indice Normandie utilise un taux d'homicides pour 100 000 habitants par pays comme indicateur des niveaux de criminalité. Bien qu'il s'agisse d'une mesure grossière, le lien entre homicide et criminalité organisée a été largement étudié²³ et utilisé dans la littérature comme indicateur de la criminalité organisée dans un pays²⁴.

Source: [Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2020](#)

URL: <https://www.unodc.org/unodc/index.html>

Indicateur: Perception de la criminalité

Description détaillée: Réponses à la question du sondage mondial Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»

Principe: La perception de la criminalité dans une société a une incidence sur le sentiment de sécurité et d'identité des citoyens, avec des conséquences plus larges sur les entreprises, les dépenses de sécurité et les politiques de sécurité. La perception de niveaux élevés de criminalité peut avoir un effet déstabilisant sur le contrat social entre un gouvernement et sa population. L'Institut pour l'économie et la paix a constaté que le coût de l'endiguement de la violence, qui varie en fonction des menaces perçues, s'élève à environ 1 800 dollars américains par personne et par an ([Institut pour l'économie et la paix, 2019](#)).

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019](#))

URL: <https://www.economicsandpeace.org/reports/>

Le score final de chaque pays est une somme pondérée du taux d'homicides (qui compte pour 75 %) et de la perception de la criminalité (qui compte pour 25 %).

5.3.8. Domaine 8 – Résilience face à la désinformation

Indicateur: Résilience à la désinformation

Description détaillée: La base de données Variety of Democracy (V-Dem) reprend quatre indicateurs de présence de désinformation:

²² ONUDC, 2010.

²³ ONUDC, 2011

²⁴ Alberto Alesina, 2019

- Diffusion par le gouvernement de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence le gouvernement et ses agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les partis de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence les grands partis politiques et les candidats se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les gouvernements étrangers de fausses informations. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer les politiques nationales dans ledit pays?
- Publicités des gouvernements étrangers. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils de publicités payantes sur les médias sociaux pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations pour influencer les politiques nationales dans ledit pays?

Chaque pays est classé sur une échelle de Likert allant de «extrêmement souvent» (0) à «jamais ou presque jamais» (4). L'indicateur de résilience face à la désinformation utilisé dans le cadre de l'indice Normandie correspond à la moyenne nationale de chacun de ces quatre indicateurs.

Principe: La capacité des acteurs étatiques et non étatiques à restreindre la libre circulation de l'information est de plus en plus préoccupante, tout comme leur capacité à s'ingérer dans le fonctionnement de la société civile par le biais de campagnes de désinformation. La recherche sur la résilience face à la désinformation est un domaine de quantification relativement nouveau, qui a vu apparaître un certain nombre de sources ces dernières années ([Eurasian States in Transition Research Center, 2018](#); [Indice mondial de la désinformation, 2020](#)). L'indice Normandie suivra de près cette documentation de manière à s'appuyer sur ces mesures dans de prochaines publications.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) ([Université de Göteborg, 2020](#))

URL: <https://www.v-dem.net/>

5.3.9. Domaine 9 – Terrorisme

Indicateur: Indice mondial du terrorisme

Description détaillée: Indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des prises d'otage liés au terrorisme.

Principe: Il s'agit d'un indicateur clé montrant les incidences multiples du terrorisme sur un pays. Il s'agit de la source de données la plus fiable et la plus cohérente, disponible dans plus de 163 pays et actualisée chaque année depuis 2007.

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2023](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

5.3.10. Domaine 10 – Conflits violents

Indicateur: Conflits violents

Description détaillée: Indicateur composite du nombre de conflits violents internes et externes, de leur intensité et du nombre de décès qu'ils causent.

Principe: L'indice mondial de la paix de l'Institut pour l'économie et la paix mesure les quatre indicateurs suivants relatifs aux conflits violents:

Nombre et durée des conflits internes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits qui surviennent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays donné. Les informations relatives à cet indicateur proviennent de trois ensembles de données provenant du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits: la série de données sur les décès liés aux combats, celle sur les conflits non étatiques et celle sur la violence unilatérale.

Nombre de décès causés par des conflits internes organisés

Cet indicateur utilise la définition de conflit donnée par le programme d'Uppsala. Celui-ci définit les conflits comme la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année. Les statistiques sont recueillies à partir de l'édition la plus récente de la base de données des conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques, qui définit les décès liés aux conflits armés comme les pertes de vies militaires et civiles résultant directement d'un conflit armé.

Nombre, durée et rôle dans les conflits externes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits extraterritoriaux dans lesquels un pays est impliqué. Cet indicateur se fonde sur la série de données du programme d'Uppsala sur les décès liés aux combats. Le score d'un pays est déterminé en additionnant tous les scores relatifs aux conflits individuels lorsque ce pays intervient en tant qu'acteur dans un conflit surgissant en dehors de ses frontières légales. Les conflits ne sont pas imputés à un pays s'ils lui ont déjà été imputés pour l'indicateur du nombre et de la durée des conflits internes.

Nombre de décès causés par des conflits externes organisés

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année». En l'absence de données, plusieurs autres sources ont été consultées: la base de données sur les conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques; le site web Iraq Coalition Casualty Count et l'EIU.

Chacune de ces sources est notée de 1 à 5. L'indice Normandie retient le plus mauvais score du pays pour l'ensemble de ces indicateurs dans la catégorie «Conflits violents».

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

5.3.11. Domaine 11 – Armes de destruction massive

Indicateur: Indicateur des capacités nucléaires et des armes lourdes

Description détaillée: L'indice de paix mondial des capacités nucléaires et des armes lourdes est un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays reçoivent la note 1 lorsqu'ils ont de faibles capacités militaires. La note 5 est attribuée aux pays dotés de l'arme nucléaire.

Principe: Cet indicateur est un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné.

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Indicateur: Indice de menace nucléaire

Description détaillée: L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace.

Le score de l'indice Normandie correspond au score le plus bas du pays dans les trois indicateurs suivants:

- Menace nucléaire 1: scores pour 22 pays disposant au minimum de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
- Menace nucléaire 2: scores pour 153 pays, ainsi que Taiwan, disposant de moins de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
- Sabotage nucléaire: 46 pays, ainsi que Taiwan, disposant d'installations nucléaires, dont des centrales et des réacteurs de recherche d'une capacité supérieure à 2 MW

Enfin, pour saisir les éventuelles répercussions ou tensions que la menace nucléaire des pays voisins ou régionaux fait peser sur un pays, l'indice Normandie incorpore la moyenne du score régional dans le score national du pays.

Le score final d'un pays est calculé par une somme pondérée du score national (75 %) et du score régional (25 %).

Source: Unité de renseignement de *The Economist*

URL: <https://www.ntiindex.org/>

5.3.12. Disponibilité et imputation des données

La méthode mise au point a été conçue pour la faire concorder avec d'autres grands indicateurs mondiaux, et des efforts considérables ont été accomplis pour étoffer l'indice avec les meilleures informations disponibles sur les pays. Toutefois, la principale difficulté inhérente à l'élaboration d'un indice composite harmonisé tient au manque de données homogènes et complètes dans des pays très disparates à travers le monde, lesquels diffèrent considérablement les uns des autres non seulement par leurs caractéristiques démographiques et géographiques, mais aussi par leurs particularités socio-économiques qui, souvent, peuvent avoir une incidence sur la collecte et la qualité des données.

Le problème des données lacunaires constitue une difficulté courante dans l'élaboration d'un indice. L'OCDE recommande plusieurs techniques statistiques pour procéder à l'imputation des données afin de combler les lacunes ([OCDE et al., 2008](#)). Le tableau 2 dresse la liste des méthodes utilisées dans l'indice Normandie. Grâce à la combinaison de ces techniques, l'indice contient ainsi les meilleures données possibles sans devoir se fonder sur une méthode trop complexe.

TABEAU 2: Méthode d'imputation des données

Méthode	Description	Application dans l'indice
Méthode d'imputation cold-deck	Remplacer la donnée manquante par une valeur obtenue à partir d'une autre source de données.	Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie, soit en prenant les données les plus récentes d'une série comme données actuelles, soit en intégrant des statistiques nationales supplémentaires pour combler une lacune.
Méthode d'imputation hot-deck	Remplacer la donnée manquante par une moyenne régionale.	Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.

5.4. Pondération des indicateurs

Étant donné que la stratégie globale de l'Union pour 2018 ne classe pas les domaines par ordre de priorité, **une pondération égale de 1** est appliquée dans tous les domaines, ce qui simplifie le calcul de la note finale de l'indice Normandie.

Le seul domaine de l'indice Normandie qui présente plus d'un indicateur est celui de la criminalité, qui comprend les homicides volontaires (pour 100 000 personnes) et la perception des différents niveaux de criminalité, qui comptent respectivement pour 75 % et 25 %.

5.5. Calculs relatifs aux domaines

Cette section illustre la façon dont est traité chaque indicateur, et donc chaque domaine. Le traitement se fait en deux étapes: 1) collecte des données et 2) imputation et catégorisation.

Dans le cas de l'indice Normandie, catégoriser les données est un moyen de comparer des informations qui, autrement, seraient disparates. Les données relatives à chaque indicateur sont projetées sur l'intervalle [0;1]: des valeurs minimales et maximales pertinentes pour l'ensemble de données sont déterminées, toute valeur inférieure au minimum est ramenée à 0, toute valeur supérieure au maximum est ramenée à 1, et tout le reste est réparti de manière linéaire entre ces deux extrema. Par conséquent, au cours de l'année y , après imputation des données, le score obtenu après catégorisation est calculé pour l'indicateur i à l'aide de l'équation 1.

Équation 1: Équation de catégorisation

$$Banded_i = \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

Cette méthode de catégorisation se fonde sur l'hypothèse implicite que les valeurs élevées traduisent de meilleures performances. Toutefois, pour certains indicateurs, comme l'indice mondial de terrorisme, on vise au contraire le score le plus bas possible. Dans ce cas, on a recours à une catégorisation inversée, et le score est calculé à l'aide de l'équation 2.

Équation 2: Équation de catégorisation inversée

$$Reverse Banded_i = 1 - \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

L'indicateur de catégorisation pour chaque pays est alors le score du domaine, puisque chaque domaine est mesuré par un seul indicateur. Le score de chaque domaine se situe entre 0 et 1.

Une partie intégrante de ce processus consiste à fixer des valeurs seuils minimales et maximales pertinentes pour les scores après catégorisation. À cette fin, on dispose de méthodes empiriques et normatives. Bien que certaines données suivent une distribution normale et se prêtent donc bien à des techniques mathématiques standard, par exemple qualifier d'aberrante toute valeur située à plus de trois écarts-types de la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances bien établies. En définitive, le choix de la technique utilisée doit dépendre de plusieurs considérations: la nature des données, la distribution sous-jacente, l'objet de l'indice, les renseignements transmis, etc. L'examen des ensembles de données globales utilisés dans l'indice Normandie montre que très peu d'indicateurs suivent une distribution normale. La présence de valeurs aberrantes influe non seulement sur la moyenne, mais aussi sur la variance, biaisant à la fois les valeurs minimales et maximales.

Pour tenir compte de cette situation, l'IEP fixe parfois des minimums et des maximums artificiels pour s'assurer que les résultats ne sont pas trop fortement influencés par des valeurs aberrantes. En présence de valeurs aberrantes, le minimum fixé pour le processus de catégorisation est le point de données le plus bas qui se situe à moins de 1,5 fois l'écart interquartile en dessous du premier quartile (l'écart interquartile étant défini comme étant la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, le maximum fixé pour le processus de catégorisation est le point de données le plus grand qui se situe à moins de 1,5 fois l'écart interquartile au-dessus du troisième quartile.

5.6. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie

Étant donné que chaque domaine est pondéré également en fonction de l'importance de la menace, le score agrégé final de l'indice peut être obtenu par le calcul de la moyenne des onze scores des domaines. Ainsi, tous les ans, le score final de l'indice Normandie de chaque pays est compris entre 0 et 10.

$$NI \text{ Score} = 11 \times \frac{\sum_{i=D1}^{D11} \text{Country Indicator Banded Score}_i}{11}$$

5.6.1. Bibliographie

- [Cohen, G., Joutz, F., & Loungani, P. \(2011\). Mesurer la sécurité énergétique:Tendances dans la diversification de l'offre de pétrole et de gaz naturel. 41.](#)
- [Eurasian States in Transition Research Center. \(2018\). Résilience face à la désinformation en Europe centrale et orientale, \[http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf\]\(http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf\)](#)
- [Commission européenne \(2019\). INFORM, modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes. <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>](#)
- [Union européenne \(2016\). Une stratégie globale pour l'Union européenne. \[https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf\]\(https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf\)](#)
- [Indice mondial de la désinformation, 2020. Indice mondial de la désinformation \(GDI\). <https://disinformationindex.org/>](#)
- [Enerdata. «Global Energy Statistical Handbook», 2021.](#)
- [Goldmann, M. \(2012\). Les crises de la dette souveraine vues comme des menaces pour la paix: déclencher la restructuration au titre du chapitre VII de la charte des Nations unies? 23.](#)
- [Institut pour l'économie et la paix \(2019a\). Indice mondial de la paix. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf>](#)
- [Indice mondial de la paix 2019 Positive Peace Report 2019: analyse des facteurs de paix <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/11/Positive-Peace-Report-2018.pdf>](#)
- [Institut pour l'économie et la paix, 2023. Indice mondial du terrorisme 2023. <https://www.visionofhumanity.org/resources/global-terrorism-index-2023/>](#)
- [\(Union internationale des télécommunications, 2017\) Global Cybersecurity Index. <https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>](#)
- [OCDE, Union européenne & Centre commun de recherche \(JCR\) - Commission européenne \(2008\). Manuel sur la construction d'indicateurs composites: méthodologie et guide d'utilisation. OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264043466-en>](#)
- [Fonds pour la paix \(2020\). Indice des États fragiles. <https://fragilestatesindex.org/>](#)
- [Trading Economics. Taux d'inflation, 2024.](#)
- [Office des Nations unies contre la drogue et le crime \(2020\). Office des Nations unies contre la drogue et le crime - Statistiques. Office des Nations unies contre la drogue et le crime <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics.html>](#)
- [Université de Göteborg \(2020\). Varieties of Democracy <https://www.v-dem.net/fr/>](#)
- [Forum économique mondial & Zurich Insurance Group \(2019\). Risques mondiaux 2019: rapport. \[http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf\]\(http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf\)](#)
- [Banque mondiale & Nations unies \(2018\). Chemins vers la paix: approches inclusives de la prévention des conflits violents. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>](#)
- [Banque mondiale, 2020 Les données ouvertes de la Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/>](#)

Les conflits se limitent rarement à l'espace géographique dans lequel les guerres surviennent. Alors que les conséquences (humaines, matérielles et politiques) des guerres et des conflits se font de plus en plus ressentir à l'échelle mondiale, il est plus important que jamais de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. L'indice Normandie, publié depuis le Forum Normandie pour la paix de 2019, constitue une telle mesure. Les conclusions de l'exercice 2024 montrent que le niveau des menaces pour la paix n'a jamais été aussi élevé depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par des conflits, des rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides. Les conclusions de l'exercice 2024 s'appuient sur les données compilées en 2023 et 2024, afin de comparer le niveau de paix – définie sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées – entre pays et régions. Des études de cas portant sur 63 pays complètent le tableau de l'état actuel de la paix. Conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci, l'indice Normandie est publié en partenariat avec la région Normandie.

Ce document fait partie de la contribution de l'EPRS au Forum mondial Normandie pour la paix 2024.

Ce document est une publication du service de recherche pour les députés.
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

PE 762.368
ISBN 978-92-848-2149-5
ISSN 2600-3457
DOI:10.2861/879707